

## Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

8 MAI 1989

**BUDGET**

**du Ministère des Finances  
pour l'année budgétaire 1989 (69)**

**INDEX**

	Pages
Projet de loi . . . . .	3

**TABLEAU DE LA LOI**

Titre I. — Dépenses courantes . . . . .	10
Titre II. — Dépenses de capital . . . . .	20
Titre IV. — Section particulière . . . . .	26
Titre VII. — Organismes d'intérêt public. Répartition des crédits 1989 — après la réforme de l'Etat — par allocation de base . . . . .	36

**PROGRAMME JUSTIFICATIF**

A. — Introduction générale . . . . .	42
B. — Justification par division organique et programme d'activités :	
Récapitulation pour le budget . . . . .	43
Section 01 — Cabinet du Ministre des Finances :	
Programme 0 — Fonctionnement des Cabinet . . . . .	45
Section 03 — Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, et de la Politique scientifique :	
Programme 0 — Fonctionnement du Cabinet . . . . .	49
Section 11 — Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances :	
Programme 0 — Fonctionnement des Cabinets . . . . .	54
Section 40 — Secrétariat général :	
Missions . . . . .	58
Programmes 0 — Subsistance . . . . .	59
1 — Etudes et Documentation . . . . .	60
2 — Programme social . . . . .	60
3 — Programme de formation . . . . .	63

## Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

8 MEI 1989

**BEGROTING**

**van het Ministerie van Financiën  
voor het begrotingsjaar 1989 (69)**

**INHOUDSOPGAVE**

	Blz.
Wetsontwerp . . . . .	3

**WETSTABEL**

Titel I. — Lopende uitgaven . . . . .	11
Titel II. — Kapitaaluitgaven . . . . .	21
Titel IV. — Afzonderlijke sectie . . . . .	27
Titel VII. — Instellingen van openbaar nut. Verdeling van de kredieten 1989 — na de Staatshervorming — per basisallocatie . . . . .	36

**VERANTWOORDINGSPROGRAMMA**

A. — Algemene inleiding . . . . .	42
B. — Verantwoording per organisatieafdeling en per activiteitenprogramma :	
Samenvatting voor de begroting . . . . .	43
Sectie 01 — Kabinet van de Minister van Financiën :	
Programma 0 — Werking van het Kabinet . . . . .	45
Sectie 03 — Kabinetten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid :	
Programma 0 — Werking van de Kabinetten . . . . .	49
Sectie 11 — Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën :	
Programma 0 — Werking van de Kabinetten . . . . .	54
Sectie 40 — Algemeen Secretariaat :	
Opdrachten . . . . .	58
Programma's 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	59
1 — Studie en Documentatie . . . . .	60
2 — Sociaal programma . . . . .	60
3 — Vormingsprogramma . . . . .	63

Pages	[ 117 ]
<b>Section 50 — Administration générale des Impôts :</b>	
Missions . . . . .	64
Programmes 1 — Services polyvalents et intégrés	64
2 — Contributions directes . . . . .	65
3 — Cadastre . . . . .	66
4 — Douanes et Accises . . . . .	68
5 — T.V.A., Enregistrement et Domaines . . . . .	71
<b>Section 60 — Administration du Budget et du Contrôle des dépenses :</b>	
Missions . . . . .	75
Programme 0 — Subsistance . . . . .	75
1 — Provision interdépartementale . . . . .	76
<b>Section 61 — Administration de la Trésorerie :</b>	
Missions . . . . .	77
Programmes 0 — Subsistance . . . . .	78
1 — Relations financières internationales . . . . .	81
2 — Promotion de l'exportation . . . . .	84
3 — Aide au développement . . . . .	86
4 — Soutien économique . . . . .	90
<b>Section 62 — Administration des Pensions :</b>	
Missions . . . . .	95
Programme 0 — Subsistance . . . . .	96
C. — Justifications globales afférentes à des articles communs . . . . .	97
D. — Titre IV. — Section particulière . . . . .	106
E. Titre VII. — Organismes d'intérêt public . . . . .	131
F. Regroupements :	
Codes économiques . . . . .	132
G. — Tableau synthétique des cadres et des effectifs . . . . .	136
<b>Sectie 50 — Algemene Administratie der belastingen :</b>	
Opdrachten . . . . .	64
Programma's 1 — Polyvalente en geïntegreerde diensten	64
2 — Directe belastingen . . . . .	65
3 — Kadaster . . . . .	66
4 — Douane en accijnen . . . . .	68
5 — B.T.W., registratie en domeinen . . . . .	71
<b>Sectie 60 — Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven :</b>	
Opdrachten . . . . .	75
Programma 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	75
1 — Interdepartementale provisie . . . . .	76
<b>Sectie 61 — Administratie van de Thesaurie :</b>	
Opdrachten . . . . .	77
Programma's 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	78
1 — Internationale financiële betrekkingen . . . . .	81
2 — Exportbevordering . . . . .	84
3 — Ontwikkelingshulp . . . . .	86
4 — Economische steun . . . . .	90
<b>Sectie 62 — Administratie der Pensioenen :</b>	
Opdrachten . . . . .	95
Programma 0 — Bestaansmiddelen . . . . .	96
C. — Globale verantwoording betreffende de gemeenschappelijke artikelen . . . . .	97
D. — Titel IV — Afzonderlijke sectie . . . . .	106
E. — Titel VII. — Instellingen van openbaar nut . . . . .	131
F. — Hergroeperingen :	
Economische codes . . . . .	132
G. — Synthetische tabel van de personeelsformatie en bezetting . . . . .	137

**PROJET DE LOI**

BAUDOUIN, ROI DES BELGES.

*A tous, présents et à venir, SALUT.*

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique, de Notre Ministre des Finances, de Notre Secrétaire d'Etat aux Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

**Crédits pour les dépenses courantes (Titre I)  
et pour les dépenses de capital (Titre II)**

Article 1<sup>er</sup>

§ 1<sup>er</sup>. Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Finances afférentes à l'année budgétaire 1989, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

**WETSONTWERP**

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN.

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,  
ONZE GROET.*

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid, van Onze Minister van Financiën, van Onze Staatssecretaris voor Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Onze Minister van Financiën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de tekst volgt :

**Kredieten voor de lopende uitgaven (Titel I)  
en de kapitaaluitgaven (Titel II)**

Artikel 1

§ 1. Voor de uitgaven van het Ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1989 worden kredieten geopend ten bedrage van :

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

	Crédits non dissociés — <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits dissociés — <i>Gesplitste kredieten</i>		
		Crédits d'engagement — <i>Vastleggings-kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement — <i>Ordonnancerings-kredieten</i>	
TITRE I				TITEL I
Dépenses courantes . . . . .	43 604,7	—	9,0	Lopende uitgaven.
TITRE II				TITEL II
Dépenses de capital . . . . .	7 468,4	10,4	10,4	Kapitaaluitgaven.
Totaux (titres I et II) . . . . .	51 073,1	10,4	19,4	Totalen (titels I en II).

Ces crédits sont énumérés dans la colonne « Crédits 1989 après la réforme de l'Etat » aux Titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

§ 2. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans le tableau « Répartition des crédits 1989 — après la réforme de l'Etat — par allocation de base », font l'objet d'un suivi comptable.

§ 3. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans le tableau visé au § 2, le Ministre, ou le fonctionnaire qu'il délègue à cet effet, peut, dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 4. Le contrôleur des engagements et la Cour des comptes veillent à l'imputation correcte des dépenses sur lesdites allocations de base et veillent en outre à ce qu'elles ne soient pas dépassées, compte tenu, le cas échéant, des redistributions opérées conformément au § 3.

#### **Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes**

##### **Art. 2**

Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaire du Département.

Les comptables extraordinaire du Service Comptabilité et Budget du Secrétariat général du Département peuvent disposer d'avances de fonds d'un montant maximum de 45 000 000 de francs.

Au moyen de ces avances, les comptables extraordinaire du Département sont autorisés à payer tous les frais de service n'excédant pas 250 000 francs, les indemnités de toute nature allouées sur le budget ainsi que, quels qu'en soient les montants, les frais de consommation d'eau, gaz, électricité, téléphone, mazout et carburant pour voitures automobiles.

Au comptable extraordinaire du Département, chargé du paiement des avances sur frais de mission à l'étranger, autorisation est donnée de consentir aux fonctionnaires envoyés en mission à l'étranger, les avances nécessaires.

##### **Art. 3**

Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, le Ministre des Finances est autorisé à consentir au comptable du Service social chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social, des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 8 000 000 de francs, dont il sera justifié ultérieurement. Il en est de même pour les allocations en faveur des cercles culturels et sportifs, créés parmi le personnel du Département des Finances.

Die kredieten worden opgesomd in de kolom « Kredieten 1989 na de Staatshervorming » onder de Titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

§ 2. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatie-afdelingen en activiteitiprogramma's, zoals ze hernoemen worden in de tabel « Verdeling van de kredieten 1989 — na de Staatshervorming — per basisallocatie », maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

§ 3. Wanneer in de in § 2 bedoelde tabel de uitsplitsing tussen organisatie-afdelingen of programma's gemaakt wordt, kan de Minister, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 4. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

#### **Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven**

##### **Art. 2**

Bij afwijking van het gewijzigde artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het Departement.

De buitengewone rekenplichtigen van de Dienst Comptabiliteit en Begroting van het Algemeen Secretariaat van het Departement mogen beschikken over geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 45 000 000 frank.

Door middel van deze voorschotten, mogen de buitengewone rekenplichtigen van het Departement alle dienstkosten betalen tot en met 250 000 frank, alsmede de vergoedingen van alle aard welke bij aanrekening op de begroting zullen worden verleend en, welk ook het bedrag moge zijn, de verbruikskosten van water, gas, elektriciteit, telefoon, stookolie en brandstof voor autovoertuigen.

Aan de buitengewone rekenplichtige van het Departement belast met de betaling van de voorschotten op zendingenkosten in het buitenland, wordt toelating gegeven aan de ambtenaren belast met een zending in het buitenland, de nodige voorschotten te verlenen.

##### **Art. 3**

Gezien het dringend karakter der in het vooruitzicht gestelde uitgaven en bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mag de Minister van Financiën achtereenvolgende geldvoorschotten van hoogstens 8 000 000 frank, die later zullen worden verantwoord, toestaan aan de rekenplichtige van de Sociale Dienst die belast is met de vereffening van hulpgelden en toelagen van sociale aard. Hetzelfde geldt voor de toelagen ten bate van de culturele en sportkringen onder het personeel van het Departement van Financiën opgericht.

## Art. 4

Le Ministre des Finances est autorisé à transférer, à charge des crédits de l'article 12.05 du Titre I, un montant de 125 000 000 de francs au compte chèque postal du comptable de la Masse d'Habillement du personnel de la douane.

## Art. 5

Le Ministre des Finances est autorisé à accorder des provisions aux avocats, experts et huissiers de justice qui interviennent pour compte de son Département.

## Art. 6

Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846, sur la comptabilité de l'Etat.

## Art. 7

Pour la liquidation en espèces de la partie inférieure à 1 000 francs des indemnités allouées dans le cadre de la loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976, organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance, l'Etat mettra à la disposition de la Caisse nationale des Calamités, une dotation annuelle adaptée aux besoins réels de chaque année.

## Art. 8

Par dérogation aux dispositions de l'article 5 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits inscrits aux articles 12.01 et 12.19 peuvent porter sur des sommes qui seront dues par l'Etat du chef d'obligations nées à sa charge au cours d'années antérieures à l'année budgétaire.

## Art. 9

Pour les articles budgétaires à charge desquels des commandes peuvent être passées à l'intervention de l'O.C.F., le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique, le Ministre des Finances et le Secrétaire d'Etat aux Finances sont autorisés à opérer des versements provisionnels au profit de l'article 63.01.A. de l'O.C.F. et ce par le biais d'ordonnances de paiement par virement dans les écritures de la Trésorerie.

## Art. 4

De Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd ten laste van de kredieten van artikel 12.05 van Titel I een bedrag van 125 000 000 frank over te dragen naar de postcheckrekening van de rekenplichtige van het Kledingfonds van het douanepersoneel.

## Art. 5

De Minister van Financiën wordt ertoe gemachtigd pro-visies te verlenen aan de advocaten, experten en gerechtsdeurwaarders die voor rekening van zijn Departement optreden.

## Art. 6

De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafenis kosten geschiedt volgens de regels vastgesteld door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit.

## Art. 7

Voor de vereffening in speciën van het gedeelte beneden 1 000 frank van de vergoedingen toegekend in het raam van de wet van 14 april 1965, gewijzigd door de wet van 12 juli 1976, houdende regeling van een financiële staats-tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid, zal de Staat een jaarlijkse dotatie, aangepast aan de werkelijke behoeften van elk jaar, ter beschikking stellen van de Nationale Kas voor Rampenschade.

## Art. 8

In afwijking van de bepalingen van artikel 5 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, mogen de kredieten die op de artikelen 12.01 en 12.19 ingeschreven zijn, sommen beogen die de Staat zal verschuldigd zijn wegens verbintenissen ontstaan te zijnen laste tijdens de jaren die aan het begrotingsjaar voorafgaan.

## Art. 9

Met betrekking tot de begrotingsartikelen ten laste waarvan bestellingen mogen worden gedaan door toedoen van het C.B.B., zijn de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid, de Minister van Financiën en de Staatssecretaris voor Financiën gemachtigd om provisionele stortingen uit te voeren ten bate van artikel 63.01.A. van het C.B.B. bij middel van ordonnanties van betaling door overschrijving in de schriften van de Thesaurie.

**Dispositions relatives à la section particulière (Titre IV)**

**Art. 10**

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 849 280 500 000 francs pour les recettes et à 850 379 100 000 francs pour les dépenses.

**Art. 11**

Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau joint à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

**Art. 12**

Le fonds monétaire est autorisé à avancer momentanément pour le compte de la Monnaie royale de Belgique, les sommes nécessaires pour l'exécution de travaux autres que les fabrications monétaires nationales.

**Dispositions relatives au Titre VII**

**Art. 13**

Sont accordées pour l'année 1989, des autorisations d'engagements de prêts à des Etats étrangers à concurrence de 2 000 000 000 de francs.

**Bepalingen betreffende de afzonderlijke sectie (Titel IV)**

**Art. 10**

De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamde op 849 280 500 000 frank voor de ontvangsten en op 850 379 100 000 frank voor de uitgaven.

**Art. 11**

De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de Minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

**Art. 12**

Het muntfonds wordt ertoe gemachtigd tijdelijk, voor rekening van de Koninklijke Munt van België, de sommen voor te schieten welke nodig zijn voor de uitvoering van werken andere dan de vervaardiging van nationale geldspeciën.

**Bepalingen betreffende Titel VII**

**Art. 13**

Worden toegelaten voor het jaar 1989 vastleggingsmachtingen van leningen aan vreemde Staten ten belope van 2 000 000 000 frank.

## Art. 14

Est approuvé le budget du «Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers» pour l'année 1989 annexé à la présente loi. Ce budget s'élève pour les recettes à 3 865 358 000 de francs et pour les dépenses à 3 450 000 000 de francs.

## Art. 14

Wordt goedgekeurd de bij deze wet gevoegde begroting voor het jaar 1989 van het „Fonds voor de financiering van de leningen aan vreemde Staten”. Deze begroting beloopt 3 865 358 000 frank voor de ontvangsten en 3 450 000 000 frank voor de uitgaven.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1989.

Gegeven te Brussel, 8 mei 1989.

**BAUDOUIN**

**BOUDEWIJN**

PAR LE ROI :

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,  
et de la Politique scientifique,*

H. SCHILTZ

VAN KONINGSWEGE :

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,  
en Wetenschapsbeleid,*

H. SCHILTZ

*Le Ministre des Finances,*

Ph. MAYSTADT

*De Minister van Financiën,*

Ph. MAYSTADT

*Le Secrétaire d'Etat aux Finances,*

W. DEMEESTER-DE MEYER

*De Staatssecretaris voor Financiën,*

W. DEMEESTER-DE MEYER



9

**TABLEAU DE LA LOI**

---

**WETSTABEL**

## **TITRE I – DEPENSES COURANTES**

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989 (*)		
		(1)	(2)	
<b>A. — CABINETS MINISTERIELS</b>				
<b>Section 01. Cabinet du Ministre des Finances</b>				
<b>CHAPITRE I — DÉPENSES DE CONSOMMATION</b>				
<b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>				
11.01	Traitements et frais de représentation du Ministre des Finances . . . . .	2,0	2,0	
11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet . . . . .	37,1	37,1	
	<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>	<b>39,1</b>	<b>39,1</b>	
<b>§ 2. Achat de biens non durables et de services</b>				
12.06	Loyer des biens immobiliers occupés par le Cabinet, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	1,3	1,3	
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) . . . . .	—	—	
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet <sup>(1)</sup> . . . . .	10,4	10,4	
12.20	Frais de fonctionnement relatifs à la présidence européenne . . . . .	—	—	
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	<b>11,7</b>	<b>11,7</b>	
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	<b>50,8</b>	<b>50,8</b>	
	<b>Total pour le Cabinet du Ministre des Finances . . . . .</b>	<b>50,8</b>	<b>50,8</b>	
<b>Section 03. Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique</b>				
<b>CHAPITRE I — DÉPENSES DE CONSOMMATION</b>				
<b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>				
11.01	Traitements et frais de représentation du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique . . . . .	2,1	2,1	
11.02	Traitements et indemnités du personnel des Cabinets . . . . .	74,3	74,3	
	<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>	<b>76,4</b>	<b>76,4</b>	

(\*) 1989 = crédits sollicités (1) avant réforme de l'Etat  
 (2) après réforme de l'Etat

1988 = crédits ajustés. Entre parenthèses : crédits supplémentaires pour années antérieures  
 1987 = ordonnancements sur les crédits de l'année en cours et sur les crédits reportés de l'année précédente (caractéristiques 1 + 3). Entre parenthèses : ordonnancements sur crédits pour créances d'années antérieures et sur crédits reportés pour créances d'années antérieures (caractéristiques 2 + 4)

<sup>(1)</sup> Voir également l'article 8 du texte de la loi.

## TITEL I -- LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
<b>A. -- MINISTERIELE KABINETTEN</b>				
<b>Sectie 01. Kabinet van de Minister van Financiën</b>				
<b>HOOFDSTUK I -- CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN</b>				
			<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
2,0	1,9		Jaarwedge en representatiekosten van de Minister van Financiën . . . . .	11.01
37,6 (7,3)	32,2		Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet . . . . .	11.02
39,6 (7,3)	34,1		<b>Totaal voor § 1.</b>	
			<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
1,3	0,8		Huur van onroerende goederen in gebruik door het Kabinet, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.	12.06
0,4	—		Kosten van eerste instelling van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingenkosten, enz.).	12.07
9,4	9,5 (3,7)		Werkingskosten van het Kabinet <sup>(1)</sup> . . . . .	12.19
—	0,2		Werkingskosten in verband met het Europees voorzitterschap. . . . .	12.20
11,1	10,5 (3,7)		<b>Totaal voor § 2.</b>	
50,7 (7,3)	44,6 (3,7)		<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
50,7 (7,3)	44,6 (3,7)		<b>Totaal voor het Kabinet van de Minister van Financiën.</b>	
<b>Sectie 03. Kabinetten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid</b>				
<b>HOOFDSTUK I -- CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN</b>				
			<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
2,1	2,0		Jaarwedge en representatiekosten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. . . . .	11.01
59,5 (0,5)	61,5		Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van de Kabinetten . . . . .	11.02
61,6 (0,5)	63,5		<b>Totaal voor § 1.</b>	

<sup>(\*)</sup> 1989 = aangevraagde kredieten (1) voor de Staatshervorming

(2) na de Staatshervorming

1988 = aangepaste kredieten. Tussen haakjes : bijkredieten voor vorige jaren.

1987 = ordonnanceringen op de kredieten van het lopend jaar en op de kredieten overgedragen van het vorige jaar (karakteristieken 1 + 3). Tussen haakjes : ordonnanceringen op kredieten voor schuldvorderingen van vroegere jaren en op overgedragen kredieten voor schuldvorderingen van vroegere jaren (karakteristieken 2 + 4).

<sup>(1)</sup> Zie ook het artikel 8 in de wettekst.

## TITRE I – DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989 (*)		
		(1)	(2)	
<b>§ 2. Achats de biens non durables et de services</b>				
12.06	Loyer des biens immobiliers occupés par les Cabinets, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments . . . . .	10,0	10,0	
12.07	Frais de premier établissement des Cabinets (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) . . . . .	—	—	
12.19	Frais de fonctionnement des Cabinets <sup>(1)</sup> . . . . .	20,0	20,0	
12.20	Frais de fonctionnement relatifs à la Présidence Européenne. . . . .	—	—	
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	30,0	30,0	
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	106,4	106,4	
	<b>Total pour les Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget de la Politique scientifique . . . . .</b>	106,4	106,4	
 <b>Section 11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances</b>				
 <b>CHAPITRE I – DEPENSES DE CONSOMMATION</b>				
 <b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>				
11.01	Traitements et frais de représentation du Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances . . . . .	1,7	1,7	
11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet . . . . .	14,9	14,9	
	<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>	16,6	16,6	
 <b>§ 2. Achats de biens non durables et de services</b>				
12.06	Loyer des biens immobiliers occupés par le Cabinet, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments . . . . .	1,0	1,0	
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) . . . . .	—	—	
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet <sup>(1)</sup> . . . . .	6,1	6,1	
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	7,1	7,1	
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	23,7	23,7	
	<b>Total pour le Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances . . . . .</b>	23,7	23,7	
	<b>Total A. – Dépenses courantes (Ensemble des Cabinets) . . . . .</b>	180,9	180,9	

<sup>(\*)</sup> Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.<sup>(1)</sup> Voir également l'article 8 du texte de la loi.

## TITEL I – LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
		<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
8,9	8,7	Huur van onroerende goederen in gebruik door de Kabinetten met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	12.06
1,7	8,1 (0,8)	Kosten van eerste instelling van de Kabinetten (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingenkosten, enz.).	12.07
21,7	22,3 (1,2)	Werkingskosten van de Kabinetten <sup>(1)</sup> . . . . .	12.19
—	0,7	Werkingskosten in verband met het Europees Voorzitterschap . . . . .	12.20
32,3	39,8 (2,0)	<b>Totaal voor § 2.</b>	
93,9 (0,5)	103,3 (2,0)	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
93,9 (0,5)	103,3 (2,0)	<b>Totaal voor de Kabinetten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid.</b>	
		<b>Sectie 11. Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de Minister van Financiën</b>	
		<b>HOOFDSTUK I – CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN</b>	
		<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
1,0	—	Jaarwedde en representatiekosten van de Staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de Minister van Financiën.	11.01
17,0	—	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet . . . . .	11.02
18,0	—	<b>Totaal voor § 1.</b>	
		<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
—	—	Huur van onroerende goederen in gebruik door het Kabinet met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.	12.06
0,8	—	Kosten van eerste instelling van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingenkosten, enz.).	12.07
4,8	—	Werkingskosten van het Kabinet <sup>(1)</sup> . . . . .	12.19
5,6	—	<b>Totaal voor § 2.</b>	
23,6	—	<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
23,6	—	<b>Totaal voor het Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de Minister van Financiën.</b>	
168,2 (7,8)	147,9 (5,7)	<b>Totaal A. – Lopende uitgaven (Geheel van de Kabinetten).</b>	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

<sup>(1)</sup> Zie ook het artikel 8 in de wettekst.

## TITRE I -- DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989				
		(1)	(2) (*)			
<b>B. -- ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>						
<b>CHAPITRE I -- DEPENSES DE CONSOMMATION</b>						
<b>§ 1. Salaires et charges sociales</b>						
11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail – en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès – ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire accidenté en service) . . . . .	26 800,0	26 700,6			
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat . . . . .	594,5	594,5			
11.05	Dépenses diverses de service social autres que les achats de biens patrimoniaux en faveur d'agents, d'anciens agents pensionnés ou non, d'ayants droit d'agents des Finances et de membres de leur famille . . . . .  (Le montant des remboursements effectués par les agents du Département en activité de service ou pensionnés ainsi que par les veuves d'agents bénéficiant d'une pension de survie, pour les prêts consentis à charge de cet article, peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert sous l'art. 63.04.C du titre IV, section particulière, du présent budget, à gérer par le comptable du Service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts).	68,4	68,4			
11.10	Dépenses de personnel du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise . . . . .	1,4	1,4			
<b>Total pour le § 1 . . . . .</b>		<b>27 464,3</b>	<b>27 364,9</b>			
<b>§ 2. Achats de biens non durables et de services</b>						
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de l'Etat. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers <sup>(1)</sup> . . . . .	253,9	253,9			
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du Département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration . . . . .	2 719,1	2 719,1			
12.03	Dépenses de consommation énergétique : mazout, gaz, essence, électricité, charbon . . . . .	540,1	540,1			
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux) . . . . .	736,5	736,5			
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du Département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments . . . . .	1 590,4	1 590,4			
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) . . . . .	52,9	52,9			
12.22	Travaux d'entretien, d'amélioration, de construction et de réparation des immeubles domaniaux de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines dans les provinces. — Dépenses domaniales diverses (y compris les charges et contributions sur les domaines) . . . . .	10,0	10,0			

<sup>(\*)</sup> Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.<sup>(1)</sup> Voir également l'article 8 du texte de la loi.

## TITEL I -- LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
			<b>B. -- GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>	
			<b>HOOFDSTUK I. -- CONSUMPTIEVE BESTEDINGEN</b>	
			<b>§ 1. Lonen en sociale lasten</b>	
26 268,5 (0,5)	26 506,1		Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevalen — inbegrepen de uitkering van deze vergoedingen aan de leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	11.03
592,7 (1,8)	568,2		Allerhande toelagen aan het Rijkspersoneel . . . . .	11.04
68,4	73,1		Allerhande uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon, andere dan aankoop van vermogensgoederen ten voordele van de personeelsleden, gewezen personeelsleden, gepensioneerd of niet, van de rechthebbenden van de personeelsleden van Financiën en de leden van hun familie. (Het bedrag van de terugbetalingen gedaan door de personeelsleden van het Departement in dienstactiviteit of op rust gesteld en door de weduwen van personeelsleden, welke een overlevingspensioen genieten, voor de leningen toegestaan ten laste van dit artikel mag op het credit gebracht worden van een bijzondere rekening geopend onder art. 63.04.C van titel IV, afzonderlijke sectie, van de huidige begroting, te beheren door de rekenplichtige van de Sociale Dienst om opnieuw gebruikt te worden onder de vorm van leningen).	11.05
1,3	1,3		Uitgaven voor personeel van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie	11.10
26 930,9 (2,3)	27 148,7		<b>Totaal voor § 1.</b>	
			<b>§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten</b>	
314,6	320,6		Erelonen van advocaten en geneesheren. Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de Rijksdiensten behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden <sup>(1)</sup> .	12.01
2 629,3 (0,7)	2 533,6 (0,3)		Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. — Leveringen van goederen en diensten : kantoorkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het Departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven.	12.02
539,9 (0,6)	472,4		Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen . . . . .	12.03
811,5	692,2		Allerhande vergoedingen aan het Rijkspersoneel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Staat-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen).	12.05
1 590,4	1 107,4		Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.	12.06
49,3 (2,7)	35,7		Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingkosten, enz.).	12.07
10,0	6,2		Onderhoud, verbetering, bouw en herstelling van domaniale onroerende goederen van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen in de provinciën. — Diverse domaniale uitgaven (met inbegrip van de lasten en de belastingen op de domeinen).	12.22

<sup>(\*)</sup> De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.<sup>(1)</sup> Zie ook het artikel 8 in de wettekst.

## TITRE I – DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989 (*)	
		(1)	(2)
12.24	Taxes et frais résultant de l'emploi du Service des chèques postaux par les diverses administrations du Département des Finances . . . . .	151,0	151,0
12.25	Frais résultant de la participation de la Régie des Postes au débit des timbres fiscaux et des timbres «Amendes – Boeten» ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—
12.27	Dépenses pour le traitement automatisé de l'information. Crédits d'engagement . . . . . Crédits d'ordonnancement . . . . .	— 9,0	— 9,0
12.28	Crédit destiné à couvrir les dépenses à résulter de la création et du fonctionnement des centres de traitement de l'information au Ministère des Finances . . . . .	914,7	914,7
12.30	Mise en place d'un système de bureautique intégré dans la Tour des Finances (Etude). Programme complémentaire bureautique – Logiciel pour 1984 : ( <i>pour mémoire</i> ) Crédits d'engagement . . . . . Crédits d'ordonnancement . . . . .	— —	— —
12.33	Crédit de prévision destiné à couvrir les frais de gestion de la Caisse nationale de Crédit professionnel résultant de l'octroi de crédits sociaux aux anciens coloniaux d'Afrique	0,1	0,1
12.34	Crédit de prévision destiné à couvrir les frais de gestion de la Société nationale de Crédit à l'Industrie résultant de l'octroi par l'Etat de certains crédits aux charbonnages . . . . .	0,7	0,7
	<b>Total pour le § 2 . . . . .</b>	<b>6 969,4</b>	<b>6 969,4</b>
	Crédits d'engagement . . . . . Crédits d'ordonnancement . . . . .	— 9,0	— 9,0
	<b>Total pour le chapitre I . . . . .</b>	<b>34 433,7</b>	<b>34 334,3</b>
	Crédits d'engagement . . . . . Crédits d'ordonnancement . . . . .	— 9,0	— 9,0
<b>CHAPITRE II – INTERETS ET PERTES D'ENTREPRISES</b>			
28.01	Restitution par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines de produits indûment perçus, de frais, etc., en matière de domaines . . . . .	50,0	50,0
	<b>Total pour le chapitre II . . . . .</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>
<b>CHAPITRE III – TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS</b>			
30.01	Remboursements généralement quelconques de l'Administration de la Trésorerie et des autres administrations de recettes . . . . .	1,0	1,0
31.01	Crédit de prévision en vue de permettre au Trésor de prendre en charge la différence d'intérêt entre, d'une part, le taux pratiqué par les organismes de crédit visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 16 octobre 1970, modifiant l'arrêté royal du 6 août 1967, portant exécution de l'article 11 de la loi du 14 avril 1965, organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance et, d'autre part, le taux de 3,5% à payer par les bénéficiaires de crédits sociaux . . . . .	0,2	0,2

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL I – LOPENDE UITGAVEN

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
	150,4 (49,2)	150,6	Retributies en kosten voortvloeiend uit de tussenkomst van de Postcheckdienst in de verrichtingen van de verschillende administraties van het Departement van Financiën.	12.24
–	–	70,3	Kosten voortvloeiend uit de medewerking van de Regie der Posterijen aan de verkoop van fiscale zegels en de zegels «Amendes – Boeten» ( <i>pro memoria</i> ).	12.25
16,0 –	–	–	Uitgaven voor automatische informatieverwerking. Vastleggingskredieten Ordonnanceringskredieten	12.27
733,0	587,4		Krediet bestemd om de uitgaven te dekken van de oprichting en de werking van de informatieverwerkende centra van het Ministerie van Financiën.	12.28
–	–	4,8	Installatie van een geïntegreerd bureauticasysteem in de Financetoren (Studie). Aanvullend programma bureautica – Software voor 1984 : ( <i>pro memoria</i> ) Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	12.30
0,2	0,1		Voorzieningskrediet bestemd om de beheerskosten van de Nationale Kas voor Beroeps-krediet te dekken, voortvloeiend uit de toekenning van sociale kredieten aan de oud-colonialen uit Afrika.	12.33
0,7 (0,5)	0,1		Voorzieningskrediet bestemd om de beheerskosten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid te dekken, voortvloeiend uit de toekenning van sommige kredieten door de Staat aan de steenkoolmijnen.	12.34
6 829,3 (53,7)	5 976,6 (0,3)		<b>Totaal voor § 2.</b>	
16,0 –	–	4,8	Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	
33 760,2 (56,0)	33 125,3 (0,3)		<b>Totaal voor hoofdstuk I.</b>	
16,0 0,0	–	4,8	Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	
			<b>HOOFDSTUK II – RENTE EN VERLIEZEN VAN BEDRIJVEN</b>	
50,0 (23,8)	34,4		Teruggave door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen van ten onrechte geïnde opbrengsten, kosten, enz., op het stuk van domeinen.	28.01
50,0 (23,8)	34,4		<b>Totaal voor hoofdstuk II.</b>	
			<b>HOOFDSTUK III – INKOMENSOVERDRACHTEN AAN ANDERE SECTOREN</b>	
1,0	1,0		Allerhande terugbetalingen van de Administratie van de Thesaurie en andere besturen van ontvangst.	30.01
0,3	0,1		Voorzieningskrediet teneinde de Schatkist toe te laten het verschil aan rente ten laste te nemen tussen, enerzijds, de door de kredietinstellingen toegepaste rentevoet bedoeld bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 oktober 1970 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 augustus 1967 houdende uitvoering van artikel 11 van de wet van 14 april 1965, tot regeling van de financiële staatstussenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid en, anderzijds, de rentevoet van 3,5% die door de met sociale kredieten begunstigden dient betaald te worden.	31.01

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE I – DEPENSES COURANTES

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		(1)	(2) (*)	
32.01	Versement à faire à la Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut . . . . .	43,1	—	
32.02	Subvention à la Société nationale des Chemins de fer belges et à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux à titre d'intervention de l'Etat dans la réduction tarifaire de 50 % dont bénéficient les agents subalternes du service actif des douanes . . . . .	1,5	1,5	
32.04	Partie intérêt des annuités à verser par l'Etat belge du fait de sa participation dans le capital de sociétés locales ou régionales de logements sociaux agréées par la Société nationale du Logement . . . . .	2,4	2,4	
33.01	Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de l'Etat à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés . . . . .	8,3	8,3	
33.02	Pertes résultant de déficits des comptables de l'Etat ainsi que d'événements extraordinaires . . . . .	0,9	0,9	
34.01	Quote-part due par la Belgique dans les bonifications d'intérêt accordées sur certains prêts octroyés par la Banque européenne d'Investissement à l'Etat et aux entreprises helléniques . . . . .	2,5	2,5	
34.02	Participation de la Belgique au financement des Communautés européennes . . . . .	8 946,3	8 946,3	
34.05	Exécution de l'accord belgo-luxembourgeois du 21 juin 1988 portant à la réparation du dommage causé à l'antenne de RTL au grand-duché de Luxembourg.	—	—	
38.01	Remboursements en matière contentieuse par l'Administration des douanes et accises . . . . .	1,0	1,0	
	<b>Total pour le chapitre III . . . . .</b>	<b>9 007,2</b>	<b>8 964,1</b>	
	<b>CHAPITRE IV – TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC</b>			
41.01	Subside à la Caisse nationale des Calamités . . . . .	6,2	6,2	
41.02	Quote-part dans les frais de fonctionnement de l'Institut géographique national . . . . .	60,0	60,0	
41.04	Subside à la Caisse nationale des Pensions de la Guerre . . . . .	9,2	9,2	
	<b>Total pour le chapitre IV . . . . .</b>	<b>75,4</b>	<b>75,4</b>	
	<b>Total B. – Dépenses courantes (Ensemble du département) . . . . .</b>	<b>43 566,3</b>	<b>43 423,8</b>	
	Crédits d'engagement . . . . .	—	—	
	Crédits d'ordonnancement . . . . .	9,0	9,0	
	<b>C. – ENSEMBLE DES DEPARTEMENTS</b>			
	<b>Provisions interdépartementales</b>			
	<b>CHAPITRE 01 – DIVERS</b>			
01.03	Crédit provisionnel destiné à couvrir des dépenses de toute nature liées à la situation économique et sociale ou découlant de dispositions entraînant des dépenses dépassant les autorisations ouvertes par les crédits budgétaires ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
	<b>Total pour le chapitre 01 . . . . .</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	
	<b>Total C. – Dépenses courantes (Ensemble des départements) . . . . .</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	
	<b>Total pour le Titre I (A+B+C) . . . . .</b>	<b>43 747,2</b>	<b>43 604,7</b>	
	Crédits d'engagement . . . . .	—	—	
	Crédits d'ordonnancement . . . . .	9,0	9,0	

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

**TITEL I — LOPENDE UITGAVEN**

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
	52,6	—	Storting aan de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever . . . . .	32.01
	2,0	1,3	Toelage aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en aan de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen als bijdrage van de Staat in de tariefvermindering van 50 % die de lagere beamten van de actieve douanedienst genieten.	32.02
	—	—	Rentegedeelten in de annuiteiten te storten op de participatie van de Belgische Staat in het kapitaal van de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor volkswoningen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.	32.04
	7,0 (1,9)	4,1 (0,1)	Allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit het opnemen door de Staat van zijn verantwoordelijkheid ten overstaan van door zijn organen en door zijn bedienden gepleegde daden.	33.01
	0,5	0,1	Verliezen voortspruitend uit tekorten van de rekenplichtigen van de Staat alsmede uit buitengewone voorvalen.	33.02
	3,0	2,0	Door België verschuldigd aandeel in de rentesubsidies verstrekt op bepaalde door de Europese Investeringsbank aan de Griekse Staat en de Griekse ondernemingen toegestane leningen.	34.01
9 300,0	—		Bijdrage van België in de financiering van de Europese Gemeenschappen. . . . .	34.02
752,0	—		Uitvoering van het Belgisch-Luxemburgs akkoord van 21 juni 1988 tot herstel van de schade aangebracht aan de antennemast van RTL in het groothertogdom Luxemburg.	34.05
1,0	0,5		Terugbetaling inzake geschillen door de Administratie der douane en accijnzen . . . . .	38.01
<b>10 119,4 (1,9)</b>	<b>9,1 (0,1)</b>		<b>Totaal voor hoofdstuk III.</b>	
			<b>HOOFDSTUK IV – INKOMENSOVERDRACHTEN BINNEN DE SECTOR OVERHEID</b>	
	6,1	6,0	Toelage aan de Nationale Kas voor Rampenschade . . . . .	41.01
	63,4	63,4	Aandeel in de functioneringskosten van het Nationaal Geografisch Instituut . . . . .	41.02
	9,2	2,3	Toelage aan de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen . . . . .	41.04
<b>78,7</b>	<b>71,7</b>		<b>Totaal voor hoofdstuk IV.</b>	
<b>44 008,3 (81,7) 16,0 —</b>	<b>33 240,5 (0,4) — 4,8</b>		<b>Totaal B. — Lopende uitgaven (Geheel van het departement).</b>	
			Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	
			<b>C. — GEHEEL VAN DE DEPARTEMENTEN</b>	
			<b>Interdepartementale provisies</b>	
			<b>HOOFDSTUK 01 – DIVERSEN</b>	
			Provisioneel krediet bestemd tot het dekken van alle uitgaven verbonden aan de economische en sociale toestand of voortvloeiend uit beschikkingen die uitgaven verwekken boven de toelatingen verleend door de begrotingskredieten ( <i>pro memoria</i> ).	01.03
3 000,0	—		<b>Totaal voor hoofdstuk 01.</b>	
3 000,0	—		<b>Totaal C. — Lopende uitgaven (Geheel van de departementen).</b>	
<b>47 176,5 (89,5) 16,0 —</b>	<b>33 388,4 (6,1) — 4,8</b>		<b>Totaal voor Titel I (A+B+C).</b>	
			Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE II — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989 (*)		
		(1)	(2)	
PREMIERE PARTIE				
<b>Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements</b>				
<b>B. — ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>				
<b>CHAPITRE VII — INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>				
71.01	Dépenses destinées à sauvegarder le recouvrement de créances fiscales et relatives aux saisies-exécutions immobilières, y compris celles consécutives à la purge dont il est question aux articles 109 et suivants de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851; acquisitions d'immeubles en vente publique volontaire ou de gré à gré après concordat avec abandon d'actif : prix d'achat, montant de surenchères, frais de toute nature et accessoires : ( <i>pour mémoire</i> ) :			
	Crédits d'engagement . . . . .	10,0	10,0	
	Crédits d'ordonnancement . . . . .	10,0	10,0	
71.02	Remembrement et échange de biens domaniaux : plus-values, soultes, frais de toute nature et accessoires :			
	Crédits d'engagement . . . . .	0,4	0,4	
	Crédits d'ordonnancement . . . . .	0,4	0,4	
74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre . . . . .	446,8	446,8	
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	<b>446,8</b>	<b>446,8</b>	
	Crédits d'engagement . . . . .	10,4	10,4	
	Crédits d'ordonnancement . . . . .	10,4	10,4	
	<b>Total pour la partie I-B . . . . .</b>	<b>446,8</b>	<b>446,8</b>	
	Crédits d'engagement . . . . .	10,4	10,4	
	Crédits d'ordonnancement . . . . .	10,4	10,4	
DEUXIEME PARTIE				
<b>Crédits non destinés à la réalisation du programme d'investissements</b>				
<b>A. — CABINETS MINISTERIELS</b>				
<b>Section 01. Cabinet du Ministre des Finances</b>				
<b>CHAPITRE VII — INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>				
74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet . . . . .	0,8	0,8	
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	
	<b>Total pour le Cabinet du Ministre des Finances . . . . .</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

**TITEL II – KAPITAALUITGAVEN**

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
		<b>EERSTE DEEL</b>	
		<b>Kredieten bestemd voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma</b>	
		<b>B. – GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>	
		<b>HOOFDSTUK VII. – INVESTERINGEN (CIVIEL)</b>	
15,0	—	Uitgaven bestemd tot vrijwaring van de invordering van fiscale schuldvorderingen en betreffende de rechtspleging inzake uitvoerend beslag op onroerend goed met inbegrip van deze die een gevolg zijn van de zuivering waarvan sprake in artikel 109 en volgende van de hypothekewet van 16 december 1851; aankopen van onroerende goederen uit de hand of bij vrijwillige openbare verkoop na gerechtelijk akkoord met boedelafstand : aankoopprijs, bedrag van de prijsverhoging, kosten van alle aard en bijkomstigheden : Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	71.01
15,0	2,7	Ruilverkaveling en ruilingen van domeingoederen : meerwaarden, opleg, kosten van alle aard en bijkomstigheden :	71.02
0,4	—	Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	
0,4	—		
477,0	361,9	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land . . . . .	74.01
477,0	361,9	<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
15,4	—	Vastleggingskredieten.	
15,4	2,7	Ordonnanceringskredieten.	
477,0	361,9	<b>Totaal voor deel I-B.</b>	
15,4	—	Vastleggingskredieten.	
15,4	2,7	Ordonnanceringskredieten.	
		<b>TWEEDE DEEL</b>	
		<b>Kredieten niet bestemd voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma</b>	
		<b>A. – MINISTERIELE KABINETTEN</b>	
		<b>Sectie 01. Kabinet van de Minister van Financiën</b>	
		<b>HOOFDSTUK VII – INVESTERINGEN (CIVIELE)</b>	
0,8	0,4	Vermogensuitgaven van het Kabinet . . . . .	74.01
0,8	0,4	<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
0,8	0,4	<b>Totaal voor het Kabinet van de Minister van Financiën.</b>	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE II — DEPENSES DE CAPITAL

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989 (*)	
		(1)	(2)
	<b>Section 03. Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique</b>		
	<b>CHAPITRE VII – INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>		
74.01	Dépenses patrimoniales des Cabinets . . . . .	1,0	1,0
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	1,0	1,0
	<b>Total pour les Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique . . . . .</b>	1,0	1,0
	<b>Section 11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances</b>		
	<b>CHAPITRE VII – INVESTISSEMENTS (CIVILS)</b>		
74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet . . . . .	1,0	1,0
	<b>Total pour le chapitre VII . . . . .</b>	1,0	1,0
	<b>Total pour le Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances . . . . .</b>	1,0	1,0
	<b>Total pour la partie II-A . . . . .</b>	2,8	2,8
	<b>B. — ENSEMBLE DU DEPARTEMENT</b>		
	<b>CHAPITRE V – TRANSFERTS DE CAPITAUX A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS</b>		
52.01	Allocation à des associations d'agents du département pour l'aménagement de centres sportifs et récréatifs . . . . .	1,7	1,7
56.01	Couverture de remboursement par la Banque nationale de billets dont la contre-valeur a été versée à l'Etat en vertu de l'article 9 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 . . . . .	375,0	375,0
57.01	Perte résultant de la réalisation des titres remis à l'Etat en paiement des droits de succession (art. 4 de l'arrêté royal du 11 mai 1935, n° 166) . . . . .	0,1	0,1
	<b>Total pour le chapitre V . . . . .</b>	376,8	376,8
	<b>CHAPITRE VI – TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC</b>		
61.01	Dotation à verser à la Caisse nationale des Calamités . . . . .	558,0	558,0
61.04	Acquisition d'obligations du Fonds belgo-congolais de gestion et d'amortissement en vue de l'indemnisation des dommages causés aux sujets belges lors de l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance, dans le cadre de la loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976 . . . . .	2,0	2,0
61.05	Crédit destiné, d'une part, à faire face au versement à un Fonds de réserve budgétaire pour les garanties octroyées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat et, d'autre part, à payer des indemnités afférentes aux opérations garanties par l'Office national du Ducroire pour le compte de l'Etat . . . . .	970,0	970,0

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL II - KAPITAALUITGAVEN

(In miljoenen frank)

1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
		<b>Sectie 03. Kabinetten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid</b>	
		<b>HOOFDSTUK VII - INVESTERINGEN (CIVIELE)</b>	
1,7	0,4	Vermogensuitgaven van de Kabinetten . . . . .	74.01
1,7	0,4	<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
1,7	0,4	<b>Totaal voor de Kabinetten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid.</b>	
		<b>Sectie 11. Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de Minister van Financiën</b>	
		<b>HOOFDSTUK VII - INVESTERINGEN (CIVIELE)</b>	
4,2	—	Vermogensuitgaven van het Kabinet . . . . .	74.01
4,2	—	<b>Totaal voor hoofdstuk VII.</b>	
4,2	—	<b>Totaal voor het Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de Minister van Financiën.</b>	
6,7	0,8	<b>Totaal voor deel II-A.</b>	
		<b>B. - GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT</b>	
		<b>HOOFDSTUK V - VERMOGENSOVERDRACHTEN AAN ANDERE SECTOREN</b>	
1,7	1,7	Toelage aan verenigingen van personeelsleden van het departement voor het aanleggen van sport- en ontspanningscentra.	52.01
447,1 (2,9)	222,4 (124,8)	Dekking van terugbetaling door de Nationale Bank van de biljetten waarvan de tegenwaarde aan de Staat werd gestort krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939.	56.01
0,1	—	Verlies voortspruitend uit de verkoop van de effecten aan de Staat afgegeven tot betaling van successierechten (art. 4 van het koninklijk besluit van 11 mei 1935, nr. 166).	57.01
448,9 (2,9)	224,1 (124,8)	<b>Totaal voor hoofdstuk V.</b>	
		<b>HOOFDSTUK VI - VERMOGENSOVERDRACHTEN BINNEN DE SECTOR OVERHEID</b>	
450,0	1 143,0	Dotatie af te dragen aan de Nationale Kas voor Rampenschade . . . . .	61.01
2,0	2,0	Aankoop van obligaties van het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer met het oog op de vergoeding van schade die Belgische onderdanen geleden hebben bij de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid, binnen het raam van de wet van 14 april 1965, gewijzigd door de wet van 12 juli 1976.	61.04
—	143,5	Krediet bestemd, eensdeels, om het hoofd te bieden aan de storting in een budgettair Reservefonds voor de rechtstreeks voor rekening van de Staat door de Nationale Delcrededienst verleende waarborgen en, anderdeels, om de schadevergoedingen gebonden aan de operaties gewaarborgd door de Nationale Delcrededienst voor rekening van de Staat te betalen.	61.05

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE II – DEPENSES DE CAPITAL

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1989		
		(1)	(*) (2)	
61.06	Transfert au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (art. 60.01.A) et au fonds destiné à permettre au Trésor de faire face à toutes les dépenses découlant de l'octroi de la garantie de l'Etat à des opérations réalisées en application de diverses lois à l'exclusion des lois d'expansion économique (art. 60.06.A) : substitutions aux débiteurs défaillants et acquisitions d'immeubles . . . . .	335,0	335,0	
61.10	Crédit à verser à l'article 60.01.A de la section particulière de ce budget pour permettre à l'Etat d'exécuter ses engagements dans le cadre des programmes AIRBUS . . . . .	—	—	
<b>Total pour le chapitre VI . . . . .</b>		<b>1 865,0</b>	<b>1 865,0</b>	
<b>CHAPITRE VIII – OCTROIS DE CREDITS ET PARTICIPATIONS</b>				
81.01	Participation de l'Etat dans le capital des sociétés locales ou régionales d'habitations sociales agréées par la Société nationale du Logement (art. 28 de l'arrêté royal du 10 décembre 1970) . . . . .	—	—	
81.05	Amortissement de la partie capital des annuités à verser par l'Etat belge du fait de sa participation dans le capital de sociétés locales ou régionales de logement sociaux agréées par la Société nationale du Logement . . . . .	1,3	1,3	
83.01	Affiliation de la Belgique à l'Association internationale de Développement . . . . .	2 910,2	2 910,2	
83.02	Prêts à des Etats étrangers . . . . .	—	—	
83.05	Souscription de la Belgique au capital de la Banque asiatique de développement . . . . .	—	—	
83.06	Souscription de la Belgique aux augmentations du capital de la Banque européenne d'Investissement . . . . .	392,4	392,4	
83.09	Adhésion et contribution de la Belgique au Fonds africain de développement . . . . .	571,0	571,0	
83.10	Souscription de la Belgique au capital de la Banque interaméricaine de développement et contribution au Fonds des opérations spéciales . . . . .	57,0	57,0	
83.11	Contribution de la Belgique au Fonds asiatique de développement . . . . .	346,5	346,5	
83.12	Partie appelable de la souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement . . . . .	325,6	325,6	
83.13	Souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Société financière internationale. . . . .	110,0	110,0	
83.14	Souscription de la Belgique au capital de la Banque africaine de Développement . . . . .	38,0	38,0	
83.15	Exécution de la garantie de l'Etat en faveur de la Banque européenne d'investissement pour des projets réalisés en dehors du territoire des Etats membres de la C.E.E. . . . .	25,0	25,0	
83.16	Contribution de la Belgique à la Facilité spéciale pour l'Afrique au sud du Sahara . . . . .	—	—	
<b>Total pour le chapitre VIII . . . . .</b>		<b>4 777,0</b>	<b>4 777,0</b>	
<b>Total pour la partie II-B . . . . .</b>		<b>7 018,8</b>	<b>7 018,8</b>	
<b>Total pour la partie II-A +B . . . . .</b>		<b>7 021,6</b>	<b>7 021,6</b>	
<b>Total pour le Titre II (parties I+II) . . . . .</b>		<b>7 468,4</b>	<b>7 468,4</b>	
Crédits d'engagement . . . . .		10,4	10,4	
Crédits d'ordonnancement . . . . .		10,4	10,4	
<b>Total général pour le budget du Ministère des Finances . . . . .</b>		<b>51 215,6</b>	<b>51 073,1</b>	
Crédits d'engagement . . . . .		10,4	10,4	
Crédits d'ordonnancement . . . . .		19,4	19,4	

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la première page du tableau de la loi.

## TITEL II — KAPITAALUITGAVEN

(In miljoenen frank)

	1988 (*)	1987 (*)	TEKSTEN	Art.
	500,0	1 343,0	Transfer naar het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie (art. 60.01.A) en naar het Fonds bestemd om de Schatkist in staat te stellen het hoofd te bieden aan alle uitgaven voortvloeiend uit de toekenning van de staatswaarborg aan kredietverrichtingen in toepassing van diverse wetten met uitzondering van de wetten op de economische expansie (art. 60.06.A) : indeplaatsstelling van de in gebreke gebleven debiteuren en aankoop van onroerende goederen.	61.06
	153,7	—	Krediet te storten op artikel 60.10.A van de afzonderlijke sectie van deze begroting ten einde de Staat toe te laten zijn verbintenissen in het kader van de AIRBUS-programma's na te leven.	61.10
	1 105,7	2 631,5	<b>Totaal voor hoofdstuk VI.</b>	
			<b>HOOFDSTUK VIII — KREDIETVERLENINGEN EN DEELNEMINGEN</b>	
	1,9	—	Deelneming van de Staat in het kapitaal van de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor volkswoningen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting (art. 28 van het koninklijk besluit van 10 december 1970).	81.01
	—	—	Aflissing van het kapitaalgedeelte in de annuiteiten te storten op de participatie van de Belgische Staat in het kapitaal van de plaatselijke of gewestelijke Maatschappijen voor volkswoningen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.	81.05
	2 910,2	2 680,8	Lidmaatschap van België in de Internationale Ontwikkelingsassociatie . . . . .	83.01
	—	600,0	Leningen aan vreemde Staten . . . . .	83.02
	20,3	20,3	Inschrijving van België op het kapitaal van de Aziatische Ontwikkelingsbank . . . . .	83.05
	392,4	334,6	Inschrijving van België op de kapitaal verhogingen van de Europese Investeringsbank . . . . .	83.06
	571,0	447,3	Toetreding en bijdrage van België tot het Afrikaans Ontwikkelingsfonds . . . . .	83.09
	57,0	—	Inschrijving van België op het kapitaal van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank en bijdrage tot het Fonds van Bijzondere Verrichtingen.	83.10
	346,5	346,4	Bijdrage van België tot het Aziatisch Ontwikkelingsfonds . . . . .	83.11
	555,0	—	Opvraagbaar deel van de inschrijving van België in de kapitaal verhoging van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling.	83.12
	96,0	203,0	Inschrijving van België in de kapitaal verhoging van de Internationale Financieringsmaatschappij.	83.13
	32,0	52,9	Inschrijving van België op het kapitaal van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank . . . . .	83.14
	10,0	2,0	Tenuitvoerlegging van de Staatswaarborg ten gunste van de Europese Investeringsbank voor projecten die buiten het grondgebied van de Lid-Staten van de E.E.G. worden verwezenlijkt.	83.15
	125,0	175,0	Bijdrage van België tot de Bijzondere Faciliteit voor Afrika ten zuiden van de Sahara . . . . .	83.16
	5 117,3	4 862,3	<b>Totaal voor hoofdstuk VIII.</b>	
	6 671,9 (2,9)	7 717,9 (124,8)	<b>Totaal voor deel II-B.</b>	
	6 678,6 (2,9)	7 718,7 (124,8)	<b>Totaal voor delen II-A+B.</b>	
	7 155,6 (2,9) 15,4 15,4	8 080,6 (124,8) — 2,7	<b>Totaal voor Titel II (deel I + II).</b> Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	
	54 332,1 (92,4) 31,4 15,4	41 469,0 (130,9) — 7,5	<b>Algemeen totaal voor de begroting van het Ministerie van Financiën.</b> Vastleggingskredieten. Ordonnanceringskredieten.	

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de eerste bladzijde van de wetstabel.

## TITRE IV — SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Littera	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 — <i>Saldo op 1 januari 1989</i>	Recettes de l'année — <i>Ontvangsten van het jaar</i>	
Section I						
<b>Dépenses de l'Etat sur ressources affectées</b>						
CHAPITRE I						
			<b>FONDS ALIMENTÉS PRINCIPALEMENT PAR DES CREDITS BUDGETAIRES</b>			
60	01 (21)	A	Fonds d'Expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967) . . . . .	—	610,0	
60	02 (24)	A	Fonds de réserve spécial pour les sinistres découlant des garanties octroyées par l'Office national du Ducoire directement pour le compte de l'Etat (loi du 3 juin 1964, modifiée par l'arrêté royal n° 10 du 18 avril 1967) . . . . .	1 078,5	450,0	
60	04 (30)	C	Masse d'habillement du personnel de la douane (arrêté royal du 7 août 1953) . . . . .	—	125,0	
60	05 (33)	A	Fonds de prêts à des Etats étrangers ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—	
60	06 (36)	A	Fonds destiné à permettre au Trésor de faire face à toutes les dépenses découlant de l'octroi de la garantie d'Etat à des opérations réalisées en application de diverses lois, à l'exclusion des lois d'expansion économique . . . . .	2,4	0,5	
60	10 (—)	A	Fonds destiné à permettre à l'Etat de respecter les engagements pris dans le cadre du programme AIRBUS . . . . .	—	—	
			<b>Totaux pour le chapitre I . . . . .</b>	1 080,9	1 185,5	
CHAPITRE II						
			<b>FONDS DE REMPLACEMENT DE CREDITS BUDGETAIRES</b>			
63	01 (48)	A	Fonds alimenté par les remboursements effectués par les charbonnages, en principal, intérêts et accessoires du chef des prêts qui leur ont été consentis à la faveur des crédits Marshall 2 <sup>e</sup> tranche et par les sommes remboursées éventuellement par les charbonnages défaillants pour lesquels l'Etat s'est substitué. Ce fonds est destiné à désintéresser les bailleurs de fonds qui ont consenti, avec la garantie de l'Etat, des crédits aux charbonnages . . . . .	580,3	15,1	
63	02 (51)	B	Fonds destiné à permettre l'octroi à l'intervention de la Caisse nationale de Crédit professionnel, de crédits à un taux d'intérêt de 3,5% aux anciens coloniaux d'Afrique. Il est alimenté par les remboursements, en principal, effectués par les bénéficiaires de crédits . . . . .	134,7	3,5	
			(Le recouvrement des crédits consentis aux anciens coloniaux d'Afrique, quelle que soit la date de leur dénonciation peut être confié à l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle étant habilitée à agir conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, bénéficiant d'office des droits et actions, en ce compris les garanties réelles et personnelles, qui ont été consentis à la Caisse nationale de Crédit professionnel lors de la signature de toutes les ouvertures de crédit passées dans le cadre des conventions intervenues les 28 juin 1965 et 8 avril 1968 entre l'Institution précitée et l'Etat).			

## TITEL IV - AFZONDERLIJKE SECTIE

(In miljoenen frank)

Dépenses de l'année — Uitgaven van het jaar	Solde au 31 décembre 1989 — Saldo op 31 december 1989	TEKSTEN	Art.	Littera	Wijze van beschikking
Sectie I					
<b>Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming</b>					
HOOFDSTUK I					
		<b>FONDSEN VOORNAMELIJK GESTIJFD DOOR BEGROTINGSKREDIETEN</b>			
610,0	—	Fonds voor de Economische Expansie en voor de Regionale Reconvertie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967).	60	01 (21)	A
1 528,5	—	Bijzonder Reservefonds voor de schadegevallen voortvloeiend uit de door de Nationale Delcrederedienst rechtstreeks voor rekening van de Staat verleende waarborgen (wet van 3 juni 1964 gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 10 van 18 april 1967).	60	02 (24)	A
125,0	—	Kledingfonds van het douanepersoneel (koninklijk besluit van 7 augustus 1953).	60	04 (30)	C
—	—	Fonds voor leningen aan vreemde Staten ( <i>pro memoria</i> ) . . . . .	60	05 (33)	A
2,5	0,4	Fonds bestemd om de Schatkist in staat te stellen het hoofd te bieden aan alle uitgaven voortvloeiend uit de toekenning van de staatswaarborg aan kredietverrichtingen in toepassing van diverse wetten, met uitzondering van de wetten op de economische expansie.	60	06 (36)	A
—	—	Fonds bestemd om de Staat toe te laten zijn verbintenissen na te komen in het kader van het AIRBUS-programma.	60	19 (—)	A
2 266,0	0,4	<b>Totalen voor hoofdstuk I.</b>			
HOOFDSTUK II					
<b>WEDERBELEGGINGSFONDSEN VAN BEGROTINGSKREDIETEN</b>					
1,0	594,4	Fonds gestijfd door de terugbetalingen van de steenkolenmijnen in hoofdsom, interesten en bijsommen, wegens leningen die hun toegestaan werden onder begünstiging van de Marshall-kredieten, 2de tranche en door eventueel terugbetaalde sommen van de in gebreke gebleven steenkolenmijnen, waarvoor de Staat zich heeft moeten in de plaats stellen. Dit fonds is bestemd om de geldschieters schadeloos te stellen, die kredieten met Staatswaarborg aan de steenkolenmijnen hebben toegekend.	63	01 (48)	A
—	138,2	Fonds bestemd om door bemiddeling van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, de toekenning toe te laten van kredieten aan een interest van 3,5% aan de oud-kolonialen uit Afrika. Het wordt gestijfd door de terugbetalingen, in hoofdsom, verricht door de kredietbegunstigen. (De invordering van de aan de oud-kolonialen uit Afrika toegekende kredieten, welke ook de datum van hun opzegging moe wezen, kan worden toevertrouwd aan de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. Aangezien die de bevoegdheid kreeg om op te treden overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, beschikt ze ambtshalve over de rechten en handelingen met inbegrip van de zakelijke en persoonlijke waarborgen, die aan de Nationale Kas voor Beroepskrediet gegeven werden bij de ondertekening van al de kredietopeningen die verleden werden in het kader van de op 28 juni 1965 en 8 april 1968 tussen vooroemde instellingen en de Staat afgesloten overeenkomsten).	63	02 (51)	B

## TITRE IV — SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Littera	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 — <i>Saldo op 1 januari 1989</i>	Recettes de l'année — <i>Ontvangsten van het jaar</i>
63	03 (54)	B	Fonds de remplacement destiné à l'octroi, par l'intermédiaire de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, de crédits à des anciens coloniaux qui ont émigré (Le recouvrement des crédits consentis aux anciens coloniaux d'Afrique, quelle que soit la date de leur dénonciation, peut être confié à l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle étant habilitée à agir conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, bénéficiaire d'office des droits et actions, en ce compris les garanties réelles et personnelles, qui ont été consenties à la Société nationale de Crédit à l'Industrie lors de la signature de toutes les ouvertures de crédit passées dans le cadre des conventions intervenues les 28 décembre 1961 et 31 mai 1965 entre l'Institution précitée et l'Etat).	20,6	0,1
63	04 (57)	C	Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés ou à leurs veuves bénéficiant d'une pension de survie (arrêté royal du 10 février 1955; arrêté ministériel du 11 février 1955) . . . . .	1,3	10,0
			<b>Totaux pour le chapitre II . . .</b>	<b>736,9</b>	<b>28,7</b>
			<b>CHAPITRE III</b>		
			<b>FONDS ALIMENTÉS PAR DES RESSOURCES PARTICULIÈRES</b>		
66	01 (75)	C	Administration des Contributions directes. — Non-valeurs et restitutions de droits indûment perçus : impôts directs et taxes y assimilées, intérêts de retard, etc... Intérêts moratoires (loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat, art. 3, 2 <sup>e</sup> al., art. 31) . . . . .	—	128 431,2
66	02 (78)	C	Administration des Douanes et Accises. — Restitutions de droits et intérêts de retard indûment perçus en matière de droits d'entrée, droits d'accises et taxes de consommation, taxes d'ouverture et produits divers ainsi que des remboursements dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et du Benelux . . . . .	—	1 759,3
66	03 (81)	C	Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. — Restitutions de sommes perçues en matière de T.V.A., de taxes, de droits, d'amendes, d'intérêts, d'impôts sur le capital, etc. . . . .	—	122 872,9
66	04 (84)	C	Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de l'Etat auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954 ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux . . . . .	0,2	8,0
66	05 (87)	B	Réserve pour perte de change ou autre découlant de la garantie de l'Etat octroyée en exécution de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1 <sup>er</sup> mai 1944 modifié en dernier lieu par la loi du 24 mars 1978 . . . . .	776,5	1 000,0
66	07 (93)	C	Administration des Douanes et Accises. — Restitutions de sommes perçues indûment pour compte de l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines . . . . .	—	66,6
66	08 (96)	C	Fonds de stimulation de la construction d'habitations ( <i>pour mémoire</i> ) . . . . .	—	—
66	09 (02)	B	Administration de la Trésorerie. — Part attribuée au Grand-Duché de Luxembourg dans les avantages et profits que l'Etat belge retire de la Banque nationale de Belgique . . . . .	—	232,0

## TITEL IV - AFZONDERLIJKE SECTIE

(In miljoenen frank)

Dépenses de l'année — Uitgaven van het jaar	Solde au 31 décembre 1989 — Saldo op 31 december 1989	TEKSTEN	Art.	Littera	Wijze van beschikking
—	20,7	<p>Wederbeleggingsfonds om, via de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, kredieten toe te kennen aan de oud-kolonialen die emigreerden.</p> <p>(De invordering van de aan de oud-kolonialen uit Afrika toegekende kredieten, welke ook de datum van hun opzegging moge wezen, kan worden toevertrouwd aan de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen. Aangezien die de bevoegdheid kreeg om op te treden overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, beschikt ze ambtshalve over de rechten en handelingen, met inbegrip van de zakelijke en persoonlijke waarborgen, die aan de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid gegeven werden bij de ondertekening van al de kredietopeningen die verleend werden in het kader van de op 28 december 1961 en 31 mei 1965 tussen voornoemde instelling en de Staat afgesloten overeenkomsten).</p>	63	03 (54)	B
10,0	1,3	<p>Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, aan de gepensioneerden of aan hun weduwen, rechthebbende op een overlevingspensioen (koninklijk besluit van 10 februari 1955; ministerieel besluit van 11 februari 1955).</p>	63	04 (57)	C
11,0	754,6	<p><b>Totalen voor hoofdstuk II.</b></p> <p><b>HOOFDSTUK III</b></p> <p><b>FONDSEN GESTIJFD DOOR BIJZONDERE INKOMSTEN</b></p>			
128 431,2	—	<p>Administratie der directe Belastingen. — Kwade posten en teruggaven van ten onrechte geïnde rechten : directe belastingen en ermude gelijkgestelde taksen, nalatigheidsinteressen enz... Moratoriuminteressen (wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, art. 3, 2de al., art. 31).</p>	66	01 (75)	C
1 759,3	—	<p>Administratie der Douane en Accijnzen. — Teruggaven van ten onrechte geïnde rechten en nalatigheidsinteressen inzake invoerrechten, accijnen en verbruikstaks, openingsbelastingen en diverse opbrengsten, alsmede de terugbetalingen in het kader van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Benelux.</p>	66	02 (78)	C
122 872,9	—	<p>Administratie van de B.T.W. — Registratie en Domeinen. — Teruggaven van geheven sommen inzake B.T.W., taksen, rechten, boeten, interessen, belasting op het kapitaal, enz...</p>	66	03 (81)	C
8,1	0,1	<p>Speciaal fonds bestemd tot het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controle-organen van de Staat bij de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en van 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen.</p>	66	04 (84)	C
1 000,0	776,5	<p>Reserve tegen disagio of ander verlies volgende uit de staatswaarborg verstrekt ter uitvoering van artikel 6 van het wetsbesluit nr. 5 van 1 mei 1944, voor het laatst gewijzigd door de wet van 24 maart 1978.</p>	66	05 (87)	B
66,6	—	<p>Administratie der Douane en Accijnzen. — Teruggaven van ten onrechte geïnde sommen voor rekening van de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen.</p>	66	07 (93)	C
—	—	<p>Fonds voor stimulering van de woningbouw (<i>pro memoria</i>) . . . . .</p>	66	08 (96)	C
232,0	—	<p>Administratie der Thesaurie. — Aandeel van het Groothertogdom Luxemburg in de voordelen en winsten die de Belgische Staat haalt uit de Nationale Bank van België.</p>	66	09 (02)	B

## TITRE IV — SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Littera	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 — Saldo op 1 januari 1989	Recettes de l'année — Ontvangsten van het jaar
66	11 (08)	B	Administration des Douanes et Accises. — Ristournes aux Régions de la taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées et spiritueuses (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles) . . . . .	—	—
66	12 (11)	B	Administration des Contributions directes. — Ristournes aux Régions d'une partie ou de la totalité de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles) . . . . .	—	—
66	13 (14)	B	P.T.T. — Ristournes aux Communautés d'une partie ou de la totalité de la redevance radio et télévision (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles) . . . . .	—	—
66	14 (17)	B	Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. — Ristournes aux Régions d'une partie ou de la totalité des droits d'enregistrement sur les transmissions de biens immobiliers (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles) . . . . .	—	—
66	15 (20)	B	Produits des droits de succession (Région flamande) . . . . .	—	—
66	16 (23)	B	Produits des droits de succession (Région wallonne) . . . . .	—	—
66	20 (35)	B	Part de la redevance radio et télévision attribuée aux Communautés .	—	11 809,0
66	21 (38)	B	Administration de la T.V.A., Enregistrement et Domaines. — Part de la T.V.A. attribuée aux Communautés . . . . .	—	285 593,2
66	22 (41)	B	Administration des Contributions directes. — Part de l'impôt des personnes physiques attribuée aux Communautés . . . . .	—	73 005,0
66	23 (44)	B	Administration des Contributions directes. — Part de l'impôt des personnes physiques attribuée aux Régions . . . . .	—	194 801,5
67	01 (84)	B	Fondation Eugène Lenger (arrêté du 9 octobre 1941) . . . . .	—	0,5
<b>Totaux pour le chapitre III . . . . .</b>				<b>776,7</b>	<b>819 579,2</b>
<b>Totaux pour la section I . . . . .</b>				<b>2 594,5</b>	<b>820 793,4</b>
Section II					
<b>Services de l'Etat soumis à des règles de gestion particulières</b>					
CHAPITRE I					
<b>SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE</b>					
70	01 (41)	B	Fonds monétaire (lois des 12 juin 1930, 28 décembre 1931, 14 avril 1933, 7 décembre 1934 et 2 août 1955) . . . . .	40,6	2 420,0

## TITEL IV — AFZONDERLIJKE SECTIE

(In miljoenen frank)

Dépenses de l'année — <i>Uitgaven van het jaar</i>	Solde au 31 décembre 1989 <i>Saldo op 31 december 1989</i>	TEKSTEN	Art.	Littera	Wijze van beschikking
—	—	Administratie der Douane en Accijnzen. — Ristorno's aan de Gewesten van de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste of van geestrijke dranken (gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).	66	11 (08)	B
—	—	Administratie der directe Belastingen. — Ristorno's aan de Gewesten van het geheel of van een gedeelte van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen (gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).	66	12 (11)	B
—	—	P.T.T. — Ristorno's aan de Gemeenschappen van het geheel of van een gedeelte van het kijk- en luistergeld (gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).	66	13 (14)	B
—	—	Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen. — Ristorno's aan de Gewesten van het geheel of van een gedeelte van de registraterechten op de overdrachten van onroerende goederen (gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).	66	14 (17)	B
—	—	Opbrengst van de successierechten (Vlaams Gewest) . . . . .	66	15 (20)	B
—	—	Opbrengst van de successierechten (Waals Gewest) . . . . .	66	16 (23)	B
11 809,0	—	Aan de Gemeenschappen toegewezen gedeelte van het kijk- en luistergeld.	66	20 (35)	B
285 593,2	—	Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen. — Aan de Gemeenschappen toegewezen gedeelte van de B.T.W.	66	21 (38)	B
73 005,0	—	Administratie der directe Belastingen. — Aan de Gemeenschappen toegewezen gedeelte van de personenbelasting.	66	22 (41)	B
194 801,5	—	Administratie der directe Belastingen. — Aan de Gewesten toegewezen gedeelte van de personenbelasting.	66	23 (44)	B
0,5	—	Stichting Eugène Lenger (besluit van 9 oktober 1941) . . . . .	67	01 (84)	B
819 579,3	776,6	<b>Totalen voor hoofdstuk III.</b>			
821 856,3	1 531,6	<b>Totalen voor sectie I.</b>			
<b>Sectie II</b>					
<b>Staatsdiensten aan bijzondere beheersregelen onderworpen</b>					
<b>HOOFDSTUK I</b>					
<b>STAATSDIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER</b>					
2 416,0	44,6	Munfonds (wetten van 12 juni 1930, 28 december 1931, 14 april 1933, 7 december 1934 en 2 augustus 1955).	70	01 (41)	B

## TITRE IV — SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Art.	Littera	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 — <i>Saldo op 1 januari 1989</i>	Recettes de l'année — <i>Ontvangsten van het jaar</i>
70	02 (44)	C	Loterie nationale (loi du 6 juillet 1964) . . . . .	100,0	25 774,0
70	03 (47)	C	Restaurants et réfectoires du Ministère des Finances (arrêté royal du 10 février 1955, arrêté ministériel du 11 février 1955) . . . . .	27,4	160,0
			<b>Totaux pour le chapitre I . . . . .</b>	<b>168,0</b>	<b>28 354,0</b>
			<b>Totaux pour la section II . . . . .</b>	<b>168,0</b>	<b>28 354,0</b>
Section III					
<b>Autres fonds spéciaux</b>					
76	01 (25)	C	Produits de la gestion des biens dépendant de la dotation de la fondation de Sépulchrines à Visé . . . . .	—	0,1
76	02 (28)	C	Indemnités de gestion prélevées sur le produit des séquestres . . . . .	25,9	1,0
76	03 (31)	C	Produit de la gestion du Shape-Village à Casteau et du domaine « Les Bruyères » à Mons . . . . .	85,6	132,0
			<b>Totaux pour la section III . . . . .</b>	<b>111,5</b>	<b>133,1</b>
			<b>Totaux pour le Titre IV. — Section particulière du Ministère des Finances . . . . .</b>	<b>2 874,0</b>	<b>849 280,5</b>

(In miljoenen frank)

## TITEL IV — AFZONDERLIJKE SECTIE

Depenses de l'année — <i>Uitgaven van het jaar</i>	Solde au 31 décembre 1989 <i>Saldo op 31 december 1989</i>	TEKSTEN	Art.	Littera	Wijze van beschikking
25 774,0	100,0	Nationale Loterij (wet van 6 juli 1964) . . . . .	70	02 (44)	C
160,0	27,4	Restaurants en krefters van het Ministerie van Financiën (koninklijk besluit van 10 februari 1955, ministerieel besluit van 11 februari 1955).	70	03 (47)	C
28 350,0	172,0	<b>Totalen voor hoofdstuk I.</b>			
28 350,0	172,0	<b>Totalen voor sectie II.</b>			
		<b>Sectie III</b>			
		<b>Andere speciale fondsen</b>			
0,1	—	Opbrengst van het beheer der goederen afhangende van de dotatie van de stichting der Sepulchrines te Wezet.	76	01 (25)	C
0,2	26,7	Beheersvergoedingen voorafgenomen op de opbrengst van de sekwesters.	76	02 (28)	C
172,5	45,1	Opbrengst van het beheer van het Shape-Dorp te Casteau en van het domein « Les Bruyères » te Bergen.	76	03 (31)	C
172,8	71,8	<b>Totalen voor sectie III.</b>			
		<b>Totalen voor Titel IV. — Afzonderlijke sectie van het Ministerie van Financiën.</b>			
850 379,1	1 775,4				

## TITRE VII

## ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

## 1. Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers

## 4. RECETTES

(En milliers de francs -- In duizendtallen frank)

## TITEL VII

## INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

## 1. Fonds voor de financiering van leningen aan vreemde Staten

## 4. ONTVANGSTEN

Art.	LIBELLES	1989 par article — per artikel	1988 présumées — vermoedelijke	1987 effectuées — gedane	TEKSTEN	Art.
413.01	CHAPITRE 41				HOOFDSTUK 41	413.01
	Produits résultant de l'exercice de la mission statutaire				Opbrengsten voortspruitend uit de uitoefening van de statutaire opdracht	
	Intérêts sur prêts à des Etats étrangers . . . . .	100 758	174 728	29 382	Interesten op leningen aan vreemde Staten	
	Totaux pour le chapitre 41 . . . . .	100 758	174 728	29 382	Totalen voor hoofdstuk 41.	
442.01	CHAPITRE 44				HOOFDSTUK 44	442.01
	Recettes financières patrimoniales				Financiële patrimoniale ontvangsten	
	Emprunts à long terme . . . . .	3 200 000	2 800 000	—	Ontleningen op lange termijn	
	Totaux pour le chapitre 44 . . . . .	3 764 600	3 549 544	113 656	Terugbetalingen op leningen aan vreemde Staten	
444.05	Totaux pour les recettes . . . . .	3 865 358	3 724 272	143 038	Totalen voor hoofdstuk 44.	444.05
					Totalen voor de ontvangst.	

## 5. DEPENSES

## 5. UITGAVEN

525.01	CHAPITRE 52				HOOFDSTUK 52	525.01
	Sommes dues à des tiers... non susceptibles d'être inventoriées				Sommen verschuldigd aan derden niet vatbaar om geïnventariseerd te worden	
	Intérêts et frais complémentaires sur emprunts . . . . .	250 000	80 000	—	Interesten en bijkomende kosten op ontleningen	
	Totaux pour le chapitre 52 . . . . .	250 000	80 000	—	Totalen voor hoofdstuk 52.	
533.01	CHAPITRE 53				HOOFDSTUK 53	533.01
	Sommes dues à des tiers par suite de l'exercice par l'organisme de sa mission statutaire				Sommen verschuldigd aan derden voortvloeiende uit de uitoefening door de instelling van haar statutaire opdracht	
	Financement des prêts accordés à des Etats étrangers . . . . .	3 200 000	2 800 000	—	Financiering der leningen toegestaan aan vreemde Staten	
	Totaux pour le chapitre 53 . . . . .	3 200 000	2 800 000	—	Totalen voor hoofdstuk 53.	
560.01	CHAPITRE 56				HOOFDSTUK 56	560.01
	Sommes à payer à des tiers par suite d'opérations financières en principal				Betalingen aan derden voortvloeiend uit financiële kapitaalverrichtingen	
	Amortissement des emprunts . . . . .	—	—	—	Aflossingen der ontleningen . . . . .	
	Totaux pour le chapitre 56 . . . . .	—	—	—	Totalen voor hoofdstuk 56.	
	Totaux pour les dépenses . . . . .	3 450 000	2 880 000	—	Totalen voor de uitgaven.	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 mai 1989.

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van  
8 mei 1989.

**BAUDOUIN**

**BOUDEWIJN**

PAR LE ROI :

*Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget  
et de la Politique scientifique,*

H. SCHILTZ

VAN KONINGSWEGE :

*De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting  
en Wetenschapsbeleid,*

H. SCHILTZ

*Le Ministre des Finances,*

Ph. MAYSTADT

*De Minister van Financiën,*

Ph. MAYSTADT

*Le Secrétaire d'Etat aux Finances,*

W. DEMEESTER-DE MEYER

*De Staatssecretaris voor Financiën,*

W. DEMEESTER-DE MEYER

**REPARTITION DES CREDITS 1989  
— APRES LA REFORME DE L'ETAT — PAR ALLOCATIONS DE BASE**

**VERDELING VAN DE KREDIETEN 1989  
— NA DE STAATSHERVORMING — PER BASISALLOCATIE**

(En millions de francs — *In miljoenen frank*)

Article légal <i>Wettelijk artikel</i>		Répartition entre les allocations de base <i>Verdeling over de basisallocaties</i>				
Division <i>Afdeling</i>	Article <i>Artikel</i>	Crédits non dissociés <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement <i>Ordonnancerings- kredieten</i>	Crédits d'engagement <i>Vastleggings- kredieten</i>	Division et programme <i>Afdeling en programma</i>	Article <i>Artikel</i>

**TITRE 1 — DEPENSES COURANTES — TITEL 1 — LOPENDE UITGAVEN**

**A. — CABINETS MINISTERIELS — MINISTERIELE KABINETTEN**

01	11.01	2,0	—	—	01/0	11.01.01.52
01	11.02	37,1	—	—	01/0	11.02.01.55
01	12.06	1,3	—	—	01/0	12.06.03.78
01	12.07	—	—	—	01/0	12.07.02.45
01	12.19	10,4	—	—	01/0	12.19.02.19
01	12.20	—	—	—	01/0	12.20.02.22
03	11.01	2,1	—	—	03/0	11.01.01.09
03	11.02	74,3	—	—	03/0	11.02.01.12
03	12.06	10,0	—	—	03/0	12.06.03.35
03	12.07	—	—	—	03/0	12.07.02.37
03	12.19	20,0	—	—	03/0	12.19.02.73
03	12.20	—	—	—	03/0	12.20.02.76
11	11.01	1,7	—	—	11/0	11.01.01.31
11	11.02	14,9	—	—	11/0	11.02.01.34
11	12.06	1,0	—	—	11/0	12.06.03.57
11	12.07	—	—	—	11/0	12.07.02.59
11	12.19	6,1	—	—	11/0	12.19.02.95
<b>Totaux A. — Totalen A.</b>		<b>180,9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>		

**B. — ENSEMBLE DU DEPARTEMENT — GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT**

00	11.03	1 111,7	—	—	40/0	11.03.01.44
		464,5	—	—	50/1	11.03.10.32
		10 311,8	—	—	50/2	11.03.20.42
		2 309,3	—	—	50/3	11.03.30.52
		5 645,3	—	—	50/4	11.03.40.62
		5 852,4	—	—	50/5	11.03.50.72
		187,5	—	—	60/0	11.03.01.02
		421,5	—	—	61/0	11.03.01.29
		396,6	—	—	62/0	11.03.01.56

(En millions de francs — In miljoenen frank)

Article légal <i>Wettelijk artikel</i>		Répartition entre les allocations de base <i>Verdeling over de basisallocaties</i>				
Division <i>Afdeling</i>	Article <i>Artikel</i>	Credits non dissociés <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement <i>Ordonnancerings-kredieten</i>	Crédits d'engagement <i>Vastleggings-kredieten</i>	Division et programme <i>Afdeling en programma</i>	Article <i>Artikel</i>
00	11.04	2,7	—	—	40/0	11.04.01.47
		0,3	—	—	50/1	11.04.10.35
		179,4	—	—	50/2	11.04.20.45
		36,5	—	—	50/3	11.04.30.55
		365,3	—	—	50/4	11.04.40.65
		8,0	—	—	50/5	11.04.50.75
		0,1	—	—	60/0	11.04.01.05
		2,0	—	—	61/0	11.04.01.32
		0,2	—	—	62/0	11.04.01.59
00	11.05	68,4	—	—	40/2	11.05.24.73
00	11.10	1,4	—	—	50/4	11.10.46.89
00	12.01	54,2	—	—	40/0	12.01.02.48
		24,4	—	—	50/2	12.01.21.46
		40,3	—	—	50/3	12.01.31.56
		67,2	—	—	50/4	12.01.41.66
		57,4	—	—	50/5	12.01.51.76
		0,1	—	—	60/0	12.01.02.06
		8,1	—	—	61/0	12.01.02.33
		2,2	—	—	62/0	12.01.02.60
00	12.02	287,3	—	—	40/0	12.02.02.51
		15,0	—	—	40/1	12.02.11.60
		—	—	—	40/2	12.02.21.70
		29,0	—	—	40/3	12.02.31.80
		14,3	—	—	50/1	12.02.11.39
		1 141,3	—	—	50/2	12.02.21.49
		164,9	—	—	50/3	12.02.31.59
		358,8	—	—	50/4	12.02.41.69
		559,6	—	—	50/5	12.02.51.79
		12,6	—	—	60/0	12.02.02.09
		84,7	—	—	61/0	12.02.02.36
		51,6	—	—	62/0	12.02.02.63
00	12.03	57,9	—	—	40/0	12.03.03.55
		3,7	—	—	50/1	12.03.12.43
		189,6	—	—	50/2	12.03.22.53
		59,9	—	—	50/3	12.03.32.63
		97,3	—	—	50/4	12.03.42.73
		110,2	—	—	50/5	12.03.52.83
		2,7	—	—	60/0	12.03.03.13
		5,6	—	—	61/0	12.03.03.40
		13,2	—	—	62/0	12.03.03.67

(En millions de francs — In miljoenen frank)

Article légal Wettelijk artikel		Répartition entre les allocations de base Verdeling over de basisallocaties				
Division Afdeling	Article Artikel	Crédits non dissociés — <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement — <i>Ordonnancerings- kredieten</i>	Crédits d'engagement — <i>Vastleggings- kredieten</i>	Division et programme — <i>Afdeling en programma</i>	Article Artikel
00	12.05	19,5 26,0 180,6 102,4 226,3 167,0 3,0 8,0 3,7	— — — — — — — — —	— — — — — — — — —	40/0 50/1 50/2 50/3 50/4 50/5 60/0 61/0 62/0	12.05.02.60 12.05.11.48 12.05.21.58 12.05.31.68 12.05.41.78 12.05.51.88 12.05.02.18 12.05.02.45 12.05.02.72
00	12.06	112,2 31,7 652,2 111,3 63,6 509,0 16,0 47,2 47,2	— — — — — — — — —	— — — — — — — — —	40/0 50/1 50/2 50/3 50/4 50/5 60/0 61/0 62/0	12.06.03.64 12.06.12.52 12.06.22.62 12.06.32.72 12.06.42.82 12.06.52.92 12.06.03.22 12.06.03.49 12.06.03.76
00	12.07	17,9 0,6 10,4 10,7 2,9 10,4 — — —	— — — — — — — — —	— — — — — — — — —	40/0 50/1 50/2 50/3 50/4 50/5 60/0 61/0 62/0	12.07.02.66 12.07.11.54 12.07.21.64 12.07.31.74 12.07.41.84 12.07.51.94 12.07.02.24 12.07.02.51 12.07.02.78
00	12.22	10,0	—	—	50/5	12.22.51.42
00	12.24	151,0	—	—	61/0	12.24.02.05
00	12.25	—	—	—	50/5	12.25.51.51
00	12.27	—	9,0	—	61/0	12.27.04.16
00	12.28	75,4 6,4 239,2 129,4 117,0 230,7 7,0 74,3 35,3	— — — — — — — — —	— — — — — — — — —	40/0 50/1 50/2 50/3 50/4 50/5 60/0 61/0 62/0	12.28.04.34 12.28.13.22 12.28.23.32 12.28.33.42 12.28.43.52 12.28.53.62 12.28.04.89 12.28.04.19 12.28.04.46

(En millions de francs — In miljoenen frank)

Article legal Wettelijk artikel		Répartition entre les allocations de base Verdeling over de basisallocaties				
Division Afdeling	Article Artikel	Crédits non dissociés Niet-gesplitste kredieten	Crédits d'ordonnancement Ordonnanceringss-kredieten	Crédits d'engagement Vastleggings-kredieten	Division et programme Afdeling en programma	Article Artikel
00	12.30	—	—	—	40/0	12.30.04.40
00	12.33	0,1	—	—	61/3	12.33.37.67
00	12.34	0,7	—	—	61/4	12.34.47.80
00	28.01	50,0	—	—	50/5	28.01.56.31
00	30.01	1,0	—	—	61/0	30.01.07.06
00	31.01	0,2	—	—	61/3	31.01.34.42
00	32.01	—	—	—	50/5	32.01.57.68
00	32.02	1,5	—	—	50/4	32.02.41.55
00	32.04	2,4	—	—	61/4	32.04.47.73
00	33.01	2,0	—	—	40/0	33.01.02.43
		3,0	—	—	50/2	33.01.21.41
		0,2	—	—	50/3	33.01.31.51
		3,0	—	—	50/4	33.01.41.61
		0,1	—	—	50/5	33.01.51.71
00	33.02	0,5	—	—	50/2	33.02.21.44
		0,1	—	—	50/4	33.02.41.64
		0,1	—	—	50/5	33.02.51.74
		0,2	—	—	61/0	33.02.02.31
00	34.01	2,5	—	—	61/1	34.01.18.53
00	34.02	8 946,3	—	—	60/1	34.02.18.56
00	34.05	—	—	—	60/0	34.05.06.26
00	38.01	1,0	—	—	50/4	38.01.46.14
00	41.01	6,2	—	—	61/0	41.01.01.02
00	41.02	60,0	—	—	50/3	41.02.37.35
00	41.04	9,2	—	—	61/0	41.04.01.11
Totaux B. — Totalen B.		43 423,8	9,0	—		
Totaux titre I. — Totalen titel I.		43 604,7	9,0	—		

(En millions de francs – *In miljoenen frank*)

Article légal Wettelijk artikel		Répartition entre les allocations de base Verdeling over de basisallocaties				
Division Afdeling	Article Artikel	Crédits non dissociés <i>Niet-gesplitste kredieten</i>	Crédits d'ordonnancement <i>Ordonneringskredieten</i>	Crédits d'engagement <i>Vastleggingskredieten</i>	Division et programme <i>Afdeling en programma</i>	Article Artikel

**TITRE 2 – DEPENSES DE CAPITAL – TITEL 2 – KAPITAALUITGAVEN****Partie I – Deel I**

Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements.  
*Kredieten bestemd voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma.*

**B. – ENSEMBLE DU DEPARTEMENT. – GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT**

00	71.01	—	10,0	10,0	50/5	71.01.59.17
00	71.02	—	0,4	0,4	50/5	71.02.59.20
00	74.01	47,1	—	—	40/0	74.01.06.12
		6,6	—	—	50/1	74.01.15.97
		191,7	—	—	50/2	74.01.25.10
		56,6	—	—	50/3	74.01.35.20
		59,5	—	—	50/4	74.01.45.30
		65,4	—	—	50/5	74.01.55.40
		5,2	—	—	60/0	74.01.06.67
		5,8	—	—	61/0	74.01.06.94
		8,9	—	—	62/0	74.01.06.24
Totaux B. – Totalen B.		446,8	10,4	10,4		
Totaux Partie I. Totalen Deel I.		446,8	10,4	10,4		

**Partie II – Deel II**

Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements.  
*Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma.*

**A. – CABINETS MINISTERIELS. – MINISTERIELE KABINETTEN**

01	74.01	0,8	—	—	01/0	74.01.06.26
03	74.01	1,0	—	—	03/0	74.01.06.80
11	74.01	1,0	—	—	11/0	74.01.06.05
Totaux A. – Totalen A.		2,8	—	—		

**B. – ENSEMBLE DU DEPARTEMENT. – GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT**

00	52.01	1,7	—	—	40/2	52.01.24.26
00	56.01	375,0	—	—	61/0	56.01.07.30
00	57.01	0,1	—	—	50/5	57.01.56.82
00	61.01	558,0	—	—	61/0	61.01.08.76
00	61.04	2,0	—	—	61/3	61.04.35.15
00	61.05	970,0	—	—	61/2	61.05.28.11
00	61.06	335,0	—	—	61/4	61.06.48.34

(En millions de francs — In miljoenen frank)

Article légal Wettelijk artikel		Répartition entre les allocations de base Verdeling over de basisallocaties				
Division Afdeling	Article Artikel	Crédits non dissociés Niet-gesplitste kredieten	Crédits d'ordonnancement Ordonnancerings-kredieten	Crédits d'engagement Vastleggings-kredieten	Division et programme Afdeling en programma	Article Artikel
00	61.10	—	—	—	61/4	61.10.48.46
00	81.01	—	—	—	61/4	81.01.47.04
00	81.05	1,3	—	—	61/4	81.05.47.0
00	83.01	2 910,2	—	—	61/3	83.01.37.12
00	83.02	—	—	—	61/3	83.02.38.16
00	83.05	—	—	—	61/3	83.05.37.24
00	83.06	392,4	—	—	61/1	83.06.17.07
00	83.09	571,0	—	—	61/3	83.09.37.36
00	83.10	57,0	—	—	61/3	83.10.37.39
00	83.11	346,5	—	—	61/3	83.11.37.42
00	83.12	325,6	—	—	61/3	83.12.37.45
00	83.13	110,0	—	—	61/1	83.13.17.28
00	83.14	38,0	—	—	61/3	83.14.37.51
00	83.15	25,0	—	—	61/1	83.15.18.35
00	83.16	—	—	—	61/3	83.16.37.57
Totaux B. — Totalen B.		7 018,8	—	—		
Totaux partie II. — Totalen deel II.		7 021,6	—	—		
Totaux Titre 2. — Totalen Titel 2.		7 468,4	10,4	10,4		
Totaux Finances. — Totalen Financiën.		51 073,1	19,4	10,4		

## PROGRAMME JUSTIFICATIF

### A. — INTRODUCTION GENERALE

Le budget du Ministère des Finances comprend principalement les moyens de subsistance de l'appareil administratif qui est mis à la disposition du Gouvernement pour réaliser concrètement sa gestion financière telle qu'il en est discuté devant les Chambres à l'occasion de la présentation des budgets des Voies et Moyens et de la Dette publique.

Depuis 1987, cet appareil administratif est intrinsèquement renforcé par une automatisation intensive de toutes les administrations et services. Compte tenu de l'objectif budgétaire général du Gouvernement, le but est ainsi de concrétiser de manière plus rationnelle la mission financière du Département et, d'autre part, de pouvoir mettre en place l'organisation de la réforme fiscale et la structure financière de la réforme de l'Etat sans moyen complémentaire.

L'élaboration du programme justificatif du budget du Ministère des Finances est donc surtout empreinte du souci de traduire budgétairement, et aussi fidèlement que possible, les missions de ses entités administratives.

La structure de programmes qui est à la base de la justification de ce budget, correspond exactement à l'organisation administrative du Département telle qu'elle est définie par le Règlement organique.

Conjointement avec la mission générale de coordination et de conception du Secrétariat général (division organique 40), on retrouve à la division organique 50 toutes les administrations qui ont une mission fiscale.

La fonction budgétaire (division organique 60) et la mission de Trésorerie (division 61) ainsi que la division organique 62 qui règle l'application de la législation en matière de pensions à charge du Trésor, constituent le volet non fiscal des services administratifs.

Une attention toute particulière est accordée aux missions du Ministre des Finances dans les relations financières avec l'étranger, qu'elles soient en rapport avec la promotion de l'exportation (programme 61.1), les relations financières propres (programme 61.2) ou l'aide au développement (programme 61.3). Les moyens d'action de soutien économique sont repris au programme 61.4.

Le tableau ci-après donne un aperçu de la structure de programmes selon laquelle ce budget est justifié, avec indication des moyens totaux qui sont prévus par programme.

## VERANTWOORDINGSPROGRAMMA

### A. — ALGEMENE INLEIDING

De begroting van het Ministerie van Financiën bevat in hoofdzaak de bestaansmiddelen van het administratief apparaat dat ter beschikking staat van de Regering om haar financieel beleid, zoals het ter gelegenheid van de Rijksmiddelen- en de Rijkschuldbegroting in de Kamers wordt besproken, concreet tot uitvoering te brengen.

Dit apparaat wordt sedert 1987 intern versterkt door een intensive automatisering van alle administraties en diensten. Binnen de algemene begrotingsdoelstelling van de Regering wordt aldus beoogd de algemene financiële opdracht van het Departement rationeler te concretiseren, terwijl anderzijds de organisatie van de fiscale hervorming en de financiële organisatie van de staats-hervorming zonder bijkomende middelen moet kunnen tot stand gebracht worden.

De opbouw van het verantwoordingsprogramma van de begroting van het Ministerie van Financiën is dan ook vooral opgevat vanuit de bekommernis de opdrachten van de administratieve entiteiten ervan zo getrouw mogelijk budgettair te vertalen.

De programmastructuur, die ten grondslag ligt van de verantwoording van deze begroting, sluit nauw aan bij de administratieve organisatie van het Departement zoals die bij Organiek Reglement bepaald is.

Benevens de algemeen coördinerende en concipiërende opdracht van het Algemeen Secretariaat (organisatie-afdeling 40) vindt men in de organisatie-afdeling 50 alle besturen met een fiscale opdracht terug.

De begrotingsfunctie (organisatie-afdeling 60) en de Thesaurie-opdracht (afdeling 61) samen met de organisatie-afdeling 62 die de toepassing van de wetgeving inzake pensioenen ten laste van de Schatkist organiseert, vormen het niet-fiscale luik van de administratieve diensten.

In het bijzonder wordt aandacht besteed aan de opdrachten van de Minister van Financiën in de financiële betrekkingen met het buitenland, het weze dat ze in verband staan met de export-bevordering (programma 61.1), de zuiver financiële betrekkingen (programma 61.2) of de ontwikkelingshulp (programma 61.3). De economische steunactiemiddelen zijn opgenomen in programma 61.4.

De hierna volgende tabel geeft een overzicht van de programmastructuur volgens dewelke deze begroting verantwoord wordt met vermelding van de totale middelen die per programma worden besteed.

**B. -- JUSTIFICATION  
PAR DIVISION ORGANIQUE  
ET PROGRAMME D'ACTIVITES**

**RECAPITULATION POUR LE BUDGET  
DU MINISTÈRE DES FINANCES**

(En millions de francs)

**B. -- VERANTWOORDING  
PER ORGANISATIEAFDELING  
EN PER ACTIVITEITENPROGRAMMA**

**SAMENVATTING VOOR DE BEGROTING VAN  
HET MINISTERIE VAN FINANCIEN**

(In miljoenen frank)

Divisions organiques et programmes	C.N.D. + C.O. <sup>(1)</sup> — N.G.K. + O.K. <sup>(1)</sup>			C.E. — V.K. <sup>(2)</sup>			Organisatie-afdelingen en programma's  (8)
	1989 <sup>(3)</sup>	1988 <sup>(4)</sup>	1987 <sup>(5)</sup>	1989 <sup>(3)</sup>	1988 <sup>(4)</sup>	1987 <sup>(5)</sup>	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
<b>Division 01. Cabinet du Ministre des Finances :</b>							
0 Fonctionnement du Cabinet . . .	51,6	51,5 (7,3)	45,0 (3,7)	—	—	—	Afdeling 01. <b>Kabinet van de Minister van Financiën</b> 0 Werking van het Kabinet.
Totaux pour la division 01.	51,6	51,5 (7,3)	45,0 (3,7)	—	—	—	Totalen voor de afdeling 01.
<b>Division 03. Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique :</b>							Afdeling 03. <b>Kabinetten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid :</b>
0 Fonctionnement des Cabinets . . .	107,4	95,6 (0,5)	103,7 (2,0)	—	—	—	0 Werking van de Kabinetten.
Totaux pour la division 03.	107,4	95,6 (0,5)	103,7 (2,0)	—	—	—	Totalen voor de afdeling 03.
<b>Division 11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au Ministre des Finances :</b>							Afdeling 11. <b>Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de Minister van Financiën :</b>
0 Fonctionnement du Cabinet . . .	24,7	27,8	—	—	—	—	0 Werking van het Kabinet.
Totaux pour la division 11.	24,7	27,8	—	—	—	—	Totalen voor de afdeling 11.
<b>Division 40. Secrétariat général :</b>							Afdeling 40. <b>Algemeen Secretariaat :</b>
0 Subsistance . . . . .	1 787,9	1 720,0 (3,0)	1 584,7	—	—	—	0 Bestaansmiddelen.
1 Etudes et Documentation . . . .	15,0	16,0	32,3	—	—	—	1 Studies en Documentatie.
2 Programme social . . . . .	70,1	70,1	97,0	—	—	—	2 Sociaal Programma.
3 Programme de formation . . . .	29,0	26,0	36,2	—	—	—	3 Vormingsprogramma.
Totaux pour la division 40.	1 902,0	1 832,1 (3,0)	1 750,2	—	—	—	Totalen voor de afdeling 40.
<b>Division 50. Administration générale des Impôts :</b>							Afdeling 50. <b>Algemene Administratie der Belastingen :</b>
1 Services polyvalents et intégrés . .	554,1	548,2	520,3	—	—	—	1 Polyvalente en geïntegreerde diensten.
2 Contributions directes . . . . .	13 124,1	12 972,0 (4,0)	12 621,5	—	—	—	2 Directe Belastingen.
3 Cadastre . . . . .	3 081,5	2 950,3 (0,2)	2 880,5	—	—	—	3 Kadaster.
4 Douanes et Accises . . . . .	7 010,2	6 951,6 (0,1)	6 840,3 (0,3)	—	—	—	4 Douane en Accijnen.
5 T.V.A., Enregistrement et Domaines . . . . .	7 683,9	7 531,0 (24,7)	7 410,4	10,4	15,4	—	5 B.T.W., Registratie en Domeinen.
Totaux pour la division 50.	31 453,8	30 953,1 (29,0)	30 273,0 (0,3)	10,4	15,4	—	Totalen voor de afdeling 50.

(\*) Le texte des renvois figure en bas de la dernière page de ce tableau

(\*) De tekst van de verwijzingen bevindt zich onderaan de laatste bladzijde van deze tabel.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

Divisions organiques et programmes (1)	C.N.D. + C.O. <sup>(1)</sup> N.G.K. + O.K. <sup>(1)</sup>			C.E. - V.K. <sup>(2)</sup>			Organisatie-afdelingen en programma's (8)
	1989 <sup>(3)</sup> (2)	1988 <sup>(4)</sup> (3)	1987 <sup>(5)</sup> (4)	1989 <sup>(3)</sup> (5)	1988 <sup>(4)</sup> (6)	1987 <sup>(5)</sup> (7)	
<b>Division 60. Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses :</b>							<b>Afdeling 60. Administratie van de Begroting en de Controle op de uitgaven :</b>
0 Subsistance . . . . .	253,6	268,7	245,2	—	—	—	0 Bestaansmiddelen.
1 Provision interdépartementale .	8 946,3	13 052,0	—	—	—	—	1 Interdepartementale provisie.
Totaux pour la division 60.	9 199,9	13 320,7	245,2	—	—	—	Totalen voor de afdeling 60.
<b>Division 61. Administration de la Trésorerie . . . . .</b>							<b>Afdeling 61. Administratie van de Thesaurie :</b>
0 Subsistance . . . . .	1 846,8	1 783,3	2 227,2	—	16,0	—	0 Bestaansmiddelen.
1 Relations financières internationales . . . . .	529,9	501,4	541,6	—	—	—	1 Internationale financiële betrekkingen.
2 Promotion de l'exportation . . . .	970,0	—	143,5	—	—	—	2 Exportbevordering.
3 Aide au développement . . . . .	4 250,6	4 619,5	4 324,9	—	—	—	3 Ontwikkelingshulp.
4 Soutien économique . . . . .	339,4	656,3	1 343,1	—	—	—	4 Economische steun.
Totaux pour la division 61.	7 936,7	7 560,5	8 580,3	—	—	—	Totalen voor de afdeling 61.
<b>Division 62. Administration des Pensions :</b>							<b>Afdeling 62. Administratie der Pensioenen :</b>
0 Subsistance . . . . .	558,9	506,2	479,1	—	—	—	0 Bestaansmiddelen.
Totaux pour la division 62.	558,9	506,2	479,1	—	—	—	Totalen voor de afdeling 62.
<b>Totaux du Budget.</b>	<b>51 235,0</b>	<b>54 347,5</b>	<b>41 476,5</b>	<b>10,4</b>	<b>31,4</b>	<b>—</b>	<b>Totalen van de Begroting.</b>

<sup>(1)</sup> C.N.D. + C.O. = crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement.

<sup>(2)</sup> C.E. = crédits d'engagement.

<sup>(3)</sup> 1989 = crédits sollicités.

<sup>(4)</sup> 1988 = crédits ajustés (entre parenthèses : crédits supplémentaires pour années antérieures).

<sup>(5)</sup> 1987 = réalisations.

<sup>(1)</sup> N.G.K. + O.K. = niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringkredieten.

<sup>(2)</sup> V.K. = vastleggingskredieten.

<sup>(3)</sup> 1989 = aangevraagde kredieten.

<sup>(4)</sup> 1988 = aangepaste kredieten (tussen haakjes : bijkredieten vorige jaren).

<sup>(5)</sup> 1987 = verwezenlijkingen.

## 01. Cabinet du Ministre des Finances

01/0 -- FONCTIONNEMENT DU CABINET

## 01. Kabinet van de Minister van Financiën

01/0 -- WERKING VAN HET KABINET

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	—	—	—	Organiek.
Non organique . . . . .	—	—	—	Niet-organiek.
Total . . .	55,6	55,6	62	Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel : — <i>Personnel</i> :												
Traitements du Ministre. — <i>Jaarweddde van de Minister</i> . . . . .	1	01	11.01	01	52	—	2,0	2,0	1,9	—	—	—
Rémunérations personnel Cabinet. — <i>Jaarwadden personeel van het Kabinet</i> . . . . .	1	01	11.02	01	55	—	37,1	37,6 (7,3)	32,2	—	—	—
02. Biens et services : — <i>Goederen en diensten</i> :												
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	01	12.07	02	45	—	—	0,4	—	—	—	—
Frais de fonctionnement. — <i>Weringskosten</i> . . . . .	1	01	12.19	02	19	—	10,4	9,4	9,5 (3,7)	—	—	—
Présidence européenne. — <i>Euro-pees voorzitterschap</i> . . . . .	1	01	12.20	02	22	—	—	—	0,2	—	—	—
03. Installations. Loyers : — <i>Installaties. Huur</i> :												
Loyers de biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . .	1	01	12.06	03	78	—	1,3	1,3	0,8	—	—	—
06. Equipement : — <i>Uitrusting</i> :												
Achat de petit matériel. — <i>Aankoop van klein materieel</i> . . . . .	2	01	74.01	06	26	—	0,8	0,8	0,4	—	—	—
							Totaux. — Totalen.					
								51,6	51,5 (7,3)	45,0 (3,7)	—	—

## Légende :

C.D. = Check digit.  
 C.N.D. + C.O. = crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement.  
 C.E. = crédits d'engagement.  
 R = crédit totalement pris en considération pour la recherche scientifique.  
 I = crédit totalement pris en considération en tant qu'investissement public.  
 F = crédit transféré (en tout ou partie) à un fonds du titre IV.  
 P = crédit transféré (en tout ou partie) à un «parastatal».  
 1989 = crédits sollicités.  
 1988 = crédits ajustés (entre parenthèses: crédits pour années antérieures).  
 1987 = réalisations.

## Legende :

C.D. = Check digit.  
 N.G.K. + O.K. = niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten.  
 V.K. = vastleggingskredieten.  
 R = krediet volledig als «research» in aanmerking genomen.  
 I = krediet volledig als «openbare investering» in aanmerking genomen.  
 F = transfer (voor het geheel of gedeeltelijk) naar een fonds van titel IV.  
 P = transfer (voor het geheel of gedeeltelijk) naar een «parastaat».  
 1989 = aangevraagde kredieten.  
 1988 = aangepaste kredieten (tussen haakjes: kredieten voor vorige jaren).  
 1987 = verwezenlijkingen.

Art. 11.01. — *Traitements et frais de représentation du Ministre des Finances.*

Crédit sollicité pour 1989 : 2 000 000 francs.

Art. 11.02. — *Traitements et indemnités du personnel du Cabinet.*

(En milliers de francs)

Art. 11.01. — *Jaarweddelen en representatiekosten van de Minister van Financiën.*

Gevraagd krediet voor 1989 : 2 000 000 frank.

Art. 11.02. — *Jaarweddelen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987		Economische classificatie
			Engage-ments — Vastleg-gingen	Ordonnan-cements — Ordonnan-ceringen	
<i>Salaire proprement dit . . . . .</i>	31 927	32 955			<i>Eigenlijk loon waarvan :</i> werkneemersbijdragen sociale zekerheid.
dont retenue sécurité sociale . . . . .	2 235	2 958			
<i>Décomposition :</i>					<i>Samenstelling :</i>
Traitements barémiques <sup>(1)</sup> . . . . .	27 401	28 361			Weddeschaalbezoldigingen <sup>(1)</sup> .
Promotions et augmentations barémiques	300	300			Bevordering en weddeschaalverhogingen.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	2 881	2 362			Verhoging index (coëff. 0,1040).
Allocation de foyer et de résidence . . . . .	400	384			Haard- en standplaatsstoelage.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	42	32			Verhoging index (coëff. 0,1040).
Allocation de fin d'année . . . . .	903	816			Eindejaarstoelage.
Totaux . . . . .	31 927	32 955			Totalen.
<i>Allocations directes . . . . .</i>	2 819	2 403			<i>Directe toelagen.</i>
Pécule de vacances . . . . .	1 029	664			Vakantiegeld.
Allocations familiales . . . . .	794	719			Kinderbijslagen.
Majoration index (coeff. 0,5460 ou 0,6084)	444	393			Verhoging index (coëff. 0,5460 of 0,6084).
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Ministre des Finances et du Chef de Cabinet . . . . .	197	192			Bijzondere vergoeding aan de autobestuurders van de Minister van Financiën en van de Kabinetschef.
Majoration index (180,03%) . . . . .	355	355			Verhoging index (180,03%)
Totaux . . . . .	2 819	2 403			Totalen.
<i>Contributions patronales :</i>					<i>Werkgeversbijdragen :</i>
— aux assurances sociales . . . . .	2 297	2 237			— sociale verzekeringen.
Totaux généraux . . . . .	37 043	37 595			Algemene totalen.

<sup>(1)</sup> Poste « Traitements barémiques » :

En milliers de francs

a) Traitements et indemnités du personnel . . .	15 123
Indemnités : 20 personnes.	
Traitements et indemnités : 13,6 personnes.	
Traitements : 2 personnes.	
b) Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>o</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 : 15 personnes qui touchent également une indemnité . . . . .	12 278
Total des traitements barémiques . . . . .	27 401

<sup>(1)</sup> Post « Weddeschaalbezoldigingen » :

In duizend-tallen frank

a) Jaarweddelen en vergoedingen van het personeel . . . . .	15 123
Vergoedingen : 20 personen.	
Wedden en vergoedingen : 13,6 personen.	
Wedden : 2 personen.	
b) Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, 1 <sup>o</sup> , van het koninklijk besluit van 20 mei 1965 : 15 personen die eveneens een vergoeding ontvangen . . . . .	12 278
Totaal der weddeschaalbezoldigingen . . . . .	27 401

(En milliers de francs)

(In duizentallen frank)

Tableau de décomposition		Uiteenzettingstabel	
Traitements et indemnités du personnel . . . . .	15 123	Jaarwetten en vergoedingen van het personeel.	
Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>e</sup> de l'arrêté royal modifié du 20.05.1965 .	12 278	Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig art. 14, 1 <sup>e</sup> van het gewijzigd koninklijk besluit van 20.05.1965.	
<b>Total des traitements barémiques . . . . .</b>	<b>27 401</b>	<b>Totaal der weddeschaalbezoldigingen.</b>	
Promotions de grade et augmentations barémiques . .	300	Bevorderingen in graad en weddeschaalverhogingen.	
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	2 881	Verhoging index (coëff. 0,1040).	
<b>Totaux A . . . . .</b>	<b>30 582</b>	<b>Totalen A.</b>	
Allocation de foyer et de résidence . . . . .	400	Haard- en standplaatsstoelage.	
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	42	Verhoging index (coëff. 0,1040).	
Allocation de fin d'année . . . . .	903	Eindejaarstoelage.	
<b>Totaux B . . . . .</b>	<b>1 345</b>	<b>Totalen B.</b>	
<b>Totaux (A + B) Salaire proprement dit : . . . . .</b>	<b>31 927</b>	<b>Totalen (A + B) Eigenlijk loon :</b>	
Pécule de vacances . . . . .	1 029	Vakantiegeld.	
Allocations familiales . . . . .	794	Kinderbijslagen.	
Augmentation index (0,5460 ou 0,6084) . . . . .	444	Verhoging index (0,5460 of 0,6084).	
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Ministre et du Chef de Cabinet . . . . .	197	Bijzondere vergoeding aan de autobestuurders van de Minister en van de Kabinetschef.	
Majoration index (180,03%) . . . . .	355	Verhoging index (180,03%).	
<b>Totaux : Allocations directes . . . . .</b>	<b>2 819</b>	<b>Totalen : Directe toelagen.</b>	
Contributions patronales aux assurances sociales . .	2 297	Werkgeversbijdragen – sociale verzekeringen.	
<b>Totaux généraux . . . . .</b>	<b>37 043</b>	<b>Algemene totalen.</b>	

## CABINET DU MINISTRE DES FINANCES

## KABINET VAN DE MINISTER VAN FINANCIEN

Emplois occupés — Bezette betrekkingen	Secteur d'origine — Sector van oorsprong								Total — Totaal	
	Ministères — Ministeries		Autres services publics — Andere overheidsdiensten		Enseignement — Onderwijs		Secteur privé — Privé-sector			
	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989		
Chef de Cabinet. — <i>Kabinetschef</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Chef de Cabinet adjoint. — <i>Adjunct-Kabinetschef</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Conseiller avec rang de chef de Cabinet adjoint. — <i>Adviseur met rang van adjunct-Kabinetschef</i> . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conseillers ou chargés de mission. — <i>Adviseurs of opdrachthouders</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	2	2	3	3
Secrétaire de Cabinet. — <i>Kabinetssecretaris</i> . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attachés. — <i>Attachés</i> . . . . .	2	2	—	—	—	—	—	—	2	2
Personnel de bureau. — <i>Bedienden</i> . . . . .	14	14	13	13	—	—	4,6	4,6	31,6	31,6
Chauffeurs d'auto et huissiers. — <i>Autobestuurders en kamerbewaarders</i> . . . . .	—	—	3	3	—	—	1	1	4	4
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses et concierge. — <i>Telefonisten, werklieden, schoonmaaksters en concièrge</i> . . . . .	1	1	4	4	—	—	8	8	13	13
<b>Totaux. — Totalen . . . . .</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>15,6</b>	<b>15,6</b>	<b>55,6</b>	<b>55,6</b>

Art. 12.06. — *Loyer des biens immobilisés occupés par le Cabinet, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. Impôts grevant les bâtiments, propriété d'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments.*

Le crédit sollicité est réparti comme suit :

1. Biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location, à l'exclusion de la majoration de 1,5% . . . . .	F 175 000
2. Majoration de 1,5% des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location . . . F	2 625
3. Biens immobiliers appartenant à l'Etat et gérés par la Régie des Bâtiments . . . F	1 191 984
Total . . . F	1 369 609
Arrondi à . . . F	1 400 000

Art. 12.19. — *Frais de fonctionnement du Cabinet.*

En milliers de francs

Le crédit se décompose comme suit :

1. Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles et pénales. Remunerations, indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes ne faisant pas partie du Cabinet . . . . .	—
2. Eau, vapeur, gaz et électricité. Autres dépenses de consommation. Affranchissement de correspondance. Télégrammes. Abonnements et communications téléphoniques. Transports. Impositions. Redevances . . . . .	2 100
3. Dépenses d'entretien de locaux, mobilier, matériel et machines. Acquisition d'ouvrages et de publications. Abonnements aux journaux et publications officielles. Menues dépenses de matériel, de fournitures de bureau, d'impression, de reliure et de produits d'entretien. Location de biens mobiliers . . . . .	3 979
4. Combustibles solides et liquides livrés à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	—
5. Fournitures de bureau, papier, impressions, reliures effectuées à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	100
6. Location de machines de bureau, mobilier et matériel à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	50
7. Habillement fourni à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	180
8. Produits d'entretien et petit matériel d'entretien fournis à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	—
9. Utilisation de véhicules automoteurs, propriété de l'Etat (y compris pièces de rechange) et éventuellement de voitures louées . . . . .	1 038
10. Indemnités généralement quelconques au personnel du Cabinet pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transports afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux) . . . . .	589
11. Dépenses de formation professionnelle . . . . .	100
12. Frais de réception, frais de représentation et autres menues dépenses d'administration du Cabinet . . . . .	2 293
Total . . . . .	10 429

Art. 74.01. — *Dépenses patrimoniales du Cabinet.*

En milliers de francs

Achat de deux voitures pour le Cabinet . . . . .

800

Art. 12.06. — *Huur van onroerende goederen in gebruik door het Kabinet, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.*

Het aangevraagde krediet is onderverdeeld als volgt :

1. Onroerende goederen waarvoor de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen, met uitsluiting van de opslag van 1,5% . . . . .	F 175 000
2. Opslag van 1,5% op de onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen . . . . .	F 2 625
3. Onroerende goederen toebehorend aan de Staat en onder beheer van de Regie der Gebouwen . . . . .	F 1 191 984
Totaal . . . F	1 369 609
Afgerekend tot . . . F	1 400 000

Art. 12.19. — *Werkingskosten van het Kabinet.*

In duizend-tallen frank

Het krediet is onderverdeeld als volgt :

1. Erelenen van advocaten en geneesheren. Rechtskosten inzake burgerlijke en strafzaken. Bezoldigingen, vergoedingen, presentiegelden, reisen en verblijfkosten van niet tot het Kabinet behorende personen . . . . .	—
2. Water, stoom, gas en elektriciteit. Andere verbruiksuitgaven. Frankering van brieven. Telegrammen. Abonnementen op de telefoon en telefoongesprekken. Vervoer. Belastingen. Retributies . . . . .	2 100
3. Onderhoudsuitgaven van lokalen, meubilair, materieel en machines. Aanschaffing van werken en publikaties. Abonnementen op dagbladen en officiële publikaties. Kleine uitgaven voor materieel, kantoorgehoefden, drukwerken, inbindingen en onderhoudsproducten. Huur van roerende goederen . . . . .	3 979
4. Vaste en vloeibare brandstoffen geleverd via het C.B.B. . . . .	—
5. Kantoorgehoefden, papier, drukwerken, inbindingen geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	100
6. Huur van kantormachines, meubilair en materieel door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	50
7. Kleding geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	180,0
8. Onderhoudsproducten en klein onderhoudsmaterieel geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	—
9. Uitgaven in verband met het gebruik van motorvoertuigen, eigendom van de Staat (vervangingsstukken inbegrepen) en eventueel van gehuurde voertuigen . . . . .	1 038
10. Allerhande vergoedingen aan het personeel van het Kabinet voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Staat werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) . . . . .	589
11. Uitgaven voor beroepsscholing . . . . .	100
12. Receptiekosten, representatiekosten en andere kleine bestuursuitgaven van het Kabinet . . . . .	2 293
Totaal . . . . .	10 429

Art. 74.01. — *Vermogensuitgaven van het Kabinet.*

In duizend-tallen frank

Aankoop van twee wagens voor het Kabinet . . . . .

800

**03. Cabinets du Vice-Premier Ministre  
et Ministre du Budget  
et de la Politique scientifique**

03/0 — FONCTIONNEMENT DES CABINETS

**03. Kabinetten van de Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting  
en Wetenschapsbeleid**

03/0 — WERKING VAN DE KABINETTEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .				{ Organiek.
Non organique . . . . .	}			Niet-organiek.
Total . . .	105,5			Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel : — <i>Personnel</i> :												
Traitements du Ministre. — <i>Jaarwedge van de Minister</i> . . . . .	1	03	11.01	01	09	—	2,1	2,1	2,0	—	—	—
Rémunérations personnel Cabinet — <i>Jaarwedden personeel van het Kabinet</i> . . . . .	1	03	11.02	01	12	—	74,3	59,5 (0,5)	61,5	—	—	—
02. Biens et services : — <i>Goederen en diensten</i> :												
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	03	12.07	02	37	—	—	1,7	8,1 (0,8)	—	—	—
Frais de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	1	03	12.19	02	73	—	20,0	21,7	22,3 (1,2)	—	—	—
Présidence européenne. — <i>Euro-pees voorzitterschap</i> . . . . .	1	03	12.20	02	76	—	—	—	0,7	—	—	—
03. Installations. Loyers : — <i>Installaties. Huur</i> :												
Loyers de biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . .	1	03	12.06	03	35	—	10,0	8,9	8,7	—	—	—
06. Equipement : — <i>Uitrusting</i> :												
Achat de petit matériel. — <i>Aankoop van klein materieel</i> . . . . .	2	03	74.01	06	80	—	1,0	1,7	0,4	—	—	—
Totaux. — Totalen.							107,4	95,6 (0,5)	103,7 (2,0)	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

**DEPENSES DES CABINETS DU VICE-PREMIER MINISTRE  
ET MINISTRE DU BUDGET  
ET DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE**

Art. 11.01. — *Traitements et frais de représentation du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique.*

Crédit sollicité pour 1989 . . . . . F 2 100 000

Art. 11.02. — *Traitements et indemnités du personnel des Cabinets.*

(En milliers de francs)

**KABINETTSUITGAVEN VAN DE VICE-EERSTE MINISTER  
EN MINISTER VAN BEGROTING  
EN WETENSCHAPSBELEID**

Art. 11.01. — *Jaarwedden en representatiekosten van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid.*

Gevraagd krediet voor 1989 . . . . . F 2 100 000

Art. 11.02. — *Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van de Kabinetten.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987		Economische classificatie
			Engage-ments — Vastleg-gingen	Ordonnan-cements — Ordonnan-ceringen	
<i>Classification économique :</i>					<i>Economische classificatie :</i>
111 Salaire proprement dit . . . . .	64 328	53 516	—	—	Eigenlijk loon . . . . . 111
<i>dont :</i>					<i>waarvan :</i>
— retenue sécurité sociale . . . . .	4 503	3 735	—	—	— werknemersbijdragen sociale zekerheid.
<i>Décomposition :</i>					<i>Samenstelling :</i>
Traitements barémiques <sup>(1)</sup> . . . . .	55 076	47 288	—	—	Weddeschaalbezoldigingen <sup>(1)</sup> .
Promotions et augmentations barémiques . . . . .	600	600	—	—	Bevordering en weddeschaalverhogingen.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	6 007	3 935	—	—	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Allocation de foyer et de résidence . . . . .	810	631	—	—	Haard- en standplaatsstoelage.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	100	67	—	—	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Allocation de fin d'année . . . . .	1 736	1 055	—	—	Eindejaarstoelage.
<i>Totaux</i> . . . . .	64 328	53 576	—	—	Totalen.
112 Allocations directes . . . . .	4 380	2 641	—	—	Directe toelagen . . . . . 112
Pécule de vacances . . . . .	2 055	783	—	—	Vakantiegeld.
Allocations familiales . . . . .	1 036	833	—	—	Kinderbijslagen.
Augmentation index (coeff. 0,5460 ou 0,6084) . . . . .	598	460	—	—	Verhoging index (coëff. 0,5460 of 0,6084).
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Ministre des Finances et du Chef de Cabinet . . . . .	294	258	—	—	Bijzondere vergoeding aan de auto-bestuurders van de Minister van Financiën en van de Kabinet-chef.
Majoration index (180,03%) . . . . .	397	307	—	—	Verhoging index (180,03%).
<i>Totaux</i> . . . . .	4 380	2 641	—	—	Totalen.
113 Contributions patronales :					<i>Werkgeversbijdragen :</i>
— aux assurances sociales . . . . .	5 591	3 283	—	—	— aan sociale verzekeringen.
<i>Totaux généraux</i> . . . . .	74 299	59 500	—	—	Algemene totalen.

(1) Poste « Traitements barémiques » :		(1) Post « Weddeschaalbezoldigingen » :	
	En milliers de francs		In duizendtallen frank
I. Dépenses du Cabinet du Vice-Premier Ministre		I. Kabinettsuitgaven van de Vice-Eerste Minister	
a) Traitements et indemnités du personnel . . . . .	17 865	a) Jaarwedden en vergoedingen van het personeel . . . . .	17 865
Indemnités : 18 personnes.		Vergoedingen : 18 personen.	
Traitements et indemnités : 18,5 personnes.		Wedden en vergoedingen : 18,5 personen.	
Traitements : 4,2 personnes.		Wedden : 4,2 personen.	
b) Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>e</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 : 10 personnes qui touchent également une indemnité . . . . .	9 424	b) Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, 1 <sup>e</sup> , van het gewijzigd koninklijk besluit van 20 mei 1965 : 10 personen die eveneens een vergoeding ontvangen . . . . .	9 424
Total des traitements barémiques . . . . .	27 289	Totaal der weddeschaalbezoldigingen . . . . .	27 289
II. Dépenses du Cabinet du Ministre du Budget et de la Politique scientifique		II. Kabinettsuitgaven van de Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid	
a) Traitements et indemnités du personnel . . . . .	17 182	a) Jaarwedden en vergoedingen van het personeel . . . . .	17 182
Indemnités : 20 personnes.		Vergoedingen : 20 personen.	
Traitements et indemnités : 16,5 personnes.		Wedden en vergoedingen : 16,5 personen.	
Traitements : 4,8 personnes.		Wedden : 4,8 personen.	
b) Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>e</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 : 13 personnes qui touchent également une indemnité . . . . .	10 605	b) Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, 1 <sup>e</sup> , van het gewijzigd koninklijk besluit van 20 mei 1965 : 13 personen die eveneens een vergoeding ontvangen . . . . .	10 605
Total des traitements barémiques . . . . .	27 787	Totaal der weddeschaalbezoldigingen . . . . .	27 787

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Tableau de décomposition		Uiteenzettingstabel
I. Dépenses du Cabinet du Vice-Premier Ministre		I. Kabinettsuitgaven van de Vice-Eerste Minister
Traitements et indemnités du personnel . . . . .	17 865	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel.
Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>e</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 . . . . .	9 424	Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, 1 <sup>e</sup> , van het gewijzigd koninklijk besluit van 20 mei 1965.
Total des traitements barémiques . . . . .	27 289	Totaal der weddeschaalbezoldigingen.
Promotions de grade et augmentations barémiques . . . . .	300	Bevorderingen in graad en weddeschaalverhogingen.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	2 864	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Totaux A . . . . .	30 453	Totalen A.
Allocations de foyer et de résidence . . . . .	423	Haard- en standplaatsstoelen.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	52	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Allocation de fin d'année . . . . .	934	Eindejaarstoelage.
Totaux B . . . . .	1 409	Totalen B.
Totaux (A + B). — Salaire proprement dit . . . . .	31 862	Totalen (A + B). — Eigenlijk loon.
Pécule de vacances . . . . .	1 055	Vakantiegeld.
Allocations familiales . . . . .	533	Kinderbijslagen.
Augmentation index (0,5460 ou 0,6084) . . . . .	312	Verhoging index (0,5460 of 0,6084).
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Ministre et du Chef de Cabinet . . . . .	121	Bijzondere vergoeding aan de autobestuurders van de Minister en de Kabinetschef.
Majoration index (180,03%) . . . . .	183	Verhoging index (180,03%).
Totaux. — Allocations directes . . . . .	2 204	Totalen. — Directe toelagen.
Contributions patronales aux assurances sociales . . . . .	2 904	Werkgeversbijdragen aan sociale verzekeringen.
Totaux généraux . . . . .	36 970	Algemene totalen.
II. Dépenses du Cabinet du Ministre du Budget et de la Politique Scientifique		II. Kabinettsuitgaven van de Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid
Traitements et indemnités du personnel . . . . .	17 182	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel.

Tableau de décomposition		Uiteenzettingstabel	
Remboursement des remunerations conformément à l'article 14, I <sup>e</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 . . . . .	10 605	Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, I <sup>e</sup> , van het gewijzigd koninklijk besluit van 20 mei 1965.	
Total des traitements barémiques . . . . .	27 787	Totaal der weddeschaalbezoldigingen.	
Promotions de grade et augmentations barémiques . . . . .	300	Bevorderingen in graad en weddeschaalverhogingen.	
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	3 143	Verhoging index (coëff. 0,1040).	
Totaux A . . . . .	31 230	Totalen A.	
Allocations de foyer et de résidence . . . . .	387	Haard- en standplaatsstoelagen.	
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	48	Verhoging index (coëff. 0,1040).	
Allocation de fin d'année . . . . .	802	Eindejaarstoelage.	
Totaux B . . . . .	1 237	Totalen B.	
Totaux (A + B). — Salaire proprement dit . . . . .	32 467	Totalen (A + B). — Eigenlijk loon.	
Pécule de vacances . . . . .	1 000	Vakantiegeld.	
Allocations familiales . . . . .	503	Kinderbijslagen.	
Augmentation index (0,5460 ou 0,6084) . . . . .	286	Verhoging index (0,5460 of 0,6084).	
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Ministre et du Chef de Cabinet . . . . .	173	Bijzondere vergoeding aan de autobestuurders van de Minister en van de Kabinetschef.	
Majoration index (180,03%) . . . . .	214	Verhoging index (180,03%).	
Totaux. — Allocations directes . . . . .	2 176	Totalen. — Directe toelagen.	
Contributions patronales aux assurances sociales . . . . .	2 687	Werkgeversbijdragen aan sociale verzekeringen.	
Totaux généraux . . . . .	37 330	Algemene totalen.	

## CABINET DU VICE-PREMIER MINISTRE

## KABINET VAN DE VICE-EERSTE MINISTER

Emplois occupés — Bezette betrekkingen	Secteur d'origine — Sector van oorsprong								Total — Totaal	
	Ministères Ministeries		Autres services publics — Andere overheidsdiensten		Enseignement — Onderwijs		Secteur privé — Privé-sector			
	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1 <sup>er</sup> sept. 1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989		
Chef de Cabinet. — <i>Kabinetschef</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Chefs de Cabinets adjoints. — <i>Adjunct-kabinets-chefs</i> . . . . .	—	—	1	1	—	—	0,2	0,2	1,2	1,2
Conseillers ou chargés de mission. — <i>Adviseurs of opdrachthouders</i> . . . . .	—	—	—	—	—	3	3	3	3	3
Secrétaire de Cabinet. — <i>Kabinetsssecretaris</i> . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Attachés. — <i>Attachés</i> . . . . .	—	—	1	1	2	2	1	1	4	4
Personnel de bureau. — <i>Bedienden</i> . . . . .	8	8	2	2	6	6	11	11	27	27
Chauffeurs d'auto et huissiers. — <i>Autobestuurders en kamerbewaarders</i> . . . . .	—	—	1	1	—	—	3	3	4	4
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses et concierges. — <i>Telefonisten, werklieden, schoonmaaksters en concierge</i> . . . . .	—	—	6	6	—	—	4,5	4,5	10,5	10,5
Totaux. — Totalen . . . . .	10	10	11	11	8	8	22,7	22,7	51,7	51,7

CABINET DU MINISTRE DU BUDGET  
ET DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUEKABINET VAN DE MINISTER VAN BEGROTING  
EN WETENSCHAPSBELEID

Emplois occupés — Bezette betrekkingen	Secteur d'origine — Sector van oorsprong								Total — Totaal	
	Ministères Ministeries		Autres services publics Andere openbare diensten		Enseignement Onderwijs		Secteur privé Privé-sector			
	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989								
Chef de Cabinet. — <i>Kabinetschef</i> . . . . .	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Chef de Cabinet adjoint. — <i>Adjunct-kabinetschef</i> . . . . .	—	—	1	1	—	—	1	1	2	2
Conseillers ou chargés de mission. — <i>Adviseurs of opdrachthouders</i> . . . . .	2	2	1	1	—	—	1,8	1,8	4,8	4,8
Personnel de bureau. — <i>Bureelpersoneel</i> . . . . .	12	12	4,5	4,5	3	3	13	13	32,5	32,5
Chauffeurs d'auto et huissiers. — <i>Autobestuurders en kamerbewaarders</i> . . . . .	—	—	2	2	—	—	1	1	3	3
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses et concierge. — <i>Telefonisten, werkliden, schoonmaaksters en concierge</i> . . . . .	2	2	2	2	—	—	2,5	2,5	6,5	6,5
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	16	16	11,5	11,5	3	3	19,3	19,3	49,8	49,8

Art. 12.06. — *Loyer des biens immobiliers occupés par les Cabinets, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. Impôts grevant les bâtiments, propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments.*

Le crédit sollicité est réparti comme suit :

1. Biens immobiliers en gestion propre loués à l'intervention de l'Administration des Bâtiments ou par le Département même, conformément à des dispositions légales ou réglementaires . . . . .	F	—
2. Biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location, à l'exclusion de la majoration de 1,5% . . . . .	F	9 454 239
3. Majoration de 1,5% des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location . . . . F	141 814	
4. Biens immobiliers appartenant à l'Etat et gérés par la Régie des Bâtiments . . . . F	—	
Total . . . . F	9 596 053	
Arrondi à . . . F	10 000 000	

Art. 12.19. — *Frais de fonctionnement des Cabinets.*

En milliers de francs

Ce crédit se décompose comme suit :

1. Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles et pénales. Rémunérations, indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes ne faisant pas partie des Cabinets . . . . .	—
2. Eau, vapeur, gaz et électricité. Autres dépenses de consommation. Affranchissement de correspondance. Télégrammes. Abonnements et communications téléphoniques. Transports. Impositions. Redevances . . . . .	8 370

Art. 12.06. — *Huur van onroerende goederen in gebruik door de Kabinetten, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. Belastingen slaande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.*

Het aangevraagde krediet is onderverdeeld als volgt :

1. Onroerende goederen in eigen beheer gehuurd door bemiddeling van het Bestuur der Gebouwen of door het Departement, overeenkomstig de wets- of reglementsbeperkingen . . . . .	F	—
2. Onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen met uitsluiting van de opslag van 1,5% . . . . .	F	9 454 239
3. Opslag van 1,5% op de onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen . . . . .	F	141 814
4. Onroerende goederen toebehorend aan de Staat en onder beheer van de Regie der Gebouwen . . . . .	F	—
Totaal . . . . F	9 596 053	
Afgerond tot . . . F	10 000 000	

Art. 12.19. — *Werkingskosten van de Kabinetten.*

In duizendtallen frank

Het krediet is onderverdeeld als volgt :

1. Erelonen van advocaten en geneesheren. Rechtskosten inzake burgerlijke en strafzaken. Bezoldigingen, vergoedingen, presentiegelden, reisen en verblijfkosten van niet tot de Kabinetten behorende personen . . . . .	—
2. Water, stoom, gas en elektriciteit. Andere verbruiksuitgaven. Frankering van brieven. Telegrammen. Abonnementen op de telefoon en telefoongesprekken. Vervoer. Belastingen. Retributies . . . . .	8 370

3. Dépenses d'entretien de locaux, mobilier, matériel et machines. Acquisition d'ouvrages et de publications. Abonnements aux journaux et publications officielles. Menues dépenses de matériel, de fournitures de bureau, d'impression, de reliure et de produits d'entretien. Location de biens mobiliers . . . . .

4. Combustibles solides et liquides livrés à l'intervention de l'O.C.F. . . . .

5. Fournitures de bureau, papier, impression, reliures effectuées à l'intervention de l'O.C.F. . . . .

6. Location de machines de bureau, mobilier et matériel à l'intervention de l'O.C.F. . . . .

7. Habillement fourni à l'intervention de l'O.C.F. . . . .

8. Produits d'entretien et petit matériel d'entretien fournis à l'intervention de l'O.C.F. . . . .

9. Utilisation de véhicules automoteurs, propriété de l'Etat (y compris pièces de rechange) et éventuellement de voitures louées . . . . .

10. Indemnités généralement quelconques au personnel des Cabinets pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux) . . . . .

11. Dépenses de formation professionnelle . . . . .

12. Frais de réception, frais de représentation et autres menues dépenses d'administration des Cabinets du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique . . . . .

Total . . . . . 20 000

#### Art. 74.01. — Dépenses patrimoniales des Cabinets.

En milliers  
de francs

Prévision pour le remplacement d'une voiture du Cabinet et achat de machines de bureau . . . . .

1 000

#### 11. Cabinet du Secrétaire d'Etat aux Finances

##### 11/0 — FONCTIONNEMENT DU CABINET

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel		
Organique . . . . .						
Non organique . . . . .						
Total . . . . .				Organiek.	Niet-organiek.	Totaal.

#### 11. Kabinet van de Staatssecretaris voor Financiën

##### 11/0 — WERKING VAN HET KABINET

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Personnel : — Personeel :												
Traitements du Secrétaire d'Etat.												
— Jaarwedde van de Staatssecretaris . . . . .	1	11	11.01	01	31	—	1,7	1,0	—	—	—	—
Rémunérations personnel Cabinet.												
— Jaarwedden personeel van het Kabinet . . . . .	1	11	11.02	01	34	—	14.9	17.0	—	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
02. Biens et services : — <i>Goederen en diensten</i> :												
Fournitures exceptionnelles. —												
Buitengewone leveringen . . . . .	1	11	12.07	02	59	—	—	0,8	—	—	—	—
Frais de fonctionnement. — <i>Werkingkosten</i> . . . . .	1	11	12.19	02	95	—	6,1	4,8	—	—	—	—
03. Installations. Loyer : — <i>Installaties. Huur</i> :												
Loyer de biens immobiliers. —												
Huur van onroerende goederen . .	1	11	12.06	03	57	—	1,0	—	—	—	—	—
06. Equipement : — <i>Uitrusting</i> :												
Achat de petit matériel. — <i>Aankoop van klein materieel</i> . . . .	2	11	74.01	06	05	—	1,0	4,2	—	—	—	—
Totaux. — <i>Totalen</i> .							24,7	27,8	—	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

DEPENSES DU CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT  
AUX FINANCESArt. 11.01. — *Traitements et frais de représentation du Secrétaire d'Etat aux Finances.*

Crédit sollicité pour 1989 . . . . . F 1 700 000

Art. 11.02. — *Traitements et indemnités du personnel du Cabinet.*

(En milliers de francs)

KABINETSUITGAVEN VAN DE STAATSSECRETARIS  
VOOR FINANCIËNArt. 11.01. — *Jaarwedden en representatiekosten van de Staatssecretaris voor Financiën.*

Gevraagd krediet voor 1989 . . . . . F 1 700 000

Art. 11.02. — *Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987		Economische classificatie
			Engage- ments — Vastleg- gingen	Ordonnan- gements — Ordonnan- ceringen	
Classification économique :					
111 Salaire proprement dit . . . . .	12 557	8 002	—	—	Economische classificatie :
dont :					Eigenlijk loon . . . . . 111
— retenue sécurité sociale . . . . .	(879)	(560)	—	—	waarvan :
Décomposition :					— werknemersbijdragen sociale zekerheid.
Traitements barémiques (¹) . . . . .	10 695	6 845	—	—	Samenstelling :
Promotions et augmentations barémiques . . . . .	300	300	—	—	Weddeschaalbezoldigingen (¹).
Majoration index (coeff. 0,1040) . .	1 143	589	—	—	Bevorderingen en weddeschaalverhogingen.
Allocation de foyer et de résidence .	106	68	—	—	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Majoration index (coeff. 0,1040) . .	11	7	—	—	Haard- en standplaatsstoelage.
Allocation de fin d'année . . . . .	302	193	—	—	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Totaux . . . . .	12 557	8 002	—	—	Eindejaarstoelage.
					Totalen.

Classification économique	1989	1988	1987		Economische classificatie
			Engage-ments Vastleg-gingen	Ordonnan-cements Ordonnan-ceringen	
112 Allocations directes . . . . .	1 327	850	—	—	Directe toelagen . . . . . 112
Pécule de vacances . . . . .	362	232	—	—	Vakantiegeld.
Allocations familiales . . . . .	434	278	—	—	Kinderbijslagen.
Augmentation index (coeff. 0,5460 ou 0,6084) . . . . .	237	152	—	—	Verhoging index (coëff. 0,5460 of 0,6084).
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Ministre des Finances et du Chef de Cabinet . . .	105	67	—	—	Bijzondere vergoeding aan de autobestuurders van de Minister van Financiën en van de Kabinettschef.
Majoration index (180,03%) . . . . .	189	121	—	—	Verhoging index (180,03%).
Totaux . . . . .	1 327	850	—	—	Totalen.
113 Contributions patronales : — aux assurances sociales . . . . .	1 012	648	—	—	Werkgeversbijdragen : — aan sociale verzekeringen. 113
Totaux généraux . . . . .	14 896	9 500	—	—	Algemene totalen.

(<sup>1</sup>) I. Dépenses du Cabinet du Secrétaire d'Etat Poste « Traitements barémiques » :

	En milliers de francs
a) Traitements et indemnités du personnel . . . . .	8 884
Indemnités : 37 personnes.	
Traitements et indemnités : 12 personnes.	
Traitements : 5 personnes.	
b) Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>e</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 : 10 personnes qui touchent également une indemnité . . . . .	1 811
Total des traitements barémiques . . . . .	10 695

(<sup>1</sup>) I. Kabinetsuitgaven van de Staatssecretaris Post « Weddeschaalbezoldigingen » :

	In duizendtallen frank
a) Jaarwedden en vergoedingen van het personeel Vergoedingen : 37 personen.	8 884
Wedden en vergoedingen : 12 personen.	
Wedden : 5 personen.	
b) Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, 1 <sup>e</sup> , van het gewijzigd koninklijk besluit van 20 mei 1965 : 10 personen die eveneens een vergoeding ontvangen . . . . .	1 811
Totaal der weddeschaalbezoldigingen . . . . .	10 695

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Tableau de décomposition		Uiteenzettingstabel
Dépenses du Cabinet du Secrétaire d'Etat		Kabinetsuitgaven van de Staatssecretaris
Traitements et indemnités du personnel . . . . .	8 884	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel.
Remboursement des rémunérations conformément à l'article 14, 1 <sup>e</sup> , de l'arrêté royal modifié du 20 mai 1965 . . . . .	1 811	Terugstorting van de bezoldigingen overeenkomstig artikel 14, 1 <sup>e</sup> , van het gewijzigd koninklijk besluit van 20 mei 1965.
Total des traitements barémiques . . . . .	10 695	Totaal der weddeschaalbezoldigingen.
Promotions de grade et augmentations barémiques . . . . .	300	Bevorderingen in graad en weddeschaalverhogingen.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	1 143	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Totaux A . . . . .	12 138	Totalen A.
Allocation de foyer et de résidence . . . . .	106	Haard- en standplaatsstoelagen.
Majoration index (coeff. 0,1040) . . . . .	11	Verhoging index (coëff. 0,1040).
Allocation de fin d'année . . . . .	302	Eindejaarstoelage.
Totaux B . . . . .	419	Totalen B.
Totaux (A + B). — Salaire proprement dit . . . . .	12 557	Totalen (A + B). — Eigenlijk loon.
Pécule de vacances . . . . .	362	Vakantiegeld.
Allocations familiales . . . . .	434	Kinderbijslagen.

Tableau de décomposition		Uiteenzettingstabel
Augmentation index (0,5460 ou 0,6084) . . . . .	237	Verhoging index (0,5460 of 0,6084).
Indemnité spéciale aux conducteurs d'auto du Secrétaire d'Etat et du Chef de Cabinet . . . . .	105	Bijzondere vergoeding aan de autobestuurders van de Staatssecretaris en van de Kabinetschef.
Majoration index (180,03%) . . . . .	189	Verhoging index (180,03%).
Totaux. — Allocations directes . . . . .	1 327	Totalen. — Directe toelagen.
Contributions patronales aux assurances sociales . . . . .	1 012	Werkgeversbijdragen aan sociale verzekeringen.
Totaux généraux . . . . .	14 896	Algemene totalen.

## CABINET DU SECRETAIRE D'ETAT

## KABINET VAN DE STAATSSECRETARIS

Emplois occupés — <i>Bezette betrekkingen</i>	Secteur d'origine — Sector van oorsprong								Totaux — <i>Totalen</i>	
	Ministères — <i>Ministeries</i>		Autres services publics — <i>Andere overheidsdiensten</i>		Enseignement — <i>Onderwijs</i>		Secteur privé — <i>Privé-sector</i>			
	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989	1 <sup>er</sup> sept. 1988 — 1 sept. 1988	1989
Chef de Cabinet. — <i>Kabinetschef</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Chefs de Cabinet adjoints. — <i>Adjunct-Kabinets-chefs</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Conseillers ou chargés de mission. — <i>Adviseurs of opdrachthouders</i> . . . . .	—	—	1	1	—	—	1	1	2	2
Secrétaire de Cabinet. — <i>Kabinetssecretaris</i> . .	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Attachés. — <i>Attachés</i> . . . . .	1	1	—	—	—	—	0,6	0,6	1,6	1,6
Personnel de bureau. — <i>Bedienden</i> . . . . .	11,5	11,5	—	—	2	2	2,8	2,8	16,3	16,3
Chauffeurs d'auto et huissiers. — <i>Autobestuurders en kamerbewaarders</i> . . . . .	2	2	1	1	—	—	1	1	4	4
Téléphonistes, ouvriers, nettoyeuses et concierge. — <i>Telefonisten, werkliden, schoonmaaksters en concièrge</i> . . . . .	4	4	—	—	—	—	3	3	7	7
Totaux. — <i>Totalen</i> . . . . .	21,5	21,5	2	2	2	2	8,4	8,4	33,9	33,9

Art. 12.06. — *Loyer des biens immobiliers occupés par les Cabinets, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. Impôts grevant les bâtiments, propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments.*

Le crédit sollicité est réparti comme suit :

1. Biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location, à l'exclusion de la majoration de 1,5% . . . . .	F	175 000
2. Majoration de 1,5% des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location . . . F		2 625
3. Biens immobiliers appartenant à l'Etat et gérés par la Régie des Bâtiments . . . . .	F	770 500
Total . . . . .	F	948 125
Arrondi à . . . . .	F	1 000 000

Art. 12.06. — *Huur van onroerende goederen in gebruik door de Kabinetten, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. Belastingen staande op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.*

Het aangevraagde krediet is onderverdeeld als volgt :

1. Onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen, met uitsluiting van de opslag van 1,5% . . . . .	F	175 000
2. Opslag van 1,5% op de onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen . . . . .	F	2 625
3. Onroerende goederen toebehorend aan de Staat en onder beheer van de Regie der Gebouwen . . . . .	F	770 500
Totaal . . . . .	F	948 125
Afgerond tot . . . . .	F	1 000 000

Art. 12.19. — Frais de fonctionnement du Cabinet.	En milliers de francs	In duizend-tallen frank
Ce crédit se décompose comme suit :		
1. Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles et pénales. Rémunérations, indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes ne faisant pas partie du Cabinet . . . . .	—	
2. Eau, vapeur, gaz et électricité. Autres dépenses de consommation. Affranchissement de correspondance. Télégrammes. Abonnements et communications téléphoniques. Transports. Impositions. Redevances . . . . .	1 090	1 090
3. Dépenses d'entretien de locaux, mobilier, matériel et machines. Acquisition d'ouvrages et de publications. Abonnements aux journaux et publications officielles. Menues dépenses de matériel, de fournitures de bureau, d'impression, de reliure et de produits d'entretien. Location de biens mobiliers . . . . .	1 445	1 445
4. Combustibles solides et liquides livrés à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	—	—
5. Fournitures de bureau, papier, impressions, reliures effectuées à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	50	50
6. Location de machines de bureau, mobilier et matériel à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	300	300
7. Habillement fourni à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	150	150
8. Produits d'entretien et petit matériel d'entretien fournis à l'intervention de l'O.C.F. . . . .	—	—
9. Utilisation de véhicules automoteurs, propriété de l'Etat (y compris pièces de rechange) et éventuellement de voitures louées . . . . .	1 200	1 200
10. Indemnités généralement quelconques au personnel du Cabinet pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux) . . . . .	565	565
11. Dépenses de formation professionnelle . . . . .	50	50
12. Frais de réception, frais de représentation et autres menues dépenses d'administration . . . . .	1 250	1 250
Total . . . . .	6 100	6 100

## Art. 74.01. — Dépenses patrimoniales.

Prévision pour le remplacement d'une voiture du Cabinet et achat de machines de bureau . . . . .	En milliers de francs
	1 000

## 40. Secrétariat général

## MISSIONS

Le Secrétariat général regroupe l'ensemble des services qui assistent le Secrétaire général dans sa mission de coordination générale et d'organisation de la gestion et des travaux d'étude des différentes administrations du Ministère des Finances.

Les Services généraux exercent un rôle de conception et de coordination en ce qui concerne les matières administratives. Il s'agit des domaines dans lesquels le fonctionnement de l'ensemble des services est conditionné par des dispositions communes à toutes les administrations. Concrètement, ces dernières se rapportent à :

- la structure, la hiérarchie, la réglementation et l'application du Statut de l'agent de l'Etat au Ministère des Finances;
- la gestion du personnel, la politique de formation et le bien-être social des agents et de leur famille;
- l'organisation générale des activités, des méthodes de travail et, plus spécialement, de l'automatisation;

## Art. 12.19. — Werkingskosten van het Kabinet.

Het krediet is onderverdeeld als volgt :	In duizend-tallen frank
1. Erelonen van advocaten en geneesheren. Rechtskosten inzake burgerlijke en strafzaken. Bezoldigingen, vergoedingen, presentiegelden, reisen en verblijfkosten van niet tot het Kabinet behorende personen . . . . .	—
2. Water, stoom, gas en elektriciteit. Andere verbruiksuitgaven. Frankering van brieven. Telegrammen. Abonnementen op de telefoon en telefoongesprekken. Vervoer. Belastingen. Retributies . . . . .	1 090
3. Onderhoudsuitgaven van lokalen, meubilair, materieel en machines. Aanschaffing van werken en publicaties. Abonnementen op dagbladen en officiële publicaties. Kleine uitgaven voor materieel, kantoorgehoeften, drukwerken, inbindingen en onderhoudsproducten. Huur van roerende goederen . . . . .	1 445
4. Vaste en vloeibare brandstoffen geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	—
5. Kantoorgehoeften, papier, drukwerken, inbindingen geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	50
6. Huur van kantoormachines, meubilair en materieel door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	300
7. Kleding geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	150
8. Onderhoudsproducten en klein onderhoudsmaterieel geleverd door bemiddeling van het C.B.B. . . . .	—
9. Uitgaven in verband met het gebruik van motorvoertuigen, eigendom van de Staat (wisselstukken inbegrepen) en eventueel van gehuurde voertuigen . . . . .	1 200
10. Allerhande vergoedingen aan het personeel van het Kabinet voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Staat-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) . . . . .	565
11. Uitgaven voor beroepsopleiding . . . . .	50
12. Receptiekosten, representatiekosten en andere kleine bestuursuitgaven . . . . .	1 250
Totaal . . . . .	6 100

## Art. 74.01. — Vermogensuitgaven van het Kabinet.

Voorziening voor de vervanging van een wagen van het Kabinet en aankoop van kantoormaterieel . . . . .	In duizend-tallen frank
	1 000

## 40. Algemeen Secretariaat

## OPDRACHTEN

Het Algemeen Secretariaat omvat het geheel der diensten die de Secretaris-generaal bijstaan in zijn opdracht van algemene coördinatie en organisatie van de leiding en de studiewerkzaamheden der verschillende administraties van het Ministerie van Financiën.

De Algemene Diensten hebben een conceptie- en coördinatiefunctie inzake zuiver administratieve aangelegenheden. Dit betreft aangelegenheden waarvoor de werking van het geheel der diensten bepaald wordt door beschikkingen die gemeenschappelijk zijn aan al de administraties. Deze laatste hebben concreet betrekking op :

- de structuur, de hiërarchie, de reglementering en de toepassing van het Statuut van de Rijksambtenaar bij het Ministerie van Financiën;
- het personeelsbeleid, het vormingsbeleid en het sociaal welzijn van de personeelsleden en hun familieleden;
- de algemene organisatie van de werkzaamheden en de werkmethodes, inzonderheid de automatisering;

-- l'installation et l'équipement des services;  
 -- l'élaboration et la gestion du budget départemental.  
 Font également partie du Secrétariat général : le Service d'Etudes et de Documentation et le Service juridique.

La division organique comprend quatre programmes qui sont :  
 — un programme de subsistance;  
 — le programme études et documentation;  
 — le programme social;  
 — le programme de formation.

— de inrichting en de uitrusting van de diensten;  
 — de opmaak en het beheer van de departementale begroting.

Maken eveneens deel uit van het Algemeen Secretariaat : de Studie- en Documentatiedienst en de Juridische Dienst.

De organisatie-afdeling bevat vier programma's, namelijk :  
 — een bestaansmiddelenprogramma;  
 — het programma studies en documentatie;  
 — het sociaal programma;  
 — het vormingsprogramma.

## 40/0 — SUBSISTANCE

## 40/0 — BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personnel
Organique . . . . .	837	816	810	Organiek.
Non organique . . . . .	1 049	1 059	1 087	Niet-organiek.
Totaux . . . . .	1 886	1 875	1 897	Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>01. Personnel : — Personeel :</b> Rémunérations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	40	11.03	01	44	—	1 111,7	1 093,0 (0,5)	1 089,8	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	40	11.04	01	47	—	2,7	6,2 (1,0)	5,7	—	—	—
<b>02. Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Honoraires des avocats, médecins, etc. — <i>Erelenen van advocaten, geneesheren, enz.</i> . . . . .	1	40	12.01	02	48	—	54,2	45,5	40,1	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	40	12.02	02	51	—	287,3	270,5	192,6	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	40	12.05	02	60	—	19,5	13,3	15,2	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	40	12.07	02	66	—	17,9	15,7 (0,4)	16,4	—	—	—
Indemnités à des tiers. — <i>Schadevergoedingen aan derden</i> . . . . .	1	40	33.01	02	43	—	2,0	2,8 (1,1)	1,3	—	—	—
<b>03. Installations. — Installaties :</b> Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	40	12.03	03	55	—	57,9	46,6	44,7	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . . . .	1	40	12.06	03	64	—	112,2	111,5	77,4	—	—	—
<b>04. Informatique : — Informatica.</b> Centre de traitement de l'information. — <i>Centrum voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	40	12.28	04	34	—	75,4	75,3	67,3	—	—	—
Bureautique intégrée dans la Tour des Finances. — <i>Geïntegreerd Bureaucasysteem Financietoren</i> . . . . .	1	40	12.30	04	40	—	—	—	4,8	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
05. <b>Equipement : — Uitrusting :</b> Machines, mobilier, matériel. — <i>Machines, meubilair, materieel . . .</i>	2	40	74.01	06	12	—	47,1	39,6	29,4	—	—	—
						Totaux. — Totalen.	1 787,9	1 720,0	1 584,7	—	—	—
							(3,0)					

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## 40/1 — ETUDES ET DOCUMENTATION

Moyens en personnel : inclus dans le programme 40/0.

## 40/1 — STUDIE EN DOCUMENTATIE

Bezetting in personeel : inbegrepen in programma 40/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. <b>Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen . . . . .</i>	1	40	12.02	11	60	—	15,0	16,0	32,3	—	—	—
						Totaux. — Totalen.	15,0	16,0	32,3	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## COMMENTAIRE

Le programme études et documentation consiste, d'une part, dans le suivi des renseignements statistiques et des publications relatives aux finances publiques et aux problèmes monétaires et financiers afin de documenter le Ministre par le biais de notes et de rapports mensuels sur la situation économique du pays et sur l'évolution du budget et, d'autre part, dans la gestion d'une bibliothèque centrale destinée aux besoins spécifiques des différentes administrations.

Dans le cadre de la politique d'austérité budgétaire, aucun crédit n'est sollicité.

## COMMENTAAR

Het studie- en documentatieprogramma omvat, enerzijds, het opvolgen van de statistische gegevens en de publikaties met betrekking tot de openbare financiën en monetaire en financiële problemen teneinde de Minister nota's en maandelijkse overzichten ter beschikking te stellen over de economische toestand van het land en de evolutie van de begroting en, anderzijds, het beheer van een centrale bibliotheek die is afgestemd op de specifieke noden van de verschillende administraties.

In het kader van het bezuinigingsbeleid wordt geen krediet gevraagd.

## 40/2 — PROGRAMME SOCIAL

Moyens en personnel : inclus dans le programme 40/0.

## 40/2 — SOCIAAL PROGRAMMA

Bezetting in personeel : inbegrepen in programma 40/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. <b>Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen . . . . .</i>	1	40	12.02	21	70	—	—	—	22,2	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
04. Action sociale : — Sociale Actie :												
— Action sociale. — Sociale actie	1	40	11.05	24	73	F	68,4	68,4	73,1	—	—	—
— Allocation aux centres des associations d'agents du Département.												
— Toelage aan de centra der personeelsverenigingen van het Departement . . . . .	2	40	52.01	24	26	—	1,7	1,7	1,7	—	—	—
							Totaux. — Totalen.					
							70,1	70,1	97,0	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

#### COMMENTAIRE

Dans le cadre de la gestion générale du personnel, le Département a pour objectif d'apporter l'aide matérielle et morale aux agents du Département comme : assistance en cas de maladie, prêts, conseils juridiques, aide d'assistants sociaux. Cette aide s'applique également aux pensionnés, aux veuves qui bénéficient d'une pension de survie et aux orphelins d'agents des Finances.

Le Département exploite également des restaurants et des cantines dans de nombreux centres administratifs du pays et gère trois centres de médecine préventive; dans ces deux domaines, il existe des contacts réciproques avec d'autres services publics.

L'existence de nombreuses associations de personnel où les agents se rencontrent lors d'activités récréatives, culturelles, sportives et autres, est encouragée par la direction du Département dans le but de créer, de façon spontanée, une collaboration humaine entre les différents services locaux et régionaux. Trois centres récréatifs (Anvers, Bruxelles et Liège) offrent aux cercles une infrastructure de rencontre.

Cette politique est concrétisée par le Service social du Ministère des Finances.

Art. 11.05. — Dépenses diverses de service social autres que les achats de biens patrimoniaux en faveur d'agents, d'anciens agents pensionnés ou non, d'ayants droit d'agents des finances et de membres de leur famille.

Le crédit sollicité se décompose comme suit :

A. Intervention exclusivement au profit d'agents en activité de service, en disponibilité ou pensionnés et de veuves bénéficiant d'une pension de survie du Département et de membres de leur famille.

#### 1. Aides individuelles :

- a) aide à fonds perdu : crédit sollicité : 9 000 000 F 17 000 000
- b) récupérables (prêts) : 8 000 000 F, status quo.

(Le montant des remboursements effectués par les agents du Département en activité de service ou pensionnés ainsi que par les veuves d'agents bénéficiant d'une pension de survie, pour les prêts consentis à charge de cet article, peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert pour le fonds 63.04.C à gérer par le comptable du Service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.)

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

#### COMMENTAAR

In het kader van het algemeen personeelsbeleid staat het Departement in voor de materiële en morele hulp aan de personeelsleden van het Departement zoals bijstand in geval van ziekte, leningen, juridisch advies, hulp van maatschappelijke werkers. Deze hulpverlening wordt eveneens verstrekt aan gepensioneerde personeelsleden, weduwen die een overlevingspensioen genieten en wezen van personeelsleden van Financiën.

Het Departement baat eveneens restaurants en refets uit in tal van administratieve centra van het land, beheert drie centra voor preventieve geneeskunde en heeft ter zake wederzijdse contacten met andere openbare diensten.

Het bestaan van talrijke personeelsverenigingen, waar de ambtenaren elkaar ontmoeten in culturele, sportieve en andere ontspanningsactiviteiten, wordt door de leiding van het Departement bevorderd, omdat ze op menselijke wijze de spontane samenwerking tussen de verschillende lokale en regionale diensten bewerkstelligt. Drie ontmoetingscentra (Antwerpen, Brussel en Luik) bieden de kringen een clubaccommodatie.

Dit beleid wordt geconcretiseerd door de Sociale Dienst van het Ministerie van Financiën.

Art. 11.05. — Allerhande uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon, andere dan aankoop van vermogensgoederen, ten voordele van de personeelsleden in dienstactiviteit, ter beschikking gesteld of gepensioneerd en van de weduwen welke een overlevingspensioen genieten van het Departement en van hun familieleden.

Het gevraagde krediet is onderverdeeld als volgt :

A. Tussenkomst uitsluitend ten voordele van de personeelsleden in dienstactiviteit, in disponibiliteit of gepensioneerd en van de weduwen die een overlevingspensioen genieten van het Departement, en van hun familieleden.

#### 1. Individuele hulp :

- a) zonder beding van terugbetaling gevraagd krediet : 9 000 000 F 17 000 000
- b) terugvorderbaar (leningen) 8 000 000 F, status-quo.

(Het bedrag van de terugbetalingen gedaan door de personeelsleden van het Departement in dienstactiviteit of gepensioneerd en door de weduwen van personeelsleden, welke een overlevingspensioen genieten, voor leningen toegestaan ten laste van dit artikel mag op het credit gebracht worden van een bijzondere rekening geopend onder het fonds 63.04.C te beheren door de rekenplichtige van de Sociale Dienst om opnieuw gebruikt te worden onder vorm van leningen.)

2. Interventions en faveur d'activités culturelles, sportives et récréatives (à l'exclusion des centres créatifs) et du service de renseignements juridiques et sociaux . . . . . F	7 800 000	2. Tussenkomsten ten gunste van culturele, sport- of ontspanningsactiviteiten (met uitsluiting van de ontspanningscentra) en van de dienst voor juridische en sociale inlichtingen . . . . . F	7 800 000
Crédit sollicité : 7 800 000 francs.		Aangevraagd krediet : 7 800 000 frank.	
Aucune modification par rapport à 1988.		Geen wijziging tegenover 1988.	
 B. Frais d'entretien et de fonctionnement (autres que ceux de personnel), d'installations à caractère social en principe également accessibles aux autres agents de l'Etat.		 B. Onderhouds- en werkingskosten (andere dan die voor het personeel) van instellingen met sociaal karakter, in principe eveneens toegankelijk voor andere personeelsleden van de Staat.	
1. Centres récréatifs et sportifs . . . . . F	4 600 000	1. Sport- en ontspanningscentra . . . . . F	4 600 000
Crédit sollicité : 4 600 000 francs.		Aangevraagd krediet : 4 600 000 F.	
Status quo.		Status-quo.	
2. Restaurants et réfectoires aménagés par le département des Finances . . . . . F	32 400 000	2. Restaurants en refets ingericht door het departement van Financiën . . . . . F	32 400 000
Crédit sollicité : 32 400 000 francs.		Aangevraagd krediet : 32 400 000 frank.	
Status quo.		Status-quo.	
3. Participation dans les frais généraux d'exploitation de certains restaurants gérés par l'I.N.A.M.I., la R.T.T., la Sabena et autres organismes parastataux et l'A.S.B.L. « Santé publique »: . . . . . F	3 000 000	3. Deelname in de algemene exploitatiekosten van een aantal restaurants, beheerd door het R.I.Z.I.V., de R.T.T., Sabena en andere parastatalen en de V.Z.W. „Volksgezondheid“ . . . . . F	3 000 000
Crédit sollicité : 3 000 000 francs.		Aangevraagd krediet : 3 000 000 frank.	
Status quo.		Status quo.	
4. Intervention en faveur des cabinets médicaux et dentaires . . . . . F	3 600 000	4. Tussenkomsten ten bate van medische en tandheelkundige kabinetten . . . . . F	3 600 000
Crédit sollicité : 3 600 000 francs.		Aangevraagd krediet : 3 600 000 frank.	
Status quo.		Status-quo.	
Achats de biens non durables inclus dans :		Aankoop van niet-duurzame goederen begrepen in :	
a) Frais d'entretien et de fonctionnement (autres que ceux du personnel) :		a) Onderhouds- en werkingskosten (andere dan die van het personeel) :	
Crédit sollicité : 400 000 francs.		Aangevraagd krediet : 400 000 frank.	
Status quo.		Status-quo.	
b) Les honoraires des médecins omnipraticiens et spécialistes et autres frais d'entretien et de fonctionnement :		b) Erelonen van dokters, omnipractici en specialisten en andere onderhouds- en werkingskosten :	
Crédit sollicité : 3 200 000 francs.		Aangevraagd krediet : 3 200 000 frank.	
Status quo.		Status quo.	
Total A + B . . . F	68 400 000	Totaal A + B . . . F	68 400 000
 Art. 52.01. — <i>Allocations à des associations d'agents du Département pour l'aménagement de centres sportifs et récréatifs.</i>		 Art. 52.01. — <i>Toelagen aan verenigingen van personeelsleden van het Departement voor het aanleggen van Sport- en Ontspanningscentra.</i>	
Le crédit est destiné aux dépenses suivantes :		Het krediet wordt aangewend als volgt :	
— Centre récréatif de Bruxelles (Inter Nos) . . . . .	550 000	— Ontspanningscentrum van Brussel (Inter Nos) . . . . .	550 000
Remplacement du tracteur et de certains jeux d'enfants en plein air.		Vervanging van een landbouwtractor en een aantal kinderspelen in open lucht.	
Renouvellement des clôtures du terrain de football.		Herstelling omheining rond voetbalveld.	
— Centres récréatifs d'Anvers et de Kapellen (O.P.F.) . . . . .	850 000	— Ontspanningscentra van Kapellen en Antwerpen (O.P.F.) . . . . .	850 000
Aménagement de la cuisine de l'immeuble d'Anvers (2e phase).		Aanpassingswerken keuken Antwerpen (2e fase)	
Rafraîchissement du rez-de-chaussée et de la cage d'escalier de l'immeuble de Kapellen et du 1 <sup>er</sup> étage de celui d'Anvers.		Opfrissingswerken eerste verdieping Antwerpen en van de traphal en het gelijkvloers in Kapellen.	
— Centre récréatif de Liège (C.A.R.A.F.) . . . . .	300 000	— Ontspanningscentrum van Luik (C.A.R.A.F.) . . . . .	300 000
Remplacement du projecteur et de l'écran.		Vervanging projector en scherm	
Aménagement des vestiaires.		Aanpassingswerken kleedkamers	
Réfection du local en sous-sol.		Herstellingswerken in de kelderverdieping	
Achat de matériel de cuisine.		Aankoop keukenmateriaal	
Total . . . F	1 700 000	Totaal . . .	1 700 000

## 40/3 - PROGRAMME DE FORMATION

Moyens en personnel : Inclus dans le programme 40/0.

## 40/3 - VORMINGSPROGRAMMA

Bezetting in personeel : Inbegrepen in programma 40/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
01. Biens et services : — Goederen en diensten :												
Fournitures courantes. — Lopende leveringen . . . . .	1	40	12.02	31	80	—	29,0	26,0	36,2	—	—	—
						Totaux. — Totalen.	29,0	26,0	36,2	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

## COMMENTAIRE

L'accomplissement efficace et correct de tâches aussi étendues que complexes et delicates relatives à la gestion des finances publiques en général et à la fiscalité en particulier, implique que le Ministère des Finances puisse disposer d'un personnel hautement qualifié.

Aussi, depuis plusieurs années, des initiatives ont été prises de manière systématique en vue de la formation du personnel.

Afin d'optimaliser ces activités et de pouvoir répondre plus efficacement et plus rapidement aux besoins complexes et en constante évolution, l'Ecole nationale de fiscalité et des finances (E.N.F.) a été créée par arrêté royal du 11 décembre 1987.

L'E.N.F. doit assurer en premier lieu l'accueil et la formation de base générale et polyvalente des agents nouvellement recrutés. L'E.N.F. est en outre chargée, dans le cadre de la formation permanente du personnel, de l'organisation d'actions de formation dans les domaines les plus divers : contrôle des comptabilités, expertise des comptabilités et des entreprises automatisées, management, communication avec le public, cours et journées d'étude en matière de finances publiques, de fiscalité, de droit de sociétés, etc....

Parallèlement, les Centres de formation professionnelle des administrations fiscales assurent, sous la supervision du directeur de l'E.N.F., l'organisation des cours de perfectionnement, de la formation pratique et de la formation permanente portant sur les matières spécifiques à leur administration.

Le système de formation ainsi projeté — en grande partie déjà intégré sur le plan réglementaire dans la carrière — vise dès lors à aider les agents, dans une mesure de plus en plus large, à appliquer les matières complexes et mouvantes auxquelles ils sont confrontés, et ce depuis leur entrée en service jusqu'à la fin de leur carrière.

Suivant les besoins, il est fait appel pour l'animation de ces activités de formation soit à des fonctionnaires spécialisés, soit à des professeurs d'université ou d'autres experts externes.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## COMMENTAAR

Om de uitgebreide, complexe en delicate taken in verband met het beheer van de openbare financiën in het algemeen en de fiscaliteit in het bijzonder op een efficiënte en tegelijk correcte manier te kunnen vervullen, moet het Ministerie van Financiën over bijzonder gekwalificeerd personeel kunnen beschikken.

Sedert jaren worden dan ook op systematische manier initiatieven genomen met het oog op de vorming van het personeel.

Om de werkzaamheden ter zake te optimaliseren en om nog beter en sneller te kunnen inspelen op de complexe en snel evoluerende behoeften, werd bij koninklijk besluit van 11 december 1987 de Nationale School voor fiscaliteit en financiën (NSF) opgericht.

In de eerste plaats moet de NSF instaan voor het onthaal en de algemene en polyvalente basisopleiding van de nieuwe personeelsleden. Daarenboven is de NSF — in het kader van de permanente vorming van het personeel — eveneens belast met de organisatie van vormingsacties in de meest diverse domeinen, zoals bijvoorbeeld : inzake de controle van boekhoudingen, de expertise van geautomatiseerde boekhoudingen en bedrijven, management, communicatie met het publiek, cursussen en studiedagen over openbare financiën, fiscaliteit, vennootschapsrecht, enz...

Daarnaast zorgen de Centra voor Beroepsopleiding der fiscale administraties — onder de supervisie van de directeur van de NSF — voor de organisatie van uitdiepingscursussen, voor de praktische vorming en voor de permanente vorming met betrekking tot de voor hun administratie specifieke materies.

Het aldus ontworpen vormingssysteem — dat reeds in belangrijke mate reglementair in de loopbaan geïntegreerd is — streeft er dus in steeds toenemende mate naar om de personeelsleden, vanaf hun indiensttreding tot aan het einde van hun loopbaan, op systematische wijze te helpen bij het verwerken van de complexe en wijzigende materies waarmee zij geconfronteerd worden.

Voor de concrete animatie van de vormingsactiviteiten wordt, naargelang de behoeften, een beroep gedaan op gespecialiseerde ambtenaren of op universiteitsprofessoren en andere externe deskundigen.

## 50. Administration générale des impôts

### MISSIONS

Depuis la réorganisation du Département en 1978, l'ensemble du secteur fiscal a été placé sous la haute direction d'un Administrateur général des impôts qui joue le rôle d'intermédiaire entre le Secrétaire général et les Directeurs généraux des administrations et des services fiscaux. Sa tâche est d'assurer l'organisation générale et la coordination de l'ensemble des missions fiscales du Département. Il doit veiller à la collaboration des différentes administrations fiscales et prendre les mesures nécessaires à cet effet. Ainsi, l'ensemble du secteur fiscal du Département a été réuni pour former une Administration générale des impôts.

La division organique comprend cinq programmes qui couvrent les moyens de subsistance des quatre grandes administrations fiscales et l'ensemble du service de l'Administrateur général, de l'Administration de l'Inspection spéciale des Impôts et du Service de la Coordination fiscale.

La mission de chaque administration est spécifiée dans le commentaire du programme y relatif.

### 50/1 — SERVICES POLYVALENTS ET INTEGRES

## 50. Algemene Administratie der belastingen

### OPDRACHTEN

Sinds de reorganisatie van het Departement in 1978 werd de volledige fiscale sector onder het hoog toezicht geplaatst van een Administrateur-generaal der belastingen die als tussenpersoon optreedt tussen de Secretaris-generaal en de Directeurs-generaal der fiscale administraties en diensten. Zijn taak bestaat uit de algemene organisatie en coördinatie van het geheel der fiscale opdrachten van het Departement. Hij moet erop toezien dat de verschillende fiscale administraties samenwerken en de nodige maatregelen nemen om daartoe te komen. Daarom werd de gehele fiscale sector van het Departement samengebundeld tot een Algemene Administratie van de belastingen.

De organisatie-afdeling bevat vijf programma's die de bestaansmiddelen dekken van de vier grote fiscale administraties en het geheel van de dienst van de Administrateur-generaal, de Administratie van de bijzondere belastinginspectie en de Dienst van de fiscale coördinatie.

De opdracht van iedere administratie wordt gespecificeerd in de commentaar bij het erop betrekking hebbend programma.

### 50/1 — POLYVALENTE EN GEINTEGREERDE DIENSTEN

Moyens en personnel — <i>Begrotingsmiddelen</i>	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
00. Personnel : — <i>Personnel</i> : Rémunérations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	50	11.03	10	32	—	464,5	453,7	453,8	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	50	11.04	10	35	—	0,3	0,3	—	—	—	—
01. Biens et services : — <i>Goederen en diensten</i> : Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	50	12.02	11	39	—	14,3	15,7	14,1	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	50	12.05	11	48	—	26,0	31,5	25,4	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	50	12.07	11	54	—	0,6	0,3	—	—	—	—
02. Installations : — <i>Installaties</i> : Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	50	12.03	12	43	—	3,7	1,8	1,8	—	—	—
Loyer des bien immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . . . .	1	50	12.06	12	52	—	31,7	31,9	22,1	—	—	—
03. Informatique : — <i>Informatica</i> : Centres de traitement de l'information. — <i>Centra voor informatie-verwerking</i> . . . . .	1	50	12.28	13	22	—	6,4	8,2	2,5	—	—	—
05. Equipement. — <i>Uitrusting</i> : Machines. mobilier, matériel. — <i>Machines, meubilair, materieel</i> . . .	2	50	74.01	15	97	I	6,6	4,8	0,6	—	—	—
							Totaux. — Totalen.	554,1	548,2	520,3	—	—

## COMMENTAIRE

Les services polyvalents et intégrés comprennent aussi bien le service de l'Administrateur général des impôts que le service de la Coordination fiscale et l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts.

Leur caractéristique commune consiste en ce que des fonctionnaires, issus des quatre administrations fiscales « classiques », travaillent ensemble dans un même service ou administration intégré et remplissent des missions polyvalentes.

Le Service de la Coordination fiscale est chargé de missions en matière d'études prospectives de la fiscalité, de l'influence de la fiscalité sur l'économie, de l'harmonisation des systèmes fiscaux et de la coordination des dispositions légales et réglementaires dans le domaine fiscal.

L'Administration de l'Inspection spéciale des impôts assure des tâches de contrôle de grande envergure dont l'exécution suppose une collaboration étroite entre les spécialistes de l'ensemble du secteur fiscal.

## COMMENTAAR

De polyvalente en geïntegreerde diensten omvatten zowel de dienst van de Administrateur-generaal der belastingen, als de Dienst van de fiscale coördinatie en de Administratie van de bijzondere belastinginspectie.

Hun gemeenschappelijk kenmerk bestaat erin dat ambtenaren, afkomstig van de vier « klassieke » fiscale administraties in eenzelfde dienst of administratie geïntegreerd samenwerken en polyvalente opdrachten vervullen.

De Dienst van de fiscale coördinatie wordt belast met prospectieve studies van de fiscaliteit, de invloed van de fiscaliteit op de economie, de harmonisatie van de belastingssystemen en de coördinatie van de wettelijke en reglementaire bepalingen op fiscaal gebied.

De Administratie van de bijzondere belastinginspectie verzekt de zeer belangrijke controleopdrachten waarvan de uitvoering een nauwe samenwerking onderstelt tussen specialisten van de gehele fiscale sector.

## 50/2 — CONTRIBUTIONS DIRECTES

## 50/2 — DIRECTE BELASTINGEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	12 212	12 434	12 605	Organiek.
Non organique . . . . .	1 447	1 303	1 398	Niet-organiek.
Total . . . . .	13 659	13 737	14 003	Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>00. Personnel : — Personeel :</b>												
Rémunerations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijks personeel</i> . . . . .	1	50	11.03	20	42	—	10 311,8	10 088,7	10 172,3	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijks personeel</i> . . . . .	1	50	11.04	20	45	—	179,4	174,8 (0,8)	178,1	—	—	—
<b>01. Biens et services : — Goederen en diensten :</b>												
Honoraires des avocats, médecins. — <i>Erelonen van advocaten, geneesheren</i> . . . . .	1	50	12.01	21	46	—	24,4	21,9	20,9	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	50	12.02	21	49	—	1 141,3	1 148,4 (0,2)	1 127,3	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijks personeel</i> . . . . .	1	50	12.05	21	58	—	180,6	235,7	167,7	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	50	12.07	21	64	—	10,4	9,8 (2,3)	9,1	—	—	—
Indemnités à des tiers. — <i>Schadevergoedingen aan derden</i> . . . . .	1	50	33.01	21	41	—	3,0	1,0 (0,7)	0,4	—	—	—
Déficits des comptables. — <i>Tekorten van rekenplichtigen</i> . . . . .	1	50	33.02	21	44	—	0,5	0,1	0,1	—	—	—
<b>02. Installations : — Installaties :</b>												
Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	50	12.03	22	53	—	189,6	191,9	159,0	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . .	1	50	12.06	22	62	—	652,2	651,8	454,1	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
03. Informatique : — <i>Informatica</i> : Centres de traitement de l'information. — <i>Centra voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	50	12.28	23	32	—	239,2	196,3	102,4	—	—	—
05. Equipement : — <i>Uitrusting</i> : Machines, mobilier, matériel... — <i>Machines, meubilair, materieel...</i>	2	50	74.01	25	10	I	191,7	251,6	230,1	—	—	—
Totaux. — <i>Totalen</i> .							13 124,1	12 972,0	12 621,5	—	—	—
							(4,0)					

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

## COMMENTAIRE

La mission de l'Administration des contributions directes consiste essentiellement en l'établissement et la perception des impôts directs parmi lesquels on distingue :

- a) les impôts sur les revenus :
- l'impôt des personnes physiques, applicable au revenu global des habitants du royaume;
- l'impôt des sociétés, applicable aux bénéfices des collectivités belges qui ont la personnalité juridique et se livrent à une exploitation ou à des opérations à caractère lucratif;
- l'impôt des personnes morales, relatif aux revenus de propriétés foncières et aux revenus et produits des capitaux et biens mobiliers des collectivités belges qui ont la personnalité juridique et ne se livrent pas à une exploitation ou à des opérations à caractère lucratif;
- l'impôt des non-résidents applicable aux revenus réalisés ou recueillis en Belgique par des non-habitants du royaume, et des collectivités étrangères.

- b) les taxes spéciales assimilées aux impôts sur les revenus :
- la taxe de circulation sur les véhicules automobiles;
- la taxe sur les jeux et paris;
- la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

Les impôts sur les revenus sont perçus par voie de précomptes en ce qui concerne certains revenus. D'autre part, les travailleurs indépendants et les sociétés peuvent effectuer, durant l'année de réalisation de leurs bénéfices ou profits, des paiements — dits versements anticipés — à valoir sur l'impôt dont ils seront redéposables.

L'Administration des contributions directes agit aussi bien pour le compte de l'Etat que pour la perception d'impôts restournés aux régions. Elle remplit en outre des tâches pour des administrations subordonnées, comme la perception de centimes, de décimes et de taxes additionnelles.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## COMMENTAAR

De opdracht van de Administratie der directe belastingen bestaat in hoofdzaak in de vestiging en de inning van de rechtstreekse belastingen, waarin men onderscheidt :

- a) de inkomenbelastingen :
- de personenbelasting op het globaal inkomen van de rijksinwoners;
- de vennootschapsbelasting op de winsten van Belgische lichamen die rechtspersoonlijkheid bezitten en zich met een exploitatie of met verrichtingen van winstgevende aard bezighouden;
- de rechtspersonenbelasting op de inkomen uit onroerende goederen en op de inkomen en opbrengsten van roerende goederen en kapitalen van Belgische lichamen die rechtspersoonlijkheid bezitten en zich niet met een exploitatie of met verrichtingen van winstgevende aard bezighouden;
- de belasting der niet-verblijfshouders op de inkomen in België behaald of verkregen door niet-rijksinwoners en door buitenlandse lichamen.
- b) de met de inkomenbelastingen gelijkgestelde belastingen :
- de verkeersbelasting op de autovervoertuigen;
- de belasting op de spelen en vredesschappen;
- de belasting op de automatische ontspanningstoestellen.

Wat sommige inkomen betreft, wordt de inkomenbelasting geheven bij wijze van voorheffing. Anderdeels kunnen de natuurlijke personen en de vennootschappen tijdens het jaar waarin zij hun inkomen behalen, voorafbetalingen doen op de door hen verschuldigde belastingen.

De Administratie der directe belastingen treedt zowel op voor rekening van de Staat als voor het innen van belastingen die geristorteerd worden aan de gewesten. Zij vervult bovendien opdrachten van de ondergeschikte besturen door het innen van opcentiemen, opdecienmen en aanvullende belastingen.

## 50/3 — CADASTRE

## 50/3 — KADASTER

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	2 430	2 465	2 501	Organiek.
Non organique . . . . .	373	349	372	Niet-organiek.
Totaux . . .	2 803	2 814	2 873	Totalen.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>00. Personnel : — Personnel :</b> Rémunérations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijks personeel</i> . . . . .	1	50	11.03	30	52	—	2 309,3	2 270,5	2 289,7	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijks personeel</i> . . . . .	1	50	11.04	30	55	—	36,5	35,0	27,7	—	—	—
<b>01. Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Honoraires des avocats, médecins. — <i>Erelenen van advocaten, geneesheren</i> . . . . .	1	50	12.01	31	56	—	40,3	43,4	41,6	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	50	12.02	31	59	—	164,9	150,6 (0,1)	152,9	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijks personeel</i> . . . . .	1	50	12.05	31	68	—	102,4	93,5	85,9	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	50	12.07	31	74	—	10,7	8,9	3,7	—	—	—
Indemnités de dédommagement à des tiers. — <i>Schadevergoedingen aan derden</i> . . . . .	1	50	33.01	31	51	—	0,2	0,2	—	—	—	—
<b>02. Installations : — Installaties :</b> Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	50	12.03	32	63	—	59,9	65,5 (0,1)	58,3	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . . . .	1	50	12.06	32	72	—	111,3	110,6	77,4	—	—	—
<b>03. Informatique. — Informatica :</b> Centre de traitement de l'information. — <i>Centrum voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	50	12.28	33	42	—	129,4	63,4	50,3	—	—	—
<b>05. Equipement : — Uitrusting :</b> Machines, mobilier, matériel — <i>Machines, meubilair, materieel</i> . . . . .	2	50	74.01	35	20	I	56,6	45,3	29,6	—	—	—
<b>07. Interventions : — Tussenkomsten :</b> Institut géographique national. — <i>Nationaal Geografisch Instituut</i> .	1	50	41.02	37	35	P	60,0	63,4	63,4	—	—	—
Totaux. — Totalen.							3 081,5	2 950,3 (0,2)	2 880,5	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

**COMMENTAIRE**

Les services rendus au pays par l'Administration du cadastre se répartissent principalement en six spécialités :

a) dans le domaine fiscal, le Cadastre est chargé de la fixation des revenus cadastraux des biens immeubles. Ces revenus cadastraux servent de base à la perception du précompte immobilier, additionnels provinciaux et communaux compris, et, dans certains cas, au calcul du revenu global imposable (ou parfois immunisé) aux divers impôts sur les revenus; on les utilise également comme critères pour l'application de certaines taxes communales;

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

**COMMENTAAR**

De door de Administratie van het kadaster aan het land bewezen diensten worden hoofdzakelijk onderverdeeld in zes specialiteiten :

a) op fiscaal gebied is het Kadaster belast met de vaststelling van de kadastrale inkomens van de onroerende goederen. Deze kadastrale inkomens dienen als grondslag voor de inning van de onroerende voorheffing, met inbegrip van de provinciale en gemeentelijke opcentiemen en, in sommige gevallen, voor de berekening van het globaal (of soms vrijgesteld) inkomen inzake de verschillende belastingen op het inkomen. Ze worden ook aangewend als criteria voor de toepassing van sommige gemeentelijke taken;

b) le rôle d'expert immobilier que le Cadastre est appelé à remplir résulte de la nature des différentes tâches qui lui sont confiées, telles que l'évaluation des valeurs locatives et véniales des immeubles. De nombreuses administrations et organismes publics puisent dans la documentation d'expertise ainsi constituée et tenue à jour, les éléments nécessaires à l'application de diverses dispositions légales et réglementaires;

c) le Cadastre constitue un office de documentation immobilière auquel de nombreux usagers ont recours soit pour obtenir, à diverses fins, la délivrance d'extraits ou de copies de documents cadastraux; soit pour mener à bien diverses missions : recensements agricoles, recensements des bâtiments, supputation du revenu national immobilier, études démographiques sociales, économie rurale, géographie humaine, dialectologie, toponymie, etc.;

d) dans certains cas, le Cadastre est un informateur juridique qui aide à la solution de litiges en matière immobilière, grâce à la documentation actuelle et historique qu'il détient concernant les propriétés foncières;

e) le Cadastre est le seul organisme à détenir un plan général parcellaire du pays, régulièrement tenu à jour. Ce plan est utilisé pour l'élaboration d'avant-projets de travaux d'infrastructure, de plans d'aménagement, de plans de base pour l'exécution des remembrements légaux de biens ruraux et pour les expropriations pour cause d'utilité publique;

f) le Cadastre participe activement avec d'autres organismes techniques aux travaux topographiques nécessaires à l'exécution de missions complémentaires : constitution du réseau national des points trigonométriques en collaboration avec l'Institut géographique national, exécution des triangulations et contrôle des opérations de lever dans le cadre du remembrement légal des biens ruraux, en collaboration avec la Société nationale terrienne.

#### Art. 41.02. — Quote-part dans les frais de fonctionnement de l'Institut géographique national.

Aux termes de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 juin 1976 portant création de l'Institut géographique national, les moyens financiers de l'Institut sont fournis notamment par un subside au budget de l'Etat, dont 16 % du montant du subside est à charge du budget du Ministère des Finances.

Pour 1989, l'intervention du Ministère des Finances s'élève à 60 000 000 francs.

b) de rol van schatter van onroerende goederen die de Administratie van het kadaster geroepen is te vervullen, vloeit voort uit de aard van de verschillende haar toevertrouwde taken, zoals de raming van de huur- en verkoopwaarden van de onroerende goederen. Talrijke administraties en openbare instellingen ontnemen aan de aldus gevormde en bijgehouden schattingsdocumentatie de noodzakelijke elementen voor de toepassing van verschillende wettelijke en reglementaire bepalingen;

c) het Kadaster is een documentatiebron inzake onroerende goederen waartoe talrijke gebruikers hun toevlucht nemen hetzij om voor diverse doeleinden een uittreksel uit, of afschriften van kadastrale bescheiden te bekomen, hetzij om verscheidene opdrachten tot een goed einde te brengen : landbouwtelling, gebouwentelling, raming van het nationaal inkomen inzake onroerende goederen, sociale en demografische studies, landhuis-houdkunde, menselijke aardrijkskunde, dialectologie, toponymie, enz.;

d) in sommige gevallen is het Kadaster een juridische raadgever die, dankzij de bijgehouden huidige en historische documentatie betreffende de grondeigendommen, helpt bij het oplossen van geschillen inzake onroerende goederen;

e) het Kadaster is de enige instelling die een regelmatig bijgehouden algemeen perceelplan van het land bezit. Dit plan wordt gebruikt voor het uitwerken van voorontwerpen inzake infrastructuur, van plannen van aanleg, van basisplannen voor het uitvoeren van ruilverkavelingen van landeigendommen uit kracht van wet en voor onteigeningen voor algemeen nut;

f) het Kadaster werkt met andere technische instellingen actief mede aan topografische werken die nodig zijn voor het uitvoeren van bijkomende opdrachten : aanleggen van het nationaal net van trigonometrische punten en samenwerking met het Nationaal Geografisch Instituut, uitvoering van de driehoeksmetingen en controle op de opmetingsverrichtingen binnen het raam van de ruilverkavelingen uit kracht van wet, in samenwerking met de Nationale Landmaatschappij.

#### Art. 41.02. — Aandeel in de werkingskosten van het Nationaal Geografisch Instituut.

Artikel 12, § 1, van de wet van 8 juni 1976 tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut, bepaalt dat de financiële middelen van het Instituut o.a. worden geleverd door een op de Rijksbegroting uitgetrokken subsidie, waarvan 16% ten laste is van de begroting van het Ministerie van Financiën.

Voor 1989 beloopt de bijdrage van het Ministerie van Financiën 60 000 000 frank.

#### 50/4 — DOUANES ET ACCISES

#### 50/4 — DOUANE EN ACCIJNZEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel			
				R	I	F	P
Organique . . . . .	7 216	7 315	7 352	Organiek.			
Non organique . . . . .	362	381	415		Niet-organiek.		
Total . . . . .	7 578	7 696	7 767	Totaal.			

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>00. Personnel : — Personeel :</b>												
Rémunérations du personnel de l'Etat. — Bezoldigingen van het Rijkspersoneel . . . . .	1	50	11.03	40	62	—	5 645,3	5 550,5	5 604,2	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — Toelagen aan het Rijkspersoneel . . . . .	1	50	11.04	40	65	—	365,3	367,8	352,6	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	En millions de francs — In miljoenen frank					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>01. Biens et services : — Goederen en diensten :</b>												
Honoraires des avocats, médecins. — Erelonen van advocaten, geneesheren . . . . .	1	50	12.01	41	66	—	67,2	102,3	65,7	—	—	—
Fournitures courantes. — Lopende leveringen . . . . .	1	50	12.02	41	69	—	358,8	328,7	294,7 (0,3)	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — Vergoedingen aan het Rijkspersoneel . . . . .	1	50	12.05	41	78	F	226,3	226,1	233,1	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — Buitengewone leveringen . . . . .	1	50	12.07	41	84	—	2,9	2,0	1,1	—	—	—
Réduction tarifaire à la SNCB. — Tariefvermindering bij de NMBS . . . . .	1	50	32.02	41	55	—	1,5	2,0	1,3	—	—	—
Indemnités de dédommagement à des tiers. — Schadevergoedingen aan derden . . . . .	1	50	33.01	41	61	—	3,0	2,9	2,5 (0,1)	—	—	—
Déficits des comptables. — Tekorten van rekenplichtigen . . . . .	1	50	33.02	41	64	—	0,1	0,1	—	—	—	—
<b>02. Installations : — Installaties :</b>												
Energie. — Energie . . . . .	1	50	12.03	42	73	—	97,3	99,5	94,7	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — Huur van onroerende goederen . . . . .	1	50	12.06	42	82	—	63,6	63,8	44,5	—	—	—
<b>03. Informatique. — Informatica :</b>												
Centre de traitement de l'information. — Centrum voor informatieverwerking . . . . .	1	50	12.28	43	52	—	117,0	119,5	105,8	—	—	—
<b>05. Equipement : — Uitrusting :</b>												
Machines, mobilier, matériel. — Machines, meubilair, materieel . . . . .	2	50	74.01	45	30	I	59,5	84,1	38,3	—	—	—
<b>06. Remboursements : — Terugbetalingen :</b>												
Conseil des Douanes (UEBL). — Douaneraad (BLEU) . . . . .	1	50	11.10	46	89	—	1,4	1,3	1,3	—	—	—
Remboursements en matière contentieuse. — Terugbetalingen inzake geschillen . . . . .	1	50	38.01	46	14	—	1,0	1,0	0,5	—	—	—
Totaux. — Totalen.							7 010,2	6 951,6 (0,1)	6 840,3 (0,3)	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

**COMMENTAIRE**

Parmi les tâches spécifiques de l'Administration des douanes et accises figurent :

- la préparation des dispositions légales en matière douanière, d'accises et de taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, de même que la taxe de patente sur les débits de boissons;

- la participation, dans le cadre des Communautés européennes, à l'établissement des droits d'entrée et des réglementations communautaires en matière douanière.

C'est ainsi que cette administration est chargée d'établir la base de perception et de recouvrir les droits d'entrée, les droits d'accises et la taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées, de même que la taxe de patente sur les débits de boissons;

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

**COMMENTAAR**

Tot de specifiek eigen opdrachten van de Administratie der douane en accijnen behoren :

- het voorbereiden van wettelijke bepalingen op het stuk van de douane, de accijnen en de openingsbelasting op slijterijen van gegiste dranken, evenals het vergunningsrecht op drankgelegenheden;

- het verlenen van haar medewerking, in het raam van de Europese Gemeenschappen, bij het bepalen van de invoerrechten en het uitwerken van communautaire regelingen op douanevlak.

Alsdusdanig staat deze administratie in voor het vaststellen van de grondslag van heffing en het innen van de invoerrechten, de accijnen en de openingsbelasting op slijterijen van gegiste dranken, evenals het vergunningsrecht op drankgelegenheden;

- dans le contexte C.E.E. elle est chargée du contrôle et du visa des certificats de circulation à l'exportation;
- la recherche, la constatation et le règlement transactionnel des infractions aux réglementations précitées.

Cette administration a aussi comme mission d'apporter son concours dans la perception de la T.V.A. à l'importation et de collecter des renseignements en matière de T.V.A. relative aux importations et aux exportations.

En même temps, elle veille à l'application des mesures prises dans les domaines économique, de la statistique, financier et sanitaire pour le compte d'autres administrations.

**Art. 11.10. — Dépenses de personnel du Conseil des Douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.**

Pour 1989, un crédit de 1.400.000 francs est sollicité.

Le crédit sollicité se décompose comme suit :

a) Indemnité du président et des membres du Conseil . . . . .	F	924 850
b) Indemnité du personnel assistant le Conseil . . . . .	F	420 250
Total . . . . .	F	1 345 100

Arrondi à 1.400.000 francs.

**Art. 32.02 — Subvention à la Société nationale des chemins de fer belges et à la Société nationale des chemins de fer vicinaux à titre d'intervention de l'Etat dans la réduction tarifaire de 50 % dont bénéficient les agents subalternes du service actif des douanes.**

Le crédit doit permettre de payer aux Chemins de fer belges et aux Chemins de fer vicinaux l'intervention à concurrence du nombre de réductions accordées.

**Art. 38.01 — Remboursements en matière contentieuse par l'Administration des douanes et accises.**

Il s'agit de remboursements pour :

- 1<sup>o</sup> le prix des marchandises ou des moyens de transport dont la saisie a été reconnue irrégulière après leur vente;
- 2<sup>o</sup> les sommes indûment ou erronément perçues en matière contentieuse et les sommes à rembourser ensuite d'une décision portée à la connaissance du comptable après leur recette;
- 3<sup>o</sup> les droits et taxes qui, n'ayant pas été versés directement par le redébiteur, sont prélevés sur le prix de vente des marchandises ou sur un autre produit de l'affaire.

- in E.E.G.-context controleert en viseert ze certificaten inzake het goederenverkeer bij de uitvoer;
- het opsporen, vaststellen en afhandelen van inbreuken op voorname reglementeringen.

Het behoort eveneens tot de opdracht van deze administratie haar medewerking te verlenen bij het innen van de B.T.W. bij de invoer en het verzamelen van inlichtingen inzake B.T.W. met betrekking tot de in- en uitvoer.

Tevens waakt zij over de toepassing van voorschriften op economisch, statistisch, financieel en sanitair vlak voor rekening van andere ministeries.

**Art. 11.10. — Uitgaven voor personeel van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie.**

Voor 1989 wordt een krediet van 1.400.000 frank aangevraagd.

Het aangevraagde krediet is onderverdeeld als volgt :

a) Vergoeding van de voorzitter en van de leden van de Raad . . . . .	F	924 850
b) Vergoeding van het assisterend personeel van de Raad . . . . .	F	420 250
Total . . . . .	F	1 345 100

Afgerond op 1.400.000 frank.

**Art. 32.02 — Toelage aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en aan de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen als bijdrage van de Staat in de tariefvermindering van 50 % die de lagere beambten van de actieve douanedienst genieten.**

Het krediet moet toelaten de Belgische Spoorwegen en de Buurtspoorwegen de bijdrage te betalen in functie van het aantal toegekende verminderingen.

**Art. 38.01. — Terugbetalingen inzake geschillen door de Administratie der douane en accijnen.**

Het betreft de terugbetalingen inzake :

- 1<sup>o</sup> de prijs der goederen of transportmiddelen die na verkoop ten onrechte blijken aangeslagen te zijn;
- 2<sup>o</sup> de ten onrechte of verkeerdelijk geïnde sommen inzake geschillen en de terug te betalen bedragen ingevolge een beslissing die pas na inning ter kennis van de rekenplichtige werd gebracht;
- 3<sup>o</sup> rechten en taksen die niet onmiddellijk door de schuldenaar werden gestort en werden voorafgenomen op de verkoopprijs van de goederen of op een andere opbrengst van de zaak.

Fonds : 60.04.C – Masse d'habillement.

Mission statutaire du Fonds :

L'indemnité annuelle pour le port de l'uniforme au personnel de la Douane est mise à la disposition du fonds qui est chargé de la fourniture des pièces composant l'uniforme.

(En millions de francs)

Fonds : 60.04.C – Kledingsfonds.

Statutaire opdracht van het Fonds :

De jaarlijkse kledijvergoeding van het Douanepersoneel wordt ter beschikking gesteld van het fonds dat belast is met de levering van de uniformstukken.

(In miljoenen frank)

	Programme 50/4 — Programma 50/4	
Année 1988 : dépenses totales . . . . .	122,5	Jaar 1988 : totale uitgaven.
<i>Recettes 1989 :</i>		<i>Ontvangsten 1989 :</i>
Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	—	Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
Recettes budgétaires, article 12.05 . . . . .	125,0	Begrotingsontvangsten, artikel 12.05.
Total recettes . . . . .	125,0	Totaal ontvangst.
<i>Dépenses 1989 :</i>		<i>Uitgaven 1989 :</i>
Achat de vêtements d'uniforme . . . . .	125,0	Aankoop van uniformkledij.
Total dépenses . . . . .	125,0	Totaal uitgaven.
Recettes moins dépenses ou nouveau solde au 31 décembre 1989 . . . . .	—	Ontvangsten min uitgaven, of nieuw saldo op 31 december 1989

## 50/5 -- TVA, ENREGISTREMENT ET DOMAINES

## 50/5 -- BTW, REGISTRATIE EN DOMEINEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel		
				R	I	F
Organique . . . . .	6 564	6 717	6 971	Organiek.		
Non organique . . . . .	828	888	892		Niet-organiek.	
Total . . . . .	7 392	7 605	7 863	Totaal.		

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs – In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. – N.G.K.+O.K.			C.E. – V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
00. Personnel : — Personnel :												
Rémunérations du personnel de l'Etat. — Bezoldigingen van het Rijkspersoneel . . . . .	1	50	11.03	50	72	—	5 852,4	5 725,6	5 824,7	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — Toelagen aan het Rijkspersoneel . . . . .	1	50	11.04	50	75	—	8,0	5,9	3,0	—	—	—
01. Biens et services : — Goederen en diensten :												
Honoraires des avocats, médecins. — Erelonen van advocaten, geneesheren . . . . .	1	50	12.01	51	76	—	57,4	86,8	142,5	—	—	—
Fournitures courantes. — Lopende leveringen . . . . .	1	50	12.02	51	79	—	559,6	534,7	524,1	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — Vergoedingen aan het Rijkspersoneel . . . . .	1	50	12.05	51	88	—	167,0	196,9	151,1	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — Buitengewone leveringen . . . . .	1	50	12.07	51	94	—	10,4	9,5	5,4	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R. I. F. P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
Entretien de biens domaniaux. — <i>Onderhoud van domeingoederen</i> .	1	50	12.22	51	42	—	10,0	10,0	6,2	—	—	—
Timbres fiscaux. — <i>Fiscale zegels</i> .	1	50	12.25	51	51	—	—	—	70,3	—	—	—
Indemnités de dédommagement à des tiers. — <i>Schadevergoedingen aan derden</i> . . . . .	1	50	33.01	51	71	—	0,1	0,1	—	—	—	—
Déficits des comptables. — <i>Tekorten van rekenplichtigen</i> . . .	1	50	33.02	51	74	—	0,1	0,1	—	—	—	—
<b>02. Installations : — <i>Installaties</i> :</b>												
Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	50	12.03	52	83	—	110,2	113,0 (0,5)	91,0	—	—	—
Loyer de biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . .	1	50	12.06	52	92	—	509,0	509,2	354,5	—	—	—
<b>03. Informatique. — <i>Informatica</i> :</b>												
Centres de traitement de l'information. — <i>Centra voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	50	12.28	53	62	—	230,7	183,0	173,1	—	—	—
<b>05. Equipement : — <i>Uitrusting</i> :</b>												
Machines, mobilier, matériel. — <i>Machines, meubilair, materieel</i> .	2	50	74.01	55	40	I	65,4	38,1	27,4	—	—	—
<b>06. Remboursements : — <i>Terugbetalingen</i> :</b>												
Restitution recettes de domaines. — <i>Teruggave domeinopbrengsten</i> .	1	50	28.01	56	31	—	50,0	50,0 (23,8)	34,4	—	—	—
Perte de titres remis à l'Etat. — <i>Verlies op effecten afgegeven aan de Staat</i> . . . . .	2	50	57.01	56	82	—	0,1	0,1	—	—	—	—
<b>07. Interventions : — <i>Tussenkomsten</i> :</b>												
Versement à l'IMALSO. — <i>Storting aan de IMALSO</i> . . . . .	1	50	32.01	57	68	—	43,1	52,6	—	—	—	—
<b>09. Divers : — <i>Diversen</i> :</b>												
Saisies — exécutions immobilières. — <i>Uitvoerend beslag op onroerende goederen</i> . . . . .	2	50	71.01	59	17	I	10,0	15,0	2,7	10,0	15,0	—
Echanges de biens domaniaux. — <i>Ruil van domeingoederen</i> . . .	2	50	71.02	59	20	I	0,4	0,4	—	0,4	0,4	—
							Totaux. — <i>Totalen</i> .	7 683,9	7 531,0 (24,7)	7 410,4	10,4	15,4

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

**COMMENTAIRE**

A la mission fiscale de cette administration appartient entre autres la préparation de la législation, du contentieux, du recouvrement et du contrôle en ce qui concerne les impôts cités ci-après :

— taxe sur la valeur ajoutée;

**COMMENTAAR**

Tot de fiscale opdracht van deze Administratie behoort onder meer de voorbereiding van de wetgeving, met de geschillen, de invordering en de controle betreffende de hiernavermelde belastingen :

— belasting over de toegevoegde waarde;

- taxes assimilées au timbre;
- droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque, de timbres;
- droits de succession et de mutation par décès;
- taxe compensatoire des droits de succession.

L'Administration gère les biens du domaine privé de l'Etat. Certains services de l'administration, appelés "comités d'acquisition", procèdent à l'expropriation et à l'acquisition des immeubles dont l'Etat ou les organismes publics ont besoin.

La mission de service public comprend entre autres les tâches suivantes :

- la conservation des priviléges et hypothèques sur les immeubles, les navires et les bateaux, la conservation des gages sur fonds de commerce et des priviléges agricoles;
- le service de la Caisse des dépôts et consignations;
- la communication mensuelle au Président du tribunal de commerce du tableau des protéges des lettres de change acceptées et des billets à ordre, en exécution de l'article 443 du Code de commerce;
- le contrôle des officiers publics, rédacteurs des actes authentiques et surveillance et contrôle des greffes des cours et tribunaux, en collaboration avec les autorités judiciaires.

L'Administration est compétente pour poursuivre le recouvrement des créances appartenant à l'Etat dans tous les cas où la loi n'a pas donné expressément compétence à une autre administration. Elle recouvre les amendes et les frais de justice, ainsi que les droits liquidés en débet, et les avances faites à l'Etat en exécution des dispositions du Code judiciaire relatives à l'assistance judiciaire.

**Art. 12.22. — Travaux d'entretien, d'amélioration, de construction et de réparation des immeubles domaniaux de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines dans les provinces. — Dépenses domaniales diverses (y compris les charges et contributions sur les domaines).**

Des travaux importants sont à réaliser à plusieurs immeubles domaniaux et notamment :

- à Anvers, au château Wijnegemhof et au fort Lillo, des travaux de réparation;
- au domaine de Rouge-Cloître à Auderghem, la restauration du mur d'enceinte et d'autres réparations diverses;
- à un immeuble sis à Ixelles, rue Defacqz n° 1, des travaux de transformation pour la sécurité des ascenseurs;
- à d'autres immeubles de l'agglomération bruxelloise;
- au château-fort de Bouillon, des travaux d'entretien et de réparation.

**Art. 12.25. — Frais résultant de la participation de la Régie des Postes au débit des timbres fiscaux et des timbres « Amendes-Boeten ».**

Conformément aux décisions du Gouvernement dans le cadre de son plan d'assainissement du 23 mai 1986, le Département organise lui-même depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987 la vente de timbres fiscaux afin d'épargner les dépenses visées à l'article 12.25.

Aucun crédit n'est plus demandé.

**Art. 28.01. — Restitution par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines de produits indûment perçus, de frais, etc., en matière de domaines.**

Compte tenu des dépenses de l'année 1987, et des dossiers en instance de paiement actuellement en traitement, un crédit de 50 000 000 de francs paraît nécessaire pour assurer, au cours de l'année 1989, le paiement des restitutions visées sous rubrique.

- met het zegel gelijkgestelde taksen;
- registratie-, griffie-, hypothek- en zegelrechten;
- successierechten en rechten van overgang bij overlijden;
- taks tot vergoeding der successierechten.

De Administratie beheert de goederen van het privaat domein van de Staat. Bepaalde diensten van de Administratie, "aankoopcomités" genoemd, onteigenen en kopen de onroerende goederen die de Staat of de openbare instellingen nodig hebben.

Als openbare dienst staat ze onder meer in voor :

- de bewaring van de voorrechten en hypotheken op onroerende goederen, zee- en binnenschepen, van de inpandgevingen van handelszaken en van de landbouwvoorrechten;
- de dienst van de Deposito- en consignatiekas;
- de maandelijkse mededeling van de tabel van de protesten van de geaccepteerde wisselbrieven en orderbrieven aan de Voorzitter van de rechtkbank van koophandel, ter uitvoering van artikel 443 van het Wetboek van koophandel;
- controle op de openbare ambtenaren, stellers van de authentieke akten, en het toezicht op en controle over de griffies van de hoven en rechtkassen, in samenwerking met de gerechtelijke overheden.

De Administratie is bevoegd om de invordering te vervolgen van de schuldborderingen van de Staat in al de gevallen waarin de wet niet uitdrukkelijk een andere administratie bevoegd heeft verklaard. Zij vordert de boeten en de gerechtskosten in, alsmede de in debet vereffende rechten en de voorschotten gedaan door de Staat ten uitvoering van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de rechtsbijstand.

**Art. 12.22. — Onderhoud, verbetering, bouw en herstelling van domeinale onroerende goederen van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen in de provinciën. — Diverse domaniale uitgaven (met inbegrip van de lasten en belastingen op de domeinen).**

Belangrijke werken dienen uitgevoerd te worden aan verscheidene onroerende domeingoederen, met name :

- te Antwerpen, aan het kasteel Wijnegemhof en aan het fort van Lillo, herstellingswerken;
- aan het domein "Rood Klooster" te Oudergem voor de restauratie van de omheiningsmuur en voor verscheidene andere herstellingen;
- aan een onroerend goed te Elsene, Defacqzstraat nr. 1, veranderingen voor de veiligheid van de liften;
- aan andere onroerende goederen in de Brusselse agglomeratie;
- aan het kasteel-fort van Bouillon, onderhouds- en herstellingswerken.

**Art. 12.25. — Kosten voortvloeiend uit de medewerking van de Régie des Posterijen aan de verkoop van fiscale zegels en de zegels « Amendes-Boeten ».**

Overeenkomstig de beslissingen van de Regering in het kader van haar besparingsplan van 23 mei 1986, organiseert het Departement sedert 1 januari 1987 zelf de verkoop van fiscale zegels teneinde de onder artikel 12.25 bedoelde uitgaven uit te sparen.

Er wordt geen krediet meer gevraagd.

**Art. 28.01 — Teruggave door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, van ten onrechte geïnde opbrengsten, kosten, enz., op het stuk van domeinen.**

Gelet op de uitgaven van het jaar 1987, en de thans op betaling wachtende en in behandeling zijnde dossiers is een krediet van 50 000 000 frank noodzakelijk om, in de loop van het jaar 1989, de betaling van de in de tekst van dit artikel bedoelde teruggeven mogelijk te maken.

*Art. 32.01. — Versement à faire à la Société intercommunale de la rive gauche de l'Escaut.*

Les statuts de la «Société intercommunale de la rive gauche de l'Escaut» (IMALSO) ont été approuvés par la loi du 28 mai 1929. L'Etat belge s'était engagé à octroyer jusqu'au 31 décembre 1998 une intervention financière annuelle.

L'article 88 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 prévoit que cette allocation sera fixée annuellement par arrêté royal.

Pour l'année 1989, cette intervention est estimée à 43 millions de francs.

*Art. 57.01. — Perte résultant de la réalisation des titres remis à l'Etat en paiement des droits de succession (art. 4 de l'arrêté royal du 11 mai 1935, n° 166).*

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal du 11 mai 1935 relatif à la conversion des rentes par voie d'échange et de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 23 mai 1981 concernant l'exemption d'impôt pour l'emprunt spécial de 1981, les obligations de la dette 4 % unifiée et de l'emprunt spécial de 1981 (tranche 1) peuvent, suivant des modalités spécifiques, être présentées en paiement des droits de succession et de mutation par décès.

Le cas échéant, les obligations sont annuellement réalisées et la différence défavorable entre le pari et le cours de réalisation est apurée à charge du budget du Ministère des Finances afin que la recette fiscale comptabilisée par le Receveur corresponde avec les droits constatés.

Vu le caractère exceptionnel de ces opérations, le crédit de provision sollicité est limité à 100 000 francs.

*Art. 71.01. — Dépenses destinées à sauvegarder le recouvrement de créances fiscales et relatives aux saisies-exécutions immobilières, y compris celles consécutives à la purge dont il est question aux articles 109 et suivants de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851; acquisitions d'immeubles en vente publique volontaire ou de gré à gré après concordat avec abandon d'actif: prix d'achat, montant de surenchères, frais de toute nature et accessoires.*

L'intitulé de l'article 71.01 concerne les opérations visées jusqu'à 1981 aux articles 71.01 et 71.04 pour le recouvrement de créances fiscales.

Quant aux opérations réalisées à l'initiative du Crédit public, les acquisitions sont financées par deux articles budgétaires à la section particulière, à savoir :

- l'article 60.01.A. qui existait auparavant, mais dont le champ d'application est maintenant limité aux opérations dans le cadre des lois d'expansion économique;
- un nouvel article 60.06.A. créé pour les opérations découlant de l'octroi de la garantie de l'Etat dans des matières autres que l'expansion économique.

Suivant les données disponibles, un crédit de 10 000 000 de francs se rapproche le mieux des besoins.

*Art. 71.02. — Remembrement et échange de biens domaniaux. Plus-values, soutes, frais de toute nature et accessoires.*

Il est impossible de prévoir la date, le nombre et l'importance de cas dans lesquels l'Etat sera amené à effectuer des dépenses visées à cet article.

Compte tenu des dossiers traités dans les dernières années, un crédit de provision de 400 000 francs est sollicité.

*Art. 32.01. — Storting aan de « Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever ».*

Bij wet van 28 mei 1929 werden de statuten van de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever (IMALSO) goedgekeurd. De Belgische Staat ging de verbintenis aan tot 31 december 1998 een jaarlijkse financiële tegemoetkoming uit te keren.

De wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 bepaalt bij artikel 88 dat deze toelage jaarlijks bij koninklijk besluit wordt vastgesteld.

Voor 1989 wordt deze tussenkomst geraamd op 43 miljoen frank.

*Art. 57.01. — Verlies voortspruitend uit de verkoop van de effecten aan de Staat aangegeven ter betaling van de successierechten (art. 4 van het koninklijk besluit n° 166 van 11 mei 1935).*

Overeenkomstig de beschikkingen van artikel 4 van het koninklijk besluit van 11 mei 1935, betreffende de conversie van de Staatsfondsen door omruiling en van artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 23 mei 1981 betreffende de belastingvrijstelling voor de bijzondere lening 1981, mogen de obligaties van de geünificeerde 4 %-schuld en van de bijzondere lening 1981 (tranche 1) volgens specifieke modaliteiten aangeboden worden ter betaling van successierechten en van overgang bij overlijden.

In voorkomend geval worden de obligaties jaarlijks te gelde gemaakt en het ongunstig verschil tussen het pari en de verkoopkoers wordt aangezuiverd ten laste van de Begroting van het Ministerie van Financiën opdat de door de Ontvanger te boeken fiscale ontvangst zou overeenstemmen met de vastgestelde rechten.

Omwille van het uitzonderlijk karakter van deze tussenkomst wordt het gevraagde voorzieningskrediet beperkt tot 100 000 frank.

*Art. 71.01. — Uitgaven bestemd tot vrijwaring van de invordering van fiscale schuldborderingen en betreffende de rechtspleging inzake uitvoerend beslag op onroerend goed met inbegrip van deze die een gevolg zijn van de zuivering waarvan sprake in artikel 109 en volgende van de hypotheekwet van 16 december 1851; aankopen van onroerende goederen uit de hand of bij vrijwillige openbare verkooping na gerechtelijk akkoord met boedelafstand: aankoopprijs, bedrag van de prijsverhoging, kosten van alle aard en bijkomstigheden.*

De betiteling van het artikel 71.01 betreft de verrichtingen tot 1981 beoogd onder de artikelen 71.01 en 71.04 voor de invordering van fiscale schuldborderingen.

Inzake de verrichtingen gedaan op het initiatief van het Openbaar Krediet worden de aankopen voortaan gefinancierd door twee begrotingsartikelen op de afzonderlijke sectie, te weten :

- het vroeger bestaande artikel 60.01.A., waarvan het toepassingsveld thans beperkt wordt tot de verrichtingen in het kader van de wetten op de economische expansie;
- een nieuw artikel 60.06.A., ingesteld voor de verrichtingen die voortvloeien uit het verlenen van de Staatswaarborg in andere aangelegenheden dan de economische expansie.

Overeenkomstig de beschikbare elementen is een krediet van 10 000 000 frank in overeenstemming met de behoeften.

*Art. 71.02. — Ruilverkaveling en ruilingen van domeingoederen. Meerwaarden, opleg, kosten van alle aard en bijkomstigheden.*

Het is onmogelijk de datum, het aantal en de belangrijkheid van de zaken te voorzien waarbij de Staat verplicht zal zijn uitgaven te doen bedoeld door dit artikel.

Op zicht van de in de laatste jaren behandelde dossiers wordt een voorzieningskrediet van 400 000 frank aangevraagd.

## 60. Administration du budget et du contrôle des dépenses

### MISSIONS

L'Administration du budget et du contrôle des dépenses est responsable de l'exécution de la politique budgétaire du Gouvernement.

Elle prend en charge la préparation et la coordination des différentes tâches qui ressortissent à la politique budgétaire du Gouvernement, à savoir :

- la préparation des instructions concernant l'élaboration et l'exécution du budget;
- la préparation du budget général;
- la préparation de l'Exposé général du budget;
- le contrôle de l'exécution du budget.

En collaboration avec les départements ministériels concernés, elle s'occupe de la préparation de tous les budgets des recettes et dépenses des départements ministériels, et des organismes d'intérêt public.

Les Inspecteurs des Finances exercent la fonction de conseiller budgétaire et financier du Ministre auprès de qui ils sont accrédités. Ils sont chargés d'émettre leur avis sur toutes les propositions dont la réalisation pourrait avoir une répercussion financière ainsi que sur les questions relatives à l'organisation des services. Ils servent d'intermédiaire entre les départements et les instances chargées du contrôle administratif et budgétaire. Ils font rapport sur les propositions budgétaires des départements.

Les contrôleurs des engagements accrédités auprès des divers départements sont chargés de veiller à ce que les crédits budgétaires ne soient pas dépassés. Ils visent à cet effet, avant notification, les contrats et marchés de fournitures de biens et de services ainsi que les arrêtés de collation de subventions.

Ils signalent les rythmes anormaux d'engagement et d'ordonnancement susceptibles de provoquer un dépassement des crédits budgétaires.

La tâche de l'Administration est de suivre la politique budgétaire et financière.

Elle travaille en collaboration avec le Bureau du Plan et assure la coordination avec les institutions nationales et internationales chargées de la politique budgétaire.

Elle est chargée de l'établissement de l'Exposé général du budget et du regroupement économique et financier des données du budget.

Suite aux travaux de la Délégation générale à la réforme de la Comptabilité de l'Etat, la nouvelle présentation du budget par programme a été élaborée au cours de 1984 et 1985. A partir de 1986, l'Administration du budget assure l'élaboration et le suivi du budget selon la nouvelle présentation.

## 60. Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven

### OPDRACHTEN

De Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven staat in voor de uitvoering van de begrotingspolitiek van de Regering.

Zij is belast met de voorbereiding en de coördinatie van verschillende taken die onder het begrotingsbeleid van de Regering vallen, namelijk :

- de voorbereiding van de instructies inzake de voorbereiding en de uitvoering van de begroting;
- de voorbereiding van de algemene begroting;
- de voorbereiding van de Algemene Toelichting bij de begroting;
- de controle op de uitvoering van de begroting.

In samenwerking met de betrokken ministeriële departementen is zij belast met de voorbereiding van al de begrotingen van ontvangsten en uitgaven van de ministeriële departementen en van de instellingen van openbaar nut.

Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van begrotings-en financieel adviseur van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn. Zij zijn ermee belast advies uit te brengen over alle voorstellen waarvan de verwezenlijking een financiële weerslag kan hebben, alsmede over kwesties betreffende de organisatie van de diensten. Zij treden op als tussenpersoon tussen de departementen en de instanties belast met de administratieve en begrotingscontrole. Zij brengen verslag uit over de begrotingsvoorstellen van de departementen.

De controles van de vastleggingen, geaccrediteerd bij de diverse departementen, moeten ervoor zorgen dat de begrotingskredieten niet worden overschreden. Daartoe onderzoeken zij, vóór de notificatie, de contracten en overeenkomsten voor leveringen van goederen en diensten, alsmede de besluiten inzake toekenning van subsidies.

Zij wijzen op het abnormale tempo van de vastleggingen en ordonnanceringen, dat een overschrijding van de begrotingskredieten zou kunnen veroorzaken.

De Administratie heeft tot taak de budgettaire en financiële politiek te volgen.

Zij werkt samen met het Planbureau en zorgt voor de coördinatie met de nationale en internationale instellingen die zich met de begrotingspolitiek bezighouden.

Zij is belast met het opmaken van de Algemene Toelichting bij de begroting en met de economische en financiële hergroepering van de begrotingsgegevens.

Ingevolge van de werkzaamheden van de Algemene Afvaardiging tot hervorming van de Rijkscomptabiliteit werd in de loop van 1984 en 1985 de nieuwe begrotingsvoorstelling per programma uitgewerkt. De Administratie van de begroting staat er vanaf 1986 voor in dat de begroting aldus wordt opgemaakt en opgevolgd.

### 60/0 – SUBSISTANCE

### 60/0 – BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	169	167	170	Organiek.
Non organique . . . . .	6	7	4	Niet-organiek.
Total . . .	175	174	174	Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>01. Personnel : — Personnel :</b> Rémunérations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	60	11.03	01	02	—	206,9	203,4	196,6	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	60	11.04	01	05	—	0,1	0,2	—	—	—	—
<b>02. Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Honoraires des avocats, médecins, etc. — <i>Erelenonen van advocaten, geneesheren, enz.</i> . . . . .	1	60	12.01	02	06	—	0,1	0,1	—	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	60	12.02	02	09	—	12,6	13,1	12,2	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	60	12.05	02	18	—	3,0	2,8	2,6	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	60	12.07	02	24	—	—	0,2	—	—	—	—
<b>03. Installations : — Installaties :</b> Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	60	12.03	03	13	—	2,7	2,5	2,1	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . . . .	1	60	12.06	03	22	—	16,0	16,0	11,1	—	—	—
<b>04. Informatique : — Informatica :</b> Centre de traitement de l'information. — <i>Centrum voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	60	12.28	04	89	—	7,0	23,1	20,5	—	—	—
<b>05. Equipement : — Uitrusting :</b> Machines, mobilier, matériel. — <i>Machines, meubilair, materieel</i> . . . . .	2	60	74.01	06	67	I	5,2	7,3	0,1	—	—	—
							Totaux. — Totalen.	253,6	268,7	245,2	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## 60/1 — PROVISION INTERDEPARTEMENTALE

## 60/1 — INTERDEPARTEMENTALE PROVISIE

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>00. Divers : — Diversen :</b> Crédit provisionnel pour dépenses de toute nature liées à la situation économique et sociale. — <i>Provisioneel krediet voor alle uitgaven verbonden aan de economische en sociale toestand</i> . . . . .	1	60	01.03	00	08	—	—	3 000,0	—	—	—	—
Participation au financement des Communautés européennes. — <i>Bijdrage in de financiering van de Europese Gemeenschappen</i> . . . . .	1	60	34.02	18	56	—	8 946,3	9 300,0	—	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
Réparation du dommage causé à l'antenne de RTL au grand-duché de Luxembourg. — <i>Herstel van de schade aangebracht aan de antennemast van RTL in het groot-hertogdom Luxemburg</i> . . . . .	1	60	34.05	06	26	—	—	752,0	—	—	—	—
							Totaux. — Totalen.	8 946,3	13 052,0	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

#### Art. 34.02. — *Participation de la Belgique au financement des Communautés européennes.*

L'Exposé général du 5 octobre 1987 sur le budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1988 mentionnait en page 7, colonne 7, un montant de 5 milliards de francs à titre de « dépenses supplémentaires CEE ».

Avec ce montant on envisageait d'intégrer le financement du mécanisme devant assurer l'équilibre du budget européen.

Le budget du Ministère des Finances de 1988 fut finalement amendé pour un montant de 9 300 millions de francs suite à l'accord intergouvernemental du 7 mars 1988 qui prévoyait le versement d'une avance sur les nouvelles sources de revenus des Communautés à déterminer en pourcent du Produit national brut.

Sur base des chiffres du budget des Communautés européennes et dans l'attente de l'entrée en vigueur de leur quatrième ressource propre, la Belgique doit verser un montant de 215 705 631 ECUS en 1988 afin d'assurer l'équilibre du budget européen. Calculé au taux de 1 ECU = 43,3 FB, ce montant s'élève à 9 340 millions de FB.

L'avant-projet de budget des Communautés européennes prévoit que pour 1989 la Belgique devra verser un montant de 257 793 107 ECUS. Au taux d'1 ECU = 43,4 FB, cela représente 11 188 millions de FB. Cette somme comprend toutefois ladite « réserve monétaire » qui ne sera utilisée que si l'évolution du rapport entre l'ECU et le USD devait causer des dépenses agricoles supplémentaires après que 400 millions d'ECUS de dépenses agricoles aient été préalablement compensés dans l'enveloppe des crédits agricoles comme sorte de franchise.

En outre, il ressort du décompte des recettes définitives de T.V.A. de 1987 que le déficit budgétaire pour 1989 se situera à un niveau moindre et doit se traduire par une diminution du déficit à financer. Cette diminution peut être estimée à 401,6 millions d'ECUS dont la part belge s'élève à 3,285% ou 13,19 millions d'ECUS.

Un crédit de 8 946,3 millions de francs répond aux perspectives actuelles.

## 61. Administration de la Trésorerie

### MISSIONS

Les tâches principales de l'Administration de la Trésorerie consistent en :

- a) l'exercice des compétences confiées au Ministre des Finances dans le cadre des législations monétaire et financière;
- b) l'émission des monnaies divisionnaires et d'appoint (monnaies métalliques frappées par la Monnaie royale de Belgique) et les billets de trésorerie;
- c) les questions monétaires internationales;

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

#### Art. 34.02. — *Bijdrage van België in de financiering van de Europese Gemeenschappen.*

De Algemene Toelichting van 5 oktober 1987 bij de begroting der ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 1988 vermeldde op bladzijde 7 in kolom 7 een bedrag van 5 miljard frank als « bijkomende uitgaven EEG ».

Met dit bedrag beoogde men de financiering in te calculeren van het mechanisme dat het evenwicht van de Europese begroting dient te verzekeren.

De begroting van het Ministerie van Financiën voor 1988 werd uiteindelijk geamenderd ten belope van 9 300 miljoen frank ingevolge het intergouvernementele akkoord van 7 maart 1988 dat voorzag een voorshot toe te kennen op de nieuwe inkomstenbron van de Gemeenschappen, die zal worden bepaald in percent van het Bruto Nationaal Product.

Op basis van de cijfers uit de begroting van de Europese Gemeenschappen dient België in 1988 een bedrag van 215 705 631 ECU te storten om de Europese begroting in evenwicht te brengen, in afwachting van de inwerkingtreding van de vierde eigen inkomstenbron van de Gemeenschap. Omgerekend aan 1 ECU = 43,3 BF leidt dit tot 9 340 miljoen BF.

Voor 1989 voorziet het voorontwerp van begroting van de Europese Gemeenschappen dat België een bedrag van 257 793 107 ECU dient te storten. Omgerekend aan 1 ECU = 43,4 BF vertegenwoordigt dit 11 188 miljoen BF. Niettemin bevat deze som de zogenaamde « monetaire reserve » die enkel wordt aangesproken wanneer de evolutie tussen ECU en USD bijkomende landbouwuitgaven zou veroorzaken en nadat 400 miljoen ECU landbouwuitgaven als een soort franchise vooreerst binnen de enveloppe der landbouwkredieten gecompenseerd worden.

Bovendien volgt uit de afrekening van de definitieve B.T.W.-ontvangsten van 1987 dat het begrotingstekort voor 1989 lager zal uitvallen en zich moet uiten in een vermindering van het te financieren tekort. Deze vermindering mag worden geraamd op 401,6 miljoen ECU, waarvan het Belgisch aandeel 3,285% bedraagt of 13,19 miljoen ECU.

Een krediet van 8 946,3 miljoen frank beantwoordt aan de huidige vooruitzichten.

## 61. Administratie van de Thesaurie

### OPDRACHTEN

De bijzonderste taken van de Administratie van de Thesaurie omvatten :

- a) de uitoefening van de bevoegdheden toevertrouwd aan de Minister van Financiën in het kader van de monetaire en financiële wetgeving;
- b) de uitgifte van deel- en pasmunten (metalen munten geslagen door de Koninklijke Munt van België) en van thesaurielbiljetten;
- c) de internationale monetaire aangelegenheden;

d) les relations de l'Etat avec les organismes financiers internationaux (comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc...);

e) la comptabilisation de toutes les opérations (financières, patrimoniales et budgétaires) des administrations et notamment de toutes les recettes effectuées par les administrations fiscales;

f) le paiement de toutes les dépenses des services d'administration générale de l'Etat à l'intervention de l'Office des chèques postaux;

g) l'établissement du compte annuel du Trésor et du compte général de l'Etat;

h) la liquidation par le Service central des dépenses fixes des traitements, allocations, indemnités, pensions des agents de la plupart des administrations de l'Etat;

i) l'émission et l'amortissement de tous les emprunts de l'Etat;

Un Comité directeur du Trésor agit en tant qu'organe de coordination et de concertation en matière de gestion du trésor.

Le Comité consultatif pour la Dette publique vise à réaliser une gestion plus efficace de la dette.

d) de betrekkingen van de Staat met de internationale financiële instellingen (bijvoorbeeld met de Wereldbank, het Internationaal Monetair Fonds, enz...);

e) de boeking van alle verrichtingen (financiële, vermogens-en begrotingsverrichtingen) van de administraties en inzonderheid van alle door de fiscale administraties gedane ontvangsten;

f) de betaling van alle uitgaven van de diensten van algemeen bestuur van de Staat door bemiddeling van het Bestuur der postchecks;

g) het opstellen van de jaarrekening van de Thesaurie en van de algemene rekening van de Staat;

h) de vereffening door de Centrale dienst der vaste uitgaven van de wedden, toelagen, vergoedingen, pensioenen van de personeelsleden van het merendeel der administraties van de Staat;

i) de uitgifte en de delging van alle Staatsleningen.

Een Directiecomité van de Schatkist treedt op als coördinerend en overleggaan op het vlak van het schatkistbeheer.

Het Adviescomité voor de Rijksschuld beoogt een doelmatiger schuldbeheer.

## 61/0 — SUBSISTANCE

## 61/0 — BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	608	616	615	Organiek.
Non organique . . . . .	34	38	30	Niet-organiek.
Total . . . . .	642	654	645	Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>01. Personnel : — Personeel :</b>												
Rémunérations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijks personeel</i> . . . . .	1	61	11.03	01	29	—	501,5	493,1	491,4	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijks personeel</i>	1	61	11.04	01	32	—	2,0	2,3	0,9	—	—	—
Caisse nationale des calamités. — <i>Nationale Kas voor Rampenschade</i>	1	61	41.01	01	02	—	6,2	6,1	6,0	—	—	—
Caisse nationale des Pensions de guerre. — <i>Nationale Kas voor Oorlogspensioenen</i> . . . . .	1	61	41.04	01	11	—	9,2	9,2	2,3	—	—	—
<b>02. Biens et services : — Goederen en diensten :</b>												
Honoraires des avocats, médecins. — <i>Erelonen van advocaten, geneesheren</i> . . . . .	1	61	12.01	02	33	—	8,1	10,0	8,4	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	61	12.02	02	36	—	84,7	80,2	80,6	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijks personeel</i> . . . . .	1	61	12.05	02	45	—	8,0	8,4	7,7	—	—	—
Fournitures exceptionnelles. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	61	12.07	02	51	—	—	2,5	—	—	—	—
Emploi du service des chèques postaux. — <i>Tussenkomst van de postcheckdienst</i> . . . . .	1	61	12.24	02	05	—	151,0	150,4 (49,2)	150,6	—	—	—
Déficits des comptables. — <i>Tekorten van rekenplichtigen</i> . . . . .	1	61	33.02	02	31	—	0,2	0,2	—	—	—	—
<b>03. Installations : — Installaties :</b>												
Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	61	12.03	03	40	—	5,6	7,9	10,8	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . .	1	61	12.06	03	49	—	47,2	47,8	33,2	—	—	—

Moyens budgetaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
04. <b>Informatique. — Informatica :</b> Traitement automatisé de l'information. — <i>Automatische informatieverwerking</i> . . . . .	1	61	12.27	04	16	—	9,0	—	—	16,0	—	—
Centre de traitement de l'information. — <i>Centrum voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	61	12.28	04	19	—	74,3	63,0	64,6	—	—	—
06. <b>Equipement : — Uitrusting :</b> Machines, mobilier, matériel. — <i>Machines, meubilair, materieel</i> . . . . .	2	61	74.01	06	94	I	5,8	4,1	4,3	—	—	—
07. <b>Remboursements : — Terugbetalingen :</b> Remboursements divers. — <i>Diverse terugbetalingen</i> . . . . .	1	61	30.01	07	06	—	1,0	1,0	1,0	—	—	—
Remboursement de billets de banque. — <i>Terugbetaling van bankbiljetten</i> . . . . .	2	61	56.01	07	30	—	375,0	447,1	222,4 (2,9) (124,9)	—	—	—
08. <b>Dotations : — Dotaties :</b> Caisse nationale des calamités. — <i>Nationale Kas voor Rampenschade</i>	2	61	61.01	08	76	—	558,0	450,0	1 143,0	—	—	—
						Totaux. — Totalen.	1 846,8	1 783,3 (52,1)	2 227,2 (124,9)	—	16,0	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Art. 12.24. — Taxes et frais résultant de l'emploi du Service des chèques postaux par les diverses administrations du Département des Finances.

Le crédit doit permettre de rétribuer l'Office des chèques postaux pour le nombre de paiements que la Trésorerie effectuera par assignation en 1989.

Art. 30.01. — Remboursements généralement quelconques de recettes de l'Administration de la trésorerie et des autres administrations.

Ce crédit doit permettre à la Trésorerie, à la demande de l'un ou l'autre département ministériel, d'effectuer diverses restitutions de sommes perçues indûment.

Art. 41.01. — Subside à la Caisse nationale des Calamités.

L'article 13 de la loi du 19 mai 1948 créant une Caisse autonome des Dommages de guerre prévoit que :

« les frais d'administration et de fonctionnement de la Caisse autonome des Dommages de guerre sont supportés par l'Etat. Un subside à inscrire au budget du Ministère des Finances est attribué à cette fin à la Caisse autonome des Dommages de guerre. »

La loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, prévoit en son article 35 que les dépenses afférentes à son exécution sont prises en charge et liquidées par la Caisse autonome des Dommages de guerre dont la dénomination est remplacée par celle de « Caisse nationale des Calamités ».

De plus, l'article 40 de cette même loi précise que les dispositions de la loi du 19 mai 1948, à l'exception des articles 2, 7 à 10, 12 et 18, sont applicables dans le cadre de la mission assignée à la Caisse nationale des Calamités.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

Art. 12.24. — Retributies en kosten voortvloeiend uit de tussenkomst van de Postcheckdienst in de verrichtingen van de verschillende administraties van het Departement van Financiën.

Het krediet moet toelaten het Bestuur der Postchecks te vergoeden voor het aantal betalingen die door de Thesaurie in 1989 per assignatie zullen worden verricht.

Art. 30.01. — Allerhande terugbetalingen van de Administratie der thesaurie en andere besturen van ontvangsten.

Dit krediet stelt de Thesaurie in staat om op aanwijzing van een of ander ministerieel departement, diverse teruggaven van ten onrechte geïnde sommen te verrichten.

Art. 41.01. — Toelage aan de Nationale Kas voor Rampenschade.

Artikel 13 van de wet van 19 mei 1948 houdende oprichting van een Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade voorziet dat :

« de beheers- en werkingskosten der Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade worden door de Staat gedragen. Een op de begroting van het Ministerie van Financiën uit te trekken subsidie wordt daartoe aan de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade toegekend. »

De wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, voorziet in artikel 35 dat de uitgaven die betrekking hebben op de uitvoering van deze wet ten laste worden genomen en vereffend door de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade, waarvan de benaming gewijzigd is door « Nationale Kas voor Rampenschade ».

Bovendien bepaalt artikel 40 van dezelfde wet dat de bepalingen van de wet van 19 mei 1948, met uitzondering van artikels 2, 7 tot 10, 12 en 18, toepasselijk zijn binnen het raam van de opdracht die aan de Nationale Kas voor Rampenschade werd gegeven.

Les dépenses à titre de frais d'administration et de fonctionnement de la Caisse nationale des Calamités sont estimées à un montant global de 6 200 000 de francs se répartissant de la façon suivante :

	En milliers de francs
a) traitements et allocations . . . . .	6 000
b) fournitures de bureau, imprimés, etc . . . . .	200

Le calcul des traitements et allocations est effectué sur la base du personnel en fonction au 31 janvier 1988 et se décompose comme suit :

Fonctions	Cadre
Directeur . . . . .	1
Secrétaire d'administration . . . . .	1
Chef de section . . . . .	1
Rédacteur de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	1
Agent en chef des finances . . . . .	1
Agent principal des finances . . . . .	1

**Art. 41.04. — Subside à la Caisse nationale des Pensions de guerre.**

Au 1<sup>er</sup> janvier 1980, la Caisse nationale des Pensions de guerre, rattachée à la Caisse générale d'épargne et de retraite, a été reprise par le Ministère des Finances (loi du 30 novembre 1979).

En ce qui concerne les frais de fonctionnement de la C.N.P.G., l'article 5 de la loi du 30 novembre 1979 portant modification de la loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des Pensions de guerre stipule :

« L'article 10 de la même loi, modifié par la loi du 27 novembre 1974, est remplacé par la disposition suivante :

Art. 10. — Il sera porté au budget de l'Etat un crédit destiné au paiement des frais inhérents à la gestion et au fonctionnement de la Caisse.

Le Roi fixe le cadre et le statut administratif et pécuniaire du personnel de la Caisse. »

Les dépenses à titre de frais de gestion et de fonctionnement de la Caisse nationale des Pensions de guerre sont estimées à un montant global de 9 200 000 francs.

Elles se repartissent de la façon suivante :

	En milliers de francs
a) traitements et allocations . . . . .	9 000
b) fournitures de bureau, imprimés, etc . . . . .	200

Le calcul des traitements et allocations est effectué sur la base du personnel en fonction au 31 janvier 1988 et se décompose comme suit :

Fonctions	Cadre
Conseiller . . . . .	1
Conseiller adjoint . . . . .	1
Secrétaire d'administration . . . . .	1
Agents niveau 2 . . . . .	6
Agent niveau 3 . . . . .	1

**Art. 56.01. — Couverture du remboursement par la Banque nationale de billets dont la contre-valeur a été versée à l'Etat en vertu de l'article 9 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939.**

Chaque fois qu'un type de billet de banque est remplacé ou supprimé, la Banque nationale paie au Trésor, à l'expiration du délai fixé dans chaque cas, la valeur des billets de ce type qui n'ont pas été présentés au remboursement. Ceux de ces billets qui sont ultérieurement présentés aux guichets de la Banque, sont remboursés à cette dernière par le Trésor (art. 9 de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939).

On évalue à 375 000 000 de francs la somme que le Trésor aura à verser à la Banque nationale en couverture du remboursement, par celle-ci, des billets qui seront présentés à ses guichets en 1989. Il s'agit surtout des billets de 1 000 francs type "Mercator".

De uitgaven voor de beheers- en werkingskosten van de Nationale Kas voor Rampenschade worden geraamd op 6 200 000 frank, verdeeld als volgt :

	In duizend-tallen frank
a) wedden en vergoedingen . . . . .	6 000
b) kantoorbehoesten, drukwerken, enz. . . . .	200

De berekening van de wedden en vergoedingen gebeurde op basis van het personeel in dienst op 31 januari 1988. Dit is samengesteld als volgt :

Functies	Kader
Directeur . . . . .	1
Bestuurssecretaris . . . . .	1
Sectiechef . . . . .	1
Opsteller 1e klasse . . . . .	1
Hoofdfinanciebeampte . . . . .	1
Eerste financiebeampte . . . . .	1

**Art. 41.04. — Toelage aan de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.**

Op 1 januari 1980 werd de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen, bijgevoegd bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, overgenomen door het Ministerie van Financiën (wet van 30 november 1979).

In verband met de werkingskosten van de N.K.O.P. bepaalt artikel 5 van de wet van 30 november 1979 houdende wijziging van de wet van 23 januari 1925 tot oprichting van een Nationale Kas voor Oorlogspensioenen :

« Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 27 november 1974 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Art. 10. — Er zal op de begroting van de Staat een krediet uitgetrokken worden ter bestrijding van de bestuurs- en werkingskosten van de Kas.

De Koning bepaalt het kader en het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Kas. »

De uitgaven voor de bestuurs- en werkingskosten van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen worden geschat op een globaal bedrag van 9 200 000 frank.

Ze worden onderverdeeld als volgt :

	In duizend-tallen frank
a) wedden en vergoedingen . . . . .	9 000
b) kantoorbenodigdheden, drukwerk, enz. . . . .	200

De berekening van de wedden en toelagen werd verricht op basis van het personeel in dienst op 31 januari 1988, onderverdeeld als volgt :

Functies	Kader
Adviseur . . . . .	1
Adjunct-adviseur . . . . .	1
Bestuurssecretaris . . . . .	1
Personnelsleden niveau 2 . . . . .	6
Personnelslid niveau 3 . . . . .	1

**Art. 56.01. — Dekking van de door de Nationale Bank terugbetaalde biljetten waarvan de tegenwaarde aan de Staat werd gestort krachtens artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939.**

Tekens als een bankbiljettype vervangen of afgeschafft wordt, betaalt de Nationale Bank aan de Schatkist, bij het verstrijken van de voor elk geval bepaalde termijn, de waarde van de biljetten van dit type die niet ter betaling werden aangeboden. De biljetten die later aan de loketten van de Bank worden aangeboden, worden door de Schatkist terugbetaald (art. 9 van het koninklijk besluit nr. 29 van 24 augustus 1939).

Men raamt het bedrag, dat de Schatkist in 1989 aan de Nationale Bank zal moeten storten als terugbetaling van biljetten aangeboden aan haar loketten op 375 000 000 frank. Het betreft voornamelijk de biljetten van 1 000 frank type "Mercator".

*Art. 61.01. — Dotation à verser  
à la Caisse nationale des Calamités.*

La loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, prévoit à l'article 35 que les dépenses afférentes à son exécution sont prises en charge et liquidées par la Caisse autonome des Dommages de guerre dont la dénomination est remplacée par celle de « Caisse nationale des Calamités ».

Outre ses nouvelles attributions, la Caisse nationale conserve celles qui ont été dévolues à la Caisse autonome des Dommages de guerre par ou en application de lois antérieures (lois coordonnées du 30 janvier 1954 et suivantes — dommages de guerre — et la loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976 — dommages subis au Congo).

En ce qui concerne les dépenses de la Caisse autonome, la loi contenant le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960 stipule qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1960, la Caisse autonome recevra les dotations annuelles exactement adaptées aux besoins réels de chaque année.

Pour l'année budgétaire 1989 et dans l'état actuel des choses, la Caisse nationale des Calamités aura à faire face aux charges ci-après :

	En milliers de francs
- Indemnités et avances pour dommages causés par des calamités naturelles (loi du 12 juillet 1976) reconnues en date du 01.07.1987 . . . . .	538 000
En raison de calamités reconnues par arrêté royal, il s'impose de prévoir pour 1989 une dépense de 470 millions de francs, ramenée à 416 millions compte tenu d'une recette approximative de 50 millions du bénéfice de la tranche spéciale de la Loterie nationale.	
- Indemnités et avances pour dommages de guerre (lois coordonnées du 30 janvier 1954 et loi du 21 novembre 1974) . . . . .	2 000
L'indemnisation des sinistrés des régions de l'Est se poursuivra en 1989 et c'est son financement qui intervient en ordre principal dans cette dépense.	
- Indemnités en numéraire pour dommages subis au Congo (loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976) . . . . .	3 000
Il s'agit de la quotité payable en espèces et inférieure à 1 000 francs des indemnités octroyées, ainsi que du montant des coupons échus et détachés des obligations de la 1 <sup>re</sup> tranche du Fonds belgo-congolais, remises aux ayants droit en paiement d'indemnités.	
- Intervention dans les charges d'intérêts et les frais d'octroi et de gestion des crédits de restauration alloués pour la réparation de dommages de guerre. . . . .	15 000
En conséquence, une dotation budgétaire de 558 000 000 de francs est demandée pour les besoins financiers de 1989.	

61/1 — RELATIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Moyens en personnel : inclus dans le programme 61/0.

*Art. 61.01. — Dotatie af te dragen  
aan de Nationale Kas voor Rampenschade.*

De wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, voorziet in artikel 35 dat de uitgaven met betrekking tot de uitvoering ervan, ten laste worden genomen en vereffend door de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade, waarvan de benaming gewijzigd is in « Nationale Kas voor Rampenschade ».

Benevens haar nieuwe bevoegdheden behoudt de Nationale Kas voor Rampenschade die welke werden toegekend aan de Zelfstandige Kas voor Oorlogsschade door of bij toepassing van vroegere wetten (gecoördineerd op 30 januari 1954 en volgende — oorlogsschade — en de wet van 14 april 1965, gewijzigd door de wet van 12 juli 1976 — schade geleden in Kongo).

Wat betreft de uitgaven van de Zelfstandige Kas, vermeldt de wet houdende de begroting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1960, dat vanaf 1 januari 1960 de jaarlijkse dotatie aan de Zelfstandige Kas aan de werkelijke behoeften van elk dienstjaar aangepast zal zijn.

Voor het begrotingsjaar 1989 zal de Nationale Kas voor Rampenschade zich in de huidige stand van zaken voor de hierna vermelde lasten gesteld zien :

	In duizend- tallen frank
- Vergoedingen en voorschotten voor schade veroorzaakt door natuurrampen (wet van 12 juli 1976) erkend per 01.07.1987 . . . . .	538 000
Wegens rampen erkend bij koninklijk besluit, dient men voor 1989 een uitgave te voorzien van 470 miljoen frank, teruggebracht op 416 miljoen, rekening houdend met een ontvangst van ongeveer 50 miljoen frank van de winst van de speciale tranche van de Nationale Loterij.	
- Vergoedingen en voorschotten voor oorlogsschade (gecoördineerde wetten van 30 januari 1954 en wet van 21 november 1974) . . . . .	2 000
De schadeloosstelling van de geteisterden van de Oostkantons zal in 1989 voortgezet worden en het is die financiering welke hoofdzakelijk tussenkomt in deze uitgave.	
- Vergoedingen in specie voor schade geleden in Kongo (wet van 14 april 1965, gewijzigd bij wet van 12 juli 1976)	3 000
Het betreft het gedeelte beneden 1 000 frank van de toegekende vergoedingen, betaalbaar in specie, alsook het bedrag van de vervallen en niet-aangehechte coupons van de obligaties van de 1ste tranche van het Belgisch-Kongolees Fonds, afgegeven aan de rechthebbenden ter betaling van vergoedingen.	
- Tussenkomst in de lasten aangaande de intresten en de toekennings- en beheerskosten van de herstelkredieten verleend voor het herstel van oorlogsschade. . . . .	15 000
Bijgevolg is een budgettaire dotatie van 558 000 000 frank noodzakelijk voor de financiële noodwendigheden van het jaar 1989.	

61/1 — INTERNATIONALE FINANCIËLE BETREKKINGEN

Bezetting in personeel : inbegrepen in programma 61/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
07. Participations : — Deelnemingen :												
Banque européenne d'investissement. — Europese Investeringsbank . . . . .	2	61	83.06	17	07	—	392,4	392,4	334,6	—	—	—
Société financière internationale. — Internationale Financieringsmaatschappij . . . . .	2	61	83.13	17	28	—	110,0	96,0	203,0	—	—	—

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D. + C.O. — N.G.K. + O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
08. Subsides et Dotations : — <i>Subsidies en Dotaties :</i>												
Bonification d'intérêts à la Grèce. — <i>Rentesubsidies aan Griekenland</i>	1	61	34.01	18	53	—	2,5	3,0	2,0	—	—	—
Banque européenne d'investissement. — <i>Europese Investeringsbank</i>	2	61	83.15	18	35	—	25,0	10,0	2,0	—	—	—
Totaux. — <i>Totalen.</i>							529,9	501,4	541,6	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## COMMENTAIRE

Ce programme englobe l'ensemble des engagements qui découlent de la fonction du Ministre belge des Finances en matière de questions monétaires internationales et la défense de la politique en cette matière comme ceux qui découlent d'accords simplement financiers dans le cadre de la politique étrangère.

Art. 34.01. — *Quote-part due par la Belgique dans les bonifications d'intérêts accordées sur certains prêts octroyés par la Banque européenne d'investissement à l'Etat et aux entreprises helléniques.*

En vertu de l'accord d'association conclu en 1961 entre la C.E.E. et la Grèce, Les Etats membres de la C.E.E. accordent des bonifications d'intérêts de 3 % l'an sur certains prêts octroyés à la Grèce par la Banque européenne d'Investissement.

Compte tenu de la diminution régulière de l'encours des prêts qui sont à bonifier, la charge des bonifications d'intérêts pour la Belgique pourra se limiter à 2,5 millions de francs en 1989.

Art. 83.04. — *Souscription de la Belgique au Fonds monétaire international (F.M.I.).*

Cet article est inscrit afin de prévoir dans l'exécution de la loi du 26 décembre 1945 portant approbation des Accords de Bretton Woods et des lois du 9 juin 1969 et du 24 mars 1978 approuvant, respectivement, le premier et le deuxième amendement aux statuts du F.M.I.

L'article est destiné à la fois au paiement d'éventuelles augmentations de la quote-part de la Belgique et aux règlements des obligations de maintien de la valeur des avoirs en francs belges détenus par le F.M.I.

1. Les augmentations des quotes-parts sont des opérations périodiques et interviennent, en principe, tous les cinq ans. La dernière révision a été effectuée en 1983. L'examen de la nouvelle révision a été instauré en 1988 et son résultat sera vraisemblablement soumis à l'approbation parlementaire au cours de l'année 1989.

Il n'est cependant pas possible de prévoir dès maintenant le volume de notre nouvelle souscription. Par ailleurs, le crédit budgétaire requis à cet effet sera inscrit dans le projet de loi portant approbation de cette augmentation.

2. Ajustement des avoirs en FB du F.M.I. Les statuts du Fonds stipulent que la valeur des avoirs en monnaies des Etats membres qu'il détient doit être maintenue constante en terme de Droits de tirage spéciaux (D.T.S.).

D'une façon générale, les ajustements des avoirs en FB du F.M.I. dépendent :

a) de la nature et du volume des opérations du F.M.I. en FB;

## COMMENTAAR

Dit programma omhelst het beheer van de financiële verplichtingen en tegoeden, die voortvloeien uit de functie van de Belgische Minister van Financiën inzake internationale monetaire aangelegenheden en de verdediging van het beleid ter zake, evenals deze die voortvloeien uit louter financiële regelingen in het kader van het buitenlands beleid.

Art. 34.01. — *Door België verschuldigd aandeel in de rentesubsidies verstrekt op bepaalde door de Europese Investeringsbank aan de Griekse Staat en de Griekse ondernemingen toegestane leningen.*

Krachtens de tussen de E.E.G. en Griekenland in 1961 gesloten associatieovereenkomst, verstrekken de lidstaten van de E.E.G. rentesubsidies van 3 % per jaar op bepaalde door de Europese Investeringsbank aan Griekenland toegestane leningen.

Rekening houdend met de regelmatige daling van het obligo der leningen die gesubsidieerd moeten worden, zal de last voor interestsubsidiës voor België in 1989 zich tot 2,5 miljoen frank kunnen beperken.

Art. 83.04. — *Inschrijving van België bij het Internationaal Muntfonds (I.M.F.).*

Dit artikel wordt ingeschreven ter uitvoering van de wet van 26 december 1945 houdende goedkeuring van de Bretton Woods akkoorden en de wetten van 9 juni 1969 en van 24 maart 1978 houdende respectievelijk goedkeuring van het eerste en het tweede amendement op de statuten van het I.M.F.

Het artikel is terzelfdertijd bestemd voor de betaling van eventuele verhogingen van het quotum van België en voor de uitbetaling van de verplichtingen inzake de waardehandhaving van de door het Fonds aangehouden tegoeden in Belgische franken.

1. De quota-verhogingen zijn periodieke operaties die in principe om de vijf jaar plaatsvinden. De laatste herziening werd in 1983 uitgevoerd. Het onderzoek van de nieuwe herziening werd in 1988 aangevat en het resultaat hiervan zal waarschijnlijk in de loop van het jaar 1989 aan de parlementaire goedkeuring worden voorgelegd.

Het is nochtans niet mogelijk het volume van onze nieuwe inschrijving nu reeds te voorzien. Bovendien zal in het wetsontwerp houdende goedkeuring van deze verhoging het desbetreffend vereiste begrotingskrediet worden opgenomen.

2. Waardehandhaving van de tegoeden in BF van het I.M.F. De statuten van het Fonds bepalen dat de waarde van de aangehouden tegoeden in munten van de lidstaten moet gehandhaafd worden in Bijzondere Trekkingrechten (B.T.R.).

De aanpassingen van de tegoeden in BF van het I.M.F. zijn in het algemeen afhankelijk van :

a) de aard en het volume van de bewerkingen van het I.M.F. in BF;

b) de l'évolution du cours FB/D.T.S. d'ici à la fin avril 1989, moment auquel l'ajustement est opéré.

Ces deux facteurs échappent largement au seul contrôle des autorités belges, compte tenu des fluctuations sur les marchés pendant la période envisagée. Il en résulte :

1) que le sens de l'ajustement est difficile sinon impossible à prévoir;

2) qu'à fortiori, le montant d'une éventuelle dépense ne peut être prévu, même approximativement.

Par ailleurs, il est à signaler qu'à l'occasion des trois derniers ajustements, le Fonds a procédé à des remboursements importants à la Belgique. Ces paiements ont été inscrits au compte de trésorerie destiné à l'émission nécessaire de certificats du Trésor ne portant pas d'intérêt et devra normalement suffire pour couvrir des dépenses éventuelles dans ce domaine.

3) Compte tenu de ce qui précède, il est proposé d'inscrire le présent article «pour mémoire» dans le budget de 1989.

#### *Art. 83.06. — Souscription de la Belgique aux augmentations du capital de la Banque européenne d'Investissement.*

L'article budgétaire 83.06 envisage l'exécution de la loi du 2 décembre 1957 portant notamment approbation du Traité instituant la Communauté économique européenne et les actes annexes et particulièrement le Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'Investissement.

Par une décision du 11 juin 1985, le Conseil des Gouverneurs de la Banque européenne d'Investissement a augmenté le capital de la Banque de 14,4 à 28,8 milliards d'Ecus. La souscription de la Belgique a été portée de 829,5 à 1.526,98 millions d'Ecus. Comme la partie à verser est fixée à 7,5% et doit être réglée sur six années de 1988 à 1993, la quote-part annuelle à verser par la Belgique s'élève à 8 718 500 Ecus.

Au taux de conversion de 1 Ecu = 45 FB, ceci représente une charge de 392,4 millions FB.

Un crédit de ce montant est demandé pour le versement à effectuer en 1989.

#### *Art. 83.13. — Souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Société Financière Internationale.*

La loi du 18 décembre 1956 portant approbation de l'accord fixant les statuts de la Société Financière Internationale et la loi du 13 mars 1987 relative à la souscription additionnelle de la Belgique au capital de la Société Financière Internationale forment l'objet de l'article budgétaire 83.13.

La résolution n° 149 approuvée le 26 décembre 1985 par les gouverneurs de la Société Financière Internationale prévoit une augmentation du capital de 650 millions de dollars par la création de 650 000 actions supplémentaires d'une valeur de 1 000 dollars chacune.

La Belgique a souscrit 13 723 actions supplémentaires. Le paiement de ces actions est à effectuer en dollars sur une période de 5 ans à partir de l'année 1986.

La quatrième tranche de 2,75 millions de dollars devra être versée en 1989. Compte tenu d'un cours de change de 40 FB pour 1 dollar, le montant à payer est estimé à 110 millions FB.

#### *Art. 83.15. — Exécution de la garantie de l'Etat en faveur de la Banque européenne d'investissement pour des projets réalisés en dehors du territoire des Etats membres de la C.E.E.*

L'article 83.15 envisage l'exécution de la loi du 2 décembre 1957 portant notamment approbation du Traité instituant la Communauté économique européenne et les actes annexes et particulièrement le Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'Investissement (M.B. du 25 décembre 1957).

Quoique les activités de la Banque européenne d'investissement se situent essentiellement dans les Etats membres de la C.E.E., la Banque est également compétente pour financer des projets hors des territoires des Etats membres, c'est-à-dire dans

b) de l'évolution de la koers BF/B.T.R. tussen nu en einde april 1989, ogenblik waarop de aanpassing veroffend wordt.

Deze twee factoren ontsnappen grotendeels aan de uitsluitende controle van de Belgische overheden rekening houdend met de schommelingen op de wisselmarkten gedurende de betrokken periode. Hieruit volgt dat :

1) de aard van de aanpassing moeilijk zoniet onmogelijk te voorzien is;

2) het bedrag van een eventuele uitgave zelfs niet bij benadering kan worden voorzien.

Bovendien kan nog worden opgemerkt dat naar aanleiding van de laatste drie waardeaanpassingen het Fonds aan België belangrijke bedragen heeft terugbetaald. Deze betalingen werden op de daartoe bestemde schatkistrekening ingeschreven ter uitgifte van de vereiste renteloze schatkistcertificaten en moet normaal voldoende zijn om eventuele uitgaven in dit kader te dekken.

3) Rekening houdend met hetgeen voorafgaat wordt voorgesteld het onderhavig artikel op de begroting 1989 «pro memoria» in te schrijven.

#### *Art. 83.06. — Inschrijving van België op de verhogingen van het kapitaal van de Europese Investeringsbank.*

Het begrotingsartikel 83.06 beoogt de uitvoering van de wet van 2 decembre 1957 houdende namelijk de goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en de andere bijgevoegde akten en inzonderheid het Protocol betreffende de statuten van de Europese Investeringsbank.

Bij besluit van 11 juni 1985 heeft de Raad van Gouverneurs van de Europese Investeringsbank het kapitaal van de Bank van 14,4 tot 28,8 miljard Ecu verhoogd. De inschrijving van België werd van 829,5 op 1 526,98 miljoen Ecu gebracht. Daar het vol te storten gedeelte op 7,5% is vastgesteld en binnen de zes jaar dient vereffend te worden van 1988 tot 1993, bedraagt de jaarlijks door België te storten bijdrage 8 718 500 Ecu.

Tegen een omzettingsvoet van 1 Ecu = 45 BF vertegenwoordigt dit een last van 392,4 miljoen BF.

Een krediet ten belope van dit bedrag is gevraagd voor de in 1989 te verrichten storting.

#### *Art. 83.13. — Inschrijving van België in de verhoging van het kapitaal van de Internationale Financieringsmaatschappij.*

De wet van 18 decembre 1956, houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot vaststelling der statuten van de Internationale Financieringsmaatschappij en de wet van 13 maart 1987 betreffende de bijkomende inschrijving van België op het kapitaal van de Internationale Financieringsmaatschappij, vormen het voorwerp van het begrotingsartikel 83.13.

De resolutie nr. 149 goedgekeurd op 26 december 1985 door de gouverneurs van de Internationale Financieringsmaatschappij voorziet in een kapitaalverhoging met 650 miljoen dollar door de creatie van 650 000 bijkomende aandelen die elk een waarde van 1 000 dollar hebben.

België schreef in op 13 723 bijkomende aandelen. De betaling van deze aandelen dient in dollars te gebeuren over een periode van 5 jaar te beginnen vanaf 1986.

De vierde tranche van 2,75 miljoen dollar zal moeten gestort worden in 1989. Rekening houdend met een wisselkoers van 40 BF voor 1 dollar is het te betalen bedrag geraamd op 110 miljoen BF.

#### *Art. 83.15. — Tenuitvoerlegging van de waarborg van de Staat ten gunste van de Europese Investeringsbank voor projecten die buiten het grondgebied van de lidstaten van de E.E.G. worden verwezenlijkt.*

Het artikel 83.15 beoogt de uitvoering van de wet van 2 decembre 1957 houdende inzonderheid goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en van de bijgevoegde akten en in het bijzonder het Protocol betreffende de statuten van de Europese Investeringsbank (B.S. van 25 decembre 1957).

Alhoewel de activiteiten van de Europese Investeringsbank hoofdzakelijk plaatsvinden in de lidstaten van de E.E.G. is de Bank ook bevoegd om projecten te financieren buiten het grondgebied van de lidstaten, dit wil zeggen, in de met de E.E.G.

les pays en développement associés à la C.E.E. (dans le cadre des conventions de Yaoundé et Lomé).

Compte tenu des risques particuliers qui sont inhérents à des opérations de ce genre, la Banque a obtenu des Etats membres une caution particulière relative au remboursement des financements octroyés.

Conformément aux contrats de cautionnement conclus à cet égard entre la Belgique et la B.E.I., nous sommes dans l'obligation, en proportion de la part de la Belgique dans la caution octroyée par les Etats membres à la B.E.I., d'effectuer à cette Banque le paiement des échéances dues qui n'ont pas été apurées par les pays concernés.

Il existe un certain nombre de projets en difficultés pour lesquels l'exécution du contrat de cautionnement doit être envisagée en 1989. Compte tenu du nombre croissant de projets à problèmes, il semble donc indiqué de prévoir un crédit de 25 millions de FB au budget de 1989.

geassocieerde ontwikkelingslanden (in het kader van de Jaoende en Lomé overeenkomsten).

Rekening houdende met de bijzondere risico's die aan dergelijke operaties verbonden zijn, heeft de Bank van de lidstaten een bijzondere waarborg gekomen met betrekking tot de terugbetaling van de verstrekte financiering.

Ingevolge de tussen België en de E.I.B. gesloten borgstellingsovereenkomsten, hebben wij de verplichting, in verhouding met het Belgisch aandeel in de door de lidstaten aan de E.I.B. toegekende borgstelling, aan deze Bank de betaling te verrichten van de verschuldigde vervaltermijnen die door de betrokken landen niet werden aangezuiverd.

Op dit ogenblik verkeren een aantal projecten in moeilijkheden, waarvoor de uitvoering van de borgstellingsovereenkomst in 1989 in uitzicht moet worden gesteld. Rekening houdende met het toenemend aantal van projecten die problemen stellen lijkt het dan ook geraden in een krediet van 25 miljoen BF op de begroting van 1989 te voorzien.

#### 61/2 — PROMOTION DE L'EXPORTATION

Moyens en personnel : inclus dans le programme 61/0.

Moyens budgétaires — <i>Begrotingsmiddelen</i>	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
08. Dotations : — <i>Dotaties :</i>												
Office national du Ducroire (Etat). <i>Nationale Delcrederedienst (Staat)</i>	2	61	61.05	28	11	F	970,0	—	143,5	—	—	—
							Totaux. — <i>Totalen.</i>	970,0	—	143,5	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

#### COMMENTAIRE

Les questions relatives à l'assurance des biens belges qui ne sont pas couverts par des sociétés d'assurances commerciales sont traitées par l'Office national du Ducroire. Le Service couvre aussi bien les risques pour lesquels l'Etat accorde directement sa garantie que les risques pour son propre compte.

Art. 61.05. — (*nouvel intitulé*) : Crédit destiné, d'une part, à faire face au versement à un Fonds de réserve budgétaire pour les garanties octroyées par l'O.N.D. directement pour le compte de l'Etat et, d'autre part, à payer des indemnités afférentes aux opérations garanties par l'O.N.D. pour le compte de l'Etat.

Ce crédit est prévu en exécution des articles 3 et 18 de la loi sur l'Office National du Ducroire.

L'article 3 de la loi sur l'Office national du Ducroire l'autorise à accorder des garanties directement pour le compte de l'Etat et l'article 18 de la même loi prévoit que l'Etat constituera un Fonds de réserve budgétaire destiné à suppléer à l'insuffisance des primes perçues sur ces garanties, en cas de paiement d'indemnités.

Conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1975, 1/20 du montant des garanties octroyées au cours d'une année pour le compte de l'Etat est à verser audit Fonds de réserve budgétaire (figurant au Titre IV — article 60.02.A du budget des Finances). Ce versement s'effectue au début de l'exercice qui suit celui où les engagements sont pris. Toutefois, le montant d'1/20 peut être réduit par le Ministre des Finances lorsque le disponible du Fonds de réserve est supérieur à 5% de l'encours des garanties octroyées.

#### 61/2 — EXPORTBEVORDERING

Bezetting in personeel : inbegrepen in programma 61/0.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

#### COMMENTAAR

De vraagstukken met betrekking tot de verzekering van Belgische goederen die niet gedekt worden door commerciële verzekeraarsmaatschappijen worden opgevangen door de Nationale Delcrederedienst. De Dienst dekt zowel risico's waarbij de Staat rechtstreeks waarborg verleent als risico's voor eigen rekening.

Art. 61.05. — (*nieuwe benaming*) : Krediet bestemd, enerzijds, om het hoofd te bieden aan de storting in een budgetair Reservefonds voor de rechtstreeks voor rekening van de Staat door de N.D.D. verleende waarborgen en, anderzijds, om de schadevergoedingen betreffende de operaties gewaarborgd door de N.D.D. voor rekening van de Staat te betalen.

Dit artikel voorziet in de toepassing van de artikels 3 en 18 van de wet op de Nationale Delcrederedienst.

Artikel 3 van de wet op de Nationale Delcrederedienst machtigt deze om rechtstreeks voor rekening van de Staat waarborgen te verlenen. Artikel 18 van dezelfde wet voorziet dat de Staat een budgetair Reservefonds zal aanleggen dat bestemd is om de ontoereikendheid van de op deze waarborgen geïnde premies, in geval van betaling van schadevergoedingen, aan te vullen.

Overeenkomstig artikel 8 van de wet van 23 mei 1975, dient 1/20 van het bedrag van de waarborgen verleend in de loop van een jaar voor rekening van de Staat, gestort te worden in gezegd budgetair Reservefonds (voorkomen in Titel IV — artikel 60.02.A van de begroting van Financiën). Deze storting wordt gedaan in het begin van het dienstjaar dat volgt op dat waarin de verbintenissen worden aangegaan. Het bedrag van 1/20 kan evenwel verminderd worden door de Minister van Financiën wanneer het beschikbare op het Reservefonds meer dan 5% bedraagt van het obligo van verleende waarborgen.

Fin 1988, le disponible du Fonds de réserve sera fort inférieur aux 5% en raison des importants montants (1 800 millions de francs) qui seront versés au titre des indemnités. Les engagements nouveaux qui seront pris pour compte de l'Etat durant l'année 1988 étant estimés à 9 milliards de francs, un prélevement de 1/20 correspondant à 450 millions de francs (1/20 de 9 milliards de francs) devra dès lors être opéré.

D'autre part, comme le disponible sur le Fonds de réserve budgétaire ne sera pas à même de faire face aux montants des indemnités qui devront être versées dans le courant de 1989 (2 050 millions de francs), même en tenant compte du versement effectué et correspondant aux nouvelles garanties octroyées, il y a aussi lieu de prévoir un crédit pour que l'Etat puisse continuer à honorer ses garanties à l'égard des exportateurs assurés. Le montant de ce crédit doit être de 700 millions de francs, qui, ajouté aux 1 350 millions de francs prélevés sur le Fonds de réserve budgétaire, permettra de payer les 2 050 millions de francs d'indemnités.

Dès lors, pour 1989, il est nécessaire de demander un crédit de 1 150 millions de francs, soit 450 millions de francs + 700 millions de francs.

*Art. 81.09. — Attribution à l'Office national du Ducroire d'une dotation complémentaire en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge.*

En 1988, le niveau des engagements du Ducroire ne nécessitera l'octroi d'aucune tranche de dotation.

En conséquence, aucun crédit n'est demandé.

Eind 1988 zal het beschikbaar saldo op het Reservefonds ruim onder de 5% liggen omdat belangrijke bedragen (1 800 miljoen frank) uit hoofde van schadevergoedingen zullen worden gestort. De nieuwe verbintenissen die zullen worden aangegaan voor rekening van de Staat, in de loop van het jaar 1988, worden geraamd op 9 miljard frank. Een voorafneming van 1/20, overeenstemmend met 450 miljoen frank (1/20 van 9 miljard frank), zal aldus uitgevoerd worden.

Anderzijds, daar het beschikbaar saldo op het budgettair Reservefonds niet voldoende zal zijn voor de bedragen aan schadevergoedingen die in de loop van 1989 zullen moeten worden gestort (2 050 miljoen frank), zelfs rekening houdend met de verrichte storting en beantwoordend aan de nieuwe verleende waarborgen, moet ook een krediet voorzien worden opdat de Staat zijn waarborgen ten aanzien van de verzekerde exporteurs verder zou kunnen blijven nakomen. Het bedrag van dat krediet dient 700 miljoen frank te bedragen, dat, gevoegd bij de op het budgettair Reservefonds voorafgenomen 1 350 miljoen frank, zal toelaten de 2 050 miljoen frank aan schadevergoedingen te betalen.

Het is dan ook voor 1989 noodzakelijk een krediet van 1 150 miljoen frank te vragen, zegge 450 miljoen frank + 700 miljoen frank.

*Art. 81.09 — Toekenning aan de Nationale Delcredere dienst van een aanvullende dotatie in obligaties van één of meer leningen van de Belgische Staat.*

Het niveau van de verbintenissen van de Delcredere in 1988 zal geen aanleiding geven tot het toekennen van een dotatie-tranche.

Bijgevolg wordt geen krediet aangevraagd.

Fonds : 60.02.1 — Fonds de réserve - Ducroire.

Mission statutaire du Fonds :

Le disponible du Fonds constitue une réserve légale de 5% du total de l'encours des engagements que l'Office national du Ducroire a consentis directement pour compte de l'Etat.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

	Programme 61/2 — Programma 61/2	
Année 1988 : dépenses totales . . . . .	1 780	Jaar 1988 : totale uitgaven.
<i>Recettes 1989 :</i>		<i>Ontvangsten 1989 :</i>
Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	1 078,5	Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
Recettes budgétaires, article 61.05 . . . . .	450	Begrotingsontvangsten, artikel 61.05.
Autres recettes . . . . .	—	Andere ontvangsten.
		Totaal ontvangst.
Total recettes . . . . .	1 528,5	<i>Uitgaven 1989 :</i>
<i>Dépenses 1989 :</i>		
Dépenses de personnel et de fonctionnement . . . . .	—	Personnels- en werkingsuitgaven.
Dépenses d'équipement . . . . .	—	Uitrustingsuitgaven.
Affectations de boni et transferts . . . . .	—	Bestemmingen van batige saldi en transferts.
Dépenses . . . . .	1 528,5	Uitgaven.
		Totaal uitgaven.
Total dépenses . . . . .	1 528,5	
Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 . . . . .	—	Ontvangsten min uitgaven of nieuw saldo op 31 december 1989
Engagements « en cours » au 1 <sup>er</sup> janvier 1988 . . . . .	—	Uitstaande vastleggingen op 1 januari 1988.
Engagements envisagés pour 1989 . . . . .	—	Voorziene vastleggingen voor 1989.

## 61/3 - AIDE AU DEVELOPPEMENT

## 61/3 - ONTWIKKELINGSHULP

Moyens en personnel : Inclus dans le programme 61/0.

Bezetting in personeel : Inbegrepen in programma 61/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>04. Interventions : — Tussenkomsten</b>												
Dommages aux biens privés-Congo. — Schade aan private goederen — Kongo . . . . .	1	61	31.01	34	42	—	0,2	0,3	0,1	—	—	—
<b>05. Achat d'obligations : — Aankoop obligaties :</b>												
Obligations fonds belgo-congolais. — Obligaties Belgisch-Kongolees fonds . . . . .	2	61	61.04	35	15	—	2,0	2,0	2,0	—	—	—
<b>07. Interventions et Participations : — Tussenkomsten en Deelnemingen :</b>												
Caisse nationale de crédit professionnel (frais de gestion). — Nationale Kas voor Beroepskrediet (beheerskosten) . . . . .	1	61	12.33	37	67	—	0,1	0,2	0,1	—	—	—
Association internationale de développement. — Internationale Ontwikkelingsassociatie . . . . .	2	61	83.01	37	12	—	2 910,2	2 910,2	2 680,8	—	—	—
Banque asiatique de développement. — Aziatische Ontwikkelingsbank . . . . .	2	61	83.05	37	24	—	—	20,3	20,3	—	—	—
Fonds africain de développement. — Afrikaans Ontwikkelingsfonds	2	61	83.09	37	36	—	571,0	571,0	447,3	—	—	—
Banque interaméricaine de développement. — Interamerikaanse Ontwikkelingsbank . . . . .	2	61	83.10	37	39	—	57,0	57,0	—	—	—	—
Fonds asiatique de développement. — Aziatisch Ontwikkelingsfonds	2	61	83.11	37	42	—	346,5	346,5	346,4	—	—	—
Banque internationale de reconstruction et de développement. — Internationale bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling . . . . .	2	61	83.12	37	45	—	325,6	555,0	—	—	—	—
Banque africaine de développement. — Afrikaanse Ontwikkelingsbank . . . . .	2	61	83.14	37	51	—	38,0	32,0	52,9	—	—	—
Facilité spéciale Sud Sahara. — Bijzondere faciliteit Zuid-Sahara	2	61	83.16	37	57	—	—	125,0	175,0	—	—	—
<b>08. Subsides et Dotations : — Subsidies en Dotaties :</b>												
Prêts à des Etats étrangers. — Leningen aan vreemde Staten . . .	2	61	83.02	38	16	F	—	—	600,0	—	—	—
Totaux. — Totalen.							4 250,6	4 619,5	4 324,9	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

## COMMENTAIRE

L'octroi d'une aide financière aux pays en voie de développement et la gestion des conventions y relatives, comme la participation aux fonds pour le développement et aux banques de développement, sont des aspects de la politique étrangère qui intéressent directement le Ministère des Finances en raison de leur incidence sur la situation financière et budgétaire de la Belgique. C'est un élément de la politique belge de développement.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## COMMENTAAR

De financiële hulpverlening aan ontwikkelingslanden en het beheer van de desbetreffende overeenkomsten, evenals de deelname aan ontwikkelingsfondsen en ontwikkelingsbanken, zijn aspecten van het buitenlands beleid die het Ministerie van Financiën rechtstreeks aanbelangen omwille van hun weerslag op de Belgische financiële en budgettaire toestand. Het is een element van het Belgisch ontwikkelingsbeleid.

*Art. 12.33. — Crédit de prévision destiné à couvrir les frais de gestion de la Caisse nationale de crédit professionnel résultant de l'octroi de crédits sociaux aux anciens coloniaux d'Afrique.*

Jusqu'à fin 1970, les anciens coloniaux d'Afrique, bénéficiaires de crédits sociaux, consentis à l'intervention de la Caisse nationale de crédit professionnel, devaient supporter les frais de gestion exposés par l'institution de crédit.

A partir de 1971, d'autres institutions publiques de crédit ont été habilitées à consentir des crédits sociaux, sous la garantie de l'Etat, sans que les bénéficiaires doivent intervenir dans les frais de gestion des institutions intéressées.

Dans un but d'uniformité, l'Etat a pris à sa charge, à partir de 1971, les frais de gestion de la Caisse nationale de crédit professionnel. Pour 1989, un crédit de 100 000 francs s'avère nécessaire.

*Art. 31.01. — Crédit de prévision en vue de permettre au Trésor de prendre en charge la différence d'intérêt entre, d'une part, le taux pratiqué par les organismes de crédit visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 16 octobre 1970, modifiant l'arrêté royal du 6 août 1967, portant exécution de l'article 11 de la loi du 14 avril 1965 organisant une intervention financière de l'Etat du chef des dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance et, d'autre part, le taux de 3,5% à payer par les bénéficiaires de crédits sociaux.*

Certaines institutions publiques de crédit ont été habilitées à consentir sous la garantie de l'Etat, à des conditions avantageuses, des crédits sociaux aux anciens coloniaux d'Afrique.

L'Etat s'est engagé à prendre à sa charge et à rembourser aux institutions intéressées la différence entre le taux que ces dernières pratiquent pour leurs opérations ordinaires et le taux d'intérêt de ces crédits.

Le présent crédit est donc destiné à permettre à l'Etat de faire face aux obligations qui lui incombent de ce chef.

*Art. 61.04. — Acquisition d'obligations du Fonds belgo-congolais de gestion et d'amortissement en vue de l'indemnisation des dommages causés aux sujets belges lors de l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance, dans le cadre de la loi du 14 avril 1965, modifiée par la loi du 12 juillet 1976.*

Les bénéficiaires de la loi du 14 avril 1965, dans ses dispositions d'origine, continuent à être indemnisés au moyen d'obligations de la première tranche de l'emprunt du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion.

Un crédit de 2 millions de francs est demandé en 1989 pour satisfaire au financement de ladite loi selon les dispositions précitées.

*Art. 83.01. — Affiliation de la Belgique à l'Association internationale de développement.*

La loi du 30 juin 1964 a approuvé l'affiliation de la Belgique à l'Association internationale de Développement.

Les négociations relatives à la huitième opération de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement se sont clôturées sur un montant de 11,5 milliards de dollars pour la période triennale du premier juillet 1987 au 30 juin 1990, auquel doivent encore s'ajouter 900 millions de dollars de contributions volontaires. La huitième reconstitution des ressources de l'Association est devenue effective le 4 mars 1988.

La participation de la Belgique s'élève à 193,2 millions de dollars ou 8 730,4 millions de francs belges, sur la base du cours fixé pour toute la durée de la reconstitution de 1 US\$ = 45,1884 FB (moyenne du FB vis-à-vis du US dollar au cours de la période du 28 février 1986 au 29 août 1986).

La contribution doit être versée en trois tranches annuelles égales de 2 910,2 millions de francs en 1988, 1989 et 1990.

*Art. 12.33. — Voorzieningskrediet bestemd om de beheerskosten van de Nationale Kas voor Beroepscrediet te dekken, voortvloeiend uit de toekenning van sociale kredieten aan de oud-kolonialen uit Afrika.*

Tot eind 1970 dienden de oud-kolonialen uit Afrika, aan wie sociale kredieten werden toegekend door tussenkomst van de Nationale Kas voor Beroepscrediet, de hieruit voortvloeiende beheerskosten van de kredietinstelling ten laste te nemen.

Vanaf 1971 werden andere openbare kredietinstellingen gemachtigd om sociale kredieten met staatswaarborg toe te kennen, zonder dat de begunstigden nog moeten tussenkommen in de beheerskosten van de betrokken instellingen.

Met het oog op eenvormigheid heeft de Staat vanaf 1971 eveneens de beheerskosten van de Nationale Kas voor Beroepscrediet te zijnen laste genomen. Voor 1989 dient daarvoor een krediet van 100 000 frank voorzien te worden.

*Art. 31.01. — Voorzieningskrediet teneinde de Schatkist toe te laten het verschil aan rente ten laste te nemen tussen, enerzijds, de door de kredietinstellingen toegepaste rentevoet bedoeld bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 oktober 1970 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 augustus 1967, houdende uitvoering van artikel 11 van de wet van 14 april 1965 tot regeling van de financiële staatssamenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid, en anderzijds, de rentevoet van 3,5% die door de begunstigden van sociale kredieten dient te worden betaald.*

Sommige openbare kredietinstellingen waren gemachtigd sociale kredieten met staatswaarborg tegen voordelijke voorwaarden aan oud-kolonialen uit Afrika toe te kennen.

De Staat heeft zich ertoe verbonden het verschil tussen de rentevoet toepasselijk op de gewone kredietverrichtingen van de instellingen en de rentevoet op de sociale kredieten, te zijnen laste te nemen en terug te betalen aan de betrokken instellingen.

Het voorziene krediet is aldus bestemd om het de Staat mogelijk te maken aan zijn verplichtingen dienaangaande te voldoen.

*Art. 61.04. — Aankoop van obligaties van het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer met het oog op de vergoeding van de schade die Belgische onderdanen geleden hebben bij de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid, binnen het raam van de wet van 14 april 1965, gewijzigd door de wet van 12 juli 1976.*

De begunstigden van de wet van 14 april 1965, in haar oorspronkelijke bepalingen, worden verder vergoed door middel van obligaties van de eerste tranche van de lening van het Belgisch-Kongolees Fonds voor Delging en Beheer.

Voor 1989 wordt een krediet van 2 miljoen frank gevraagd om volgens deze bepalingen te voldoen aan de financiering van voormelde wet.

*Art. 83.01. — Lidmaatschap van België in de Internationale Ontwikkelingsassociatie.*

De wet van 30 juni 1964 keurde het lidmaatschap van België goed in de Internationale Ontwikkelingsassociatie.

De onderhandelingen betreffende de achtste weltersamenstellingsoperatie van de werkmiddelen van de Internationale Ontwikkelingsassociatie werden beëindigd met een bedrag van 11,5 miljard dollar voor de driejarperiode gaande van 1 juli 1987 tot 30 juni 1990, waaraan nog dienen toegevoegd 900 miljoen dollar onder de vorm van vrijwillige bijdragen. De achtste weltersamenstelling van de werkmiddelen van de Associatie is op 4 maart 1988 effectief geworden.

De deelneming van België bedraagt 193,2 miljoen dollar of 8 730,4 miljoen frank, op basis van een voor de ganse duur van de weltersamenstelling vastgestelde koers van 1 US-dollar = 45,1884 BF (gemiddelde van de BF tegenover de US dollar gedurende de periode van 28 februari 1986 tot 29 augustus 1986).

De bijdrage moet in drie gelijke jaarlijkse tranches van 2 910,2 miljoen frank in 1988, 1989 en 1990 gestort worden.

*Art. 83.02. — Prêts à des Etats étrangers.*

Comme pour 1988, aucun crédit n'est demandé en 1989. Une formule alternative de financement des prêts d'Etat à Etat a en effet été mise sur pied, sous la forme d'un Fonds autonome jouissant de la personnalité juridique et habilité à emprunter (A.R. n° 526 du 31 mars 1987 portant création d'un Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers). Le budget de ce Fonds figure au Titre VII du Budget des Finances.

*Art. 83.05. — Souscription de la Belgique au capital de la Banque asiatique de développement.*

La loi du 28 juillet 1966 a approuvé l'Accord portant création de la Banque asiatique de Développement et des Annexes, faits à Manille le 4 décembre 1965.

Les versements au titre de la dernière augmentation du capital se terminent en 1988. Aucune nouvelle augmentation n'est envisagée actuellement. Aucun crédit n'est donc demandé en 1989.

*Art. 83.09. — Adhésion et contribution de la Belgique au Fonds africain de Développement.*

La loi du 28 juin 1974 a approuvé l'accord portant création du Fonds africain de Développement.

Par sa décision du 11 août 1987, le Conseil des Ministres a marqué son accord sur la contribution belge à la V<sup>e</sup> reconstitution générale des ressources du Fonds africain de Développement.

Les négociations multilatérales relatives à la V<sup>e</sup> reconstitution générale des ressources du Fonds africain de Développement, qui avaient été entamées début mars 1987 se sont clôturées au mois de novembre de cette même année sur un montant de 2 250 millions d'unités de compte pour la période triennale de 1988 à 1990.

La participation belge dans cette reconstitution générale s'élève à 1,7%, soit 38,25 millions d'u.c. ou 1 712,38 millions de francs au cours fixé de 1 u.c. = 44,7680 FB (moyenne des taux de change pendant une période de six mois, du 1<sup>er</sup> mai jusqu'au 31 octobre 1987).

En vertu de la résolution relative à la Ve reconstitution générale des ressources du Fonds africain de Développement, la contribution de notre pays doit être versée en trois tranches annuelles égales de 571 millions de francs en 1988, 1989 et 1990. Au budget de 1989, une seconde tranche de 571 millions de francs doit dès lors être prévue.

*Art. 83.10. — Souscription de la Belgique au capital de la Banque interaméricaine de Développement et contributions au Fonds des opérations spéciales.*

La loi du 6 juillet 1976 approuvait l'adhésion de la Belgique à la Banque interaméricaine de Développement.

Dans le cadre de la septième reconstitution des ressources de la Banque interaméricaine de Développement et de son Fonds des opérations spéciales, le capital de la Banque serait augmenté de 32 milliards de dollars, sur lesquels 2,5% ou 800 millions de dollars seraient à payer.

Compte tenu de ce qui précède, le montant à verser par la Belgique serait de 1,6 million de dollars. Sa contribution au Fonds s'élèverait à 4,1 millions de dollars.

Sur la base d'un cours de 40 francs pour 1 US dollar, la charge totale atteindrait 228 millions de francs, ou quatre annuités de 57 millions de FB à partir de 1988.

Dès lors, il y aurait lieu de prévoir au budget de 1989 un montant de 57 millions de francs, représentant la seconde tranche de la participation de la Belgique.

*Art. 83.11. — Contribution de la Belgique au Fonds asiatique de Développement.*

La loi du 17 avril 1975 approuvait la constitution du Fonds asiatique de Développement tandis que la loi du 29 juin 1987 approuvait la contribution de la Belgique à la reconstitution du Fonds asiatique de Développement.

*Art. 83.02. — Leningen aan vreemde Staten.*

Zoals voor 1988, wordt geen krediet in 1989 gevraagd. Een alternatieve formule voor de financiering van de leningen van Staat tot Staat werd inderdaad opgezet onder de vorm van een autonoom Fonds, dat de rechtspersoonlijkheid bezit en bevoegd is om te ontlenen (K.B. nr. 526 van 31 maart 1987 houdende oprichting van een Fonds voor de financiering van de leningen aan vreemde Staten). Het budget van gezegd Fonds komt voor op Titel VII van de Begroting van Financiën.

*Art. 83.05. — Inschrijving van België op het kapitaal van de Aziatische Ontwikkelingsbank.*

De wet van 28 juli 1966 keurde de Overeenkomst goed houdende oprichting van de Aziatische Ontwikkelingsbank en van de Bijlagen, opgemaakt te Manilla op 4 december 1965.

De stortingen uit hoofde van de laatste kapitaalverhogingen eindigen in 1988. Geen nieuwe kapitaalverhoging wordt voor het ogenblik overwogen. Aldus wordt geen enkel krediet in 1989 gevraagd.

*Art. 83.09. — Toetreding en bijdrage van België tot het Afrikaans Ontwikkelingsfonds.*

De wet van 28 juni 1974 keurde de overeenkomst goed houdende oprichting van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds.

Met zijn beslissing van 11 augustus 1987 hechtte de Ministerraad zijn akkoord aan de Belgische bijdrage tot de Vde algemene wedersamenstelling van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds.

De multilaterale onderhandelingen betreffende de Vde algemene wedersamenstelling van de werkmiddelen van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds die in maart 1987 een aanvang hadden genomen, werden in de maand november van hetzelfde jaar beëindigd met een bedrag van 2 250 miljoen rekeneenheden voor de driejarperiode van 1988 tot 1990.

In deze algemene wedersamenstelling bedraagt de Belgische deelneming 1,7% zegge 38,25 miljoen r.e. of 1.712,38 miljoen frank tegen de vastgestelde koers van 1 r.e. = 44,7680 BF gemiddeld van de wisselkoersen gedurende een periode van zes maand, van 1 mei tot 31 oktober 1987.

Krachtens de resolutie betreffende de Vde algemene wedersamenstelling van de werkmiddelen van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds moet de bijdrage van ons land in drie gelijke jaarlijkse tranches van 571 miljoen frank in 1988, 1989 en 1990 gestort worden. Op de begroting 1989 moet derhalve een tweede tranche van 571 miljoen frank voorzien worden.

*Art. 83.10. — Inschrijving van België op het kapitaal van de Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsbank en bijdrage tot het Fonds voor Bijzondere Verrichtingen.*

De wet van 6 juli 1976 heeft de toetreding van België tot de Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsbank goedgekeurd.

In het kader van de zevende wedersamenstelling der werkmiddelen van de Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsbank van het Fonds voor Bijzondere verrichtingen, zou het kapitaal van de Bank met 32 miljard dollar verhoogd worden, waarop 2,5 pct. of 800 miljoen dollar te betalen zou zijn.

Rekening houdende met het voorafgaande zou het door België te storten bedrag 1,6 miljoen dollar bedragen. Zijn bijdrage tot het Fonds zou 4,1 miljoen dollar belopen.

Op basis van een koers van 40 BF voor 1 US dollar zou de totale last 228 miljoen frank belopen, of vier annuïteiten van 57 miljoen frank vanaf 1988.

Derhalve zou op de begroting van 1989 een bedrag van 57 miljoen frank moeten voorzien worden, dat de tweede tranche van de deelneming van België vertegenwoordigt.

*Art. 83.11. — Bijdrage van België tot het Aziatisch Ontwikkelingsfonds.*

De wet van 17 april 1975 keurde de oprichting goed van het Aziatisch Ontwikkelingsfonds terwijl de wet van 29 juni 1987 de bijdrage van België tot de wedersamenstelling van het Aziatisch Ontwikkelingsfonds goedkeurde.

En juin 1986, les Gouverneurs de la Banque asiatique ont, par une Resolution, approuvé une reconstitution des ressources du Fonds asiatique d'un montant de 3,6 milliards de dollars pour la période quadriennale 1987-1990.

La part de la Belgique est de 0,8% et porte sur 28,8 millions de dollars. Le cours de change retenu est la moyenne du cours journalier du dollar pendant le premier trimestre 1986, soit 48,1154 FB pour 1 dollar. Ceci donne une contribution globale de 1 385,8 millions de francs, c'est-à-dire une contribution annuelle de 346,5 millions de francs pour chacune des années 1987 à 1990.

*Art. 83.12. — Partie payable de la souscription de la Belgique à l'augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le Développement.*

La loi du 26 décembre 1945 approuvait les Accords de Bretton Woods. Par décision du 1<sup>er</sup> avril 1988, le Conseil des ministres prévoyait une souscription additionnelle de la Belgique.

Les limites statutaires pour les opérations de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement étant sur le point d'être atteintes, une augmentation générale du capital a été approuvée le 27 avril 1988 par le Conseil des Gouverneurs de la Banque.

Cette augmentation est importante puisqu'elle s'élève à 75 milliards de dollars courants.

La partie à payer ne s'élève cependant qu'à 3%.

Compte tenu du fait que la souscription de la Belgique au capital sera augmentée de 12 717 actions d'une valeur de 120 635 dollars chacune, le montant à payer par la Belgique est égal à 46,03 millions de dollars.

Sur la base d'un cours de change de 40 francs pour 1 dollar courant, la charge budgétaire totale pour la Belgique s'élèverait à ± 1,84 milliard de francs. Ce montant sera réparti sur 5 années.

Comme pour 1988, un montant de 555 millions de francs a déjà été prévu; une deuxième tranche de 325 millions de francs devrait être inscrite pour 1989.

*Art. 83.14. — Souscription de la Belgique au capital de la Banque africaine de Développement.*

La loi du 18 septembre 1981 approuvait l'adhésion de la Belgique à la Banque africaine de Développement tandis que par sa décision du 25 septembre 1987, le Conseil des ministres marquait son accord à la souscription additionnelle de la Belgique au capital de la Banque africaine de Développement.

Les ressources disponibles de la Banque africaine de Développement devant être intégralement engagées à fin 1987, des négociations ont eu lieu entre les pays membres pour déterminer le nouveau programme quinquennal d'activités de la Banque (1987-1991) ainsi que les ressources nécessaires pour le réaliser.

Le Conseil des gouverneurs de la Banque a approuvé le 11 juin 1987 une augmentation de 200% du capital, c.-à-d. de 10 800 millions d'u.c. La partie à verser effectivement a été fixée à 6,25% de l'augmentation de capital. Pour la Belgique qui détient actuellement 2 872 actions, ceci représente une augmentation de sa souscription de 5 744 actions. Comme le Conseil d'administration a pris la décision qu'une unité de compte de la Banque est équivalente au Droit de Tirage spécial (DTS) du FMI, l'augmentation de la souscription de la Belgique représente 57,44 millions de DTS, sur lesquels 3,6 millions de DTS sont à verser en cinq tranches. En se basant sur un cours de 51 francs pour 1 DTS, la charge totale pour notre pays représenterait 184 millions de francs.

Compte tenu du montant de 32 millions de francs déjà prévu au budget de 1988, une seconde tranche de 38 millions de francs doit être prévue pour 1989.

*Art. 83.16. — Contribution de la Belgique à la Facilité spéciale pour l'Afrique au sud du Sahara.*

Par la loi du 29 juin 1987, la contribution belge au Fonds spécial d'aide à l'Afrique sudsaharienne s'élèvait à 300 millions de francs. Ledit montant devait être payé en trois tranches annuelles de 1986 à 1988. Aucun crédit n'est donc demandé en 1989.

De gouverneurs van de Aziatische Ontwikkelingsbank hebben in juni 1986 bij Resolutie een wedersamenstelling van de middelen van het Aziatisch Ontwikkelingsfonds goedgekeurd voor een bedrag van 3,6 miljard dollar voor de vierjarenperiode 1987-1990.

Het aandeel van België bedraagt 0,8% en beloopt 28,8 miljoen dollar. De weerhouden wisselkoers is het gemiddelde van de dagelijkse dollarkoers tijdens het eerste trimester 1986, zegge 48,1154 BF voor 1 dollar. Dit geeft een globale bijdrage van 1 385,8 miljoen frank, zegge een jaarlijkse bijdrage van 346,5 miljoen frank voor elk der jaren 1987 tot 1990.

*Art. 83.12. — Betaalbaar deel van de inschrijving van België op de verhoging van het kapitaal van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling.*

De wet van 26 december 1945 keurde de Bretton Woods Akkoorden goed. De beslissing van de Ministerraad van 1 april 1988 voorzag in de aanvullende inschrijving van België.

Daar de statutaire begrenzingen voor de operaties van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling bijna bereikt werden, werd een algemene kapitaalverhoging op 27 april 1988 door de Raad van Gouverneurs van de Bank goedgekeurd.

Deze verhoging is belangrijk daar ze 75 miljard courante dollar bedraagt.

Het te betalen aandeel beloopt echter slechts 3%.

Rekening houdende met het feit dat de inschrijving van België op het kapitaal met 12 717 aandelen ter waarde van 120 635 dollar elk zal verhoogd worden, is het door België te betalen bedrag gelijk aan 46,03 miljoen dollar.

Op basis van een wisselkoers van 40 BF voor 1 dollar, zou de totale budgettaire last voor België ± 1,84 miljard frank bedragen. Dit bedrag zal over 5 jaren verdeeld worden.

Daar voor 1988 een bedrag van 555 miljoen frank reeds voorzien is, zou een tweede tranche van 325 miljoen frank voor 1989 ingeschreven moeten worden.

*Art. 83.14. — Inschrijving van België op het kapitaal van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank.*

De wet van 18 september 1981 keurde de toetreding van België tot de Afrikaanse Ontwikkelingsbank. Bij beslissing van de Ministerraad van 25 september 1987 werd in de aanvullende inschrijving van België op het kapitaal van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank voorzien.

Daar de beschikbare werkmiddelen van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank einde 1987 volledig vastgelegd zullen zijn, hebben onderhandelingen plaatsgehad tussen de landen-leden om het nieuwe vijfjaars-activiteitsprogramma van de Bank (1987-1991) te bepalen evenals de middelen nodig om het uit te voeren.

De Raad van gouverneurs van de Bank heeft op 11 juni 1987 een verhoging met 200% van het kapitaal goedgekeurd, zegge 10 800 miljoen r.e. Het deel dat werkelijk moet worden gestort werd op 6,25% van de verhoging van het kapitaal vastgesteld. Voor België dat voor het ogenblik over 2 872 aandelen beschikt, vertegenwoordigt het voorafgaande een verhoging van zijn inschrijving met 5 744 aandelen. Daar de Raad van Beheer de beslissing heeft genomen dat één rekenenheid van de Bank eenzelfde waarde heeft als die van een Bijzonder Trekkingrecht (B.T.R.) van het I.M.F., vertegenwoordigt de verhoging van de inschrijving van België 57,44 miljoen B.T.R., waarop 3,6 miljoen B.T.R. in vijf tranches te storten zijn. Zich baserend op een koers van 51 BF voor 1 B.T.R. zou de totale last voor ons land 184 miljoen belopen.

Rekening houdende met het bedrag van 32 miljoen dat reeds voorzien is op de begroting van 1988 moet voor 1989 een tweede tranche van 38 miljoen frank voorzien worden.

*Art. 83.16. — Bijdrage van België tot de Bijzondere Faciliteit voor Afrika ten zuiden van de Sahara.*

Bij de wet van 29 juni 1987 bedroeg de Belgische bijdrage tot het Bijzonder Hulpfonds voor Sudsaharaans Afrika 300 miljoen frank. Dit bedrag diende betaald te worden in drie jaarlijks tranches van 1986 tot 1988. In 1989 wordt derhalve geen enkel krediet aangevraagd.

Fonds 60.05.A. — Prêts à des Etats étrangers.  
(En millions de francs)

Fonds 60.05.A. — Leningen aan vreemde staten.  
(In miljoenen frank)

	Montants — Bedragen	
Mission statutaire du fonds : Loi du 10 août 1981.	Programma Programme 61/3	Statutaire opdracht van het fonds : Wet van 10 augustus 1981.
La gestion du financement des prêts.		De financiering van de leningen beheren.
— Année 1988 - Dépenses totales . . . . .	1 708,7	— Jaar 1988 - Totale uitgaven.
— Recettes 1989 . . . . .	—	— Ontvangsten 1989.
— Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	—	— Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
— Recettes budgétaires - Art. 83.02 . . . . .	—	— Begrotingsontvangsten - Art. 83.02.
— Recettes autres . . . . .	—	— Andere ontvangsten.
Total recettes . . . . .	—	Totale ontvangsten.
Dépenses 1989 :		<i>Uitgaven 1989 :</i>
Prêts à des Etats étrangers . . . . .	—	Leningen aan vreemde staten.
Total dépenses . . . . .	—	Totale uitgaven.
Recettes moins dépenses ou solde à nouveau au 31 décembre 1989 . . . . .	—	Ontvangsten min uitgaven, of nieuw saldo op 31 december 1989.

## 61/4 — SOUTIEN ECONOMIQUE

## 61/4 — ECONOMISCHE STEUN

Moyens en personnel : inclus dans le programme 61/0.

Bezetting in personeel : inbegrepen in programma 61/0.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
07. Interventions et Participations: — <i>Tussenkomsten en Deelnemingen</i> : Société nationale de Crédit à l'Industrie (frais de gestion). — <i>Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid (beheerskosten)</i> . . . . .	1	61	12.34	47	80	—	0,7	0,7 (0,5)	0,1	—	—	—
Sociétés de logements sociaux (partie intérêt). — <i>Maatschappijen voor volkswoningen (rentegedeelte)</i> . .	1	61	32.04	47	73	—	2,4	—	—	—	—	—
Sociétés d'habitations agréées. — <i>Erkende maatschappijen voor volkswoningen</i> . . . . .	2	61	81.01	47	04	—	—	1,9	—	—	—	—
Amortissement de la partie capital des annuités. — <i>Aflassing van het kapitaalgedeelte in de annuiteiten</i> .	2	61	81.05	47	16	—	1,3	—	—	—	—	—
08. Dotations : — <i>Dotaties</i> : Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale (FEERR). — <i>Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversie (FEERR)</i> . . . . .	2	61	61.06	48	34	F	335,0	500,0	1 343,0	—	—	—
Programme AIRBUS A-310. — <i>AIRBUS A-310-programma</i> . .	2	61	61.10	48	46	F	—	153,7	—	—	—	—
							Totaux. — Totalen.	339,4	656,3 (0,5)	1 343,1	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

## COMMENTAIRE

Le programme doit permettre la couverture des engagements de l'Etat résultant de l'octroi de la garantie, notamment dans le cadre des lois d'expansion économique.

**Art. 12.34. — Crédit de prévision destiné à couvrir les frais de gestion de la Société nationale de Crédit à l'Industrie résultant de l'octroi par l'Etat de certains crédits aux charbonnages.**

Divers charbonnages sont bénéficiaires de crédits octroyés par l'Etat dans le cadre de l'aide « Marshall ». Ces crédits sont gérés par la Société nationale de Crédit à l'Industrie. En vertu de l'article 7 des conventions des 11 mars 1950 et 30 janvier 1963, les frais y relatifs sont portés directement en déduction des versements effectués par la S.N.C.I. du chef des paiements en principal et intérêts.

Sur base des éléments actuellement disponibles, un crédit de 700 000 francs s'avère indispensable pour l'année 1989, afin de couvrir les frais de gestion de la S.N.C.I. pour le traitement de ces dossiers.

**Art. 32.04. — Partie intérêt des annuités à verser par l'Etat belge du fait de sa participation dans le capital de sociétés locales ou régionales de logement sociaux agréées par la Société nationale du logement.**

En vertu de la loi du 11 octobre 1919 instituant une Société nationale du logement, et du Code du logement, l'Etat a été autorisé à souscrire un quart du capital des sociétés agréées par cette société nationale.

La libération immédiate des participations de l'Etat a été effectuée conformément aux statuts des sociétés agréées.

Pour le surplus, des appels de fonds peuvent être faits par le Conseil d'administration des sociétés agréées. Les pouvoirs publics ont cependant la possibilité de libérer leur participation en 66 annuités égales calculées à 3%.

La participation de l'Etat dans le fonds social de la s.c.l. « Germinal » s'élève à 3 280 000 F. Conformément à l'article 7 des statuts, elle a été libérée à concurrence de 5%, soit 164 000 francs qui furent versés le 25 novembre 1949.

Se référant au même article 7 des statuts, la société Germinal demande à l'Etat de lui verser les annuités qu'il aurait dû payer depuis 1951!

Selon le tableau d'amortissement calculé par les soins de l'administration (cf. annexe), l'Etat serait redevable de 39 annuités représentant un capital de 1 263 623 F augmenté des intérêts s'élevant à 2 382 097 F soit un total de 3 645 720 F.

L'article 32.04 contient la partie intérêt de cette annuité.

**Art. 81.01. — Participation de l'Etat dans le capital des sociétés locales ou régionales d'habitations agréées par la Société nationale du logement.**

L'article 28 de l'arrêté royal du 10 décembre 1970, portant le Code du logement, confirmé par la loi du 2 juillet 1971, prévoit que, à la demande des fondateurs d'une société immobilière de service public en formation, l'Etat est autorisé à souscrire un quart du capital au plus.

Aucune inscription de l'Etat n'est prévue en 1989.

## COMMENTAAR

Het programma moet toelaten de verbintenissen van de Staat te dekken die voortvloeien uit de toekenning van de Staatswaarborg, onder andere in het kader van de economische expansiewetten.

**Art. 12.34. — Voorzieningskrediet bestemd om de beheerskosten van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid te dekken, voortvloeiend uit de toekenning van sommige kredieten door de Staat aan de steenkolenmijnen.**

Verscheidene steenkolenmijnen genieten kredieten die hun door de Staat worden toegekend in het kader van de « Marshall »-hulp. Deze kredieten worden beheerd door de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. Krachtens artikel 7 van de overeenkomsten van 11 maart 1950 en 30 januari 1963, werden de daarop betrekking hebbende kosten tot dusver rechtstreeks in mindering gebracht van de stortingen die door de N.M.K.N. worden verricht uit hoofde van betalingen in hoofdsom en interessen.

Op basis van de actuele beschikbare gegevens blijkt dat voor 1989 een krediet van 700 000 frank nodig is om de beheerskosten van de N.M.K.N. te dekken voor de behandeling van deze dossiers.

**Art. 32.04. — Rentegedeelte in de annuïteiten te storten op de participatie van de Belgische Staat in het kapitaal van de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor volkswoningen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.**

Ingevolge de wet van 11 oktober 1919 houdende inrichting van een Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, en de Huisvestingscode, werd de Staat gemachtigd in te schrijven op een kwart van het kapitaal van de erkende vennootschappen van deze nationale maatschappij.

De onmiddellijke storting van de Staatsparticipatie werd ver richt overeenkomstig de statuten van de erkende vennootschappen.

De storting van de rest kan worden opgevraagd door de Raad van bestuur van de erkende vennootschappen. De openbare besturen kunnen evenwel hun deelneming volstorten in 66 gelijke annuïteiten, berekend aan 3%.

De Staatsparticipatie in het maatschappelijk kapitaal van de coöperatieve huurdersvereniging Germinal bedraagt 3 280 000 F. Overeenkomstig artikel 7 van de statuten werd 5% erop gestort, te weten 164 000 frank op datum van 25 november 1949.

Onder verwijzing naar hetzelfde artikel 7 vraagt de vennootschap Germinal aan de Staat van haar de annuïteiten te storten die hij sedert 1951 had moeten betalen.

Volgens de door de administratie berekende aflossingstabell is de Staat 39 annuïteiten verschuldigd, namelijk 1 263 623 frank als kapitaal, vermeerderd met 2 382 097 F als interest, dat is in totaal 3 645 720 F.

Het artikel 32.04 bevat het interestgedeelte van de annuïteit.

**Art. 81.01. — Deelneming van de Staat in het kapitaal van de plaatselijke of gewestelijke vennootschappen voor volkswoningen, erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.**

Artikel 28 van het koninklijk besluit van 10 december 1970, houdende de Huisvestingscode, bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971, bepaalt dat op verzoek van de oprichters van een nieuwe bouwmaatschappij tot algemeen nut, de Staat gerechtigd is om ten hoogste 1/4 op het kapitaal in te schrijven.

Voor 1989 wordt geen intekening van de Staat in het vooruitzicht gesteld.

**Art. 81.03. — Participation de l'Etat au fonds social de la Société nationale d'investissement.**

L'article 81.03 prévoit dans l'exécution de la loi du 2 avril 1962, A.R. du 17 octobre 1968, loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, lois du 29 mai 1975, du 30 mars 1976, du 4 août 1978 et du 25 janvier 1984.

Le capital de la Société nationale d'investissement a été augmenté à diverses reprises en vertu des dispositions légales ci-dessus, lesquelles prévoient l'octroi par l'Etat de sa garantie de bonne fin auxdites augmentations (capital de la S.N.I. au 31.12.1987 : 14 milliards).

La participation de l'Etat au capital de la S.N.I. s'élève à 11 520 929 000 de francs. Elle est libérée à concurrence de 8 595 929 000 de francs. Le solde restant dû par l'Etat s'élève donc à 2 925 000 000 de francs.

Suite au plan d'assainissement du Gouvernement décidé en Conseil de Gouvernement du 23 mai 1986, aucun crédit n'a été prévu pour les exercices budgétaires 1986 et 1987.

Cette décision a été confirmée pour l'exercice 1988. Elle le sera vraisemblablement aussi pour 1989. Aucun crédit n'est donc sollicité. L'article reste ouvert «pour mémoire».

**Art. 81.04. — Participation de l'Etat au fonds social de la Caisse nationale de crédit professionnel.**

L'article budgétaire 81.04 prévoit l'exécution de l'article 35 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Par la loi du 4 août 1978, la souscription de l'Etat au fonds social de la C.N.C.P. a été portée de 600 millions à 1,9 milliard de francs dont

a) 600 millions sont déjà libérés :

b) 1,3 milliard sera libéré par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres au moyen de tranches de 100 millions de francs chacune.

Jusqu'à présent, cinq tranches de 100 millions autorisées par les A.R. des 24 août 1979, 27 mai 1981, 8 février 1983 et 3 juin 1985, ont été versées à la C.N.C.P.

Suite au plan d'assainissement du Gouvernement décidé en Conseil de Gouvernement le 23 mai 1986, aucun crédit n'a été prévu pour les exercices budgétaires 1986 et 1987.

Cette décision a été confirmée pour l'exercice 1988. Elle le sera vraisemblablement aussi pour 1989.

Aucun crédit n'est donc sollicité. L'article reste ouvert «pour mémoire».

**Art. 81.05. — Amortissement de la partie capital des annuités à verser par l'Etat belge du fait de sa participation dans le capital de Sociétés locales ou régionales de logement sociaux agréées par la Société nationale du logement.**

En vertu de la loi du 11 octobre 1919 instituant une Société nationale du logement, et du Code du logement, l'Etat a été autorisé à souscrire un quart du capital des sociétés agréées par cette société nationale.

La libération immédiate des participations de l'Etat a été effectuée conformément aux statuts des sociétés agréées.

Pour le surplus, des appels de fonds peuvent être faits par le Conseil d'administration des sociétés agréées. Les pouvoirs publics ont cependant la possibilité de libérer leur participation en 66 annuités égales calculées à 3%.

La participation de l'Etat dans le fonds social de la s.c.l. «GERMINAL» s'élève à 3 280 000 francs. Conformément à l'article 7 des statuts, elle a été libérée à concurrence de 5%, soit 164 000 francs qui furent versés le 25 novembre 1949.

Se référant au même article 7 des statuts, la société Germinal demande à l'Etat de lui verser les annuités qu'il aurait dû payer depuis 1951.

Selon le tableau d'amortissement calculé par les soins de l'administration, l'Etat serait redébiteur de 39 annuités représentant un capital de 1 263 623 francs augmenté des intérêts s'élevant à 2 382 097 francs, soit un total de 3 645 720 francs.

L'article 81.05 contient la partie capital de l'annuité.

**Art. 81.03. — Deelneming van de Staat in het maatschappelijk fonds van de Nationale Investeringmaatschappij.**

Artikel 81.03 voorziet in de uitvoering van de wet van 2 april 1962, K.B. van 17 oktober 1968, wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, wetten van 29 mei 1975, 30 maart 1976, 4 augustus 1978 en 25 januari 1984.

Het kapitaal van de Nationale Investeringmaatschappij werd verschillende malen verhoogd krachtens bovenvermelde wettelijke bepalingen, welke de Staatswaarborg voor de goede afloop van deze verhogingen voorzien (kapitaal van de N.I.M. op 31.12.1987 : 14 miljard).

De deelneming van de Staat in het kapitaal van de N.I.M. bedraagt 11 520 929 000 frank. Daarop zijn 8 595 929 000 frank gestort. Het door de Staat verschuldigde saldo bedraagt dus 2 925 000 000 frank.

Tengevolge van het saneringsplan van de Regering, aangenomen in de Regeringsraad van 23 mei 1986, werd geen enkel krediet uitgetrokken voor de begrotingsjaren 1986 en 1987.

Deze beslissing werd bevestigd voor het begrotingsjaar 1988. Dit zal waarschijnlijk ook het geval zijn voor 1989. Er wordt derhalve geen krediet aangevraagd. Het artikel wordt «pro memorie» behouden.

**Art. 81.04. — Deelneming van de Staat in het maatschappelijk fonds van de Nationale Kas voor Beroepskrediet.**

Het begrotingsartikel 81.04 voorziet in de uitvoering van artikel 35 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Door de wet van 4 augustus 1978 werd de inschrijving van de Staat in het maatschappelijk fonds van de N.K.B.K. van 600 miljoen op 1,9 miljard frank gebracht waarvan

a) 600 miljoen reeds zijn volgestort :

b) 1,3 miljard zal worden vrijgegeven bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit met tranches van 100 miljoen frank ieder.

Tot nog toe werden vijf tranches van 100 miljoen frank ingevolge de K.B. van 24 augustus 1979, 27 mei 1981, 8 februari 1983 en 3 juni 1985 gestort bij de N.K.B.K.

Ingevolge het besparingsplan van de Regering, beslist in de Regeringsraad van 23 mei 1986, werd geen krediet voorzien voor de begrotingsjaren 1986 en 1987.

Deze beslissing werd bevestigd voor het begrotingsjaar 1988. Dit zal waarschijnlijk ook het geval zijn voor 1989.

Er wordt derhalve geen krediet aangevraagd. Het artikel wordt « pro memorie » behouden.

**Art. 81.05. — Aflossing van het kapitaalgedeelte in de annuiteiten te storten op de participaties van de Belgische Staat in het kapitaal van de plaatselijke of gewestelijke maatschappijen voor volkswooningen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.**

Ingevolge de wet van 11 oktober 1919 houdende inrichting van een Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, en de Huisvestingscode, werd de Staat gemachtigd in te schrijven op een kwart van het kapitaal van de erkende vennootschappen van deze nationale maatschappij.

De onmiddellijke storting van de Staatsparticipatie werd ver richt overeenkomstig de statuten van de erkende vennootschappen aan 3%.

De storting van de rest kan worden opgevraagd door de Raad van bestuur van de erkende vennootschappen. De openbare besturen kunnen evenwel hun deelneming volstorten in 66 gelijke annuiteiten, berekend aan 3%.

De Staatsparticipatie in het maatschappelijk kapitaal van de coöperatieve huurdersvereniging Germinal bedraagt 3 280 000 frank. Overeenkomstig artikel 7 van de statuten werd 5% erop gestort, te weten 164 000 F op datum van 25 november 1949.

Onder verwijzing naar hetzelfde artikel 7 vraagt de vennootschap Germinal aan de Staat om haar de annuiteiten te storten die hij sedert 1951 had moeten betalen.

Volgens de door de administratie berekende aflossingstabell is de Staat 39 annuiteiten verschuldigd, namelijk 1 263 623 frank als kapitaal, vermeerderd met 2 382 097 frank als interest, dat is in totaal 3 645 720 frank.

Het artikel 81.05 bevat het kapitaalgedeelte van de annuiteit.

*Art. 61.06. — Transfert au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (art. 60.01.A) et au fonds destiné à permettre au Trésor de faire face à toutes les dépenses découlant de l'octroi de la garantie de l'Etat à des opérations réalisées en application de diverses lois à l'exclusion des lois d'expansion économique (art. 60.06.A) : substitutions aux débiteurs défaillants et acquisitions d'immeubles.*

Ce crédit de prévision doit permettre au Trésor :

- de faire face aux appels à la garantie de bonne fin de l'Etat attachée à des crédits consentis en application des lois citées au programme justificatif des fonds 60.01.A et 60.06.A du Titre IV, section particulière, du présent budget;
- d'acquérir des biens donnés en garantie; ces acquisitions sont faites dans le but d'éviter que les biens hypothéqués ne soient adjugés à un tiers à vil prix; ces biens seront revendus dès que possible.

Les opérations de crédit, assorties de la garantie de l'Etat, conclues dans le cadre des lois énoncées au programme justificatif des fonds 60.01.A et 60.06.A et qui sont soit dénoncées soit pour lesquelles il existe des indications concernant une défaillance vraisemblable des débiteurs pour l'année budgétaire 1987 restent encore importantes. L'intervention de l'Etat peut être évaluée à 500 millions de francs (fonds 60.01.A).

*Art. 61.10. — Crédit à verser à l'article 60.01.A de la section particulière de ce budget pour permettre à l'Etat d'exécuter ses engagements dans le cadre des programmes AIRBUS.*

En application du protocole d'accord entre le Gouvernement national et les Exécutifs régionaux, l'Etat est autorisé à supporter une partie des coûts qui pourraient résulter, pour la participation belge aux programmes AIRBUS, des risques de variation de change entre le franc belge et le dollar U.S. et d'évolution divergente entre les indices de prix belge et américain, ainsi que les frais liés à la gestion de ces risques par la S.N.C.I.

Pour le programme A310, les coûts précités sont limités aux risques de variation de change et sont pris en charge par le département des Finances. Pour les programmes A330 et A340, les coûts sont relatifs aux risques de variation de change et d'évolution divergente des indices de prix et sont pris en charge pour moitié par le département des Finances et pour moitié par le département des Affaires économiques (sauf décision contraire ultérieure).

Aux fins précitées, un crédit est prévu à l'article 61.10 au Titre II et un Fonds est repris à la section particulière — Titre IV — article 60.10.A du budget du département des Finances.

Dans le cadre de l'aide des pouvoirs publics à une participation belge aux nouveaux programmes AIRBUS A330 et A340, il a notamment été prévu (protocole d'accord entre le Gouvernement national et les Exécutifs régionaux) que les risques de variation de change entre le dollar et le franc belge et d'évolution divergente des indices de prix américain et belge seraient partiellement à charge de l'Etat, à savoir, du Ministère des Finances et du Ministère des Affaires économiques, chacun pour moitié.

Le mécanisme d'intervention de l'Etat prévu pour les programmes précités s'appliquera également au programme A310 déjà en cours, à l'exclusion de la couverture du risque d'évolution divergente des indices de prix. Pour ce programme A310, les charges de l'Etat seront uniquement supportées par le budget du Ministère des Finances, tout au moins dans un premier temps. Quant au programme A320, également en cours, les pouvoirs publics n'ont encore pris aucun engagement envers les industriels, notamment quant à une couverture du risque de change.

Pour les programmes A330 et A340, les premières livraisons ne devraient avoir lieu que vers les années 1991-1992. Aucune répercussion budgétaire n'est donc attendue avant ces années.

Par contre, en ce qui concerne l'A310, la garantie de change contractée par BELAIRBUS (S.A. représentant les industriels participant aux programmes AIRBUS) n'existe plus depuis le mois de septembre 1987 et donc, depuis ce mois, le mécanisme

*Art. 61.06. — Overdracht naar het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (art. 60.01.A) en naar het Fonds bestemd om de Schatkist in staat te stellen het hoofd te bieden aan alle uitgaven voortvloeiend uit de toekenning van de Staatswaarborg aan verrichtingen in toepassing van verschillende wetten met uitzondering van de wetten op de economische expansie (art. 60.06.A) : indeplaatsstellingen van de in gebreke gestelde debiteuren en aankoop van onroerende goederen.*

Dit voorzieningskrediet moet de Schatkist toelaten :

- het hoofd te bieden aan het beroep op de staatswaarborg, voor goede afloop verleend aan kredieten toegestaan in toepassing van de wetten opgenomen in het verantwoordingsprogramma van de fondsen 60.01.A en 60.06.A van Titel IV, afzonderlijke sectie, van de huidige begroting;
- de als waarborg gegeven goederen te verwerven. Deze aankopen gebeuren om te vermijden dat de gehypothekeerde goederen voor een te lage prijs aan derden zouden worden toegewezen; deze goederen zullen zo spoedig mogelijk wederverkocht worden.

De kredietverrichtingen met staatswaarborg, afgesloten in het kader van de wetten opgesomd in de verantwoording van de fondsen 60.01.A en 60.06.A en die ofwel opgezegd werden of waarvoor er aanwijzingen zijn dat de debiteuren waarschijnlijk in gebreke zullen blijven in het begrotingsjaar 1987, blijven nog aanzienlijk. De tussentijd van de Staat kan geraamd worden op 500 miljoen frank (fonds 60.01.A).

*Art. 61.10. — Krediet te storten op artikel 60.10.A van de afzonderlijke sectie van deze begroting teneinde de Staat toe te laten zijn verbintenissen in het kader van de AIRBUS-programma's na te leven.*

In toepassing van het protocol van akkoord tussen de nationale Regering en de gewestelijke Executieven is het de Staat toegestaan een gedeelte van de kosten ten laste te nemen die in het kader van de Belgische deelneming aan de AIRBUS-programma's kunnen voortvloeien uit het risico van wisselkoersschommelingen tussen de Belgische frank en de Amerikaanse dollar, en van de afwijkende evolutie tussen de Belgische en Amerikaanse prijsindexen, evenals de kosten verbonden aan het beheer van deze risico's dat aan de N.M.K.N. is toevertrouwd.

Voor het programma A310 zijn de hoger vermelde kosten beperkt tot de risico's verbonden aan de wisselkoersschommelingen en worden zij door het departement van Financiën ten laste genomen. Voor de programma's A330 en A340 worden de kosten verbonden aan wisselkoersrisico's en de risico's van afwijkende prijsindexen voor de helft door het departement van Financiën en voor de helft door het departement van Economische Zaken ten laste genomen (behoudens een latere andersluidende beslissing).

Met dit doel wordt een krediet voorzien op artikel 61.10 van Titel II en wordt een Fonds geopend in de Afzonderlijke sectie — Titel IV — artikel 60.10.A. van de begroting van het departement van Financiën.

In het kader van de steun van de overheid aan een Belgische deelname aan de nieuwe AIRBUS-programma's A330 en A340 werd voorzien (protocol van akkoord tussen de nationale Regering en de gewestelijke Executieven) dat het risico inzake wisselkoersschommelingen tussen de dollar en de Belgische frank en inzake een afwijkende evolutie van de Amerikaanse en Belgische prijsindexen, gedeeltelijk ten laste van de Staat zullen vallen, met name van het Ministerie van Financiën en van het Ministerie van Economische Zaken, elk voor de helft.

Het mechanisme van staatstussenkomst in voormelde programma's, zal ook van toepassing zijn op het reeds lopende programma A310, met uitsluiting echter van de dekking van het risico van de afwijkende evolutie van de prijsindexen. De lasten van de Staat voor het programma A310 zullen uitsluitend door de begroting van het Ministerie van Financiën gedragen worden, althans in een eerste periode. Voor het programma A320, dat eveneens reeds loopt, heeft de overheid nog geen enkele verbintenis aangegaan tegenover de bedrijven, in het bijzonder wat een eventuele dekking van het wisselkoersrisico betreft.

De eerste leveringen in het kader van de programma's A330 en A340 zouden pas in 1991-1992 plaatshebben. Eerder valt dus geen enkele budgettaire weerslag te verwachten.

Voor het programma A310 daarentegen bestaat de wisselkoersgarantie die werd aangegaan met BELAIRBUS (de N.V. die aan de AIRBUS-programma's deelnemende bedrijven vertegenwoordigt) niet meer sinds september 1987; bijgevolg is sedertdien

prévu dans le protocole d'accord Gouvernement-Exécutifs doit être appliquée.

Le cours garanti pour le programme A310 est de FB. 55,20 pour un dollar. Toutefois, l'intervention de l'Etat ne s'applique qu'après déduction d'une franchise de 10% (5% à charge des industriels et 5% à charge des Régions), soit en-dessous d'un cours de FB. 49,68. Depuis septembre 1987, le cours du dollar s'est constamment situé en-dessous de ce niveau. Pour la période allant de cette date à fin 1988, un montant de ± F 153,7 millions était dû par l'Etat.

La S.N.C.I. a été chargée de la gestion des risques précités. A cette fin, elle tient dans ses livres un compte courant au nom de l'Etat. Les sommes portées à ce compte sont génératrices d'intérêts débiteurs et d'intérêts créditeurs. Les frais liés à la gestion par la S.N.C.I. de ces risques sont couverts par la marge entre les taux débiteurs et les taux créditeurs.

Pour l'année 1989, aucun crédit budgétaire n'est sollicité à l'article 61.10.

Les montants de charges des risques de change supportés par l'Etat, qui pour l'année 1989 pourraient être de l'ordre de F 181,5 M, peuvent éventuellement être récupérés dans le futur dans la mesure où le taux de change du dollar monterait, dans un premier temps, au-delà de F 55,20 et ensuite au-delà de F 60,72. Entretemps ces montants seront avancés par la S.N.C.I.

het mechanisme van toepassing dat werd voorzien in het protocol van akkoord Regering-Executieven.

Voor het programma A310 bedraagt de gewaarborgde wisselkoers 55,20 BF/USD. De tussenkomst van de Staat is echter slechts van toepassing na aftrek van een franchise van 10% (5% ten laste van het bedrijfsleven en 5% ten laste van de Gewesten), d.w.z. beneden een koers van 49,68 BF/USD. De koers van de dollar bevond zich sinds september 1987 voortdurend beneden dit peil. De Staat was vanaf deze datum tot eind 1988 een bedrag van ± 153,7 miljoen F verschuldigd.

De N.M.K.N. werd belast met het beheer van de hogervermelde risico's. Hiervoor heeft zij in haar boeken een lopende rekening op naam van de Staat voorzien. De bedragen die op deze rekening worden ingeschreven zullen debet- en creditinteressen voortbrengen. De kosten die verbonden zijn aan het risicobeheer door de N.M.K.N. zullen gedekt worden door het verschil tussen de debet- en creditinteressen.

Voor 1989 werd geen enkel begrotingskrediet aangevraagd op artikel 61.10.

Het bedrag ten laste van de Staat m.b.t. de wisselkoersrisico's, dat voor 1989 ongeveer 181,5 miljoen BF zou kunnen belopen, kan in de toekomst eventueel gerecupereerd worden indien de wisselkoers van de dollar in eerste instantie tot boven 55,20 F zou stijgen en daarna tot boven 60,72 F. Inmiddels worden die bedragen door de NMKN voorgeschooten.

#### Fonds 60.01.A. — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

##### Mission statutaire du Fonds :

Réalisation de la garantie de l'Etat en matière de lois d'expansion économique.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

	Montants — Bedragen	
Année 1988 : dépenses totales . . . . .	1 215,7	Jaar 1988 : totale uitgaven.
<i>Recettes 1989 :</i>		<i>Ontvangsten 1989 :</i>
Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	—	Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
Recettes budgétaires, article 61.05 . . . . .	335,0	Begrotingsontvangsten artikel 61.05.
Autres recettes . . . . .	275,0	Anderen ontvangsten.
Total recettes . . . . .	610,0	Total ontvangsten.
<i>Dépenses 1989 :</i>		<i>Uitgaven 1989 :</i>
Remboursements en principal et intérêts à charge de l'Etat . . . . .	600,0	Terugbetalingen in hoofdsom en interessen ten laste van de Staat.
Acquisition d'immeubles . . . . .	10,0	Aankoop onroerende goederen.
Total dépenses . . . . .	610,0	Total uitgaven.
Recettes moins dépenses ou nouveau solde au 31 décembre 1989 . . . . .	—	Ontvangsten min uitgaven of nieuw saldo op 31 december 1989

#### Fonds 60.06.A. — Garantie de l'Etat à des opérations de crédit.

##### Mission statutaire du Fonds :

Réalisation de la garantie de l'Etat à des opérations de crédit en application de diverses lois (à l'exclusion des lois d'expansion économique).

#### Fonds 60.06.A. — Staatswaarborg aan kredietverrichtingen.

##### Statutaire opdracht van het Fonds :

Realisatie van de staatswaarborg aan kredietverrichtingen in toepassing van diverse wetten (exclusief de wetten op de economische expansie).

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

	Montants — Bedragen	
Année 1988 : dépenses totales . . . . .	2,5	Jaar 1988 : totale uitgaven.
<i>Recettes 1989 :</i>		<i>Ontvangsten 1989 :</i>
Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	2,4	Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
Recettes budgétaires, article 61.06 . . . . .	—	Begrotingsontvangsten artikel 61.06.
Recettes autres . . . . .	0,5	Andere ontvangsten.
Total recettes . . . . .	2,9	Totalle ontvangsten.
<i>Dépenses 1989 :</i>		<i>Uitgaven 1989 :</i>
Substitutions . . . . .	2,0	Indeplaatsstellingen.
Acquisition de biens garantissant les crédits . . . . .	0,5	Aankoop van in waarborg gegeven goederen.
Total dépenses . . . . .	2,5	Totalle uitgaven.
Recettes moins dépenses ou nouveau solde au 31 décembre 1989 . . . . .	0,4	Ontvangsten min uitgaven of nieuw saldo op 31 december 1989

Fonds 60.10.A. — Fonds destiné à permettre à l'Etat d'exécuter ses engagements dans le cadre du programme AIRBUS A-310.

Fonds 60.10.A. — Fonds bestemd om de Staat toe te laten zijn verbintenissen in het kader van het programma AIRBUS A-310 na te leven.

Mission statutaire du Fonds :

Prise en charge partielle par l'Etat de risques de variation de change entre le USD et le BEF et d'évolution divergente des indices des prix américain et belge.

Statutaire opdracht van het Fonds :

Partiële ten lasteneming door de Staat van wisselkoersrisico tussen de USD en de BF en de evolutie van het verschil tussen de amerikaanse en Belgische prijsindexen.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

	Montants — Bedragen	
Année 1988 : dépenses totales . . . . .	153,7	Jaar 1988 : totale uitgaven.
<i>Recettes 1989 :</i>		<i>Ontvangsten 1989 :</i>
Solde reporté au 1 <sup>er</sup> janvier 1989 . . . . .	—	Overgedragen saldo op 1 januari 1989.
Recettes budgétaires, article 61.10 . . . . .	—	Begrotingsontvangsten artikel 61.10.
Autres recettes . . . . .	—	Andere ontvangsten.
Total recettes . . . . .	—	Totalle ontvangsten.
<i>Dépenses 1989 :</i>		<i>Uitgaven 1989 :</i>
Remboursements en principal et intérêts à charge de l'Etat . . . . .	—	Terugbetalingen in hoofdsom en interesten ten laste van de Staat.
Acquisition d'immeubles . . . . .	—	Aankoop onroerende goederen.
Total dépenses . . . . .	—	Totalle uitgaven.
Recettes moins dépenses ou nouveau solde au 31 décembre 1989 . . . . .	—	Ontvangsten min uitgaven of nieuw saldo op 31 december 1989

## 62. Administration des pensions

### MISSIONS

L'Administration des pensions est chargée en premier lieu de l'examen des demandes de pensions de retraite ou de survie civiles, religieuses, militaires ou coloniales à charge du Trésor.

Ces services traitent également les dossiers consacrés aux pensions militaires d'invalidité et aux pensions de réparation, aux rentes de combattant, de captivité et de mobilisé, ainsi qu'aux rentes attachées aux ordres nationaux.

## 62. Administratie der pensioenen

### OPDRACHTEN

De Administratie der pensioenen is in de eerste plaats belast met het onderzoek van aanvragen tot het bekomen van een burgerlijk, kerkelijk, militair of koloniaal rust- en overlevingspensioen ten laste van de Schatkist.

Daarnaast behandelen deze diensten de dossiers in verband met militaire invaliditeits- en vergoedingspensioenen, strijders-, gevangenschaps- en mobilisatierenten, evenals renten betreffende de nationale orden.

L'Administration des pensions intervient aussi dans l'octroi de cartes de réduction et de priorité au profit des invalides de guerre ou dans l'allocation de rentes pour accidents du travail ou sur le chemin du travail.

Elle examine les cas de cumul d'une pension avec un traitement à charge du Trésor et assure le secrétariat de diverses commissions de pensions.

Les allocations de base attribuées à cette division organique représentent exclusivement des moyens de subsistance.

Verder komt de Administratie der pensioenen tussen voor het verlenen van verminderingen- en voorrangkaarten ten behoeve van oorlogsinvaliden, of bij toekenning van renten voor ongevalen op het werk of op weg van en naar het werk.

Zij onderzoekt de problemen inzake cumulatie van een pension met een wedde ten laste van de Schatkist en neemt het secretariaat waar van diverse pensioencommissies.

De organisatie-afdeling bevat uitsluitend basistoelagen als bestaansmiddelen.

## 62/0 - SUBSISTANCE

## 62/0 - BESTAANSMIDDELEN

Moyens en personnel	1989	1988	1987	Bezetting in personeel
Organique . . . . .	490	500	508	Organiek.
Non organique . . . . .	38	21	37	Niet-organiek.
Total . . . . .	528	521	545	Totaal.

Moyens budgétaires — Begrotingsmiddelen	Tit.	Sect.	Art.	Lit.	C.D.	R I F P	(En millions de francs — In miljoenen frank)					
							C.N.D.+C.O. — N.G.K.+O.K.			C.E. — V.K.		
							1989	1988	1987	1989	1988	1987
<b>01. Personnel : — Personnel :</b> Rémunérations du personnel de l'Etat. — <i>Bezoldigingen van het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	62	11.03	01	56	—	396,6	390,0	383,6	—	—	—
Allocations au personnel de l'Etat. — <i>Toelagen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	62	11.04	01	59	—	0,2	0,2	0,1	—	—	—
<b>02. Biens et services : — Goederen en diensten :</b> Honoriaires des avocats, médecins. — <i>Erelenen van advocaten, geneesheren</i> . . . . .	1	62	12.01	02	60	—	2,2	4,6	1,5	—	—	—
Fournitures courantes. — <i>Lopende leveringen</i> . . . . .	1	62	12.02	02	63	—	51,6	45,4	44,3	—	—	—
Indemnités au personnel de l'Etat. — <i>Vergoedingen aan het Rijkspersoneel</i> . . . . .	1	62	12.05	02	72	—	3,7	3,3	3,4	—	—	—
Fournitures extraordinaires. — <i>Buitengewone leveringen</i> . . . . .	1	62	12.07	02	78	—	—	0,4	—	—	—	—
<b>03. Installations : — Installaties :</b> Energie. — <i>Energie</i> . . . . .	1	62	12.03	03	67	—	13,2	11,2	10,0	—	—	—
Loyer des biens immobiliers. — <i>Huur van onroerende goederen</i> . . . . .	1	62	12.06	03	76	—	47,2	47,8	33,2	—	—	—
<b>04. Informatique. — Informatica :</b> Centre de traitement de l'information. — <i>Centrum voor informatieverwerking</i> . . . . .	1	62	12.28	04	46	—	35,3	1,2	0,9	—	—	—
<b>06. Equipement : — Uitrusting :</b> Machines, mobilier, matériel. — <i>Machines, meubilair, materieel</i> . .	2	62	74.01	06	24	I	8,9	2,1	2,1	—	—	—
<b>Totaux. — Totalen.</b>							558,9	506,2	479,1	—	—	—

Légende : voir tableau 01/0, page 45.

Legende : zie tabel 01/0, blz. 45.

**C. – JUSTIFICATIONS GLOBALES  
AFFERENTES  
A DES ARTICLES COMMUNS**

Art. 11.03. – *Rémunérations du personnel*

(En millions de francs)

**C. – GLOBALE VERANTWOORDING  
BETREFFENDE  
DE GEMEENSCHAPPELIJKE ARTIKELEN**

Art. 11.03. – *Bezoldigingen van het personeel*

(In miljoenen frank)

	1989	1988 Ajusté – Aangepast	1987		
			Engage- ments – Vastleg- gingen	Ordonnan- cements – Ordonnan- ceringen	
<i>Salaire proprement dit . . . . .</i>	23 878,6	23 511,7		23 719,6	<i>Eigenlijk loon</i>
dont :					waarvan :
– retenues veuves et orphelins . . . . .	1 570,1	1 551,3		1 559,6	– afhoudingen weduwen en wezen.
– retenues sécurité sociale . . . . .	879,9	869,4		874,0	– werknemersbijdragen sociale zekerheid.
<i>Décomposition :</i>					<i>Samenstelling :</i>
Traitements barémiques . . . . .	20 552,5	20 471,0		20 784,5	Baremabezoldigingen.
Promotions de grade et augmentations barémiques . . . . .	501,0	147,3		176,8	Bevordering in graad en weddeverhogen.
Programmation sociale 1987/1988 . . . . .	316,2	139,7		5,6	Sociale programmatie 1987/1988.
Recrutements . . . . .	155,6	102,9		139,0	Aanwervingen.
Chômeurs . . . . .	( <sup>1</sup> ) (286,5)	( <sup>1</sup> ) (280,9)		( <sup>1</sup> ) (233,9)	Werklozen.
Plan de redressement . . . . .	P.M.	P.M.		P.M.	Herstelplan.
Allocation de fin d'année . . . . .	817,3	801,3		824,3	Eindejaarstoelage.
Prime de décalage . . . . .	–	–		–	Overbruggingspremie.
Réduction pour départs et mises à la pension . . . . .	-1 088,9	-340,3		-408,3	Vermindering wegens uitdiensttredingen en oppensioeninstellingen.
Majoration index . . . . .	2 123,0	1 697,7		1 705,6	Verhoging index.
Allocations pour fonctions supérieures et spéciales . . . . .	60,8	60,8		60,8	Toelagen voor de uitoefening van hogere en bijzondere functies.
Allocations de foyer et de résidence . . . . .	133,4	133,4		133,4	Haard- en standplaattoelagen.
Réduction de 0,50 % (jours de carence) . . . . .	–	–		–	Vermindering 0,50 % (carensdagen).
Majoration index . . . . .	307,7	297,9		297,9	Verhoging index.
Totaux . . . . .	23 878,6	23 511,7		23 719,6	Totalen.
<i>Allocations directes . . . . .</i>	1 910,4	1 765,4		1 790,6	<i>Directe toelagen.</i>
<i>Décomposition :</i>					<i>Samenstelling :</i>
Pécule de vacances . . . . .	908,7	783,4		808,6	Verlofgeld.
Allocations familiales . . . . .	649,7	649,7		649,7	Kinderbijslagen.
Retenue forfaitaire aux allocations familiales	-27,1	-27,1		-27,1	Forfaitaire aftrek op de kinderbijslagen
Indemnité de naissance . . . . .	7,2	7,2		7,2	Geboortetoelagen.
Indemnités pour frais de dernière maladie et de funérailles . . . . .	1,6	1,6		1,6	Vergoedingen voor laatste ziekte- en begrafenislasten.
Indemnités pour accidents du travail . . . . .	0,1	0,1		0,1	Vergoedingen voor arbeidsongevallen.
Majoration index . . . . .	370,2	350,5		350,5	Verhoging index.
Totaux . . . . .	1 910,4	1 765,4		1 790,6	Totalen.
<i>Contributions patronales :</i>					<i>Werkgeversbijdragen :</i>
– aux assurances sociales . . . . .	1 011,0	991,4		995,9	– aan sociale verzekeringen.
Totaux généraux . . . . .	26 800,0	26 350,0		26 506,1	Algemene totalen.

(<sup>1</sup>) Coût compensé par l'accroissement du travail à temps partiel et par les crédits libérés par les agents en interruption volontaire de carrière.

(<sup>1</sup>) Kost gecompenseerd door de aangroei van de deeltijdse arbeid en door de kredieten vrijgemaakt door de personeelsleden in vrijwillige beroepsloopbaanonderbreking.

Art. 11.04. — *Allocations généralement quelconques au personnel de l'Etat.*

Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

Nature des dépenses		Aard der uitgaven
A. Indemnités, jetons de présence aux membres du jury de concours, d'exams professionnels ou linguistiques et de commissions . . . . .	2,8	A. Vergoedingen, presentiegelden aan juryleden voor vergelijkende, beroeps- of taalexamens en aan commissieleden.
B. Indemnités pour travaux supplémentaires ou prestations spéciales . . . . .	422,4	B. Vergoedingen voor overwerk of bijzondere prestaties.
C. Allocations accordées aux agents de l'Administration du chef de la rédaction de procès-verbaux; allocations autres aux dits agents; dépenses exposées en vue de l'établissement et du recouvrement des impôts directs et taxes assimilées, ainsi que des taxes provinciales . . . . .	140,4	C. Toelagen toegekend aan de personeelsleden van de Administratie wegens het opstellen van processenverbaal; andere toelagen toegekend aan bedoelde personeelsleden; uitgaven gedaan met het oog op de vestiging en de invordering van de directe belastingen en gelijkgestelde belastingen alsmede van de provinciale belastingen.
D. Allocations de toute nature accordées pour la délivrance d'extraits cadastraux, pour la transcription des mutations cadastrales, pour le renouvellement des documents cadastraux et pour travaux divers effectués en prestations supplémentaires . . . . .	—	D. Toelagen van alle aard voor de aflevering van kadastrale uittreksels, voor overschrijving van kadastrale mutaties, voor de vernieuwing van kadastrale bescheiden en voor diverse werkzaamheden verricht als extra prestaties.
E. Allocations de toute nature accordées soit annuellement, soit à l'occasion de chaque affaire aux agents des administrations de l'Etat qui se sont distingués dans la recherche de la fraude fiscale; indemnité compensatoire de contentieux allouée aux vérificateurs détachés du service actif ainsi qu'aux vérificateurs et inspecteurs de direction . . . . .	17,9	E. Toelagen van alle aard verleend hetzij jaarlijks, hetzij bij gelegenheid van elke zaak, aan personeelsleden der Staatsbesturen die zich onderscheiden hebben bij de opsporing van fiscale fraude; compensatievergoeding verleend aan de uit actieve dienst gedetacheerde verificateurs alsmede aan de directieverificateurs en -inspecteurs.
F. Allocations de caisse et de débit de timbres fiscaux . . . . .	2,1	F. Kastoelagen en toelagen voor de verkoop van fiscale zegels.
G. Allocations pour la conduite d'un véhicule automobile . . . . .	8,8	G. Toelagen voor het besturen van een autovoertuig.
H. Indemnité de promotion sociale . . . . .	0,1	H. Vergoeding voor sociale promotie.
I. Allocations pour la fixation des quotes-parts de revenus cadastraux, à exécuter en prestations extraordinaires sur la base des prescriptions de l'article 4, § 3, de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation (ancien article 11.14) . . . . .	—	I. Toelagen voor de vaststelling van aandelen in de kadastrale inkomens, uit te voeren in buitengewone prestaties, op grond van de bepalingen van artikel 4, § 3, van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen (oud artikel 11.14).
Total . . . . .	594,5	Totaal.

Art. 12.01. — *Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de l'Etat. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers.*

Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
A. Abonnements des avocats, honoraires imprévus, frais de déplacement, etc. . . . .	38,8	A. Abonnementen der advocaten, onvoorzienne honoraria, verplaatsingskosten, enz.
B. Honoraires des avocats chargés de la défense des intérêts de l'Etat en matière d'expropriation . . . . .	14,0	B. Honoraria der advocaten belast met de verdediging van de belangen van de Staat inzake onteigening.
C. Honoraires et débours des avocats chargés de défendre les intérêts de l'Etat dans les procès contre les inciviques . . . . .	—	C. Erelonen en uitschotten van de advocaten belast met de verdediging van de belangen van de Staat in de rechtsgedingen tegen de onwaardige burgers.
D. Honoraires des médecins . . . . .	0,9	D. Erelonen van geneesheren.

Art. 11.04. — *Alferhande toelagen aan het Rijkspersoneel.*

Verdeling van het krediet in 1989.

(In miljoenen frank)

Art. 12.01. — *Erelonen van advocaten en geneesheren. Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de Rijksdiensten behorende personen. Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden.*

Verdeling van het krediet in 1989.

(In miljoenen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
E. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales . . . . .	37,6	E. Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken.
F. Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de l'Etat . . . . .	3,4	F. Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de Rijksdiensten behorende personen.
G. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers . . . . .	137,7	G. Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden.
H. Rétribution aux experts des viandes du chef de leur intervention dans la perception de la taxe de transmission . . . . .	—	H. Bezoldiging aan de vleeskeurders uit hoofde van hun tussenkomst in de heffing van de overdracht-taks.
I. Frais d'arbitrage en matière d'évaluations contestées de revenus cadastraux . . . . .	1,0	I. Arbitragekosten voor betwiste schattingen inzake kadastrale inkomens.
J. Indemnités :		J. Vergoedingen :
a) Aux personnes étrangères à l'administration pour collaboration à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales . . . . .	11,5	a) Aan personen vreemd aan de administratie voor medewerking aan de vestiging en de invordering der provinciale belastingen.
b) Aux personnes étrangères à l'administration du chef de la rédaction des procès-verbaux . . . . .	8,5	b) Aan de personen vreemd aan de administratie wegens het opstellen van processen-verbaal.
c) Aux agents communaux chargés de collaborer au recensement des plants de tabac . . . . .	0,1	c) Aan de gemeentebeambten belast mede te werken aan de telling van de tabaksplanten.
d) Aux personnes étrangères à l'administration qui ont un mérite quelconque dans la découverte de la fraude fiscale . . . . .	0,1	d) Aan personen vreemd aan de administratie die enigerlei verdienste hebben bij de ontdekking van fiscale ontduikingen.
e) Aux organismes bancaires du chef de leur participation au débit des timbres fiscaux . . . . .	0,1	e) Aan de bankinstellingen voor hun deelneming aan de verkoop van fiscale zegels.
K. Remboursement à l'Administration des Postes des pertes de fonds pouvant résulter de sa collaboration en matière de paiement des rémunérations du personnel des services extérieurs . . . . .	0,2	K. Terugbetaling aan de Regie der Posterijen van fondsenverliezen die zouden kunnen voortvloeien uit haar medewerking bij de betaling van de bezoldiging van het personeel van de buitendiensten.
Total . . .	253,9	Totaal.

Art. 12.02. — Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration.

#### Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

Nature des dépenses	1989	Aard van de uitgaven
A. Dépenses de consommation à l'exclusion des dépenses énergétiques . . . . .	106,7	A. Verbruiksuitgaven met uitzondering van de energieuutgaven.
B. Entretien de locaux, mobilier, matériel et machines	717,5	B. Onderhoud van lokalen, meubilair, materieel en machines.
C. Produits d'entretien :		C. Onderhoudsprodukten :
— O.C.F. . . . .	8,4	— C.B.;
— Petites dépenses . . . . .	13,9	— Kleine uitgaven.
D. Frais de bureau (¹) . . . . .	1 747,2	D. Kantoorkosten (¹).
E. Transport . . . . .	19,3	E. Vervoer.
F. Impôts, rétributions et autres dépenses administratives . . . . .	34,3	F. Belastingen, retributies en andere bestuursuitgaven.
G. Publications du département . . . . .	37,3	G. Publikaties van het departement.
H. Habillement . . . . .	5,5	H. Kleding.
I. Formation professionnelle . . . . .	29,0	I. Beroepsopleiding.
Total . . .	2 719,1	Totaal.

Art. 12.02. — Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. — Leveringen van goederen en diensten : kantoorkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven.

#### Verdeling van het krediet in 1989.

(In miljoenen frank)

(¹) Voir détail au tableau II (frais de bureau).

(¹) Zie detail in tabel II (kantoorkosten).

## Détail frais de bureau.

## Detail van de kantoorkosten.

## Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

## Verdeling van het krediet in 1989.

(In miljoenen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard van de uitgaven
a) Affranchissement de correspondance . . . . .	842,2	a) Frankering van brieven.
b) Télégrammes et téléphone . . . . .	207,4	b) Telegrammen en telefoon.
c) Acquisition d'ouvrages, de publications et de journaux	26,7	c) Aanschaffen van werken, publikaties en dagbladen.
d) Matériel, fournitures de bureau, papier, impression, reliures :		d) Materieel, kantoorbehoeften, papier, drukwerk, inbindingen :
— O.C.F. . . . .	443,7	— C.B.B.;
— Petites dépenses . . . . .	178,0	— Kleine uitgaven.
e) Location de biens meubles à l'exclusion d'installations mécanographiques :		e) Huur van roerende goederen met uitsluiting van de mechanografische installaties :
— O.C.F. . . . .	1,4	— C.B.B.;
— Autres . . . . .	47,8	— Andere.
Total . . .	1 747,2	Totaal.

Art. 12.03. — Dépenses de consommation énergétique : mazout, gaz, essence, électricité, charbon.

Art. 12.03. — Uitgaven voor energieverbruik: stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen.

## Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

## Verdeling van het krediet in 1989.

(In miljoenen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard van de uitgaven
1. Mazout . . . . .	68,6	1. Stookolie.
2. Gaz . . . . .	109,9	2. Gas.
3. Essence . . . . .	21,2	3. Benzine.
4. Mazout de transport . . . . .	0,6	4. Stookolie vervoer.
5. Electricité . . . . .	316,6	5. Elektriciteit.
6. Charbon . . . . .	2,0	6. Kolen.
7. Vapeur . . . . .	7,2	7. Stoom.
8. Divers — Frais d'exploitation et frais communs . . .	14,0	8. Diversen — Exploitatiekosten en gemeenschappelijke kosten.
Total . . .	540,1	Totaal.

La diminution du crédit traduit la baisse des prix des produits énergétiques.

De daling van het krediet vertaalt de daling van de energieprijzen.

Nature — Aard	1989		1988 Ajusté — Aangepast		1987		1986 Réalisations — Verwezenlijkingen	
	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag
	L		L		L		L	
Mazout: — Stookolie :								
L . . . . .	11 827 586		12 161 290		12 967 742		12 464 528	
Crédits. — Kredieten . . .		68 600 000		75 400 000		80 400 000		94 730 413
P.U. — E.P. . . . .	5,80		6,20		6,20		7,60	
Gaz: — Gas:								
M <sup>3</sup> . . . . .	12 348 315		14 285 714		15 238 095		13 618 675	
Crédits. — Kredieten . . .		109 900 000		120 000 000		128 000 000		134 552 509
P.U. — E.P. . . . .	8,90		8,40		8,40		9,88	
Essence: — Benzine:								
L . . . . .	1 034 146		1 154 894		1 282 553		1 301 362	
Crédits. — Kredieten . . .		21 200 000		27 140 000		30 140 000		31 753 233
P.U. — E.P. . . . .	20,50		23,50		23,50		24,40	

Nature — Aard	1989		1988 Ajusté — Aangepast		1987		1986 Réalisations — Verwezenlijkingen	
	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag	Quantité — Hoeveelheid	Montant — Bedrag
Mazout de transport: —								
<i>Stookolie vervoer:</i>								
L. . . . .	46 512		47 658		47.658		14.068	
Crédits. — Kredieten . . . . .		600 000		753 000		753 000		244 783
P.U. — E.P. . . . .	12,90		15,80		15,80		17,40	
Electricité: — <i>Elektriciteit:</i>								
Kw/h . . . . .	60 651 341		56 792 237		59 417 006		60 801 770	
Crédits. — Kredieten . . . . .		316 600 000		307 246 000		321 446 000		331 977 664
P.U. — E.P. . . . .	5,22		5,41		5,41		5,46	
Charbon: — <i>Kolen</i>								
T. . . . .	222		284		284		498	
Crédits. — Kredieten . . . . .		2 000 000		3 069 000		3 069 000		4 641 398
P.U. — E.P. . . . .	9 000		10 800		10 800		9 320	
Vapeur: — <i>Stoom:</i>								
Crédits. — Kredieten . . . . .		7 200 000		6 292 000		6 292 000		3 700 000
Divers: — <i>Diversen:</i>								
Crédits. — Kredieten . . . . .		14 000 000						
Totaux crédits et réalisations.								
— <i>Totalen kredieten en verwezenlijkingen</i> . . . . .		540 100 000		539 900 000		570 100 000		601 600 000

Art. 12.05. — Indemnités généralement quelconques au personnel de l'Etat pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'Etat-employeur dans le prix des abonnements sociaux).

#### Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
A. Abonnements, titres de transport et autres frais de transport . . . . .	33,3	A. Abonnementen, vervoerbewijzen en andere vervoerkosten.
B. Indemnités kilométriques pour utilisation des autos et motos propriété des agents . . . . .	119,4	B. Kilometervergoedingen voor het gebruik van auto-voertuigen en motorvoertuigen, eigendom van de personeelsleden.
C. Frais de route et de séjour . . . . .	297,8	C. Reis- en verblijfkosten.
D. Missions à l'étranger . . . . .	10,8	D. Opdrachten in het buitenland.
E. Indemnités pour l'utilisation d'un vélo . . . . .	1,2	E. Vergoedingen voor het gebruik van een fiets.
F. Intervention abonnements sociaux . . . . .	94,3	F. Tegemoetkoming sociale abonnementen.
G. Indemnités de changement de résidence, de double ménage, de détachement hors de résidence . . . . .	18,2	G. Vergoedingen wegens standplaatsverandering, wegens dubbel huishouden en detachering buiten de standplaats.
H. Indemnités pour frais de gestion, de bureau et frais divers . . . . .	25,5	H. Vergoedingen voor beheerskosten, kantoorbehoeften en diverse kosten.
I. Indemnités pour port d'uniforme, pour usure et souillure de vêtements et autres indemnités couvrant des charges réelles . . . . .	127,8	I. Vergoedingen voor het dragen van een uniform, voor slijtage en bevuing der kledij en andere vergoedingen die werkelijke lasten dekken.
J. Indemnités pour frais de local aux titulaires des offices qui ne sont pas installés par les soins de l'administration . . . . .	0,7	J. Vergoedingen wegens lokaalkosten toe te kennen aan de titelvoerders van de kantoren die niet door toedoen van de administratie zijn ingericht.

Art. 12.05. — Allerhande vergoedingen aan het Rijkspersoneel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Staat-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen).

#### Verdeling van het krediet in 1989.

Nature des dépense .	1989	Aard der uitgaven
K. Indemnités annuelles de frais de représentation des fonctionnaires et agents des comités d'acquisitions	6,3	K. Jaarlijkse vergoedingen voor representatiekosten van de ambtenaren en personeelsleden van de aankoopcomités.
I. Dédommages au personnel de l'Etat pour dommages matériels . . . . .	1,2	I. Schadeloosstelling aan het Rijkspersoneel voor materiële schade.
Total . . .	736,5	Totaal.

Art. 12.06. — *Loyer des biens immobiliers des divers services du Département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments propriété de l'Etat ou loués par lui, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments.*

#### Répartition du crédit en 1989.

(En millions de francs)

Art. 12.06. — *Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slappende op gebouwen van het Rijk of door hem gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen.*

#### Verdeling van het krediet in 1989.

(In miljoenen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
1. Biens immobiliers en gestion propre loués à l'intervention de l'Administration des Bâtiments ou par le Département même, conformément a des dispositions légales ou réglementaires . . . . .	—	1. Onroerende goederen in eigen beheer gehuurd door bemiddeling van het Bestuur der Gebouwen of door het Departement, overeenkomstig de wets- of reglementsbeperkingen.
2. Biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location, à l'exclusion de la majoration de 1,5 % . . . . .	1 020,4	2. Onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen, met uitsluiting van de opslag van 1,5 %.
3. Majoration de 1,5 % des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location . . . . .	15,3	3. Opslag van 1,5 % op de onroerende goederen waarvan de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen.
4. Biens immobiliers appartenant à l'Etat et gérés par la Régie des Bâtiments . . . . .	554,7	4. Onroerende goederen toebehorend aan de Staat en onder beheer van de Regie der Gebouwen.
Total . . .	1 590,4	Totaal.

#### Justification :

Loyers et indemnités pour biens immobiliers :

(En millions de francs)

#### Verantwoording :

Huur en huurvergoedingen voor onroerende goederen :

(In miljoenen frank)

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
— Biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments assure la location, à l'exclusion toutefois de la majoration de 1,5%		— Onroerende goederen waarvoor de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen, met uitsluiting van de opslag van 1,5%.
1. Contrats de location en vigueur . . . . .	1 005,2	1. Lopende huurovereenkomsten.
2. Indexation des baux en cours		2. Indexering van de lopende huurovereenkomsten.
3. Demandes de location en instance de ratification auprès de la Régie des Bâtiments. . . . .	15,2	3. Huuraanvragen die eerstdaags worden goedgekeurd bij de Regie der Gebouwen.
4. Locations restant envisagées en 1987.		4. Nog te voorzien inhuringen voor 1987.
5. Prévisions pour l'année 1988.		5. Vooruitzichten voor het jaar 1988.
Total . . .	1 020,4	Totaal.
— Majoration de 1,5% des biens immobiliers dont la Régie des Bâtiments a repris la location . . . . .	15,3	— Opslag van 1,5 % op de onroerende goederen waarvoor de Regie der Gebouwen de huur heeft overgenomen.
— Biens immobiliers appartenant à l'Etat et gérés par la Régie des Bâtiments . . . . .	554,7	— Onroerende goederen toebehorend aan de Staat en onder beheer van de Regie der Gebouwen.
Total général . . .	1 590,4	Algemeen totaal.

**Art. 12.07. — Frais exceptionnels de services et d'acquisition de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.).**

Cet article concerne principalement le paiement de dépenses provoquées par le déménagement et le regroupement des services dans des centres administratifs ou des centres des Finances dans tout le pays.

A cet article appartiennent les frais de déménagement, les dédommages à la suite de dégâts et les dépenses imprévues à l'occasion de l'occupation de nouveaux locaux.

**Art. 12.28. — Crédit destiné à couvrir les dépenses à résulter de la création et du fonctionnement des centres de traitement de l'information au Ministère des Finances.**

Ce crédit couvre les dépenses résultant :

- de la location et de l'entretien du matériel et du logiciel;
- de l'achat de biens non patrimoniaux et services (tels que : rubans encreurs, supports magnétiques, pièces de rechange, etc.);
- de l'installation et de l'utilisation des réseaux de télécommunication;
- de la formation et du recyclage du personnel informatique;
- de l'assistance technique et des prestations de tiers;
- de travaux d'infrastructure en matière d'électricité et de conditionnement d'air.

L'augmentation du crédit résulte principalement des frais de fonctionnement relatifs :

- au développement, ou à la progression du développement d'un réseau de télétransmission aux Administrations des contributions directes, du cadastre et de la T.V.A., enregistrement et domaines;
- à l'extension de l'automatisation de l'Administration des pensions.

**Art. 33.01. — Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de l'Etat à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés.**

Le crédit sert au paiement des dédommages prononcés à charge de l'Etat à la suite d'accidents.

**Art. 33.02. — Pertes résultant de déficits des comptables de l'Etat ainsi que d'événements extraordinaires**

Le crédit est destiné à prévoir la mise en équilibre des comptes conformément aux arrêts de la Cour des comptes.

**Art. 74.01. — Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.**

Répartition du crédit en 1989.

**Art. 12.07. — Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingkosten, enz.).**

Het betreft hoofdzakelijk de betaling van uitgaven veroorzaakt door het verhuizen en het groeperen van diensten in administratieve centra of financiecentra over het gehele land.

Daartoe behoren zowel de verhuiskosten, de vergoedingen ingevolge huurschade alsmede tal van onvoorzien uitgaven bij het betrekken van nieuwe lokalen.

**Art. 12.28. — Krediet bestemd om de uitgaven te dekken van de oprichting en de werking van de informatieverwerkende centra van het Ministerie van Financiën.**

Dit krediet dekt de uitgaven voortvloeiend uit :

- de huur en het onderhoud van het materieel en van de programmatuur;
- de aankoop van niet-patrimoniale goederen en diensten (zoals : inktlinten, magnetische gegevensdragers, wisselstukken, enz.);
- de installatie en het gebruik van telecommunicatienetwerken;
- de vorming en de herscholing van het informaticapersoneel;
- technische bijstand en prestaties van derden;
- infrastructuurwerken i.v.m. electriciteit en luchtconditionering.

De kredietverhoging vloeit hoofdzakelijk voort uit de werkingskosten verbonden aan :

- het ontwikkelen of het voortzetten van de ontwikkeling van een teletransmissienetwerk bij de Administraties der directe belastingen, van het kadaster en van de B.T.W., registratie en domeinen;
- het uitbouwen van de automatisering bij de Administratie van de pensioenen.

**Art. 33.01. — Allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit het opnemen door de Staat van zijn verantwoordelijkheid ten overstaan van door zijn organen en door zijn bedienden gepleegde daden.**

Het krediet dient tot het uitbetalen van de schadevergoedingen die ten laste van de Staat werden uitgesproken ingevolge ongevallen.

**Art. 33.02. — Verliezen voortspruitend uit tekorten van de rekenplichtigen van de Staat, alsmede uit buitengewone voorvallen.**

Het krediet is bestemd om te voorzien in het in evenwicht brengen van rekeningen overeenkomstig de arresten van het Rekenhof.

**Art. 74.01. — Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.**

Verdeling van het krediet in 1989.

(En milliers de francs)

(In duizenden frank)

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
A. Achat de machines, mobilier et matériel divers à l'intervention de l'O.C.F. :		
I. Mobilier :		
1. a) Equipement de nouveaux services . . . . .	5 239	A. Aankoop van machines, meubilair en allerhande materieel door bemiddeling van het C.B.B. :
b) Extension de services existants . . . . .	22 641	I. Meubilair :
c) Poursuite de la mécanisation . . . . .	5 724	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
2. Remplacement de mobilier vétuste . . . . .	18 460	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
Total I . . . . .	52 064	c) Voortzetting van de mechanisatie.
		2. Vervanging van oud meubilair.
		Totaal I.

Nature des dépenses	1989	Aard der uitgaven
II. Machines pondéreuses :		II. Gewichtige machines :
1. a) Equipement de nouveaux services . . .	—	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
b) Extension de services existants . . .	—	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
II. Machines pondéreuses :		II. Gewichtige machines :
1. a) Equipement de nouveaux services . . .	—	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
b) Extension de services existants . . .	—	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
c) Poursuite de la mécanisation . . . .	—	c) Voortzetting van de mechanisatie.
2. Remplacement de machines hors d'usage . .	—	2. Vervanging van machines buiten gebruik.
Total II . . .	—	Totaal II.
III. Autres machines et matériel divers :		III. Andere machines en allerhande materieel :
1. a) Equipement de nouveaux services . . .	244	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
b) Extension de services existants . . .	2 381	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
c) Poursuite de la mécanisation . . . .	3 600	c) Voortzetting van de mechanisatie.
2. Remplacement de machines et de matériel hors d'usage . . . . .	6 355	2. Vervanging van machines en materieel buiten gebruik.
Total III . . .	12 580	Totaal III.
Total A . . .	64 644	Totaal A.
B. Achat de machines, de mobilier et de matériel divers non livrables à l'intervention de l'O.C.F. :		B. Aankoop van machines, meubilair en allerhande materieel niet-leverbaar door het C.B.B. :
I. Mobilier :		I. Meubilair :
1. a) Equipement de nouveaux services . . .	8 787	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
b) Extension de services existants . . .	15 370	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
c) Poursuite de la mécanisation . . . .	2 580	c) Voortzetting van de mechanisatie.
2. Remplacement de mobilier vétuste . . .	4 060	2. Vervanging van oud meubilair.
Total I . . .	30 797	Totaal I.
II. Machines pondéreuses :		II. Gewichtige machines :
1. a) Equipement de nouveaux services . . .	—	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
b) Extension de services existants . . .	—	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
c) Poursuite de la mécanisation . . . .	2 900	c) Voortzetting van de mechanisatie.
2. Remplacement de machines hors d'usage . .	34 900	2. Vervanging van machines buiten gebruik.
Total II . . .	37 800	Totaal II.
III. Autres machines et matériel divers :		III. Andere machines en allerhande materieel :
1. a) Equipement de nouveaux services . . .	8 091	1. a) Uitrusting van nieuwe diensten.
b) Extension de services existants . . .	15 195	b) Uitbreiding van bestaande diensten.
c) Poursuite de la mécanisation . . . .	201 975	c) Voortzetting van de mechanisatie.
2. Remplacement de machines et de matériel hors d'usage . . . . .	60 848	2. Vervanging van machines en materieel buiten gebruik.
Total III . . .	286 109	Totaal III.
Total B . . .	354 706	Totaal B.
C. Achat de moyens de transport terrestre :		C. Aankoop van vervoermiddelen te land :
1. Remplacement de véhicules usagés . . . .	26 300	1. Vervanging van gebruikte voertuigen.
2. Acquisition de véhicules supplémentaires pour missions nouvelles . . . . .	1 150	2. Aankoop van bijkomende voertuigen voor nieuwe opdrachten.
Total C . . .	27 450	Totaal C.
Total général . . .	446 800	Algemeen totaal.

Cet article compte 204 millions de crédits destinés à l'achat de matériel informatique dont 100 millions sont prévus pour l'élaboration du programme BELCONET des contributions directes ainsi que l'achat (20 millions) des imprimantes actuellement en location à cette administration.

Pour l'installation d'un système bureautique à la Tour du Centre administratif de l'Etat, un crédit de 40 millions est prévu. Le matériel divers d'informatique pour les différentes administra-

Dit artikel bevat voor 204 miljoen kredieten bestemd voor de aankoop van informaticamateriaal, waarvan 100 miljoen voorzien voor de uitbouw van het BELCONET-programma der directe belastingen en de aankoop van gehuurde printers (20 miljoen) voor dezelfde administratie.

Voor de installatie van een bureauticasysteem in de Toren van het Rijksadministratief Centrum werd een krediet van 40 miljoen voorzien. Diverse informatica-apparatuur voor de verschillende

tions, d'un montant de 44 millions, se compose surtout de mini-ordinateurs pour les Services de la Douane à Bruxelles (Tabacs) et de micro-ordinateurs pour le Service d'Etudes et Documentation, les bureaux de conservation des hypothèques et l'Administration du Budget.

Les biens durables de fonctionnement concernent pour la plus grande partie des machines à calculer pour les services de contrôle, du mobilier de stockage et des appareils de mesure de précision pour les services extérieurs du Cadastre. Pour le remplacement de véhicules usagés, un crédit de 27,5 millions a été prévu.

administraties ten belope van 44 miljoen betreft vooral de Studie- en Documentatiedienst, de hypotheekkantoren, de Administratie van de Begroting en mini-computers voor de Douanedielen te Brussel (tabaksaccijns).

De gewone duurzame werkingsgoederen betreffen voor het grootste deel rekenmachines voor de controlediensten, opslagmeubilair en precisiemeetapparatuur voor de velddiensten van het Kadaster. In totaal wordt eveneens een krediet van 27,5 miljoen voorzien voor de vervanging van thans reeds versleten voertuigen.

**TITRE IV – SECTION PARTICULIERE****Section I****Dépenses de l'Etat sur ressources affectées****CHAPITRE I****FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT  
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES**

Art. 60.01.A. — *Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967).*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	-470 341 <sup>(2)</sup>	119 481 <sup>(1)</sup>	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
370 Recettes fiscales affectées . . . . .	—	—	—	Toegewezen fiscale ontvangsten. . . . . 370
Particulières :				<i>Bijzondere :</i>
382 Non patrimoniales : contributions dues sur les crédits d'investissement avec garantie de l'Etat (loi du 14 février 1961) . . . . .	50 000	150 000	65 469	Niet-patrimoniale : bijdragen verschuldigd voor investeringskredieten met staatswaarborg (wet van 14 februari 1961). . . . . 382
660 Transferts du Pouvoir central (art. 61.06, section 31, Titre II du budget) . . . . .	335 000	1 426 000 <sup>(3)</sup>	417 000	Overdrachten van de Centrale Overheid (art. 61.06, sectie 31, Titel II van de begroting). . . . . 660
512 Patrimoniales : remboursement par les débiteurs . . . . .	200 000	100 000	388 202	Patrimoniale : terugbetaling door de debiteuren. . . . . 512
Produit de la revente d'immeubles acquis par l'Etat et revenus de ces immeubles (loyer, canon, etc.) . . . . .	25 000	10 000	14 702	Opbrengst van de wederverkoop van door de Staat aangekochte onroerende goederen en inkomens van deze goederen (huur, erfopachtrecht, enz.). . . . .
<i>Totaux solde et recettes . . . . .</i>	<i>610 000</i>	<i>1 215 659</i>	<i>1 004 854</i>	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
512 Patrimoniales : substitution aux débiteurs défaillants . . . . .	600 000	1 205 659	1 469 720	Patrimoniale : indeplaatsstelling voor de in gebreke gebleven debiteuren. . . . . 512
Dépenses relatives à l'acquisition de biens garantissant les crédits accordés avec garantie de l'Etat dans le cadre des lois d'expansion économique, frais, accessoires, etc. relatifs à ces acquisitions. Frais relatifs à la gestion : frais de notaire, d'expertises, etc. . . . .	10 000	10 000	9 475	Uitgaven inzake de aankoop van goederen gegeven als waarborg voor met staatswaarborg toegekende kredieten in het kader van de wetten op de economische expansie, kosten, bijkomstigheden, enz. betreffende deze aankopen. Beheerskosten : notariskosten, expertisekosten, enz. . . . .
<i>Totaux des dépenses . . . . .</i>	<i>610 000</i>	<i>1 215 659</i>	<i>1 479 195</i>	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	-470 341	Nieuw saldo . . . . . 950

<sup>(1)</sup> Le solde au 1<sup>er</sup> janvier 1987 s'élève à 119 480 991 francs arrondi à 119 481 000 francs contre 106 944 000 francs au 31 décembre 1986. La différence de 12 537 000 francs provient de rectifications d'imputations de dépenses et de recettes.

<sup>(2)</sup> Le solde négatif de 470 millions (au lieu du solde positif de 583 millions apparaissant au budget control, soit une différence de 1 053 millions,) s'explique :

**TITEL IV – AFZONDERLIJKE SECTIE****Sectie I****Staatsuitgaven op inkomsten met speciale bestemming****HOOFDSTUK I****FONDSEN VOORNAMELIJK GESTIJFD  
DOOR BEGROTINGSKREDIETEN**

Art. 60.01.A. — *Fonds voor de economische expansie en voor de regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	-470 341 <sup>(2)</sup>	119 481 <sup>(1)</sup>	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
370 Recettes fiscales affectées . . . . .	—	—	—	Toegewezen fiscale ontvangsten. . . . . 370
Particulières :				<i>Bijzondere :</i>
382 Non patrimoniales : contributions dues sur les crédits d'investissement avec garantie de l'Etat (loi du 14 février 1961) . . . . .	50 000	150 000	65 469	Niet-patrimoniale : bijdragen verschuldigd voor investeringskredieten met staatswaarborg (wet van 14 februari 1961). . . . . 382
660 Transferts du Pouvoir central (art. 61.06, section 31, Titre II du budget) . . . . .	335 000	1 426 000 <sup>(3)</sup>	417 000	Overdrachten van de Centrale Overheid (art. 61.06, sectie 31, Titel II van de begroting). . . . . 660
512 Patrimoniales : remboursement par les débiteurs . . . . .	200 000	100 000	388 202	Patrimoniale : terugbetaling door de debiteuren. . . . . 512
Produit de la revente d'immeubles acquis par l'Etat et revenus de ces immeubles (loyer, canon, etc.) . . . . .	25 000	10 000	14 702	Opbrengst van de wederverkoop van door de Staat aangekochte onroerende goederen en inkomens van deze goederen (huur, erfopachtrecht, enz.). . . . .
<i>Totaux solde et recettes . . . . .</i>	<i>610 000</i>	<i>1 215 659</i>	<i>1 004 854</i>	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
512 Patrimoniales : substitution aux débiteurs défaillants . . . . .	600 000	1 205 659	1 469 720	Patrimoniale : indeplaatsstelling voor de in gebreke gebleven debiteuren. . . . . 512
Dépenses relatives à l'acquisition de biens garantissant les crédits accordés avec garantie de l'Etat dans le cadre des lois d'expansion économique, frais, accessoires, etc. relatifs à ces acquisitions. Frais relatifs à la gestion : frais de notaire, d'expertises, etc. . . . .	10 000	10 000	9 475	Uitgaven inzake de aankoop van goederen gegeven als waarborg voor met staatswaarborg toegekende kredieten in het kader van de wetten op de economische expansie, kosten, bijkomstigheden, enz. betreffende deze aankopen. Beheerskosten : notariskosten, expertisekosten, enz. . . . .
<i>Totaux des dépenses . . . . .</i>	<i>610 000</i>	<i>1 215 659</i>	<i>1 479 195</i>	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	-470 341	Nieuw saldo . . . . . 950

<sup>(1)</sup> Het saldo op 1 januari 1987 bedraagt 119 480 991 frank, afgerond 119 481 000 frank, tegen 106 944 000 frank op 31 december 1986. Het verschil van 12 537 000 frank wordt verklaard door rechtzettingen van budgettaire aanrekeningen van uitgaven en ontvangsten.

<sup>(2)</sup> Het negatief saldo van 470 miljoen (i.p.v. het positief van 583 miljoen dat tot uiting kwam bij de begrotingscontrole — dit is een verschil van 1 053 miljoen) wordt verklaard door :

- par le transfert du crédit budgétaire de 926 millions obtenu en 1987 mais dont l'ordonnance n'a été imputée en 1988;
- par l'imputation effectuée sur l'année 1987, de 130 millions (partie des 137 millions) de dépenses dont l'exécution avait été reportée en 1988 lors du contrôle budgétaire;
- par des recettes supplémentaires pour 1987 de 3 millions par rapport à celles connues au moment du budget control.

<sup>(3)</sup> Dont 926 000 000 francs de crédit supplémentaire année 1987 pour lequel le transfert, demandé en décembre 1987, a été effectué en réalité en février 1988.

Depuis 1978, ce Fonds est alimenté par des transferts de capitaux du Pouvoir central (antérieurement par des recettes fiscales affectées), par les sommes remboursées par les emprunteurs défaillants et par les versements de la contribution prélevée sur la partie des crédits assortis de la garantie de l'Etat, prévue par la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier ainsi que, depuis 1982, par les montants des reventes d'immeubles acquis par l'Etat et les revenus de ces immeubles.

Les dépenses à charge de ce Fonds sont les suivantes :

1) dépenses destinées à permettre au Trésor de faire face aux appels à la garantie de bonne fin de l'Etat attachée à des opérations réalisées en application des lois citées ci-dessous, ou de dédommager les organismes agréés des pertes, frais de toute nature et accessoires subis à l'occasion de la revente de certains biens achetés par eux, lors de la réalisation des biens des preneurs de crédits défaillants;

2) dépenses relatives à l'acquisition de biens en vente publique ou de gré à gré lorsque ces biens garantissent des crédits assortis de la garantie de l'Etat : prix d'achat, frais, intérêts, accessoires, etc.

Il s'agit des lois suivantes :

- loi du 7 août 1953 concernant l'aide à la création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales;
- loi du 31 mai 1955 concernant l'aide financière accordée par l'Etat à la construction et à l'acquisition de bâtiments industriels et artisanaux en vue de l'expansion économique et de la résorption du chômage;
- loi du 10 juillet 1957 concernant l'aide financière accordée par l'Etat à la construction ou à l'acquisition de bâtiments industriels et artisanaux en vue de l'expansion économique et de la résorption du chômage;
- loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles;
- loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions;
- loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économique des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents;
- loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique;
- loi du 18 mai 1973 portant approbation de la convention du 9 mai 1968 entre l'Etat et la Société nationale de Crédit à l'Industrie et de son avenant du 24 mars 1969, relatifs à l'octroi de crédits aux entreprises en difficulté;
- loi du 2 avril 1976 élargissant des facilités d'accès au crédit en faveur des petits commerçants ayant subi, par suite de travaux d'utilité publique, une diminution importante de leur chiffre d'affaires.

- de l'overdracht van het begrotingskrediet van 926 miljoen, dat in 1987 werd verkregen, maar waarvoor de ordonnantie pas in 1988 werd geboekt;
- de effectieve toewijzing aan het jaar 1987 van 130 miljoen uitgaven (deel uitmakend van een bedrag van 137 miljoen), waarvan de uitvoering tijdens de begrotingscontrole was overgedragen naar 1988;
- bijkomende ontvangsten voor 1987 ten bedrage van 3 miljoen die bij de begrotingscontrole nog niet waren gekend.

<sup>(3)</sup> Waarvan 926 000 000 frank bijkomend krediet van het jaar 1987 waarvan de overdracht, aangevraagd in december 1987, in werkelijkheid pas werd uitgevoerd in februari 1988.

Sedert 1978 wordt dit Fonds gestijfd door kapitaaloverdrachten van de Centrale Overheid (voorheen door toegezwezen fiscale ontvangsten), door de terugbetaling van in gebreke gebleven ontleners en door de stortingen van de bijdragen, die voorafgeholmen worden op het gedeelte der kredieten waarvoor Staatswaarborg werd toegestaan in het raam van de wet van 14 februari 1961 tot economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, en, vanaf 1982, door het bedrag van de wederverkoop van door de Staat aangekochte onroerende goederen en de inkomsten van deze goederen.

De uitgaven ten laste van dit Fonds zijn de volgende :

1) uitgaven bestemd om de Schatkist in staat te stellen het hoofd te bieden aan eventuele beroepen op de Staatswaarborg van goede afloop, die gehecht werd aan verrichtingen doorgevoerd bij toepassing van onderstaande wetten, of om de erkende organismen schadeloos te stellen voor de verliezen, de onkosten van alle aard en bijkomstigheden bij herverkoop van goederen door hem ingekocht ter gelegenheid van de realisatie van de goederen van de in gebreke gebleven kredietnemers;

2) uitgaven uit hoofde van aankopen van onroerende goederen uit de hand of bij vrijwillige openbare verkoop wanneer deze goederen als waarborg worden gegeven voor kredieten met Staatswaarborg : aankoopprijs, kosten, interessen, bijkomstigheden, enz.

Het betreft de volgende wetten :

- wet van 7 augustus 1953 betreffende de steunverlening bij de oprichting, de uitbreiding, de wederuitrusting en de rationalisatie van industriële en ambachtelijke ondernemingen;
- wet van 31 mei 1955 waarbij, tot bevordering van de economische expansie en tot bestrijding van de werkloosheid, financiële steun van de Staat voor oprichting of aankoop van industriële en ambachtelijke gebouwen wordt verleend;
- wet van 10 juli 1957 waarbij, tot bevordering van de economische expansie en tot bestrijding van de werkloosheid, financiële steun van de Staat voor oprichting of aankoop van industriële en ambachtelijke gebouwen wordt verleend;
- wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe bedrijven;
- wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige Gewesten;
- wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben;
- wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;
- wet van 18 mei 1973 houdende goedkeuring van de overeenkomst van 9 mei 1968 tussen de Staat en de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid en van haar aanhangsel van 24 maart 1969 inzake de toekenning van kredieten aan ondernemingen die in moeilijkheden verkeren;
- wet van 2 april 1976 tot verruiming van kredietmogelijkheden ten gunste van de kleinhandelaars die een veel kleinere omzet hebben gehad tengevolge van de uitvoering van werken van openbaar nut.

Art. 60.02.A. — *Fonds de réserve spécial pour les garanties octroyées par l'Office national du Ducroire directement pour le compte de l'Etat (loi du 3 juin 1964).*

Art. 60.02.A. — *Bijzonder Reservefonds voor de schadegevallen voortvloeiend uit de door de Nationale Delcrederedienst rechtstreeks voor rekening van de Staat verleende waarborgen (wet van 3 juni 1964).*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	1 078 483	2 858 483	3 475 846	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
660 Particulières, d'origine budgétaire : transferts du Pouvoir central (art. 61.05, Titre II du budget) . .	450 000	—	143 495	Bijzondere, van budgettaire oorsprong: 660 overdrachten van de Centrale Overheid (art. 61.05, Titel II van de begroting).
Totaux solde et recettes . . .	1 528 483	2 858 483	3 619 341	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Patrimoniales :				Patrimoniale :
512 Transferts de capitaux aux entreprises . . . . .	1 528 483	1 780 000	760 858	Vermogensoverdrachten aan de bedrijven. 512
Totaux des dépenses . . .	1 528 483	1 780 000	760 858	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	1 078 000	2 858 483	Nieuw saldo . . . . . 950

Conformément à l'article 18 de la loi sur l'Office national du Ducroire, un Fonds de réserve spécial a été ouvert au budget pour permettre au Trésor de faire face aux sinistres pouvant résulter des garanties données directement pour le compte de l'Etat. Ce Fonds est alimenté par prélèvement sur un crédit prévu au budget du Ministère des Finances, Titre II : « Opérations de capital », Chapitre VI, article 61.05, en fonction des garanties nouvelles accordées annuellement et est débité des montants demandés par le Ducroire afin de payer les indemnités aux exportateurs.

En 1988 et 1989, les indemnités en question seront très élevées, épuisant ainsi totalement le disponible du Fonds de réserve budgétaire. L'extension des difficultés de paiement de la dette extérieure à de plus en plus de pays en voie de développement est à l'origine de cette situation.

Pour 1989, les rentrées du Fonds sont estimées à 450 millions de francs, soit 5% du montant des engagements nouveaux à accorder en 1988 et qui pourraient atteindre les 9 milliards de francs.

D'autre part, le Ducroire évalue les indemnités à effectuer à ± 2 050 millions de francs. Compte tenu que le disponible au Fonds pour l'année 1989 est de 1 528,5 millions de francs (y compris le montant ci-dessus de 450 millions de francs), un crédit de 520 millions de francs est aussi demandé au Titre II du budget (art. 61.05) pour payer directement le solde des indemnités dont question ci-dessus.

Overeenkomstig artikel 18 van de wet betreffende de Nationale Delcrederedienst, werd een bijzonder Reservefonds geopend op de begroting om de Schatkist toe te laten het hoofd te bieden aan de schadegevallen kunnende voortvloeien uit de rechtstreeks voor rekening van de Staat verleende waarborgen. Dit fonds wordt gestijfd door voorafneming op een krediet voorzien op de begroting van het Ministerie van Financiën, Titel II : « Kapitaalverrichtingen », Hoofdstuk VI, artikel 61.05, in functie van de nieuwe jaarlijkse toegekende waarborgen en wordt gedebiteerd met de door de Delcrederedienst gevraagde bedragen met het oog op de betaling van schadevergoedingen aan de exporteurs.

In 1988 en 1989 zullen de bedoelde schadevergoedingen zeer hoog zijn en zij zullen aldus het beschikbaar bedrag op het budgetair Reservefonds volledig opgebruiken. De uitbreiding van de betalingsmoeilijkheden van de buitenlandse schuld tot meer en meer ontwikkelingslanden ligt aan de oorsprong van deze situatie.

Voor 1989 worden de ontvangsten van het Fonds geraamd op 450 miljoen frank, zegge 5% van het bedrag van de in 1988 aan te gane nieuwe verbintenissen, die de 9 miljard frank zouden kunnen bereiken.

Anderzijds raamt de Delcredere de te verrichten schadevergoedingen op ± 2 050 miljoen frank. Rekening houdende met de beschikbare gelden op het Fonds die voor het jaar 1989 1 528,5 miljoen frank bedragen (met inbegrip van het hierboven vermelde bedrag van 450 miljoen frank) wordt een krediet van 520 miljoen fr. aangevraagd op Titel II van de begroting (art. 61.05) om rechtstreeks het saldo van de schadevergoedingen waarvan sprake hierboven te betalen.

Art. 60.04.C. — *Masse d'habillement du personnel de la douane (arrêté royal du 7 août 1953).*

(En milliers de francs)

Art. 60.04.C. — *Kledingfonds van het douanepersoneel (koninklijk besluit van 7 augustus 1953).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
123 Particulières, d'origine budgétaire : transfert du Pouvoir central (art. 12.05, Titre I de ce budget) . .	125 000	122 500	137 520	Bijzondere, van budgettaire oorsprong: 123 overdracht van de Centrale Overheid (art. 12.05, Titel I van deze begroting).
Totaux solde et recettes . . .	125 000	122 500	137 520	Totalen saldo en ontvangsten.

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
123 Achat de vêtements d'uniforme . . .	125 000	122 500	137 520	Aankoop van uniformkledij . . . . . 123
Totaux des dépenses . . . . .	125 000	122 500	137 520	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

Conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel modifié du 8 août 1953, il est accordé au personnel de la douane une indemnité annuelle de 6 548 francs pour le port de l'uniforme.

La liaison à l'indice des prix à la consommation porte l'indemnité à 18 336 francs pour 1989.

L'indemnité est due par an et à terme échu. Elle n'est pas versée entre les mains des bénéficiaires. En application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 7 août 1953, elle est mise à la disposition de la Masse d'habillement chargée de la fourniture des pièces composant l'uniforme.

Si le montant de l'avance de fonds est plus élevé que les indemnités d'uniforme accordées, la différence est versée dans la caisse de l'Etat. La justification de cette opération est fournie à la Cour des Comptes.

Art. 60.05.A. — *Fonds des prêts à des Etats étrangers.*

Art. 60.05.01.34.A : — *Octroi de prêts.*

(En milliers de francs)

Overeenkomstig de beschikkingen van artikel 1 van het gewijzigd ministerieel besluit van 8 augustus 1953 geniet het douanepersoneel een jaarlijkse kledijvergoeding van 6 548 frank.

Gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijs voor het jaar 1989 bedraagt dit 18 336 frank.

Deze vergoeding is per jaar en na vervallen termijn verschuldigd. Ze wordt evenwel niet gestort in handen van de belanghebbenden. Ze wordt ter beschikking gesteld van een bij koninklijk besluit van 7 augustus 1953 opgericht Kledingfonds belast met de levering van uniformstukken.

Is het bedrag van het geldvoorschot hoger dan de verleende kledijvergoedingen, dan wordt het verschil terugbetaald aan de Schatkist. Van die verrichting wordt verantwoording verstrekt aan het Rekenhof.

Art. 60.05.A. — *Fonds voor leningen aan vreemde Staten.*

Art. 60.05.01.34.A : *Toekenning van leningen.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	1 708 700	1 877 100	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
660 D'origine budgétaire: transferts du Pouvoir central (art. 83.02) . . .	—	—	600 000	Van budgettaire oorsprong: overdrachten van de Centrale Overheid (art. 83.02). 660
911 Emprunts . . . . .	—	—	—	Ontleningen . . . . . 911
88 Particulières, patrimoniales: remboursements sur prêts . . . . .	—	—	41 200	Bijzondere, patrimoniale: terugbeta- ling op leningen. 88
264 Particulières, non patrimoniales: intérêts dus sur prêts . . . . .	—	—	59 800	Bijzondere, niet patrimoniale: ver- schuldigde interessen op leningen. 264
Totaux solde et recettes . . . . .	—	1 708 700	2 578 100	Totalen saldo en ontvangst. 264
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
833 Patrimoniales: prêts à des Etats étrangers . . . . .	—	—	869 400	Patrimoniale: leningen aan vreemde Staten. 833
950 Service des emprunts. . . . .	—	1 708 700	—	Dienst van de ontleningen. . . . . 950
Totaux dépenses . . . . .	—	1 708 700	869 400	Totalen uitgaven. 950
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	1 708 700	Nieuw saldo . . . . . 950

Il a été constitué un fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers doté de la personnalité juridique lui permettant d'exercer d'une façon autonome les activités effectuées auparavant au titre du présent fonds.

De ce fait, aucune opération ne figurera en 1989 au fonds 60.05.A.

Een fonds voor de financiering van leningen aan vreemde Staten werd opgericht dat rechtspersoonlijkheid bezit, hetgeen het toelaat de voorheen door dit Fonds verrichte activiteiten op autonome wijze uit te oefenen.

Om die reden komt in 1989 geen verrichting voor op het fonds 60.05.A.

Art. 60.06.A. — Fonds destiné à permettre au Trésor de faire face à toutes les dépenses découlant de l'octroi de la garantie de l'Etat à des opérations réalisées en application de diverses lois à l'exclusion des lois d'expansion économique.

Art. 60.06.A. — Fonds bestemd om de Schatkist in staat te stellen het hoofd te bieden aan alle uitgaven voortvloeiend uit de toe-kennung van de Staatswaarborg aan kredietverrichtingen in toepassing van diverse wetten met uitzondering van de wetten op de economische expansie.

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	2 423	4 423	4 566	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières :				Bijzondere :
382 Non patrimoniales : contributions dues sur les crédits assortis de la garantie de l'Etat . . . . .	—	—	—	Niet-patrimoniale : bijdragen ver-schuldigd voor kredieten met Staats-waarborg 382
660 Transferts du Pouvoir central (art. 61.06, Titre II, du budget 1986) . . . . .	—	—	—	Overdrachten van de Centrale Over-heid (art. 61.06, Titel II van de begroting 1986). 660
512 Patrimoniales : remboursements par les débiteurs défaillants . . . . .	500	500	322	Patrimoniale : terugbetalingen door 512 de debiteuren
Produit de la revente d'immeubles acquis par l'Etat et revenus de ces immeubles (loyer, canon, etc.) . . . . .	—	—	—	Opbrengst van de wederverkoop van door de Staat aangekochte onroe-renge goederen en inkomen van deze goederen (huur, erfpachtrecht, enz.).
<i>Totaux solde et recettes . . . . .</i>	<b>2 923</b>	<b>4 923</b>	<b>4 888</b>	<i>Totalen saldo en ontvangsten.</i>
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
512 Patrimoniales : substitution aux débiteurs défaillants . . . . .	2 000	2 000	465	Patrimoniale : indeplaatsstelling voor 512 de in gebreke gebleven debiteuren.
Dépenses relatives à l'acquisition de biens garantissant les crédits accordés avec la garantie de l'Etat, frais, accessoires, etc., relatifs à ces acquisitions . . . . .	500	500	—	Uitgaven inzake de aankoop van goe-deren gegeven als waarborg voor met Staatswaarborg toegekende kredieten, kosten, bijkomstigheden, enz., betreffende deze aankopen.
<i>Totaux des dépenses . . . . .</i>	<b>2 500</b>	<b>2 500</b>	<b>465</b>	<i>Totalen van de uitgaven.</i>
950 Solde à nouveau . . . . .	<b>423</b>	<b>2 423</b>	<b>4 423</b>	Nieuw saldo . . . . . 950

Les opérations de ce Fonds 60.06.A ont lieu suite à l'application des lois suivantes :

- loi du 24 mars 1953, relative à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953;
- loi du 26 juin 1956 relative à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de fin mai 1956;
- Loi du 27 juin 1956 modifiant et complétant la législation relative au logement;
- loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, modifiée notamment par la loi du 6 mars 1981;
- loi du 8 août 1963 modifiant la loi du 30 juin 1951, relative aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre, de l'Œuvre nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des victimes de la Guerre et de l'Œuvre nationale des Anciens Combattants, Déportés et Prisonniers politiques;
- loi du 22 mars 1965 relative à la réparation des dommages causés aux biens privés, affectés à l'exercice d'une activité professionnelle, ou à la réalisation d'une mission d'intérêt général, par les inondations de décembre 1964 et janvier 1965;

De verrichtingen van het Fonds 60.06.A hebben betrekking op de uitvoering van de volgende wetten :

- wet van 24 maart 1953 betreffende de toekenning van speciale kredieten bestemd tot het bijdragen van het herstel der schade, veroorzaakt door de overstromingen van 1 februari 1953;
- wet van 26 juni 1956 nopens het herstel der aan de nijverheids-, handels- en ambachtsbedrijven door de overstromingen van einde mei 1956 veroorzaakte schade;
- wet van 27 juni 1956 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de huisvesting;
- wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijke onderzoek, gewijzigd inzonderheid door de wet van 6 maart 1981;
- wet van 8 augustus 1963 tot wijziging van de wet van 30 juni 1951, betreffende het toestaan van leningen aan beneficianten van het Nationaal Werk voor Oorlogsinvaliden, van het Nationaal Werk van de Wezen, Weduwen en Bloedverwanten in opgaande linie van de Oorlogsslachtoffers en van het Nationaal Werk voor Oudstrijders, Weggevoerden en Politieke gevangenenen;
- wet van 22 maart 1965 houdende het herstel van de schade die door de overstromingen van december 1964 en januari 1965 veroorzaakt werd aan de private goederen, welke tot de uitoefening van een bedrijfsactiviteit of ter vervulling van een zending van algemeen nut aangewend worden;

- loi du 14 avril 1965 organisant une intervention financière de l'Etat du chef des dommages causés aux biens privés, en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance;
- loi du 2 juillet 1971 confirmant l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement;
- loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial.

*Art. 60.10.A. — Fonds destiné à permettre à l'Etat d'exécuter ses engagements dans le cadre des programmes Airbus.*

- wet van 14 april 1965 tot regeling van de financiële Staatstussenkomst wegens schade aan private goederen, veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Congo tot de onafhankelijkheid;
- wet van 2 juli 1971 tot bekraftiging van het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode;
- wet van 11 juli 1973 houdende wijziging van de wet van 29 mei 1959 betreffende het kleuteronderwijs, het lager, middelbaar, normaal, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs.

*Art. 60.10.A. — Fonds bestemd om de Staat toe te laten zijn verbintenissen in het kader van de Airbus-programma's na te komen*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Transferts du budget (art. 61.10 du Titre II) . . . . .		153 700		Overdrachten van de begroting (art.61.10 van Titel II).
Totaux solde et recettes . . .		153 700		Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Non patrimoniales				Niet-patrimoniale
Transferts aux entreprises . . .		153 700		Overdrachten aan ondernemingen.
Totaux des dépenses . . .		153 700		Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .		—		Nieuw saldo . . . . . 950

Les dépenses du Fonds proviennent, d'une part, des coûts qui pourraient résulter pour l'Etat de la couverture des risques de variation de change entre le franc belge et le dollar U.S. et, pour certains programmes, d'évolution divergente entre les indices de prix belge et américain et, d'autre part, des frais liés à la gestion de ces risques par la S.N.C.I.

Les recettes, quant à elles, proviennent d'un crédit budgétaire prévu à l'article 61.10 du Titre II du Budget et, le cas échéant, des bénéfices découlant de l'évolution des taux de change et des indices de prix dont question ci-dessus.

Pour 1989, compte tenu du cours réel du dollar et du cours garanti par l'Etat (49,68 FB/1 dollar), l'Etat devra intervenir pour un montant estimé à quelque 181,5 millions de francs. Toutefois, vu l'éventuelle récupération ultérieure grâce à une évolution du taux de change du dollar au-delà de 55,20 francs, il n'y a pas lieu en ce moment de prévoir un crédit.

Pour l'année 1989, les interventions de l'Etat seront donc uniquement portées au débit du compte courant ouvert à son nom dans les livres de la S.N.C.I.

De uitgaven van het Fonds bestaan enerzijds uit de kosten die voor de Staat voortvloeien uit het dekken van de risico's inzake wisselkoersschommelingen tussen de Belgische frank en de Amerikaanse dollar en, voor bepaalde programma's, eveneens inzake de afwijkende evolutie van de Belgische en Amerikaanse prijsindexen, en anderzijds de kosten verbonden aan het beheer van deze risico's door de N.M.K.N.

De ontvangsten bestaan uit een begrotingskrediet voorzien op artikel 61.10 van Titel II van de Begroting en, desgevallend, uit de winsten voortvloeiend uit de evolutie van de wisselkoersen en prijsindexen waarvan hierboven sprake is.

In 1989 zal de Staat, rekening houdend met de werkelijke koers van de dollar en de door de Staat gewaarborgde koers (49,68 BF/USD), moeten tussenkommen voor een bedrag van naar schatting 181,5 miljoen frank. Gezien echter de eventuele toekomstige recuperatiemogelijkheden ingeval de wisselkoers van de dollar 55,20 frank overschrijdt, is het niet noodzakelijk op dit ogenblik een krediet te voorzien.

In 1989 zullen de tussenkomsten van de Staat dus uitsluitend gedebiteerd worden op de lopende rekening die op zijn naam in de boeken van de N.M.K.N. werd geopend.

## CHAPITRE II

### FONDS DE REMPLI DE CREDITS BUDGETAIRES

*Art. 63.01.A. — Fonds alimenté par les remboursements effectués par les charbonnages en principal, intérêts et accessoires, du chef des prêts qui leur ont été consentis à la faveur de crédits Marshall, deuxième tranche, et par les sommes remboursées éventuellement par les charbonnages défaillants pour lesquels l'Etat s'est substitué. Ce fonds est destiné à désintéresser les bailleurs de fonds qui ont consenti, avec la garantie de l'Etat, des crédits aux charbonnages.*

## HOOFDSTUK II

### WEDERBELEGGINGSFONDSEN VAN BEGROTINGSKREDIETEN

*Art. 63.01.A. — Fonds gestijfd door de terugbetalingen van de steenkolenmijnen in hoofdsom, interesten en bijsommen wegens leningen, die hun toegestaan werden onder begunstiging van de Marshall-kredieten, tweede tranche, en door eventueel terugbetaalde sommen van de in gebreke gebleven steenkolenmijnen waarvoor de Staat zich heeft moeten in de plaats stellen. Dit fonds is bestemd om de geldschutters schadeloos te stellen die kredieten met staatswaarborg aan de steenkolenmijnen hebben toegekend.*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	580 342	566 242	554 378	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Patrimoniales :				Patrimoniale :
512 Remboursements de crédits par les charbonnages . . . . .	5 000	5 000	1 901	Kredietaflossingen door de steenkolenmijnen. 512
867 Crédits Marshall :				Marshall-kredieten : 867
– Amortissements . . . . .	10 000	10 000	7 332	– Aflossingen.
– Intérêts . . . . .	100	100	2 631	– Interesten.
Totaux solde et recettes . . .	595 442	581 342	566 242	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i> . . . . .				<i>Uitgaven :</i>
512 Patrimoniales : substitution aux charbonnages défaillants . . .	1 000	1 000	—	Patrimoniale : indeplaatsstelling van 512 in gebreke gebleven steenkolenmijnen.
Totaux des dépenses . . .	1 000	1 000	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	594 442	580 342	566 242	Nieuw saldo . . . . . 950

**Ce fonds sera alimenté :**

1° par les annuités (capital et intérêts) et accessoires remboursés par les charbonnages qui ont obtenu des prêts à long terme à charge de crédits issus d'une tranche de 1'205 700 000 francs attribuée à la Belgique à titre de don par l'aide Marshall;

2° par les sommes que l'Etat pourra récupérer sur les crédits pour lesquels il se sera substitué.

Ces recettes seront affectées à la couverture de la garantie de l'Etat dont ont bénéficié les crédits consentis aux charbonnages dans le cadre des lois reprises ci-dessous :

- lois des 30 juin 1948 et 10 août 1950 autorisant l'Etat à attacher sa garantie de bonne fin à certains crédits octroyés conformément à la convention du 24 décembre 1947 passée entre le Gouvernement et la Fédération des Associations charbonnières de Belgique;
- loi du 30 mai 1949 contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1949 (crédits Marshall, première tranche);
- loi du 12 juillet 1955 favorisant le financement des investissements dans l'industrie charbonnière;
- loi du 5 mai 1958 complétée par celle du 31 décembre 1958, favorisant le financement des stocks des charbonnages;
- loi du 17 juillet 1959, instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles;
- loi du 18 juillet 1959, instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions;
- arrêté royal n° 60 du 10 novembre 1967, relatif à l'intervention financière de l'Etat en relation avec la constitution d'une société charbonnière fusionnée de Campine.

Art. 63.02.B. — *Fonds destiné à permettre l'octroi à l'intervention de la Caisse nationale de Crédit professionnel, de crédits à un taux d'intérêt de 3,5 % aux anciens coloniaux d'Afrique. Il est alimenté par les remboursements en principal effectués par les bénéficiaires de crédits.*

(Le recouvrement des crédits consentis aux anciens coloniaux d'Afrique, quelle que soit la date de leur dénonciation, peut être confié à l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des

**Dit fonds zal gestijfd worden :**

1° door de annuiteiten (kapitaal en interest) en bijslagen, terugbetaald door de steenkolenmijnen die leningen op lange termijn hebben gekomen ten laste van kredieten afkomstig van een schip van 1'205 700 000 frank aan België toegestaan als gift van de Marshall-hulp;

2° door de sommen die de Staat zal kunnen recupereren op de leningen waarvoor hij zich in de plaats heeft moeten stellen.

Deze ontvangsten zullen worden aangewend tot dekking van de staatswaarborg waarvan de kredieten, toegestaan aan de steenkolenmijnen, hebben genoten in het kader van de hieronder vermelde wetten :

- wetten van 30 juni 1948 en 10 augustus 1950 waarbij de Staat gemachtigd wordt de staatswaarborg te hechten aan bepaalde toegestane kredieten ingevolge de overeenkomst van 24 december 1947 gesloten tussen de Regering en de Federatie der Belgische Steenkolenverenigingen;
- wet van 30 mei 1949 houdende de begroting van buitengewone ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1949 (Marshall-kredieten, eerste tranche);
- wet van 12 juli 1955 tot bevordering van de financiering van de investeringen in de steenkolenmijnen;
- wet van 5 mei 1958, aangevuld door deze van 31 december 1958, tot bevordering van de financiering van de voorraden van de steenkolenmijnerheid;
- wet van 17 juli 1959, tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën;
- wet van 18 juli 1959, tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten;
- koninklijk besluit nr. 60 van 10 november 1967 betreffende de financiële tussentijd van de Staat met betrekking tot de oprichting van een samengesmolten Kempense Kolenvenootschap.

Art. 63.02.B. — *Fonds bestemd om, door bemiddeling van de Nationale Kas voor Beroepskrediet, de toekenning toe te laten van kredieten aan een interest van 3,5 % aan de oud-kolonialen uit Afrika. Het wordt gestijfd door de terugbetalingen in hoofdsom verricht door de kredietbegunstigden.*

(De invordering van de aan de oud-kolonialen uit Afrika toegekende kredieten, welke ook de datum van hun opzegging mogen wezen, kan worden toevertrouwd aan de Administratie van de

domaines, laquelle étant habilitée à agir conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, bénéficiaire d'office des droits et actions, en ce compris les garanties réelles et personnelles, qui ont été consenties à la Caisse nationale de Crédit professionnel lors de la signature de toutes les ouvertures de crédit passées dans le cadre des conventions intervenues les 28 juin 1965 et 8 avril 1968 entre l'Institution précitée et l'Etat).

B.T.W., registratie en domeinen. Aangezien deze de bevoegdheid kreeg om op te treden overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, beschikt ze ambs-halve over de rechten en handelingen met inbegrip van de zakelijke en persoonlijke waarborgen, die aan de Nationale Kas voor Beroepskrediet gegeven werden bij de ondertekening van al de kredietopeningen die verleden werden in het kader van de op 28 juni 1965 en 8 april 1968 tussen voornoemde instelling en de Staat afgesloten overeenkomsten).

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	134 729	131 229	128 995	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
867 Particulières, patrimoniales : remboursements en principal de crédits par les anciens coloniaux d'Afrique Récupérations effectuées à l'intervention de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines.	3 000 500	3 000 500	2 198 36	Bijzondere, patrimoniale : kredietaflossingen in hoofdsom door oud-kolonialen uit Afrika. Terugwinningen door bemiddeling van de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen.
Totaux solde et recettes . . .	138 229	134 729	131 229	Totalen saldo en ontvangst.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
817 Patrimoniales : octrois de crédits aux anciens coloniaux d'Afrique . . .	—	—	—	Patrimoniale : kredietverleningen aan oud-kolonialen uit Afrika.
Totaux des dépenses . . .	—	—	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	138 229	134 729	131 229	Nieuw saldo . . . . . 950

Ce Fonds est alimenté par les remboursements, en principal, effectués par les bénéficiaires des crédits octroyés à l'intervention de la C.N.C.P. aux anciens coloniaux d'Afrique.

Dit Fonds wordt gestijfd door de terugbetalingen in hoofdsom verricht door de begunstigden van de kredieten, toegestaan door bemiddeling van de N.K.B.K. aan de oud-kolonialen uit Afrika.

Art. 63.03.B. — *Fonds de remploi destiné à l'octroi par l'intermédiaire de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, de crédits à des anciens coloniaux qui ont émigré.*

Art. 63.03.B. — *Wederbeleggingsfonds bestemd om, via de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, kredieten toe te kennen aan de oud-kolonialen die emigreerden.*

(Le recouvrement des crédits consentis aux anciens coloniaux d'Afrique, quelle que soit la date de leur dénonciation, peut être confié à l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, laquelle étant habilitée à agir conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, bénéficiaire d'office des droits et actions, en ce compris les garanties réelles et personnelles, qui ont été consenties à la Société nationale de Crédit à l'Industrie lors de la signature de toutes les ouvertures de crédit passées dans le cadre des conventions intervenues les 28 décembre 1961 et 31 mai 1965 entre l'Institution précitée et l'Etat).

(De invordering van de aan oud-kolonialen uit Afrika toegekende kredieten, welke ook de datum van hun opzegging moe wezen, kan worden toevertrouwd aan de Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. Aangezien deze de bevoegdheid kreeg om op te treden overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, beschikt ze ambs-halve over de rechten en handelingen met inbegrip van de zakelijke en persoonlijke waarborgen die aan de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid gegeven werden bij de ondertekening van al de kredietopeningen die verleden werden in het kader van de op 28 december 1961 en 31 mei 1965 tussen voornoemde instelling en de Staat afgesloten overeenkomsten).

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	20 609	20 509	20 505	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
880 Particulières, patrimoniales : remboursements de crédits par les anciens coloniaux qui ont émigré . . .	100	100	4	Bijzondere, patrimoniale : kredietaflossingen door oud-kolonialen die emigreerden.
Totaux solde et recettes . . .	20 709	20 609	20 509	Totalen saldo en ontvangst.

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
833 Patrimoniales : octrois de crédits à des anciens coloniaux qui ont émigré	—	—	—	Patrimoniale : kredietverleningen aan oud-kolonialen die emigreerden.
Totaux des dépenses . . .	—	—	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	20 709	20 609	20 509	Nieuw saldo . . . . . 950

Ce Fonds est alimenté par les remboursements en principal effectués par les bénéficiaires des crédits octroyés dans le cadre de l'aide apportée par l'Etat aux anciens coloniaux désireux de se reclasser dans une activité d'indépendant à l'étranger. Si les sommes versées peuvent être utilisées pour l'octroi de nouveaux crédits éventuels, à l'heure actuelle, la S.N.C.I. n'octroie plus de crédits dans le cadre des conventions des 28 décembre 1961 et 31 mai 1965.

Art. 63.04.C. — *Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés ou à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (arrêté royal du 10 février 1955; arrêté ministériel du 11 février 1955).*

(En milliers de francs)

Dit Fonds wordt gespijsd door de terugbetalingen in hoofdsom verricht door de begünstigden van de kredieten toegestaan in het raam van de hulp van de Staat aan oud-kolonialen die zich in het buitenland in een zelfstandig beroep wensen te herklasseren. De gestorte bedragen kunnen worden gebruikt voor het verlenen van nieuwe kredieten; niettemin verleent de N.M.K.N. op dit ogenblik geen kredieten meer in het kader van de overeenkomsten van 28 december 1961 en 31 mei 1965.

Art. 63.04.C. — *Leningsfonds voor personeelsleden in actieve dienst, aan de gepensioneerden of aan hun weduwen, recht-hebbenden op een overlevingspensioen (koninklijk besluit van 10 februari 1955; ministerieel besluit van 11 februari 1955).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	1 300	1 300	1 100	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
660 D'origine budgétaire : transferts du Pouvoir central (art. 11.05, section 31, Titre I, du budget) . . .	—	—	—	Van budgettaire oorsprong: overdrachten van de Centrale Overheid (art. 11.05, sectie 31, Titel I, van de begroting). 660
870 Particulières, patrimoniales : remboursements de prêts par le personnel . . . . .	10 000	11 000	7 700	Bijzondere, patrimoniale: terugbetalingen van leningen door het personeel. 870
Totaux solde et recettes . . .	11 300	12 300	8 800	Totalen saldo en ontvangst. 870
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
820 Patrimoniales : octroi de prêts au personnel . . . . .	10 000	11 000	7 500	Patrimoniale : toekenning van leningen aan het personeel. 820
Totaux des dépenses . . .	10 000	11 000	7 500	Totalen der uitgaven. 820
950 Solde à nouveau . . . . .	1 300	1 300	1 300	Nieuw saldo . . . . . 950

Ces prêts sont remboursables par prélevements mensuels sur traitements ou pensions par le canal du Service central des dépenses fixes ou par le Service Automatisation – Personnel du Secrétariat général.

Deze leningen zijn terugbetaalbaar met maandelijkse afhoudingen op de wedden of pensioenen van de personeelsleden door de Centrale Dienst der vaste uitgaven of door de Dienst Automatisering – Personeel van het Algemeen Secretariaat.

### CHAPITRE III

#### FONDS ALIMENTÉS PAR DES RESSOURCES PARTICULIÈRES

Art. 66.01.C. — *Administration des contributions directes. — Non-valeurs et restitutions de droits indûment perçus : impôts directs et taxes y assimilées, intérêts de retard, etc. Intérêts moratoires (loi du 28 juin 1963 sur la Comptabilité de l'Etat, art. 3, deuxième alinéa, art. 31).*

### HOOFDSTUK III

#### FONDSEN GESTIJFD DOOR BIJZONDERE INKOMSTEN

Art. 66.01.C. — *Administratie der directe belastingen. — Kwade posten en teruggaven van ten onrechte geïnde rechten : directe belastingen en ermude gelijkgestelde taksen, nalatigheidsinteressen, enz. — Moratoriuminteressen (wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, art. 3, tweede alinea, art. 31).*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes et dépenses :</i>				<i>Ontvangsten en uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
160 Taxe de vérification des poids et mesures et taxe sur les épreuves d'appareils à vapeur et à air comprimé . . . . .	200	200	163	IJkloon en belasting voor het beproeven van stoom- en persluchtstellen. 160
260 Intérêts de retard ou moratoires . . . . .	1 300 000	1 300 000	1 179 105	Nalatigheids- of moratoriuminteressen. 260
366 Taxe de circulation . . . . .	1 200 000	1 100 000	1 084 728	Verkeersbelasting . . . . . 366
369 Taxe sur les jeux et paris . . . . .	25 000	25 000	3 513	Belasting op spelen en weddenschappen. 369
369 Taxe sur les appareils automatiques de divertissement. . . . .	6 000	5 500	14 166	Belasting op de automatische ontspanningstoestellen. 369
370 Précompte immobilier. . . . .	3 200 000	3 200 000	3 104 036	Onroerende voorheffing. . . . . 370
370 Précompte mobilier. . . . .	500 000	550 000	816 705	Roerende voorheffing. . . . . 370
370 Impôts des non-résidents. . . . .	2 000 000	2 040 000	1 758 675	Belasting der niet-verblijfshouders. 370
371 Impôts des sociétés. . . . .	39 750 000	38 070 000	37 982 856	Venootschapsbelasting. . . . . 371
372 Impôts des personnes physiques . . . . .	78 500 000	75 500 000	75 045 513	Personenbelasting. . . . . 372
372 Précompte professionnel. . . . .	1 800 000	1 800 000	1 749 282	Bedrijfsvoorheffing. . . . . 372
372 Retenues d'impôts sur les allocations de chômage. . . . .	—	—	—	Inhoudingen van belasting op werkloosheidssuitkeringen. . . . . 372
380 Amendes, frais de poursuite et de justice. . . . .	150 000	150 000	159 421	Boeten, vervolgings- en gerechtskosten. 380
Totaux . . . . .	128 431 200	123 740 700	122 898 163	Totalen.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

Les chiffres inscrits ci-dessus correspondent aux montants présumés (1989 et 1988) ou effectifs (1987) des prélèvements et remboursements, y compris les remboursements d'impôts, additionnels et parts provinciaux, communaux et d'agglomération.

Art. 66.02.C – Administration des douanes et accises. – Restitutions de droits et d'intérêts de retard indûment perçus en matière de droits d'entrée, droits d'accise et taxes de consommation, taxe d'ouverture et produits divers ainsi que des remboursements dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et de Benelux.

De hiervoren vermelde cijfers stemmen overeen met de vermoedelijke (1989 en 1988) of werkelijke (1987) bedragen van de opnemingen en terugbetalingen, met inbegrip van de terugbetalingen inzake aanvullende provincie-, gemeente- en agglomeratiebelastingen.

Art. 66.02.C. – Administratie der douane en accijnzen. – Teruggaven van ten onrechte geïnde rechten en nalatigheidsinteressen inzake invoerrechten, accijnzen en verbruikstaks, openingsbelasting en diverse opbrengsten alsmede terugbetalingen in het kader van de Belgisch-luxemburgse Economische Unie en Benelux.

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes et dépenses :</i>				<i>Ontvangsten en uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
361 Droits d'entrée . . . . .	151 000	140 000	131 000	Invoerrechten . . . . . 361
362 Droits d'accise et taxe de consommation . . . . .	250 800	237 800	16 200	Accijnzen en verbruikstaks . . . . . 362
369 Taxes sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses . . . . .	4 400	3 000	2 300	Openingsbelasting op de slijterijen van gegiste of geestrike dranken . . . . . 369
361 Solde à payer au Grand-Duché de Luxembourg sur les recettes communales . . . . .	242 700	712 400	101 992	Aan het Groothertogdom Luxemburg te betalen saldo op de gemeenschappelijke ontvangst . . . . . 361

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
362 Remboursements dans le cadre de Benelux . . . . .	1 109 500	262 700	508	Terugbetalingen in het kader van Benelux . . . . .
060 Produits divers . . . . .	900	4 100	600	Diverse opbrengsten . . . . .
Totaux . . . . .	1 759 300	1 360 000	252 600	Totalen
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

L'évaluation a été faite sur la base du montant des restitutions effectuées en 1987 et pendant les sept premiers mois de l'année 1988.

De raming werd berekend op basis van het bedrag der terugbetalingen in 1987 en gedurende de eerste zeven maanden van 1988.

Art. 66.03.C. — *Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. — Restitution des sommes perçues en matière de T.V.A., de taxes, de droits, d'amendes, d'intérêts, d'impôt sur le capital, etc.*

Art. 66.03.C. — *Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. — Teruggave van geheven sommen inzake B.T.W., taksen, rechien, boeten, interesten, belastingen op het kapitaal, enz.*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes et dépenses :</i>				<i>Ontvangsten en uitgaven :</i>
36.01 Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées au timbre . . . . .	121 000 000	110 000 000	105 042 182	Belasting over de toegevoegde waarde, zegelrechten en met het zegel gelijkgestelde taksen . . . . .
36.02 Droits d'enregistrement . . . . .	1 650 000	650 000	659 210	Registratierechten . . . . . 36.02
36.03 Droits de greffe . . . . .	175	130	126	Griefferechten . . . . . 36.03
36.04 Droits d'hypothèques . . . . .	290	290	214	Hypotheekrechten . . . . . 36.04
36.05 Droits et amendes en matière d'assistance judiciaire et de procédure gratuite . . . . .	15	5	11	Rechten en boeten inzake gerechtelijke bijstand en kosteloze rechtspleging . . . . .
37.01 Taxe sur les associations sans but lucratif . . . . .	5	5	—	Taks op de verenigingen zonder winstoogmerken . . . . .
38.01 Amendes en matière d'impôts . . . . .	17 000	17 000	7 419	Boeten inzake belastingen . . . . . 38.01
38.02 Amendes de condamnation en matières diverses . . . . .	1 400	1 400	1 882	Boeten van veroordelingen in allerhande zaken . . . . .
57.01 Droits de succession . . . . .	142 000	132 000	82 281	Successierechten . . . . . 57.01
57.02 Impôt sur le capital . . . . .	—	—	—	Belasting op het kapitaal . . . . . 57.02
26.01 Intérêts moratoires en matière d'im- pôts . . . . .	62 000	62 000	23 607	Moratoriuminteressen inzake belastingen . . . . .
Totaux . . . . .	122 872 885	110 862 830	105 816 872	Totalen
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

Art. 66.04.C. — *Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération et des frais des organismes de contrôle de l'Etat auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux.*

Art. 66.04.C. — *Speciaal fonds bestemd tot het uitkeren van de bezoldigingen en de onkosten van de controleorganen van de Staat bij de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en van 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen.*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	200	449	305	Overgedragen saldo . . . . . 990

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales : versements effectués par les organismes d'intérêt public . . . . .	7 700	7 500	7 580	Bijzondere, niet-patrimoniale : stortingen uitgevoerd door de instellingen van openbaar nut
Totaux solde et recettes . . . . .	7 900	7 949	7 885	Totalen saldo en ontvangsten
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Non patrimoniales : paiement des rémunérations aux commissaires de Gouvernement . . . . .	7 700	7 749	7 436	Niet-patrimoniale : betaling van de bezoldigingen aan de regeringscommissarissen
Totaux des dépenses . . . . .	7 700	7 749	7 436	Totalen der uitgaven
950 Solde à nouveau . . . . .	200	200	447	Nieuw saldo . . . . . 950

Art. 66.05.B. — *Réserve pour perte de change ou autre découlant de la garantie de l'Etat octroyée en exécution de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1<sup>er</sup> mai 1944 modifié en dernier lieu par la loi du 24 mars 1978.*

Art. 66.05.B. — *Reserve tegen disagio of ander verlies volgende uit de Staatswaarborg verstrekt ter uitvoering van artikel 6 van het wetsbesluit n° 5 van 1 mei 1944, voor het laatst gewijzigd door de wet van 24 maart 1978.*

(En milliers de francs)

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	776 542	776 542	776 542	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales : produit des placements . . . . .	1 000 000	500 000	348 085	Bijzondere, niet-patrimoniale : beleggingsopbrengsten
Totaux solde et recettes . . . . .	1 776 542	1 276 542	1 124 627	Totalen saldo en ontvangsten
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Non patrimoniales : . . . . .	1 000 000	500 000	348 085	Niet-patrimoniale
Totaux des dépenses . . . . .	1 000 000	500 000	348 085	Totalen der uitgaven
950 Solde à nouveau . . . . .	776 542	776 542	776 542	Nieuw saldo . . . . . 950

En vertu de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1<sup>er</sup> mai 1944, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par la loi du 24 mars 1978, l'Etat garantit les avoirs et engagements énumérés ci-après, de la Banque nationale de Belgique contre pertes de change et autres :

- avoirs sur le Fonds monétaire international;
- avoirs acquis dans le cadre des accords de coopération monétaire européenne;
- avoirs de la Banque en monnaies étrangères;
- avances au Fonds monétaire international;
- engagements contractés dans le cadre des accords de coopération monétaire européenne.

La part de l'Etat dans le produit des actifs extérieurs rentables nets de la Banque nationale est employée à constituer un fonds de réserve pour pertes de change ou autres qui pourraient être l'effet de la garantie de l'Etat déjà citée.

Compte tenu de l'évolution probable des actifs extérieurs rentables et des passifs rémunérés de la Banque nationale, une recette de 1 000 millions peut être prévue pour 1989. Le même montant serait transféré au budget des Voies et Moyens.

Overeenkomstig artikel 6 van de besluitwet n° 5 van 1 mei 1944, voor het laatst gewijzigd door de wet van 24 maart 1978, waarborgt de Staat volgende tegoeden en verplichtingen van de Nationale Bank van België tegen wissel- of andere verliezen :

- tegoeden bij het Internationaal Monetair Fonds;
- tegoeden verworven in het raam van de akkoorden betreffende de Europese monetaire samenwerking;
- tegoeden van de Bank in vreemde munten;
- voorschotten aan het Internationaal Muntfonds;
- verbintenis aangegaan in het raam van de akkoorden betreffende de Europese monetaire samenwerking.

Het aandeel van de Staat in de opbrengst van de buitenlandse netto productieve activa van de Nationale Bank wordt aangewend voor het aanleggen van een reservefonds voor wissel- of andere verliezen die uit genoemde Staatswaarborg zouden kunnen volgen.

Rekening houdend met de vermoedelijke evolutie van de rendevende buitenlandse activa en de te remunereren passiva van de Nationale Bank, kan voor 1989 een ontvangst van 1 000 miljoen frank verwacht worden. Eenzelfde bedrag zou getransfereerd worden naar de Rijksmiddelenbegroting.

Art. 66.07.C. — *Administration des Douanes et Accises. — Restitutions de sommes perçues indûment pour compte de l'Administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines.*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes et dépenses :</i>				<i>Ontvangsten en uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
36.01 Taxe sur la valeur ajoutée . . . . .	66 600	92 600	86 000	Belasting over de toegevoegde waarde 36.01
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

L'évaluation a été faite sur la base des restitutions effectuées en 1987 et pendant les sept premiers mois de 1988.

Art. 66.07.C. — *Administratie der douane en accijnzen. — Terug-gaven van ten onrechte geïnde sommen voor rekening van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen.*

(In duizendtallen frank)

Art. 66.08.C. — *Fonds de stimulation de la construction d'habitations (loi du 24 décembre 1980).*

(En milliers de francs)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
36.01 Prélèvement sur les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée . . . . .	—	—	—	Voorafneming op de ontvangsten 36.01 van de belasting over de toegevoegde waarde.
<i>Totaux solde et recettes . . . . .</i>	—	—	—	<i>Totalen saldo en ontvangsten</i>
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Patrimoniales :				Patrimoniale :
512 Paiement des subsides accordés pour la construction de nouvelles habitations et pour les rénovations d'habitats	—	—	—	Betaling van de toelagen toegekend voor nieuwbouw en vernieuwbouw van woningen.
Affectation à l'article 36.01 du budget des Voies et Moyens . . . . .	—	—	—	Toewijzing aan artikel 36.01 van de Rijksmiddelenbegroting.
<i>Totaux des dépenses . . . . .</i>	—	—	—	<i>Totalen der uitgaven.</i>
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

Le Fonds de stimulation de la construction d'habitations est constitué en application de l'article 2 de la loi du 24 décembre 1980 en vue du paiement des subsides accordés pour la construction de nouvelles habitations et pour les rénovations d'habitats.

Ce Fonds a été alimenté au moyen d'un prélèvement sur les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée dont le montant a été déterminé par un arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres, à la fin de chaque trimestre de la période d'application, pour la première fois à la fin du premier trimestre 1981 et pour la dernière fois par arrêté royal du 26 novembre 1981.

En 1983, un transfert de 1,5 milliard à l'article 36.01 du budget des Voies et Moyens a été réalisé. Le Fonds reste provisoirement inscrit pour mémoire.

Het Fonds voor de stimulering van de woningbouw is opgericht in toepassing van artikel 2 van de wet van 24 december 1980 met het oog op de betaling van de toelagen toegekend voor nieuwbouw en vernieuwbouw van woningen.

Dit Fonds wordt gestijfd door middel van een voorafneming op de ontvangsten van de belasting over de toegevoegde waarde waarvan het bedrag bij het einde van ieder kalenderkwartaal van de toepassingsperiode, en voor de eerste maal bij het einde van het eerste kwartaal van 1981, werd bepaald bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, en voor de laatste maal bij het koninklijk besluit van 26 november 1981.

Voor 1983 werd een toewijzing van 1,5 miljard naar artikel 36.01 van de Rijksmiddelenbegroting gedaan. Het Fonds blijft voorlopig pro memoria ingeschreven.

**Art. 66.09.B. – Administration de la Trésorerie. – Part attribuée au Grand-Duché de Luxembourg dans les avantages et profits que l'Etat belge retire de la Banque nationale de Belgique.**

(En milliers de francs)

**Art. 66.09.B. – Administratie der Thesaurie. – Aandeel van het Groothertogdom Luxemburg in de voordelen en winsten die de Belgische Staat haalt uit de Nationale Bank van België.**

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
22 Particulières, non patrimoniales : versements effectués par la Banque nationale . . . . .	232 000	334 599	474 743	Bijzondere, niet-patrimoniale : stortingen uitgevoerd door de Nationale Bank.
Totaux solde et recettes . . . . .	232 000	334 599	474 743	Totalen saldo en ontvangsten
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
22 Non patrimoniales : paiement au Grand-Duché de Luxembourg . . . . .	232 000	334 599	474 743	Niet-patrimoniale : betaling aan het Groot hertogdom Luxemburg.
Totaux des dépenses . . . . .	232 000	334 599	474 743	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

En vertu de l'article 2 du protocole du 9 mars 1981 entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, relatif au régime d'association monétaire, approuvé par la loi du 30 mars 1984, le Grand-Duché participe aux avantages et profits que l'Etat belge retire, en sa qualité d'Etat souverain, des opérations de la Banque nationale. Ce partage s'effectue suivant le rapport entre les populations respectives des deux pays (art. 2 du protocole d'exécution dudit protocole).

Les éléments qui sont à partager sont les suivants :

- Les sommes qu'encaisse l'Etat belge après un délai déterminé lorsque la Banque nationale remplace ou supprime un type de billet. Par contre, le Grand-Duché de Luxembourg participe aux charges que supporte l'Etat belge par suite du remboursement ultérieur aux porteurs des billets dont la contre-valeur lui a été versée.
- Le bénéfice attribué à l'Etat belge, résultant de la différence entre l'intérêt de 3 % et le taux d'intérêt perçu par la Banque sur les opérations d'escompte, d'avances et de prêts.
- Le cinquième du surplus des bénéfices annuels de la Banque, versé à l'Etat après attribution d'un premier dividende aux actionnaires et d'une partie de l'excédent à la réserve et au personnel.

La part revenant au Grand-Duché est versée par la Banque nationale au Trésor en même temps que la part de l'Etat belge pour être ensuite, après établissement et vérification du décompte, versée au Grand-Duché de Luxembourg. Le montant à verser en 1989 au Grand-Duché s'élève à 232 000 000 de francs.

Krachtens het artikel 2 van het bijzonder protocol van 9 maart 1981 tussen België en het Groothertogdom Luxemburg, betreffende het stelsel van monetaire associatie, goedgekeurd bij de wet van 30 maart 1984, heeft het Groothertogdom deel in de voordelen en winsten die de Belgische Staat als Soevereine Staat haalt uit de verrichtingen van de Nationale Bank. Deze verdeling gebeurt in verhouding tot de bevolking van beide landen (art. 2 van het uitvoeringsprotocol van bovengenoemd protocol).

De elementen die voor verdeling in aanmerking komen zijn de volgende :

- De sommen die de Belgische Staat incasseert na een bepaalde termijn wanneer de Nationale Bank een type van biljet vervangt of intrekt. Het Groothertogdom Luxemburg heeft daarentegen deel in de lasten die de Belgische Staat draagt ingevolge de latere terugbetaling aan de houders van de biljetten waarvan de tegenwaarde hem gestort werd.
- De aan de Belgische Staat toegekende winst die voortkomt van het verschil tussen de interest van 3 % en de door de Bank op de verrichtingen van disconto, voorschot en belening geïnde rentevoet.
- Het vijfde van het laatste overschot van de jaarlijkse winsten van de Bank, dat aan de Staat gestort wordt na toekenning van een eerste dividend aan de aandeelhouders en van een gedeelte van het excedent aan de reserve en aan het personeel.

Het aandeel dat het Groothertogdom toekomt, wordt door de Nationale Bank gestort in de Schatkist samen met het deel van de Belgische Staat. Na het opmaken en het nazicht van de afrekening gebeurt de storting aan het Groothertogdom Luxemburg. Het bedrag dat in 1989 aan het Groothertogdom zal dienen gestort te worden bedraagt 232 000 000 frank.

**Art. 66.11.B. – Administration des douanes et accises. – Ristournes aux Régions de la taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles).**

(En milliers de francs)

**Art. 66.11.B. – Administratie der douane en accijnzen. – Ristorno's aan de Gewesten van de openingsbelasting op de slijterijen van gegiste of van geestrijke dranken (gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming der instellingen).**

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
369 Taxe d'ouverture . . . . .	—	311 400	243 000	Openingsbelasting . . . . . 369
Totaux solde et recettes . . . . .	—	311 400	243 000	Totalen saldo en ontvangsten

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
<i>Depenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet patrimoniale :
369 Ristournes aux Régions . . . . .	—	311 400	243 000	Ristorno's aan de Gewesten . . . . . 369
Totaux des dépenses . . . . .	—	311 400	243 000	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a instauré une nouvelle technique de financement à partir du premier janvier 1989.

Les fonds ouverts pour la comptabilisation des opérations découlant du système de ristournes qui était d'application suite à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles sont devenus sans objet à partir du 31 décembre 1988.

Art. 66.12.B. — *Administration des contributions directes. — Ristournes aux Régions (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles).*

(En milliers de francs)

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft, met ingang van 1 januari 1989, een nieuwe financieringstechniek ingevoerd.

De fondsen die werden geopend om er de verrichtingen op te boeken voortvloeiend uit de ristornotechniek die werd toegepast ingevolge de gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen, zijn per 31 december 1988 zonder voorwerp geworden.

Art. 66.12.B. — *Administratie der directe belastingen. — Ristorno's aan de Gewesten (gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes et dépenses :</i>				<i>Ontvangsten en uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
369 Taxe sur les jeux et paris . . . . .	—	1 960 000	1 814 200	Belasting op spelen en wedden- schappen. 369
369 Taxe sur les appareils automatiques de divertissement . . . . .	—	825 800	788 500	Belasting op de automatische ont- spanningstoestellen. 369
370 Précompte immobilier . . . . .	—	1 694 000	1 613 400	Onroerende voorheffing . . . . . 370
Totaux des recettes et dépenses . . . . .	—	4 480 700	4 216 000	Totalen ontvangsten en uitgaven
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a instauré une nouvelle technique de financement à partir du premier janvier 1989.

Les fonds ouverts pour la comptabilisation des opérations découlant du système de ristournes qui était d'application suite à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles sont devenus sans objet à partir du 31 décembre 1988.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft, met ingang van 1 januari 1989, een nieuwe financieringstechniek ingevoerd.

De fondsen die werden geopend om er de verrichtingen op te boeken, voortvloeiend uit de ristornotechniek die werd toegepast ingevolge de gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen zijn per 31 december 1988 zonder voorwerp geworden.

Art. 66.13.B. — *P.T.T. — Ristournes aux Communautés d'une partie ou de la totalité de la redevance radio et télévision (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles).*

(En milliers de francs)

Art. 66.13.B. — *P.T.T. — Ristorno's aan de Gemeenschappen van het geheel of van een gedeelte van het kijk- en luistergeld (gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming der instellingen).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
380 Redevances radio et télévision . . .	—	10 344 100	—	Kijk- en luistergeld . . . . . 380
Totaux solde et recettes . . . . .	—	10 344 100	—	Totalen saldo en ontvangst

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
Dépenses :				<i>Uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
380 Ristournes aux Communautés . . . . .	—	10 344 100	—	Ristorno's aan de Gemeenschappen 380
Totaux des dépenses . . . . .	—	10 344 100	—	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a instauré une nouvelle technique de financement à partir du premier janvier 1989.

Les fonds ouverts pour la comptabilisation des opérations découlant du système de ristournes qui était d'application suite à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles sont devenus sans objet à partir du 31 décembre 1988.

Art. 66.14.B. — *Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. — Ristournes aux Régions d'une partie ou de la totalité des droits d'enregistrement sur les transmissions de biens immeubles (loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles).*

(En milliers de francs)

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft, met ingang van 1 januari 1989, een nieuwe financieringstechniek ingevoerd.

De fondsen die werden geopend om er de verrichtingen op te boeken, voortvloeiend uit de ristornotechniek die werd toegepast ingevolge de gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen zijn per 31 december 1988 zonder voorwerp geworden.

Art. 66.14.B. — *Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen — Ristorno's aan de Gewesten van het geheel of van een gedeelte van de registrierechten op de overdrachten van onroerende goederen (gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming der instellingen).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
Recettes :				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
369 Droits d'enregistrement . . . . .	—	9 903 000	8 385 300	Registratierechten . . . . . 369
Totaux solde et recettes . . . . .	—	9 903 000	8 385 300	Totalen saldo en ontvangst
Dépenses :				<i>Uitgaven :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
369 Ristournes aux Régions . . . . .	—	9 903 000	8 385 300	Ristorno's aan de Gewesten . . . . . 369
Totaux des dépenses . . . . .	—	9 903 000	8 385 300	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a instauré une nouvelle technique de financement à partir du premier janvier 1989.

Les fonds ouverts pour la comptabilisation des opérations découlant du système de ristournes qui était d'application suite à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles sont devenus sans objet à partir du 31 décembre 1988.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft, met ingang van 1 januari 1989, een nieuwe financieringstechniek ingevoerd.

De fondsen die werden geopend om er de verrichtingen op te boeken, voortvloeiend uit de ristornotechniek die werd toegepast ingevolge de gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen zijn per 31 december 1988 zonder voorwerp geworden.

Art. 66.15.01.21.B. — *Produit des droits de succession — Région flamande.*

(En milliers de francs)

Art. 66.15.01.21.B. — *Opbrengst van de successierechten — Vlaams Gewest.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
Recettes :				<i>Ontvangsten :</i>
369 Droits de succession en Région flamande . . . . .	—	7 611 000	7 017 000	Ontvangsten van de successierechten in het Vlaams Gewest . . . . . 369
Totaux . . . . .	—	7 611 000	7 017 000	Totalen van de ontvangsten

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
369 Transfert à la Région flamande en vertu de l'article 6 de la loi du 5 mars 1984 . . . . .	—	7 611 000	7 017 000	Overdracht aan het Vlaams Gewest 369 krachtens artikel 6 van de wet van 5 maart 1984.
Totaux des dépenses . . . . .	—	7 611 000	7 017 000	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a instauré une nouvelle technique de financement à partir du premier janvier 1989.

Les fonds ouverts pour la comptabilisation des opérations découlant du système de ristournes qui était d'application suite à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles sont devenus sans objet à partir du 31 décembre 1988.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft, met ingang van 1 januari 1989, een nieuwe financieringstechniek ingevoerd.

De fondsen die werden geopend om er de verrichtingen op te boeken, voortvloeiend uit de ristornotechniek die werd toegepast ingevolge de gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen zijn per 31 december 1988 zonder voorwerp geworden.

Art. 66.15.02.22.B. — *Produit des droits de succession — Région wallonne.*  
(En milliers de francs)

Art. 66.15.02.22.B. — *Opbrengst van de successierechten — Waals Gewest.*  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
369 Droits de succession en Région wallonne . . . . .	—	4 379 000	4 054 000	Ontvangsten van de successierechten in het Waalse Gewest . . . . . 369
Totaux solde et recettes . . . . .	—	4 379 000	4 054 000	Totalen saldo en ontvangst
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
369 Transfert à la Région wallonne en vertu de l'article 6 de la loi du 5 mars 1984 . . . . .	—	4 379 000	4 054 000	Overdracht aan het Waalse Gewest 369 krachtens artikel 6 van de wet van 5 maart 1984.
Totaux des dépenses . . . . .	—	4 379 000	4 054 000	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions a instauré une nouvelle technique de financement à partir du premier janvier 1989.

Les fonds ouverts pour la comptabilisation des opérations découlant du système de ristournes qui était d'application suite à la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles sont devenus sans objet à partir du 31 décembre 1988.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten heeft, met ingang van 1 januari 1989, een nieuwe financieringstechniek ingevoerd.

De fondsen die werden geopend om er de verrichtingen op te boeken, voortvloeiend uit de ristornotechniek die werd toegepast ingevolge de gewone wet van 9 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen zijn per 31 december 1988 zonder voorwerp geworden.

Fonds 66.20.00.35.B. — *P.T.T. — Part attribué aux Communautés de la redevance radio et télévision.*  
(En milliers de francs)

Fonds 66.20.00.35.B. — *P.T.T. — Aan de Gemeenschappen toegewezen gedeelte van het kijk- en luistergeld*  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
380 Particulières, non patrimoniales . . .	11 809 000	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 380
Totaux solde et recettes . . . . .	11 809 000	—	—	Totalen saldo en ontvangst

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
380 Particulières, non patrimoniales . . .	11 809 000	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 380
Totaux des dépenses . . .	11 809 000	—	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit que le financement des Communautés flamande et française se fera, entre autres, par l'attribution de parts du produit d'impôts et perceptions.

Conformément aux articles 6, § 1, 2<sup>e</sup> et 36, de la loi spéciale, une partie de la redevance radio et télévision est attribuée aux Communautés précitées. Ce fonds 66.20.00.35.B. est destiné à séparer de la redevance perçue la partie attribuée aux Communautés de celle reprise au Budget des Voies et Moyens et de la verser aux Communautés concernées.

Pour l'année 1989, il s'agit respectivement de 4 378 800 000 francs et de 7 355 800 000 francs pour les Communautés française en flamande.

Pour la Communauté germanophone le système des ristournes reste d'application, conformément à l'article 56, 3<sup>e</sup> de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989, le montant à ristourner sera comptabilisé sur le fonds 66.20.00.35.B. Il s'élève à 74 400 000 francs.

Fonds 66.21.00.38.B. — *Administration de la T.V.A., enregistrement et domaines. — Part attribué aux Communautés de la T.V.A.*

(En milliers de francs)

*Uitgaven :*

Bijzondere, niet-patrimoniale . . . . .	380
Totalen der uitgaven.	
Nieuw saldo . . . . .	950

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten voorziet dat de financiering van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap onder meer gebeurt door toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen en heffingen.

Overeenkomstig artikelen 6, § 1, 2<sup>e</sup> en 36, van de bijzondere wet worden aan voornoemde Gemeenschappen een deel van de opbrengst van het kijk- en luistergeld toegewezen. Dit fonds 66.20.00.35.B. is bestemd om het geïnde kijk- en luistergeld voor het gedeelte van de aan de Gemeenschappen toegewezen opbrengst van het Rijksmiddelengedeelte af te zonderen en door te storten aan de betrokken Gemeenschappen.

Voor 1989 betreft het respectievelijk 4 378 800 000 en 7 355 800 000 frank voor de Franse en Vlaamse Gemeenschap.

Voor de Duitstalige Gemeenschap blijft, overeenkomstig artikel 57, 3<sup>e</sup> van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap het ristornosysteem van toepassing. Het te ristourneren bedrag wordt met ingang van 1 januari 1989 eveneens geboekt via het fonds 66.20.00.35.B. ten belope van 74 400 000 frank.

Fonds 66.21.00.38.B. — *Administratie van de B.T.W., registratie en domeinen. — Aan de Gemeenschappen toegewezen gedeelte van de B.T.W.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
363 Particulières, non patrimoniales . . .	285 593 200	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 363
Totaux solde et recettes . . .	285 593 200	—	—	Totalen saldo en ontvangst
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
363 Particulières, non patrimoniales . . .	285 593 200	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 363
Totaux des dépenses . . .	285 593 200	—	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit que le financement des Communautés flamande et française se fera, entre autres, par l'attribution de parts du produit d'impôts et perceptions.

Conformément aux articles 6, § 1, 2<sup>e</sup> et 36, 2<sup>e</sup> de la loi spéciale, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée est attribuée aux Communautés précitées. Ce fonds 66.21.00.38.B. est destiné à séparer de la T.V.A. perçue la partie attribuée aux Communautés de celle reprise au Budget des Voies et Moyens et de la verser aux Communautés concernées.

Pour l'année 1989, il s'agit respectivement de 124 256 600 000 francs et de 161 336 600 000 francs pour les Communautés française et flamande.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten voorziet dat de financiering van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap onder meer gebeurt door toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen en heffingen.

Overeenkomstig de artikelen 6, § 1, 2<sup>e</sup> en 36, 2<sup>e</sup> van de bijzondere wet worden aan voornoemde Gemeenschappen een deel van de opbrengst van de belasting op de toegevoegde waarde toegewezen. Dit fonds 66.21.00.38.B. is bestemd om de geïnde B.T.W. voor het gedeelte van de aan de Gemeenschappen toegewezen opbrengst van het Rijksmiddelengedeelte af te zonderen en door te storten aan de betrokken Gemeenschappen.

Voor 1989 betreft het respectievelijk 124 256 600 000 frank en 161 336 600 000 frank voor de Franse en Vlaamse Gemeenschap.

Fonds 66.22.00.41.B. — *Administration des contributions directes. — Part attribuée aux Communautés de l'impôt des personnes physiques.*

(En milliers de francs)

Fonds 66.22.00.41.B. — *Administratie der directe belastingen. — Aan de Gemeenschappen toegewezen gedeelte van de personenbelasting.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
372 Particulières, non patrimoniales .	73 005 000	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 363
Totaux solde et recettes . . .	73 005 000	—	—	Totalen saldo en ontvangst
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
372 Particulières, non patrimoniales .	73 005 000	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 372
Totaux des dépenses . . .	73 005 000	—	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit que le financement des Communautés flamande et française se fera, entre autres, par l'attribution de parts du produit d'impôts et perceptions.

Conformément aux articles 6, § 1, 2<sup>e</sup> et 36, 3<sup>e</sup> de la loi spéciale, une partie du produit de l'impôt des personnes physiques est attribuée aux Communautés précitées. Ce fonds 66.22.00.41.B. est destiné à séparer de l'impôt des personnes physiques pour la partie attribuée aux Communautés de celle reprise au Budget des Voies et Moyens et de la verser aux Communautés concernées.

Pour l'année 1989, il s'agit respectivement de 32 157 100 000 francs et de 40 847 900 000 francs pour les Communautés française et flamande.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten voorziet dat de financiering van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap onder meer gebeurt door toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen en heffingen.

Overeenkomstig artikelen 6, § 1, 3<sup>e</sup> en 36, 3<sup>e</sup> van de bijzondere wet worden aan voornoemde Gemeenschappen een deel van de opbrengst van de personenbelasting toegewezen. Dit fonds 66.22.00.41.B. is bestemd om de geïnde personenbelasting, voor het gedeelte van de aan de Gemeenschappen toegewezen opbrengst van het Rijksmiddelengedeelte af te zonderen en door te storten aan de betrokken Gemeenschappen.

Voor 1989 betreft het respectievelijk 32 157 100 000 frank en 40 847 900 000 frank voor de Franse en Vlaamse Gemeenschap.

Fonds 66.23.00.44.B. — *Administration des contributions directes. — Part attribuée aux Régions de l'impôt des personnes physiques.*

(En milliers de francs)

Fonds 66.23.00.44.B. — *Administratie der directe belastingen. — Aan de Gewesten toegewezen gedeelte van de personenbelasting.*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
372 Particulières, non patrimoniales .	194 801 500	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 372
Totaux solde et recettes . . .	194 801 500	—	—	Totalen saldo en ontvangst
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
372 Particulières, non patrimoniales .	194 801 500	—	—	Bijzondere, niet-patrimoniale . . . 372
Totaux des dépenses . . .	194 801 500	—	—	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit que le financement de la Région flamande, de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale se fera, entre autres, par l'attribution de parts du produit d'impôts.

Conformément aux articles 6, § 2, 3<sup>e</sup> et 12, § 2 de la loi spéciale, une partie de l'impôt des personnes physiques est attribuée aux Régions précitées. Ce fonds 66.23.00.44.B. est destiné à séparer de l'impôt perçu, la partie attribuée aux Régions, de celle reprise au Budget des Voies et Moyens et de la verser aux Régions concernées.

De bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten voorziet dat de financiering van het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest onder meer gebeurt door toegewezen gedeelten van de opbrengst van belastingen.

Overeenkomstig artikelen 6, § 2 3<sup>e</sup> en 12, § 2 van de bijzondere wet worden aan voornoemde Gewesten een deel van de opbrengst van de personenbelasting toegewezen. Dit fonds 66.23.00.44.B. is bestemd om de geïnde personenbelasting voor het gedeelte van de aan het Gewest toegewezen opbrengst van het Rijksmiddelengedeelte af te zonderen en door te storten aan het betrokken Gewest.

Pour l'année 1989, il s'agit respectivement de 100 227 300 000, 73 430 300 000 et 21 143 900 000 francs pour respectivement les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale.

Voor 1989 betreft het respectievelijk 100 227 300 000 frank, 73 430 300 000 en 21 143 900 000 frank voor het Vlaamse, het Waalse en het Brusselse-Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 67.01.B. — Fondation Eugène Lenger  
(arrêté du 9 octobre 1941).**  
(En milliers de francs)

**Art. 67.01.B. — Stichting Eugène Lenger  
(besluit van 9 oktober 1941).**  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	20	40	40	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
28 Particulières, patrimoniales : intérêts — capitaux remboursés . .	490	480	450	Bijzondere, patrimoniale : interesten 28 — terugbetaalde kapitalen . . . . .
Totaux solde et recettes . . .	510	520	490	Totalen saldo en ontvangsten
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Patrimoniales :				Patrimoniale :
333 Placement des fonds disponibles . .	500	500	450	Belegging van de beschikbare fondsen 333
Paiement du prix . . . . .	—	—	—	Uitbetaling van de prijs.
Totaux des dépenses . . .	500	500	450	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	10	20	40	Nieuw saldo . . . . . 950

La recette est constituée des revenus des capitaux légués et de la contre-valeur des capitaux (obligations) remboursés. La dépense représente le placement des fonds disponibles.

De ontvangst komt voort van de door de gelegateerde kapitalen opgebrachte inkomsten en de tegenwaarde van de terugbetaalde kapitalen (obligaties). De uitgave vertegenwoordigt de belegging van de beschikbare fondsen.

## Section II

**Services de l'Etat  
soumis à des règles de gestion particulières**

## CHAPITRE I

## SERVICES DE L'ETAT A GESTION SEPARÉE

Art. 70.01.B. — *Fonds monétaire (lois des 12 juin 1930, 28 décembre 1931, 14 avril 1933, 7 décembre 1934 et 2 août 1955).*  
(En milliers de francs)

## Sectie II

**Staatsdiensten  
aan bijzondere beheersregelen onderworpen**

## HOOFDSTUK I

## STAATSDIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER

Art. 70.01.B. — *Muntfonds (wetten van 12 juni 1930, 28 december 1931, 14 april 1933, 7 december 1934 en 2 augustus 1955).*  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	40 685	69 300	223 000	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale :
Intérêts sur placement en titres . .	1 400 000	1 380 000	1 280 000	Interessen op plaatsingen en titels.
Divers . . . . .	20 000	20 000	20 000	Verscheidene.
Patrimoniales :				Patrimoniale :
Emissions de billets et de pièces de monnaie.	200 000	200 000	200 000	Uitgifte van biljetten en muntstukken.
Produits des ventes et des remboursements de titres en portefeuille . .	800 000	800 000	2 022 000	Opbrengst van de verkoop en de terugbetaling van titels in portefeuille.
Remboursement par le comptable de la Monnaie . . . . .	—	—	—	Terugbetaling door de rekenplichtige van de Munt.
Produits de la revente de métaux . .	—	—	—	Opbrengst van de verkoop van metalen.
Recettes diverses . . . . .	—	—	—	Diverse ontvangsten.
Totaux solde et recettes . . . . .	2 460 685	2 469 300	3 744 300	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Non patrimoniales :				Niet-patrimoniale :
Traitements et indemnités du personnel de la Monnaie . . . . .	90 000	80 000	70 000	Wedden en vergoedingen van het personeel van de Munt.
Frais d'entretien et de circulation des billets. . . . .	1 000	5 000	50 000	Kosten van onderhoud en van circulatie van de biljetten.
Dépenses de fabrication des monnaies	100 000	80 000	50 000	Fabricatiekosten van de munten.
Achat de matériel . . . . .	120 000	20 000	20 000	Aankoop van materieel.
Versement au Trésor de l'excédent des revenus sur les charges. . . . .	900 000	1 068 615	1 310 000	Storting aan de Schatkist van het excédent der inkomsten op de lasten.
Dépenses à récupérer. . . . .	—	—	—	Te recupereren uitgaven.
Patrimoniales :				Patrimoniale :
Achat de métaux monétaires . . . . .	140 000	140 000	140 000	Aankoop van monetaire metalen.
Remboursement de billets et de pièces de monnaie . . . . .	20 000	20 000	20 000	Terugbetaling van biljetten en muntstukken.
Achat de titres pour le portefeuille	1 000 000	2 000 000	2 000 000	Aankoop van titels voor de portefeuille.
Provisions au comptable de la Monnaie . . . . .	45 000	15 000	15 000	Provisies aan de rekenplichtige van de Munt.
Totaux des dépenses . . . . .	2 416 000	2 428 615	3 675 000	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	44 685	40 685	69 300	Nieuw saldo . . . . . 950

Le Fonds monétaire est autorisé à avancer momentanément, pour compte de la Monnaie royale de Belgique, les sommes nécessaires pour l'exécution de travaux autres que les fabrications monétaires nationales.

Het Muntfonds wordt gemachtigd voor rekening van de Koninklijke Munt van België de nodige sommen, voor de uitvoering van andere werken dan de nationale aanmuntingen, tijdelijk voor te schieten.

Le Fonds est alimenté par le produit de l'émission des monnaies divisionnaires mises en circulation par l'Etat (billets de 50 francs et pièces métalliques de 500 francs et au-dessous).

Art. 70.02.C. — *Loterie nationale (loi du 6 juillet 1964).*  
(En milliers de francs)

Het Fonds wordt gestijfd door de opbrengst van de door de Staat in omloop gebrachte deelmunten (biljetten van 50 frank en metalen munten van 500 frank en minder).

Art. 70.02.C. — *Nationale loterij (wet van 6 juli 1964).*  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	100 000	100 000	100 000	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales :				Bijzondere, niet-patrimoniale : Opbrengst van de verkoop van biljetten en van de bijkomende premie van de verdeling van de biljetten en Lotto/Joker-inzetten.
Produit de la vente des billets et de la surprise sur la division des billets et mises Lotto/Joker . . . . .	25 580 000	25 658 000	24 885 139	Interessen op beleggingen en op bijpremie. Opbrengst van verhuring van lokalen. Diverse ontvangststen.
Intérêts sur placements et sur surprise	180 000	50 000	131 250	
Produit des locations de locaux . . . . .	10 000	10 000	14 684	
Recettes diverses . . . . .	4 000	4 000	56 605	
Totaux solde et recettes . . . . .	25 874 000	25 822 000	25 187 678	Totalen saldo en ontvangststen.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Patrimoniales : frais d'équipement (machines de bureau, matériel et mobilier) . . . . .	14 450	85 850	6 049	Patrimoniale : uitrustingkosten (kantoormachines, materieel en meubilair).
Non patrimoniales :				Niet-patrimoniale :
Salaires et charges sociales du personnel. . . . .	383 058	376 765	356 163	Lonen en sociale lasten van het personeel.
Allocations directes . . . . .	46 880	47 066	43 758	Directe toelagen.
Contributions patronales aux assurances sociales. . . . .	58 000	57 500	52 385	Werkgeversbijdragen sociale verzekeringen.
Service social et mess. . . . .	17 500	17 000	15 580	Sociale Dienst en mess.
Pensions complémentaires. . . . .	17 100	16 800	16 665	Aanvullende pensioenen.
Dépenses générales de fonctionnement, y compris les commissions et indemnités de vente. . . . .	4 189 715	4 173 966	4 000 062	Algemene werkingskosten met inbegrip van de commissielonen en vergoedingen voor verkoop.
Paiements des lots. . . . .	13 530 684	13 552 553	12 960 614	Betaling der loten.
Subventions à des œuvres belges en général (produit de la surprise).	216 000	216 000	205 879	Toelagen aan Belgische werken in het algemeen (opbrengst van de bijpremie).
Cotisation à l'Association internationale des Loteries d'Etat à Genève et Intertoto. . . . .	120	120	138	Bijdragen aan de Internationale Vereniging der Staatsloterijen te Genève en aan de Intertoto.
Versement au Trésor en exécution de l'arrêté royal n° 293 du 31 mars 1984. . . . .	—	—	—	Storting aan de Schatkist in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 293 van 31 maart 1984.
Solde des bénéfices à répartir conformément aux lois des 6 juillet 1964 et 12 juillet 1976. . . . .	7 300 493	7 178 380	7 430 385	Saldo van de winsten te verdelen overeenkomstig de wetten van 6 juli 1964 en 12 juli 1976.
Totaux des dépenses . . . . .	25 774 000	25 722 000	25 087 678	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	100 000	100 000	100 000	Nieuw saldo . . . . . 950

Art. 70.03.C. — *Restaurants et rfectoires du Ministère des Finances (arrêté royal du 10 février 1955; arrêté ministériel du 11 février 1955).*

(En milliers de francs)

Art. 70.03.C. — *Restaurants en kantines van het Ministerie van Financiën (koninklijk besluit van 10 februari 1955; ministerieel besluit van 11 februari 1955).*

(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	27 400	27 400	22 400	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
Particulières, non patrimoniales : vente de tickets de repas, de boissons chaudes et froides et profits divers . . . . .	160 000	171 000	160 000	Bijzondere, niet-patrimoniale : verkoop van ticketten voor maaltijden, warme en koude dranken en diverse baten.
Totaux solde et recettes . . .	187 400	198 400	182 400	Totalen saldo en ontvangst.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
Non patrimoniales : distribution de repas, de boissons chaudes et froides . . . . .	160 000	171 000	155 000	Niet-patrimoniale : verstrekking van maaltijden, warme en koude dranken.
Totaux des dépenses . . .	160 000	171 000	155 000	Totalen van de uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	27 400	27 400	27 400	Nieuw saldo . . . . . 950

## Section III

## Autres fonds spéciaux

Art. 76.01.C. — *Produit de la gestion des biens dépendant de la dotation de la fondation des Sépulchrines à Visé.*  
(En milliers de francs)

## Sectie III

## Andere speciale fondsen

Art. 76.01.C. — *Opbrengst van het beheer der goederen afhangende van de dotatie der stichting „Sépulchrines“ te Wezet.*  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	—	—	—	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
160 Recettes particulières, non patrimoniales . . . . .	20	20	20	Bijzondere ontvangsten, niet-patrimoniale. 160
Totaux solde et recettes . . . . .	20	20	20	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
122 Dépenses non patrimoniales, entretien de bâtiments . . . . .	20	20	20	Niet-patrimoniale uitgaven, onderhoud van gebouwen. 122
Totaux des dépenses . . . . .	20	20	20	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	—	—	—	Nieuw saldo . . . . . 950

Recettes prévues pour l'année 1989 : 20 000 francs, comme pour l'année 1988.

Ce montant représente le produit de la gestion des biens, rentes, droits et actions dépendant de la fondation des Sépulchrines à Visé.

Cette somme est destinée à l'entretien de l'école moyenne de l'Etat pour garçons à Visé.

Art. 76.02.C. — *Indemnités de gestion prélevées sur le produit des séquestrés.*  
(En milliers de francs)

Voorziene ontvangsten voor het jaar 1989 : 20 000 frank zoals voor 1988.

Dit bedrag vertegenwoordigt de opbrengst van het beheer der goederen, renten, rechten en vorderingen die afhangen van de stichting „Sépulchrines“ te Wezet.

Deze som is bestemd voor het onderhoud van de Rijksmiddelbare school voor jongens te Wezet.

Art. 76.02.C. — *Beheersvergoedingen voorafgenomen op de opbrengst van de sekwesters.*  
(In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	25 856	24 656	43 112	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
160 Recettes particulières, non patrimoniales . . . . .	1 000	1 400	1 594	Bijzondere ontvangsten, niet-patrimoniale. 160
Totaux solde et recettes . . . . .	26 856	26 056	44 706	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
122 Non patrimoniales. . . . .	200	200	20 050	Niet-patrimoniale. . . . . 122
Totaux des dépenses . . . . .	200	200	20 050	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	26 656	25 856	24 646	Nieuw saldo . . . . . 950

Le montant des recettes prévues en 1989 représente un prélèvement de 1 000 000 francs sur le produit des séquestrés, destiné à couvrir les frais généraux et le déficit des séquestrations déficitaires.

Het bedrag der voorziene ontvangsten in 1989 vertegenwoordigt de voorafname van 1 000 000 frank op de opbrengst van de sekwesters en is bestemd om de algemene onkosten en het tekort van de deficitaire sekwestraten te dekken.

Art. 76.03.C. — *Produits de la gestion du Shape-Village à Casteau et du domaine "Les Bruyères" à Mons.*  
 (En milliers de francs)

Art. 76.03.C. — *Opbrengst van het beheer van het Shape-Dorp te Casteau en van het domein "Les Bruyères" te Bergen.*  
 (In duizendtallen frank)

Classification économique	1989	1988	1987	Economische classificatie
990 Solde reporté . . . . .	85 593	125 593	130 480	Overgedragen saldo . . . . . 990
<i>Recettes :</i>				<i>Ontvangsten :</i>
160 Recettes particulières, non patrimoniales . . . . .	132 000	130 000	125 945	Bijzondere ontvangsten, niet-patrimoniale. 160
Totaux solde et recettes . . . . .	217 593	255 193	256 426	Totalen saldo en ontvangsten.
<i>Dépenses :</i>				<i>Uitgaven :</i>
122 Dépenses non patrimoniales : Entretien des bâtiments. . . . .	145 000	143 000	104 585	Niet-patrimoniale uitgaven : Onderhoud van gebouwen. 122
Dépenses patrimoniales : Annuité domaine "Les Bruyères" . . . . .	27 500	27 000	26 247	Patrimoniale uitgaven : Annuitet domein „Les Bruyères”.
Affectation à l'article 28.01 du budget des Voies et Moyens ("Redevances pour l'occupation de biens domaniaux" – Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines). . . . .	—	—	—	Toewijzing aan artikel 28.01 van de Rijksmiddelenbegroting („Retributies voor het gebruik van domeingoederen" – Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen).
Recettes courantes non fiscales.				Lopende niet-fiscale ontvangsten.
Totaux des dépenses . . . . .	172 500	170 000	130 832	Totalen der uitgaven.
950 Solde à nouveau . . . . .	45 093	85 593	125 593	Nieuw saldo . . . . . 950

Recettes prévues pour l'année 1989 : 132 000 000 de francs.

Ce montant représente le produit de la gestion des logements du Shape Village à Casteau et du domaine "Les Bruyères" à Mons.

Voorziene ontvangsten van het jaar 1989 : 132 000 000 frank.

Dit bedrag vertegenwoordigt de opbrengst van het beheer der woningen van het Shape-Dorp te Casteau en van het domein "Les Bruyères" te Bergen.

## E. – JUSTIFICATION – TITRE VII ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

L'arrêté royal n° 526 du 31 mars 1987 portant création du « Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers » prévoit la possibilité de financer les prêts à des Etats étrangers au moyen du produit d'emprunts à contracter par le Fonds. Pour 1989, sont envisagés des emprunts pour un montant de 3 200 millions de francs, correspondant au programme des prêts pour l'année 1989 (2 000 millions de francs) et le reliquat de l'année 1988 (1 200 millions de francs).

Le service financier (intérêts et remboursements) des prêts à des Etats étrangers reçu en 1987, 1988 et 1989 est destiné au paiement des intérêts et frais complémentaires sur emprunts (pour 1988 : 80 millions de francs et pour 1989 : 250 millions de francs).

## E. – VERANTWOORDING – TITEL VII INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Het koninklijk besluit n° 526 van 31 maart 1987 houdende oprichting van het « Fonds voor de financiering van leningen aan vreemde Staten » voorziet in de mogelijkheid tot financiering van de leningen aan vreemde Staten door middel van de opbrengst van ontleningen aan te gaan door gezegd Fonds. Voor 1989 worden ontleningen in het vooruitzicht gesteld voor een bedrag van 3 200 miljoen frank, overeenkomend met het leningenprogramma voor het jaar 1989 (2 000 miljoen frank) en het saldo van het jaar 1988 (1 200 miljoen frank).

De financiële dienst (interesten en terugbetalingen) der leningen aan vreemde Staten ontvangen in 1987, 1988 en 1989 is bestemd voor de betaling der interesten en bijkomende kosten op ontleningen (voor 1988 : 80 miljoen frank en voor 1989 : 250 miljoen frank).

F. – REGROUPEMENTS  
TABLEAU DES CODES ECONOMIQUES

(En millions de francs)

F. – HERGROEPERINGEN  
TABEL DER ECONOMISCHE CODES

(In miljoenen frank)

Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique – <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Ajusté — <i>Aangepast</i>	1987 Réalisé — <i>Verwezenlijkt</i>
	N° — N° — <i>Codenr.</i>	Libellé – <i>Benaming</i>			
<b>TITRE I TITEL I</b>					
		<b>A. – CABINETS MINISTERIELS. – MINISTERIELE KABINETTEN.</b>			
01	11.01	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	2,0	2,0	1,9
	11.02	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	30,6	31,6 (7,3)	29,1
	11.2	Allocations. – <i>Toelagen</i> . . . . .	4,2	3,7	1,7
	11.3	Contributions patronales. – <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	2,3	2,3	1,4
	12.06	Location bâtiments, terrains. – <i>Huur gebouwen, land</i> . . . . .	1,3	1,3	0,8
	12.07	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	–	0,4	–
	12.19	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	10,4	9,4	9,5 (3,7)
	12.20	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	–	–	0,2
03	11.01	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	2,1	2,1	2,0
	11.02	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	64,3	53,6 (0,5)	54,0
	11.2	Allocations. – <i>Toelagen</i> . . . . .	4,4	2,6	3,5
	11.3	Contributions patronales. – <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	5,6	3,3	4,0
	12.06	Location bâtiments, terrains. – <i>Huur gebouwen, land</i> . . . . .	10,0	8,9	8,7
	12.07	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	–	1,7	8,1 (0,8)
	12.19	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	20,0	21,7	22,3 (1,2)
	12.20	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	–	–	0,7
11	11.01	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	1,7	1,0	–
	11.02	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	12,6	15,5	–
	11.2	Allocations. – <i>Toelagen</i> . . . . .	1,3	0,9	–
	11.3	Contributions patronales. – <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	1,0	0,6	–
	12.06	Location bâtiments, terrains. – <i>Huur gebouwen, land</i> . . . . .	1,0	–	–
	12.07	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	–	0,8	–
	12.19	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	6,1	4,8	–
<b>B. ENSEMBLE DU DEPARTEMENT. – GEHEEL VAN HET DEPARTEMENT.</b>					
	11.03	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	23 878,6	23 511,7 (0,5)	23 719,6
	11.2	Allocations. – <i>Toelagen</i> . . . . .	1 910,4	1 765,4	1 790,6
	11.3	Contributions patronales. – <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	1 011,0	991,4	995,9
11.04	11.1	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	514,0	493,3	492,0
	11.2	Allocations. – <i>Toelagen</i> . . . . .	75,5	94,4 (1,8)	72,1
	11.3	Contributions patronales. – <i>Werkgeversbijdragen</i> . . .	5,0	5,0	4,1
11.05	11.5	Salairé en nature. – <i>Loon in natura</i> . . . . .	68,4	68,4	73,1
11.10	11.1	Salairé. – <i>Loon</i> . . . . .	1,4	1,3	1,3
12.01	12.1	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	253,9	314,6	320,6
12.02	12.1	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	2 719,1	2 629,3 (0,7)	2 533,6 (0,3)
12.03	12.1	Dépenses de fonctionnement. – <i>Werkingskosten</i> . . .	540,1	539,9 (0,6)	472,4

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique — <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Ajusté — <i>Aangepast</i>	1987 Réalisé — <i>Verwezenlijkt</i>
	N° — N° — <i>Codenr.</i>	Libellé — <i>Benaming</i>			
12.05	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	736,5	811,5	692,2
12.06	122	Location bâtiments, terrains. — <i>Huur gebouwen, land</i> . . . . .	1 590,4	1 590,4	1 107,4
12.07	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	52,9	49,3	35,7
				(2,7)	
12.22	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	10,0	10,0	6,2
12.24	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	151,0	150,4	150,6
				(49,2)	
12.25	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	—	—	70,3
12.27	121	Dépenses pour le traitement automatisé d'information. — <i>Uitgaven voor automatische informatieverwerking</i> . . . . .	9,0	—	—
12.28	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	914,7	733,0	587,4
12.30	121	Dépenses de fonctionnement. — <i>Werkingskosten</i> . . . . .	—	—	4,8
12.33	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	0,1	0,2	0,1
12.34	123	Achats spécifiques. — <i>Specifieke aankopen</i> . . . . .	0,7	0,7	0,1
				(0,5)	
28.01	281	Produit de concessions aux entreprises privées. — <i>Opbrengst van concessies verleend aan privé-bedrijven</i> . . . . .	50,0	50,0	34,4
				(23,8)	
30.01	363	Impôt sur le chiffre d'affaires et taxes de transmission. — <i>Omzetbelasting of overdrachttaks</i> . . . . .	1,0	1,0	1,0
31.01	310	Subventions réduisant loyers et intérêts aux entreprises publiques. — <i>Huur- en rentesubsidies aan openbare bedrijven</i> . . . . .	0,2	0,3	0,1
32.01	321	Autres subventions aux entreprises publiques. — <i>Overige subsidies aan openbare bedrijven</i> . . . . .	43,1	52,6	—
32.02	321	Autres subventions aux entreprises publiques. — <i>Overige subsidies aan openbare bedrijven</i> . . . . .	1,5	2,0	1,3
32.04	322	Partie d'intérêt d'annuités. — <i>Rentegedeelte op annuïteiten</i> . . . . .	2,4	—	—
33.01	33.61	Autres transferts : ménages. — <i>Andere overdrachten : gezinnen</i> . . . . .	8,3	7,0	4,1
				(1,9)	(0,1)
33.02	33.61	Autres transferts : ménages. — <i>Andere overdrachten : gezinnen</i> . . . . .	0,9	0,5	0,1
34.01	343	Autres transferts de revenus à l'étranger. — <i>Andere inkomensoverdrachten aan het buitenland</i> . . . . .	2,5	3,0	2,0
34.02	343	C.E.E. — <i>E.E.G.</i> . . . . .	8 946,3	9 300,0	—
34.05	343	Dédommagement antenne RTL. — <i>Schuldvergoeding RTL-antenne</i> . . . . .	—	752,0	—
38.01	381	Amendes et paiements obligatoires similaires. — <i>Boeten en soortgelijke verplichte betalingen</i> . . . . .	1,0	1,0	0,5
41.01	410	Transferts de revenus au pouvoir central. — <i>Inkomensoverdrachten aan de centrale overheid</i> . . . . .	6,2	6,1	6,0
41.02	412	Transferts de revenus aux institutions d'intérêt public soumises à la loi du 16 mars 1954. — <i>Inkomensoverdrachten aan instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wet van 16 maart 1954</i> . . . . .	60,0	63,4	63,4
41.04	410	Transferts de revenus au pouvoir central. — <i>Inkomensoverdrachten aan de centrale overheid</i> . . . . .	9,2	9,2	2,3
01.03	01	Non ventilé. — <i>Niet verdeeld</i> . . . . .	—	3 000,0	—
		<b>Totaux Titre I. — Totalen Titel I</b> . . . . .	<b>43 756,2</b>	<b>47 176,5</b> (89,5)	<b>33 393,2</b> (6,1)

(En millions de francs)			(In miljoenen frank)		
Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique — <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Ajusté — <i>Aangepast</i>	1987 Réalisé — <i>Verwezenlijkt</i>
N° — Nr.	N° du code — Codenr.	Libellé — <i>Benaming</i>			
TITRE II <i>TITEL II</i>		Partie I. — Investissements. <i>Deel I. — Investeringen.</i>			
71.01	710	Achat de terrains et bâtiments dans le pays. — <i>Aankoop van land en gebouwen in het binnenland</i> . . .	10,0	15,0	2,7
71.02	710	Achat de terrains et bâtiments dans le pays. — <i>Aankoop van land en gebouwen in het binnenland</i> . . .	0,4	0,4	—
74.01	741	Achat de matériel de transport. — <i>Aankoop van vervoermaterieel</i> . . . . .	27,2	26,7	24,7
	742	Achat de biens durables autres que du matériel de transport. — <i>Aankoop van duurzame goederen andere dan vervoermaterieel</i> . . . . .	419,6	450,3	337,2
74.02	742	Achat de biens durables autres que du matériel de transport. — <i>Aankoop van duurzame goederen andere dan vervoermaterieel</i> . . . . .	—	—	—
		Partie II. — Non-investissements. <i>Deel II. — Niet-investeringen.</i>			
		A. Cabinets ministériels. — <i>Ministeriële Kabinetten</i>			
01	74.01	Achat de matériel de transport. — <i>Aankoop van vervoermaterieel</i> . . . . .	0,8	0,7	—
	742	Achat de biens durables autres que du matériel de transport. — <i>Aankoop van duurzame goederen andere dan vervoermaterieel</i> . . . . .	—	0,1	0,4
03	74.01	Achat de matériel de transport. — <i>Aankoop van vervoermaterieel</i> . . . . .	0,4	0,7	—
	742	Achat de biens durables autres que du matériel de transport. — <i>Aankoop van duurzame goederen andere dan vervoermaterieel</i> . . . . .	0,6	1,0	0,4
11	74.01	Achat de matériel de transport. — <i>Aankoop van vervoermaterieel</i> . . . . .	0,4	1,3	—
	742	Achat de biens durables autres que du matériel de transport. — <i>Aankoop van duurzame goederen andere dan vervoermaterieel</i> . . . . .	0,6	2,9	—

(En millions de francs)

(In miljoenen frank)

Sect. et art. 1989 — Sect. en art. 1989	Code économique — <i>Economische code</i>		1989 Initial — <i>Oorspronkelijk</i>	1988 Ajusté — <i>Aangepast</i>	1987 Réalisé — <i>Verwezenlijkt</i>
	N° — Nr. — <i>Codenr.</i>	Libellé — <i>Benaming</i>			
		B. — Ensemble du Département. — <i>Geheel van het Departement.</i>			
52.01	523	Institutions S.B.L. au service des ménages. — <i>Instellingen Z.W.O. ten dienste van gezinnen</i> . . . . .	1,7	1,7	1,7
56.01	562	Bénéfice résultant du retrait de billets de banque ou de monnaies d'institutions financières. — <i>Winst bij intrekking van de bankbiljetten of munten ontvangen van financiële instellingen</i> . . . . .	375,0	447,1 (2,9)	222,4 (124,8)
57.01	571	Impôts sur le patrimoine : droits de succession et de donation. — <i>Vermogensheffingen : successie- en schenkingsrechten</i> . . . . .	0,1	0,1	—
61.01	610	Transferts de capitaux au pouvoir central. — <i>Vermogensoverdrachten aan de centrale overheid</i> . . . . .	558,0	450,0	1 143,0
61.04	610	Transferts de capitaux au pouvoir central. — <i>Vermogensoverdrachten aan de centrale overheid</i> . . . . .	2,0	2,0	2,0
61.05	610	Transferts de capitaux au pouvoir central. — <i>Vermogensoverdrachten aan de centrale overheid</i> . . . . .	970,0	—	143,5
61.06	610	Transferts de capitaux au pouvoir central. — <i>Vermogensoverdrachten aan de centrale overheid</i> . . . . .	335,0	500,0	1 343,0
61.10	610	Programme AIRBUS. — <i>AIRBUS programma</i> . . . . .	—	153,7	—
81.01	812	Participation au capital ou financement considérées comme participation aux investissements d'entreprises publiques possédant la personnalité juridique. — <i>Deelneming in het kapitaal of als deelneming beschouwde financiering van investeringen van rechtspersoonlijkheid bezittende openbare bedrijven</i> . . . . .	—	1,9	—
81.05	814	Amortissement de la partie capital des annuités. — <i>Aflossing van het kapitaalgedeelte in de annuiteiten</i> . . . . .	1,3	—	—
83.01	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	2 910,2	2 910,2	2 680,8
83.02	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	—	—	600,0
83.05	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	—	20,3	20,3
83.06	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	392,4	392,4	334,6
83.09	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	571,0	571,0	447,3
83.10	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	57,0	57,0	—
83.11	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	346,5	346,5	346,4
83.12	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	325,6	555,0	—
83.13	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	110,0	96,0	203,0
83.14	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	38,0	32,0	52,9
83.15	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	25,0	10,0	2,0
83.16	833	Autres octrois de crédits à l'étranger. — <i>Andere kredietverleningen aan het buitenland</i> . . . . .	—	125,0	175,0
		Totaux Titre II. — <i>Totalen Titel II</i> . . . . .	7 478,8	7 171,0 (2,9)	8 083,3 (124,8)
		Totaux budget. — <i>Totalen begroting</i> . . . . .	51 235,0	54 347,5 (92,4)	41 476,5 (130,9)

## G. - TABLEAU SYNTHETIQUE DES CADRES ET DES EFFECTIFS

	Niveau général						Services polyvalent-clients				Contributions diverses				Cadres			
	Algemen Servicevlak			Dienstvlak en geringschreide Diensten			Dienstvlak en geringschreide Diensten		Dienstvlak en geringschreide Diensten		Dienstvlak en geringschreide Diensten		Dienstvlak en geringschreide Diensten		Dienstvlak en geringschreide Diensten		Dienstvlak en geringschreide Diensten	
	Cadre	Effectif Bevrting		Evaluat des costs	Cadre	Effectif Bevrting		Evaluat des costs	Cadre	Effectif Bevrting		Evaluat des costs	Cadre	Effectif Bevrting		Evaluat des costs	Cadre	
Kader	Agents definitifs	Agents tempor.	Tijdelijk personeel	Kader	Vast personeel	Agents definitifs	Agents tempor.	Tijdelijk personeel	Kader	Agents definitifs	Agents tempor.	Vast personeel	Kader	Agents definitifs	Agents tempor.	Vast personeel	Kader	
I. - SERVICES PERMANENTS																		
VASTE DIENSTEN																		
Niveau 1:																		
Fonctionnaires généraux. —																		
Ambtenaren-generaal . . . . .	11	10	—	18,2	7	7	—	12,9	14	14	—	24,2	5	5	—	9,0		
Autres rangs. — Andere rangen . . . . .	102	81	—	88,3	190	177	—	189,2	2 248	1 532	—	1 656,8	416	348	—	399,1		
Niveau 2 . . . . .	193	199	4	128,8	217	161	—	96,2	6 804	6 292	238	3 842,5	1 357	1 244	17	803,8		
Niveau 3 . . . . .	181	151	5	50,0	75	48	—	24,9	3 067	2 816	96	1 458,4	675	579	6	294,3		
Niveau 4 . . . . .	373	329	30	161,8	27	38	—	16,1	1 239	915	53	403,1	206	189	—	76,5		
Totaux. — Totalen . . . . .	860	770	39	447,1	516	431	0	339,3	13 372	11 569	387	7 385,0	2 659	2 365	23	1 582,7		
II. - SERVICES TEMPORAIRES																		
TIJDELIJKE DIENSTEN																		
Niveau 1:																		
Fonctionnaires généraux. —																		
Ambtenaren-generaal . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres rangs. — Andere rangen . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Niveau 2 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Niveau 3 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Niveau 4 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux. — Totalen . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
III. - DISPONIBILITE																		
TER BESCHIKKING																		
Niveau 1:																		
Fonctionnaires généraux. —																		
Ambtenaren-generaal . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres rangs. — Andere rangen . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1,7	—	1	—	0,9	
Niveau 2 . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	—	11,4	—	4	—	2,9	
Niveau 3 . . . . .	—	1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	35	—	12,0	—	4	—	2,2	
Niveau 4 . . . . .	—	4	—	1,2	—	—	—	—	—	—	6	—	2,0	—	—	—	—	
Totaux. — Totalen . . . . .	—	5	—	1	—	—	—	—	—	—	68	—	27	—	9	—	6	
IV. PERSONNEL AUXILIAIRE																		
(y compris les chômeurs mis au travail)																		
HULPPERSONEEL																		
(inclusief tewerkgestelde werklozen)																		
Niveau 4 . . . . .	—	—	1 077	347,5	—	—	4,0	1,7	—	—	1 703	530,3	—	—	415	—	133,2	

## G. — SYNTHETISCHE TABEL VAN DE PERSOONELSFORMATIE EN -BEZETTING

	Personnels et forces				T. 1. Personnels et forces				Budget et dépenses des dépenses				T. 2. Forces et dépenses				Personnes				Loyer			
	Budget et dépenses		Budget et dépenses		Budget et dépenses		Budget et dépenses		Personnes		Personnes		Personnes		Personnes		Personnes		Loyer		Personnes			
	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel	Kader	Effectif Personnel		
8	8	—	14,1	13	13	—	22,4	4	2	—	3,7	12	12	—	21,2	4	3	—	5,6	78	74	—	131,3	
616	475	—	506,4	1 914	1 326	—	1 345,9	98	92	—	106,6	129	113	—	101,0	73	61	—	59,5	5 786	4 205	—	4 452,8	
2 000	1 879	8	1 185,9	3 399	3 563	58	2 282,2	65	53	—	32,4	286	236	8	136,9	302	211	8	131,1	14 623	13 838	341	8 639,8	
5 212	4 356	199	2 267,2	863	857	15	467,7	14	19	—	8,8	196	176	6	78,3	145	118	4	56,4	10 428	9 120	331	4 706,0	
318	153	—	63,2	760	563	21	264,4	—	—	—	—	46	35	2	16,1	84	55	1	22,9	3 053	2 277	107	1 024,1	
8 154	6 871	207	4 036,8	6 949	6 322	94	4 382,6	181	166	—	151,5	669	572	16	353,5	608	448	13	275,5	33 968	29 514	779	18 954,0	
—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	
—	—	—	—	65	5	—	4,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	65	5	—	4,6	
—	—	—	—	58	2	—	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58	2	—	1,6	
—	—	—	—	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	—	—	—	
—	—	—	—	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	
—	—	—	—	169	7	—	6,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	169	7	—	6,2	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	6	—	5,6	—	1	—	1,2	—	1	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	5	—	2,9	—	21	—	11,9	—	—	—	—	—	2	—	1,0	—	2	—	1,2	—	—	59	—	
—	24	—	8,3	—	15	—	7,3	—	—	—	—	—	3	—	1,0	—	—	—	—	—	—	82	—	
—	1	—	0,5	—	7	—	2,9	—	—	—	—	—	1	—	0,2	—	—	—	—	—	19	—	6,8	
—	30	—	12	—	49	—	28	—	1	—	1	—	7	—	3	—	2	—	1,2	—	171	—	79,2	
—	—	500	166,3	—	—	969	284,2	—	—	9	3,4	—	—	54	20,6	—	—	67	25,9	—	—	4 798	1 513,1	